

Prix de l'abonnement annuel :

Belgique : F 4 500; étranger : F 20 004.

Prix par numéro : F 170.

Pour les abonnements et la vente au numéro, prière de s'adresser à la Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles. Téléphone 02/552 22 11.



Prijs van een jaarabonnement :

België : F 4 500; buitenland : F 20 004.

Prijs per nummer : F 170.

Voor abonnements en voor verkoop per nummer kan U terecht bij het bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel. Telefoon 02/552 22 11.

171e ANNEE

N. 225

171e JAARGANG

MARDI 7 AOUT 2001

DINSDAG 7 AUGUSTUS 2001

PREMIERE EDITION

EERSTE UITGAVE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 2103

[C — 2001/21388]

Arrêt n° 100/2001 du 13 juillet 2001

Numéros du rôle : 1903, 1941, 1965, 1987, 1988, 1991, 1992, 1995 et 1998

En cause : les recours en annulation partielle de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, introduits par la s.p.r.l. Ramses et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et H. Boel, des juges L. François, P. Martens, A. Arts et E. De Groot, et conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, du juge honoraire J. Delruelle, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 mars 2000 et parvenue au greffe le 9 mars 2000, un recours en annulation des articles 8, 15, § 1^{er}, 20, alinéa 3, 21, 27, alinéa 1^{er}, 34, 36.4, 54, § 1^{er}, 58, alinéa 3, 62 et 71, alinéa 4, 4., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999) a été introduit par la s.p.r.l. Ramses, dont le siège social est établi à 1800 Vilvorde, Stationsplein 1, et par la s.p.r.l. Talis, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, chaussée de Mons 814.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 52/2000 du 3 mai 2000, publié au *Moniteur belge* du 13 juillet 2000.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1903 du rôle de la Cour.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 avril 2000 et parvenue au greffe le 5 avril 2000, un recours en annulation des articles 3.1, 3.4, 8, 27, 34, 36, 39, 44, 45, 54 et 62 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999) a été introduit par la s.a. Tony Rus Activities, dont le siège social est établi à 3660 Opglabbeek, Weg naar Meeuwen 46, la s.a. Lerus Centers, dont le siège social est établi à 3660 Opglabbeek, Weg naar Meeuwen 46, la s.a. Lerus Centers Hasselt, dont le siège social est établi à 3500 Hasselt, Maastrichterstraat 49, boîte 22, la s.a. Lerus Centers Sint-Truiden, dont le siège social est établi à 3800 Saint-Trond, Diesterstraat 44, la s.p.r.l. Royal Diamond, dont le siège social est établi à 3970 Bourg-Léopold, Stationsstraat 66, la s.p.r.l. Royal Ascot, dont le siège social est établi à 3600 Genk, Hoevenzavellaan 28, et la s.p.r.l. Royal Crown, dont le siège social est établi à 3290 Diest, Grote Markt 30.

La demande de suspension des articles 27 et 34 de la loi précitée du 7 mai 1999, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 74/2000 du 14 juin 2000, publié au *Moniteur belge* du 10 août 2000.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1941 du rôle de la Cour.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 mai 2000 et parvenue au greffe le 10 mai 2000, un recours en annulation des articles 27, 39 et 71 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999) a été introduit par la s.a. Eurautomat, dont le siège social est établi à 9320 Erembodegem, Industrielaan 31, la s.a. B.B.F. Automaten, dont le siège social est établi à 2930 Brasschaat, Donksesteenweg 23, la s.a. Elaut, dont le siège social est établi à 9100 Saint-Nicolas, Europark Oost 6, et la s.a. Automatic Equipment, dont le siège social est établi à 2000 Anvers, Kipdorpest 48B.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 88/2000 du 13 juillet 2000, publié au *Moniteur belge* du 5 octobre 2000.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1965 du rôle de la Cour.

d. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 27 et 29 juin 2000 et parvenues au greffe les 28 et 30 juin 2000, un recours en annulation des articles 6, 8, 25, 27, 29, 34, 36.3, 37.3, 39, 50.3 et 51 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999) a été introduit par :

- la s.a. Pari Mutuel Management Services, dont le siège social est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 715, boîte 3;

- l'Union professionnelle des agences de paris, dont le siège est établi à 1180 Bruxelles, rue Vanderkindere 564, et la s.a. Derby, dont le siège social est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 715;

- la s.a. Etablissements André Glotz, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, la s.p.r.l. World Family Games, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, la s.a. Family Center Tirou, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, la s.a. Family Center Quiévrain, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, la s.a. Family Center Airport, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, la s.c.r.l. Wellington Snooker Club, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, et la s.p.r.l. Compagnie belge de divertissements, dont le siège social est établi à 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1987, 1988 et 1995 du rôle de la Cour.

e. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 27 et 29 juin 2000 et parvenues au greffe les 28 et 30 juin 2000, un recours en annulation des articles 8, 10, 19, 25, 27, 34.2, 34.3, 34.4, 36.3, 36.4, 37.3, 37.5, 53, 54, §§ 1^{er} et 2, 58 et 71 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999) a été introduit par :

(1) V. Bosquin, demeurant à 4845 Jalhay, Sart-lez-Spa, route de Stockay 8b;

(2) la s.a. Investissements et Leisure, dont le siège social est établi à 4000 Liège, rue des Bayards 22-24, la s.a. Circus Guillemins, dont le siège social est établi à 4000 Liège, rue des Bayards 22-24, la s.a. Inter, dont le siège social est établi à 4000 Liège, rue des Bayards 22-24, la s.a. Centrale des jeux, dont le siège social est établi à 6220 Heppignies, Zone industrielle de Fleurus-Heppignies, G. De Lange, demeurant à 9052 Gand, Eedstraat 62, et A. Cucchiario, demeurant à 4000 Liège, rue Destrivaux 33;

(3) la s.p.r.l. Amaro, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marché-aux-Herbes 37, la s.a. New Las Vegas, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard Anspach 54, la s.a. Future Games, dont le siège social est établi à 6041 Gosselies, Aéroport de Charleroi, BAT S7, local 1M, la s.p.r.l. VDW International, dont le siège social est établi à 2610 Wilrijk, Rucaplein 548, V. Van de Wege, demeurant à 2610 Wilrijk, Acacialaan 55, et D. Blauwens, demeurant à 1080 Bruxelles, rue de la Belle-au-Bois-Dormant 13.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par les parties requérantes mentionnées *sub* (1) et (3) et la s.a. Circus Guillemins, mentionnée *sub* (2), a été rejetée par l'arrêt n° 113/2000 du 8 novembre 2000, publié au *Moniteur belge* du 1^{er} février 2001.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1991, 1992 et 1998 du rôle de la Cour.

II. La procédure

a. Dans l'affaire n° 1903

Par ordonnance du 9 mars 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 mars 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 25 mars 2000.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 8 mai 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 18 mai 2000.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 16 juin 2000.

b. *Dans l'affaire n° 1941*

Par ordonnance du 5 avril 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 mai 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 16 mai 2000.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 26 juin 2000.

c. *Dans l'affaire n° 1965*

Par ordonnance du 10 mai 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 mai 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 3 juin 2000.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 2000.

d. *Dans les affaires n°s 1987, 1988 et 1995*

Par ordonnances des 28 et 30 juin 2000, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 5 juillet 2000, la Cour a joint les affaires n°s 1903, 1941, 1987, 1988 et 1995.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 septembre 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 septembre 2000.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 6 novembre 2000.

e. *Dans les affaires n°s 1991, 1992 et 1998*

Par ordonnances des 28 et 30 juin 2000, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 5 juillet 2000, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnance du 13 juillet 2000, le président en exercice a prorogé jusqu'au 15 septembre 2000 le délai pour introduire un mémoire.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 14 juillet 2000; l'ordonnance du 13 juillet 2000 a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 28 juillet 2000.

Des mémoires ont été introduits par :

- la s.a. General Automatic Amusement, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Palais 271-279, la s.a. New G.A.A., dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Palais 271-279, la s.a. Citexar, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Palais 271-279, la s.a. M.G.C.I., dont le siège social est établi à 7782 Ploegsteert, rue d'Armentières 148, la s.a. European Amusement, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Palais 271, et la s.a. Golden Palace Waterloo, dont le siège social est établi à 1410 Waterloo, chaussée de Bruxelles 200, par lettre recommandée à la poste le 24 août 2000;

- la s.p.r.l. Bingo Matic, dont le siège social est établi à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de Roloux 41c, par lettre recommandée à la poste le 24 août 2000;

- la s.p.r.l. Star Matic, dont le siège social est établi à 4610 Beyne-Heusay, rue Jean Prévôt 37, par lettre recommandée à la poste le 25 août 2000;

- la s.p.r.l. Pub Games, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue de la Croix de Pierre 63, par lettre recommandée à la poste le 25 août 2000;

- la s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, dont le siège social est établi à 6183 Trazegnies, avenue de l'Europe 28, par lettre recommandée à la poste le 25 août 2000;

- la s.a. Lexi, dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, rue Heyvaert 20, par lettre recommandée à la poste le 25 août 2000;

- la s.p.r.l. Les Copères, dont le siège social est établi à 5500 Dinant, rue Grande 40, par lettre recommandée à la poste le 28 août 2000;

- la s.a. Olympian Games, dont le siège social est établi à 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, la s.a. Pavaber, dont le siège social est établi à 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, la s.a. Location mobilière générale d'appareils automatiques « LOMOGEA », dont le siège social est établi à 5000 Namur, avenue Reine Astrid 7 bis/11, et la s.a. Parc d'attraction liégeois « PARCTION », dont le siège social est établi à 4000 Liège, rue Jamin Saint-Roch 4-5-6, par lettre recommandée à la poste le 28 août 2000;

- la s.a. Bastenie, dont le siège social est établi à 2000 Anvers, Lange Vlierstraat 11-13, par lettre recommandée à la poste le 28 août 2000;

- C. Verzele, demeurant à 7700 Mouscron, rue de la Station 165, par lettre recommandée à la poste le 28 août 2000;

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 2000.

f. *Dans toutes les affaires*

Par ordonnance du 9 novembre 2000, la Cour a joint les affaires n^{os} 1965, 1991, 1992 et 1998 aux affaires déjà jointes n^{os} 1903, 1941, 1987, 1988 et 1995.

Les mémoires introduits dans les affaires respectives ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 novembre 2000.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les parties requérantes dans l'affaire n° 1941, par lettre recommandée à la poste le 20 décembre 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1965, par lettre recommandée à la poste le 20 décembre 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1995, par lettre recommandée à la poste le 21 décembre 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1998, par lettre recommandée à la poste le 21 décembre 2000;
- les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1987 et 1988, par lettre recommandée à la poste le 22 décembre 2000;
- la partie requérante dans l'affaire n° 1991, par lettre recommandée à la poste le 22 décembre 2000;
- la s.a. Lexi, par lettre recommandée à la poste le 22 décembre 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1992, par lettre recommandée à la poste le 26 décembre 2000;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 26 décembre 2000.

Par ordonnances du 29 juin 2000 et du 28 février 2001, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 8 mars 2001 et 8 septembre 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 28 mars 2001, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 17 avril 2001.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 2 avril 2001.

Par lettre du 4 avril 2001, la s.p.r.l. Bingo Matic a informé la Cour qu'elle se désistait de son intervention.

A l'audience publique du 17 avril 2001 :

- ont comparu :

. Me G. Generet *loco* Me P. Coenraets, avocats au barreau de Bruxelles, pour la s.p.r.l. Ramses et la s.p.r.l. Talis (affaire n° 1903);

. Me P. Van Den Broecke, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.a. Tony Rus Activities et autres (affaire n° 1941) et pour la s.a. Eurautomat et autres (affaire n° 1965);

. Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, *loco* Me J.-E. Flagey, avocat au barreau de Bruxelles, et *loco* Me P. Gérard, avocat à la Cour de cassation, pour la s.a. Pari Mutuel Management Services (affaire n° 1987) et pour l'Union professionnelle des agences de paris et la s.a. Derby (affaire n° 1988);

. Me J. Voisin, avocat au barreau de Verviers, et Me J.-F. Jeunehomme, avocat au barreau de Liège, pour V. Bosquin (affaire n° 1991);

. Me J.-F. Jeunehomme, avocat au barreau de Liège, pour la s.a. Investissements et Leisure et autres (affaire n° 1992);

. Me A. Baumel, avocat au barreau de Mons, Me D. Putzeys et Me B. de Graeuwe d'Aoust, avocats au barreau de Bruxelles, pour la s.a. Etablissements André Glotz et autres (affaire n° 1995);

. Me M. Kaminski, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.p.r.l. Amarco et autres (affaire n° 1998);

. Me F. Fink, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.a. General Automatic Amusement et autres (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me D. Orban, avocat au barreau de Bruxelles, *loco* Me K. Bersoux et Me P. Van Damme, avocats au barreau de Liège, pour la s.p.r.l. Star Matic (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me B. Lemal, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.p.r.l. Pub Games (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me J.-F. Jeunehomme, avocat au barreau de Liège, *loco* Me J.-P. De Clercq, avocat au barreau de Charleroi, pour la s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me G. Bogaert, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.a. Lexi (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me J. Morantin, avocat au barreau de Bruxelles, *loco* Me T. Smit, avocat au barreau d'Anvers, pour la s.a. Bastenie (mémoire en intervention, affaires n^{os} 1991 et autres);

. Me O. Vanhulst, qui plaide également *loco* Me P. Hofströssler, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. François et E. De Groot ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à la recevabilité des recours et à l'intérêt à agir

A.1.1. Les requérantes dans l'affaire n° 1903 exposent qu'elles ont pour objet social, notamment, l'exploitation de salles de jeux et de luna-parks ainsi que l'exploitation, la vente, la location, l'importation et l'exportation, l'entretien et la fabrication d'appareils de jeux automatiques (article 3 des statuts) et que la limitation de cet objet social qu'impliquent l'adoption et la mise en œuvre des dispositions attaquées justifie leur intérêt à agir.

A.1.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 exposent qu'elles ont pour objet social l'exploitation, l'entretien, l'achat, la vente, la location, l'importation, l'exportation et la fabrication d'appareils de jeux automatiques et l'exploitation de luna-parks, de salles de détente et de jeux et d'établissements du secteur « horeca » et qu'elles exercent effectivement ces activités. Elles estiment donc justifier de l'intérêt requis à demander l'annulation de dispositions qui limitent de manière importante la mise en œuvre de leur objet social.

A.1.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1965 estiment qu'elles justifient de l'intérêt requis, étant donné que les dispositions entreprises limitent sérieusement la réalisation de leur objet social, qui consiste en « l'exploitation de jeux automatiques et de jeux d'adresse, la commercialisation en général, en ce compris l'achat et la vente, l'importation et l'exportation, la fabrication et l'exploitation de tous appareils de divertissement et de musique, appareils automatiques et électroniques » (première requérante), « l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le transit, la location, le louage, l'exploitation, l'entretien et la réparation de jeux de café, jeux de divertissement, machines ' horeca ' et installations ' horeca ', en gros comme au détail » (deuxième requérante), « toute la production, l'assemblage et l'installation de tous appareils et appareillages, de nature électrique ou automatique, ainsi que l'achat, l'importation et l'exportation, la vente et la distribution, aussi bien directement qu'en tant qu'intermédiaire, ainsi que la fourniture de tous services connexes » (troisième requérante), « l'achat, la vente, le commerce, l'organisation et l'exploitation de jeux automatiques et de jeux d'adresse, l'organisation de spectacles divers, l'exploitation de débits de boissons et de buffets » (quatrième requérante). Elles exercent effectivement ces activités.

A.1.4. La requérante dans l'affaire n° 1987 expose qu'elle a pour objet social « tant pour elle-même que pour le compte de tiers, seule ou en participation avec qui que ce soit, en Belgique et à l'étranger, la gestion commerciale, technique et administrative de l'acceptation de jeux en ce compris l'exploitation d'appareils automatiques, de divertissement ou autres ainsi que l'organisation de paris de toute nature et notamment de paris sur les courses de chevaux, qu'il s'agisse de paris organisés en mutuel, à la cote et/ou avec répartition, en Belgique ou à l'étranger » (article 4, alinéa 1^{er}, des statuts).

Elle indique qu'elle exploite régulièrement des appareils de jeux automatiques qui, en raison de leur petit nombre, n'étaient soumis ni à un permis d'environnement, ni à un permis d'exploitation.

Elle soutient qu'en autorisant l'exploitation de jeux automatiques dans les seuls établissements de classes II et III, le législateur n'a pas tenu compte des activités qu'elle exerce et qui semblent dès lors désormais illégales; elle conclut que l'interdiction qui en résulte l'affecte directement.

A.1.5.1. L'union professionnelle U.P.A.P., première requérante dans l'affaire n° 1988, expose qu'elle a pour objet l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de ses membres. Ses membres consistent essentiellement en des agences hippiques, lesquelles ont développé des activités non seulement liées directement aux agences hippiques, mais également à l'acceptation de jeux et paris autorisés par la loi, à l'instar de la deuxième requérante. Elle considère que son objet social risque d'être directement et défavorablement affecté par l'article 27 qu'elle attaque puisqu'il restreint sensiblement les activités de ses membres dès lors qu'il est désormais interdit, de manière directe ou indirecte, dans le chef d'une même personne physique ou morale, d'exploiter des jeux de hasard, d'une part, et, d'autre part, de détenir une licence portant sur le service d'entretien et de réparation des jeux de hasard.

A.1.5.2. La seconde partie requérante, qui a pour objet social toutes opérations quelconques, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'acceptation des jeux et paris autorisés par la loi (article 3, alinéa 1^{er}, des statuts), estime que l'article 27, alinéa 1^{er}, de la loi rend illégale une partie de ses activités : elle a en effet, de longue date, exercé des activités d'entretien et de maintenance des appareils automatiques pour compte de la s.a. P.M.M.S. Dès lors que la s.a. P.M.M.S. est susceptible de recevoir une licence de classe B, la s.a. Derby ne pourra pas poursuivre ses activités sous couvert d'une licence de classe E, puisque les s.a. P.M.M.S. et Derby ont des liens structurels du fait de leur appartenance commune au groupe Ladbrokes.

A.1.6. Le requérant dans l'affaire n° 1991 détient un certain nombre de parts représentatives du capital social des sociétés patrimoniales s.c.a. Infiso et s.c.a. Sofabo. Ces sociétés patrimoniales détiennent elles-mêmes des parts sociales de différentes sociétés qui devront, compte tenu de leur activité, être titulaires de différentes licences au sens de l'article 25 de la loi entreprise.

A.1.7. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 sont soit des sociétés dont l'objet social est notamment l'exploitation de salles de jeux et d'appareils automatiques de jeux de cafés ou la fabrication, l'achat et la vente, l'importation et l'exportation, la location, la réparation et l'exploitation d'appareils d'amusement, en ce compris des jeux de hasard, soit des personnes physiques titulaires d'une inscription au registre de commerce pour une activité de placement de jeux automatiques et de jeux d'amusement ou pour une activité de débit de boissons. Elles font valoir qu'elles sont atteintes par les dispositions de la loi entreprise qui mettent à charge des titulaires de licences les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission des jeux de hasard et de son secrétariat, qui prévoient que cette contribution est couverte par une caution et qui fixent la composition de cette commission. Elles s'estiment également atteintes par les dispositions qui subordonnent l'octroi et le maintien des licences à la transparence et à l'identification permanente de l'actionnariat, ce qui, selon eux, est impossible pour une société anonyme. Elles considèrent aussi avoir intérêt à attaquer les dispositions qui interdisent le cumul, même indirect, des licences B et C, d'une part, et des licences E, d'autre part. Certaines parties requérantes fournissent des pièces qui démontrent que certains de leurs actionnaires sont par ailleurs actionnaires de sociétés qui devront être titulaires d'une licence d'une autre classe, ce qui les empêchera d'obtenir d'autres licences. Les parties requérantes invoquent également à l'appui de leur intérêt le fait qu'elles pourront exiger après annulation le remboursement des sommes qui auront été payées en exécution des articles 19 et 71 de la loi entreprise.

A.1.8. Le premier requérant personne physique dans cette même affaire invoque encore le fait qu'en tant que placeur de jeux dans des établissements situés en Région flamande, il est soumis à une taxe régionale sur les jeux de hasard. Les dispositions entreprises alourdissent encore la charge financière que doivent supporter les placeurs de jeux et auront nécessairement une incidence négative sur leurs revenus. Il invoque également son intérêt à attaquer des dispositions qui prévoient que dans les établissements de classes II et III, seuls sont autorisés les jeux de hasard dont il est établi que le joueur ou parieur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 500 francs par heure.

A.1.9. Le second requérant personne physique invoque pour sa part le fait que les recettes des appareils de jeux constituent un élément essentiel de l'équilibre financier de son commerce de débit de boissons. Il a donc intérêt à attaquer les dispositions qui alourdissent la charge financière à supporter par les sociétés qui placent des jeux, vu l'incidence sur sa quote-part dans les recettes de jeux, et celles qui n'autorisent, dans les débits de boissons, que les jeux de hasard dont il est établi que le joueur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 500 francs par heure, vu la réduction substantielle de revenus qui en résultera pour lui.

A.1.10. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1995 sont sept sociétés dont les actionnaires sont des personnes physiques ou des personnes morales (elles-mêmes souvent actionnaires d'autres parties requérantes dans la même affaire). Elles ont pour objet social, selon le cas, l'achat, la vente, la représentation, la location et l'exploitation de jeux et d'appareils automatiques (première, deuxième, troisième et cinquième parties requérantes, cette dernière n'ayant cependant pas la location dans son objet social), l'exploitation de luna-parks, bowlings, pistes de karting, l'exploitation de jeux et appareils divers dans les cafés, endroits publics ou privés, à l'intérieur du pays et à l'étranger, en import ou en export, l'achat et la vente, l'entretien et la réparation de tous appareils et accessoires nécessaires incombant à l'exploitation en général, l'exploitation de débits de boissons (quatrième partie requérante), l'exploitation de snookers, de billards, de jeux automatiques et électroniques et autres jeux apparentés, de brasseries, petite restauration ainsi que l'organisation d'animations, de soirées et concours se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation des jeux précités (sixième partie requérante), ou l'exploitation de cafés, restaurants, parcs de divertissement et de distraction, l'exploitation de jeux et appareils divers dans les cafés, endroits publics ou clubs privés à l'intérieur du pays ou à l'étranger, en import ou en export, l'achat et la vente, l'entretien, la réparation de tous appareils ou accessoires nécessaires et incombant à l'exploitation en général (septième partie requérante).

Elles exploitent, selon le cas, des luna-parks (première, troisième, quatrième, cinquième parties requérantes) ou une taverne-snooker (sixième partie requérante), placent, entretiennent, achètent et vendent des jeux de café (première partie requérante), fournissent du personnel pour l'exploitation des luna-parks (deuxième partie requérante) ou louent ou exploitent des établissements de brasserie exploitant des jeux (septième partie requérante); elles estiment qu'elles devraient être titulaires de licences de classe B, C, D et E.

A.1.11. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1998 invoquent soit leur objet social qui consiste en l'exploitation d'un luna-park, l'importation et l'exportation, l'achat, la vente, la fabrication d'appareils de jeux de hasard, le placement et la location de ces appareils dans des cafés, soit le fait qu'elles sont actionnaires de sociétés ayant un tel objet. Elles déclarent posséder l'intérêt légalement requis pour attaquer la loi parce que celle-ci bouleverse les conditions dans lesquelles elles peuvent exercer ces activités et remet même en question leur poursuite.

A.1.12. La s.p.r.l. Bingo Matic, intervenante, se réfère aux affaires n°s 1991, 1992 et 1998 et estime pouvoir établir son intérêt à l'intervention en se fondant sur ses statuts qui indiquent qu'elle a pour activité principale « l'installation et l'exploitation des jeux d'amusement dans les établissements publics, clubs privés ou associations diverses ». Sa situation pourrait être affectée par les décisions de la Cour relatives à la contribution couvrant les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission des jeux de hasard.

La s.a. General Automatic Amusement et autres, la s.a. Olympian Games et autres, la s.p.r.l. Star Matic, la s.a. Lexi, la s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, la s.p.r.l. Pub Games, la s.p.r.l. Les Copères, la s.a. Bastenie et Christian Verzele justifient leur intérêt à intervenir d'une manière analogue à celle des parties requérantes : ils achètent, vendent, louent, fabriquent, importent, entretiennent ou réparent des jeux de hasard, en exploitent ou exploitent des salles de jeux automatiques ou des débits de boissons; ils font valoir, selon le cas, que leurs actionnaires sont également actionnaires d'autres sociétés ou qu'ils pourraient être amenés à prendre des participations dans d'autres sociétés (elles-mêmes intervenantes le cas échéant), les activités des unes et des autres requérant, selon les nouvelles dispositions, des licences de différents types dont le cumul sera interdit.

Les mémoires en intervention de la s.p.r.l. Les Copères, de la s.a. Bastenie et de C. Verzele se réfèrent, quant au fond, aux requêtes en annulation introduites dans les affaires n°s 1991, 1992 et 1998.

A.1.13. Le Conseil des ministres estime que les parties requérantes dans les affaires n°s 1903, 1941, 1965, 1992 et la première partie requérante dans l'affaire n° 1988 ne justifient pas d'un intérêt suffisant à agir, les dispositions attaquées ne nuisant pas à leur situation de manière directe et certaine. Il ajoute, en ce qui concerne les parties requérantes dans les affaires n°s 1903 et 1987 et en ce qui concerne les quatre premières parties requérantes dans l'affaire n° 1992, que leur objet social étant en effet beaucoup plus large - les statuts visent les « automates » dans le sens le plus large - et n'étant pas lié au jeu, elles ne peuvent soutenir que ces dispositions limiteraient la réalisation de leur objet social. Elles restent en outre en défaut de prouver leur intérêt en fonction de l'influence des normes attaquées sur leurs activités commerciales.

Le Conseil des ministres souhaite en outre attirer l'attention de la Cour sur le dossier produit par le sixième requérant dans l'affaire n° 1992 : il appert en effet de ce dossier que l'article 15 de la convention qui lie le sixième requérant à la s.a. Fremont Gescaf lui interdit d'exploiter des jeux de hasard sauf autorisation écrite; le sixième requérant ne produisant pas une telle autorisation, il ne peut exploiter des jeux de hasard.

Il estime, quant à la seconde partie requérante dans l'affaire n° 1988 qui dit ne pouvoir continuer à exercer une activité d'entretien et de maintenance auprès d'une société qui relève, comme elle, d'un groupe déterminé, que la partie requérante devra obtenir une licence de classe E et qu'elle reste en défaut de produire la moindre pièce étayant sa thèse et de préciser la nature juridique exacte de cette appartenance commune. Il estime en outre qu'elle interprète de manière inexacte et trop large la disposition attaquée, qui vise à interdire le cumul direct ou indirect des licences; or, cette notion, empruntée au droit des sociétés, doit s'entendre dans son sens habituel, à savoir qu'en droit des sociétés, l'on considère qu'une société possède directement ou indirectement une autre si elle est, dans les faits, en mesure de la contrôler (majorité au sein de l'assemblée générale, du conseil,...), ce qui n'est à l'évidence pas le cas de la partie requérante.

En ce qui concerne l'U.P.A.P., première partie requérante dans l'affaire n° 1988, il ajoute que la doctrine considère qu'un groupement n'a pas l'intérêt requis pour ester en justice lorsque le préjudice affecte le but pour la défense duquel il a été créé et que le recours en annulation est donc irrecevable puisque la partie requérante soutient que les activités de ses membres sont sensiblement réduites et que, partant, son objet social risquerait d'en subir les conséquences.

Quant aux parties requérantes dans l'affaire n° 1995, il estime qu'elles n'établissent pas leur intérêt en fonction de l'influence des normes attaquées sur les activités commerciales qu'elles exercent effectivement.

A.1.14. Dans l'affaire n° 1991, le Conseil des ministres estime que la qualité d'actionnaire et l'intérêt commercial dont se prévaut la partie requérante (mais qu'elle ne prouve pas) ne suffit pas à établir son intérêt à agir. L'objet social des sociétés dans lesquelles les sociétés dont il se dit l'actionnaire possèdent des participations est beaucoup plus large et n'est pas lié au jeu; celles qui tombent sous l'application de la loi devront, en l'espèce, être titulaires d'une licence de classe B, ce qui implique que cette loi n'affecte pas de façon directe et personnelle la situation du requérant mais bien celle de ces sociétés, auxquelles il incombe de demander l'annulation de la loi.

A.1.15. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 jugent l'argument du Conseil des ministres difficile à suivre puisque l'article 3 des statuts de la première partie requérante vise expressément l'exploitation des salles de jeux et de luna-parks.

A.1.16. Le Conseil des ministres estime que l'intervention de la s.p.r.l. Les Copères n'est pas recevable, l'intervenante se référant aux numéros de rôle 991-992 à 998 et donc à une autre affaire.

Il estime que l'intervention de la s.a. Bastenie n'est pas recevable, faute pour l'intervenante de prouver qu'elle est actionnaire d'une société exerçant des activités de classe B ou qu'elle aurait une relation contractuelle avec un tiers non identifié et que ses organes compétents ont pris la décision d'intervenir dans la présente cause.

Il estime que les interventions de C. Verzele et de la s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel ne sont pas recevables, faute, pour le premier, de prouver qu'il exploite un établissement de jeux et, pour la seconde, de produire la décision des organes compétents pour intervenir dans la présente cause.

A.1.17. La s.a. Pari Mutuel Management Services (affaire n° 1987) réplique que le Conseil des ministres n'a pas contesté les éléments de fait et de droit exposés dans sa requête et que la nouvelle loi n'autorise plus l'exploitation de son activité que dans les établissements de classes II et III.

A.1.18. L'U.P.A.P. (affaire n° 1988) réfute l'argumentation du Conseil des ministres en entendant se référer, non à la doctrine relative au droit judiciaire, mais à la jurisprudence de la Cour, qui a admis à plusieurs reprises l'action d'unions professionnelles à l'encontre de dispositions susceptibles d'affecter directement et défavorablement les intérêts collectifs de leurs membres ou les intérêts professionnels du groupement en tant que tel. Elle représente non seulement des agences hippiques mais aussi des exploitants de jeux de hasard.

A.1.19. La s.a. Derby (seconde partie requérante dans l'affaire n° 1988) réfute également l'argumentation du Conseil des ministres en indiquant qu'elle a produit en annexe à sa requête un contrat de services entre la s.a. P.M.M.S. (susceptible d'obtenir une licence de classe B) et elle-même, l'une et l'autre faisant partie du même groupe : le lien structurel qui en découle implique que la partie requérante ne pourra poursuivre ses activités sous le couvert d'une licence de classe E.

Par ailleurs, l'interprétation restrictive faite par le Conseil des ministres de l'article 27, alinéa 1^{er}, constitue une argumentation de fond. L'exception d'irrecevabilité pour absence de griefs de la norme litigieuse doit dès lors être examinée au fond.

A.1.20. Le requérant dans l'affaire n° 1991 estime avoir produit avec sa requête les actes constitutifs, comptes annuels et procès-verbaux permettant d'écarter l'objection du Conseil des ministres; il ajoute qu'il suffit de lire l'objet social des sociétés dans lesquelles les sociétés patrimoniales possèdent des participations pour se rendre compte que leur objet social présente un lien direct avec la législation attaquée; celle-ci supposera qu'elles soient titulaires de licences B, C, D ou E. Elles paient d'ailleurs les taxes prévues par l'arrêté royal du 8 juillet 1970.

A.1.21. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 répliquent pour leur part que la Cour, dans son arrêt n° 113/2000, a jugé que leurs recours paraissaient recevables, compte tenu du fait que ce sont des sociétés dont l'objet social comprend l'exploitation de salles de jeux. Il n'est donc pas nécessaire que les sociétés requérantes démontrent qu'elles exercent effectivement des activités commerciales sur lesquelles les normes attaquées auraient une influence. Par analogie, les requérants personnes physiques sont également recevables à exercer l'actuel recours en annulation, dès lors que leur inscription au registre de commerce prévoit pour l'un (De Lange) l'activité de placement de jeux automatiques et de jeux d'amusement et pour l'autre (Cucchiario) l'activité de débit de boissons.

Par ailleurs, la s.a. Circus Guillemins confirme qu'elle ne souhaite exercer aucune activité dans les domaines visés par une licence de classe E. Ses seules activités sont et resteront celles qui nécessitent l'obtention d'une licence de classe B; elle s'en remet dès lors à justice quant à la recevabilité de son recours en tant qu'il porte sur l'article 27; A. Cucchiario produit en outre, en réponse à une observation du Conseil des ministres, une nouvelle pièce : la confirmation, par la s.a. Fremont Gescaf, d'une autorisation d'exploiter, dans son établissement, les jeux de hasard autorisés pour son type d'activité.

A.1.22. Dans l'affaire n° 1995, la cinquième partie requérante prend acte avec satisfaction, sur la base de l'appréciation faite par la Cour de son intérêt dans l'arrêt n° 113/2000, de ce qu'elle n'est pas visée par l'interdiction de cumul prévue par l'article 27 de la loi attaquée et peut conserver ses actions et ses activités auprès des deux sociétés concernées. Les cinq autres parties requérantes constatent que cet arrêt a reconnu leur intérêt.

A.2.1. Le Conseil des ministres fait valoir que l'intérêt des parties requérantes dans les affaires n^{os} 1903, 1941, 1965, 1987, 1992, 1995 et de la première partie requérante dans l'affaire n° 1988 est illicite, la loi du 24 octobre 1902 interdisant l'exploitation des jeux de hasard, l'article 305 du Code pénal ayant puni, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi attaquée, ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public et le droit civil considérant que le jeu a une cause illicite.

A.2.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 jugent ce raisonnement étonnant, fondé sur une disposition abrogée par la loi qui est attaquée et qui, précisément, a pour objet de légitimer sous certaines conditions l'exploitation des salles de jeux de hasard et dont l'opportunité est dès lors pratiquement remise en cause. Elles rappellent qu'elles disposent des autorisations administratives requises.

Dans l'affaire n° 1995, elles répliquent que l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 24 octobre 1902 précitée, interprété par la loi du 14 août 1978, a habilité le Roi à arrêter la liste des appareils de jeux de hasard dont l'exploitation reste autorisée nonobstant l'interdiction de principe figurant à l'alinéa 1^{er}. La jurisprudence confirme que la tenue de jeux de hasard n'était pas seulement tolérée, mais autorisée.

Dans les affaires n^{os} 1941 et 1965, elles font valoir que l'exploitation des jeux de hasard était jadis tolérée pour des raisons fiscales et historiques et que le législateur était parfaitement conscient de l'incohérence de cette situation ancienne. Cette tolérance permet d'établir le caractère légitime de leur intérêt.

La partie requérante dans l'affaire n° 1987 estime qu'il y a lieu d'apprécier l'intérêt à agir au regard de la loi attaquée. Certes, sont interdits, en principe, les jeux de hasard, sauf dérogations. Dès lors que la partie requérante considère que des discriminations affectent les dérogations autorisées, l'intérêt à agir n'est pas illicite, à peine sinon de favoriser l'arbitraire le plus complet dans les dérogations accordées.

En outre, elle fait observer que l'exploitation de certains jeux était légale dès avant l'adoption de la loi en cause et que la Cour, dans ses arrêts relatifs aux demandes de suspension, semble avoir implicitement mais certainement rejeté l'exception de jeux puisqu'elle a accepté d'examiner le sérieux des moyens et le caractère grave et difficilement réparable du préjudice. Cette jurisprudence concorde avec celle du Conseil d'Etat.

A.3.1. Dans le mémoire introduit dans l'affaire n° 1903, le Conseil des ministres fait valoir que les parties requérantes ayant omis d'indiquer leur numéro d'inscription dans le registre de commerce, en violation de l'arrêté royal du 20 juillet 1964, le recours en annulation n'est pas recevable.

Il adresse le même reproche aux intervenantes s.p.r.l. Les Copères et s.a. Bastenie.

A.3.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 répliquent que cette disposition vise la procédure judiciaire et non la procédure devant la Cour d'arbitrage.

A.3.3. Selon le Conseil des ministres, la requête de la s.p.r.l. Ramses (affaire n° 1903) n'est pas recevable, la décision relative à l'introduction de la procédure étant rédigée en néerlandais alors que l'article 2 du décret flamand du 19 juillet 1973 prévoit que : « la langue à utiliser pour les relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi que pour les actes et documents prescrits par la loi, est le néerlandais ».

A.3.4. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 répliquent que la production de la décision d'agir n'est pas une condition de recevabilité du recours en annulation puisque l'article 7, alinéa 3, de la loi du 6 janvier 1989 précise expressément que si le recours est introduit par une personne morale, celle-ci doit produire ses statuts ou la décision d'agir prise par l'organe compétent. La première partie requérante ayant produit ses statuts, elle n'avait pas l'obligation de produire une telle décision d'agir.

Elles ajoutent que si la décision d'agir du gérant est à tenir pour un acte visé à l'article 62 de la loi précitée, elle peut être produite, conformément à cette disposition, dans la langue du choix du requérant.

A.4.1. Le Conseil des ministres considère que les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 n'indiquent pas en quoi les articles 15, § 1^{er}, et 71, alinéa 4, 4, violeraient les dispositions qu'elles invoquent. La demande n'est donc en tout cas pas recevable en ce qui les concerne.

Dans l'affaire n° 1987, il soutient que la demande est irrecevable, faute de griefs : la partie requérante ne démontre nullement en quoi le fait de limiter l'exploitation des jeux de hasard aux établissements de classes II et III constituerait une discrimination prohibée par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le Conseil des ministres estime irrecevable l'intervention de la s.p.r.l. Les Copères, qui s'est bornée à annoncer un mémoire en réponse lorsqu'elle aura pu prendre connaissance de tous les moyens des requérants et n'a donc pas développé de moyens dans le délai légal.

A.4.2. La partie requérante dans l'affaire n° 1987 juge l'exception non fondée puisque l'exposé des faits précédant celui du moyen permet de comprendre le contexte dans lequel se situe la discrimination critiquée et que le libellé du moyen explicite suffisamment celle-ci. Le Conseil des ministres y a d'ailleurs répondu.

Quant aux dispositions attaquées et à leur objectif

A.5.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 estiment que l'objectif de la loi attaquée (donner une base légale aux établissements de jeux de hasard et mieux protéger les joueurs) n'a pas été atteint : la loi ne s'applique qu'à certains jeux et, au lieu de protéger, au moyen d'une réglementation, ceux qui souffrent d'un asservissement au jeu, elle ne protège que le monopole des casinos.

A.5.2. Selon le Conseil des ministres, la loi attaquée vise à soumettre les opérateurs de jeux à des règles d'exploitation strictes en contrepartie de la sécurité professionnelle et de la certitude d'un gain raisonnable; elle repose sur un double principe (à savoir le maintien de l'interdiction de l'exploitation des jeux de hasard et l'octroi pour les jeux ou établissements d'une licence écrite préalable constituant une faveur dont l'octroi et la perpétuation sont soumis à une réglementation stricte) et poursuit des objectifs qui relèvent tous de l'intérêt général et de la protection de la santé publique, à savoir la protection du joueur (contre lui-même et le désir de jouer et de dépenser sa fortune et celle de sa famille), la préservation de l'intégrité du jeu, tenant compte des enjeux financiers, la lutte contre la dépendance et les problèmes sociaux (familiaux, financiers, isolement...), la lutte contre la criminalité à laquelle la dépendance au jeu est souvent liée, l'organisation des jeux électroniques et des nouveaux développements technologiques (cet objectif n'est mentionné que par le mémoire introduit dans l'affaire n° 1903), la mise en place d'un contrôle efficace lié aux jeux de hasard, la lutte contre les effets secondaires indésirables et liés au jeu comme la dépendance, le blanchiment d'argent, la criminalité, la fraude fiscale et la fraude financière, le contrôle des revenus du jeu, bénéficiant au Trésor public ainsi qu'à un certain nombre d'œuvres caritatives ou humanitaires, et la création et l'organisation d'un organisme de conseil, de décision et de contrôle.

Quant à la recevabilité des moyens invoqués dans les affaires n^{os} 1903, 1941, 1965 et 1988

A.6.1. Un moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 12 et 23 de la Constitution, de l'article 52 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, du principe de proportionnalité et du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, en vertu desquels le libre choix et l'exercice sans entrave d'une activité professionnelle sont garantis dans le respect des principes d'égalité et de non-discrimination entre agents économiques.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 invoquent en outre, dans ce moyen, la violation du principe général d'égalité et de non-discrimination, du principe de libre concurrence au sein de l'Union européenne et de l'excès de pouvoir.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 invoquent en outre, dans ce moyen, la violation des principes du respect de la vie privée, du principe général d'égalité et de non-discrimination et de l'excès de pouvoir.

Le moyen unique dans l'affaire n° 1988 est pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution et du principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

A.6.2. Dans les mémoires introduits dans les affaires n^{os} 1941 et 1965, le Conseil des ministres estime que le moyen est irrecevable en tant qu'il est pris de la violation directe des articles 12 et 23 de la Constitution, de l'article 43 du Traité instituant la Communauté européenne, des principes de proportionnalité, de liberté du commerce et de l'industrie, de libre concurrence au sein de l'Union européenne, du respect de la vie privée et de l'excès de pouvoir, la Cour n'étant pas compétente à cet égard. Les parties requérantes répondent qu'elles invitent la Cour à censurer une violation du principe d'égalité et de non-discrimination à l'occasion de la violation des normes précitées.

Quant aux moyens tirés de la violation des règles répartitrices de compétences

A.7. Dans les affaires n^{os} 1903 et 1941, un moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 39 et 143, § 1^{er}, de la Constitution, de l'article 6, § 1^{er}, I (dans la seule affaire n° 1903) et II, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de l'excès de pouvoir (affaire n° 1903) et de « l'exercice du pouvoir » (affaire n° 1941).

A.8.1. En sa première branche, le moyen est pris de ce que le législateur fédéral se reconnaît le droit de réglementer l'octroi des licences d'exploitation des salles de jeux automatiques alors que la police des établissements classés relève de la compétence exclusive des régions.

Il est en effet incontestable que les salles de jeux automatiques constituent un exemple d'établissements classés; ainsi l'ordonnance bruxelloise du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement vise-t-elle les luna-parks où sont installés plus de dix appareils de jeux automatiques. La loi menace la sécurité juridique en créant un risque de conflit entre l'autorité compétente pour accorder un permis d'environnement ou l'autorité statuant sur recours, d'une part, et la commune habilitée à conclure la convention prévue par l'article 34 de la loi attaquée ou la commission des jeux de hasard habilitée à délivrer une licence, d'autre part, qu'il s'agisse des autorisations mêmes ou des modalités d'exploitation, tels les horaires d'ouverture.

Dans l'affaire n° 1941, les parties requérantes ajoutent que les salles de jeux automatiques relèvent de la politique économique, laquelle appartient à la compétence des régions en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale précitée.

A.8.2. Le Conseil des ministres (affaires n°s 1903 et 1941) estime que la réglementation des jeux de hasard ne présente qu'un lien très éloigné et indirect par rapport à la protection de l'environnement. Il s'agit en réalité d'accès à la profession, ce qui relève de l'autorité fédérale.

A.9.1. En sa seconde branche (propre à la seule affaire n° 1903), le moyen est pris de ce que le législateur fédéral, en délimitant les zones dans lesquelles il est permis d'exploiter un établissement de jeux de hasard, se reconnaît le droit de fixer des règles concernant l'aménagement du territoire, alors que celles-ci relèvent de la compétence exclusive des régions.

En précisant qu'un établissement de jeux de hasard ne peut être implanté à proximité (expression vague) d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux, de lieux de culte, de prisons et d'endroits fréquentés par des jeunes (ce qui laisse peu de possibilités), le législateur fédéral règle directement l'aménagement du territoire, c'est-à-dire l'expression spatiale des politiques économique, sociale, culturelle et écologique de toute société.

Dès lors qu'il semble que la commission des jeux de hasard appréciera l'opportunité de l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard à un endroit donné en fonction du principe de bon aménagement des lieux et accordera la licence d'exploitation en fonction de l'intégration du projet dans l'environnement bâti et ce, sur la base des critères fixés à l'article 36, 4., attaqué, elle exercera manifestement une appréciation portant directement sur l'aménagement du territoire.

A.9.2. Le Conseil des ministres (affaire n° 1903) estime que les dispositions attaquées n'ont pas pour objet essentiel de régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Les conditions qu'elles prévoient visent à protéger particulièrement certaines personnes et relèvent de la compétence du législateur fédéral de régler les établissements de jeux de hasard, laquelle implique celle de tenir compte des inconvénients que le voisinage de ceux-ci peut comporter.

A.10.1. Les requérants dans l'affaire n° 1992 (premier moyen) et plusieurs intervenantes (la s.p.r.l. Bingo Matic, la s.a. General Automatic Amusement et autres, la s.p.r.l. Star Matic, la s.a. Lexi, la s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, la s.a. Olympian Games et autres et la s.p.r.l. Pub Games) reprochent aux articles 10, § 2, 19 et 71 de la loi attaquée de violer les articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, et les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou conjointement avec l'article 174, alinéa 2, de la Constitution. Les requérants dans l'affaire n° 1998 reprochent aux articles 19 et 71 de violer les articles 172 et 177 de la Constitution et se réfèrent à l'article 3 précité.

A.10.2. Ils font valoir (première branche du moyen) que nonobstant la qualification de contribution qui leur est donnée, les montants mis à charge des titulaires des licences A, B, C et E par l'article 19 de la loi entreprise, et dont le paiement est garanti par le cautionnement institué par l'article 71, constituent un véritable impôt. Ils n'aperçoivent pas le service dont, débiteurs de la contribution visée par l'article 19, ils seraient bénéficiaires (ils sont au contraire tenus de recourir aux services de la commission); la caution visée par l'article 71 n'a pas d'autre objet que de permettre la prise en charge des frais visés à l'article 19.

Par ailleurs, les appareils de jeux automatiques sont frappés d'une taxe par l'article 76, § 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Cette taxe étant régionale depuis le 1^{er} janvier 1989, l'impôt contesté viole les articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi spéciale précitée.

L'intervenante s.p.r.l. Pub Games ajoute que la Cour décide qu'une redevance, pour être considérée comme un prélèvement non fiscal, doit apparaître comme la rétribution d'un service fourni par l'autorité au profit du redevable, considéré individuellement; l'intervenante déclare aussi que les missions dont la commission est chargée en vue de protéger la « population nationale » à laquelle l'arrêt n° 74/2000 fait lui-même référence sont très nombreuses et ne peuvent évidemment être considérées comme des services institués au profit des redevables de la « contribution » visée à l'article 19 et de sa « garantie » instituée par l'article 71 de la loi entreprise.

Il s'ensuit que l'impôt ainsi critiqué est une taxe sur les jeux et paris et emporte modification de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

A.10.3. Les requérants font valoir (deuxième branche du moyen) que les articles 19 et 71 précités violent de manière discriminatoire (l'article 172 constituant l'application en matière fiscale des articles 10 et 11 de la Constitution; les requérants dans l'affaire n° 1998 faisant en outre référence à l'article 177, alinéa 1^{er}, de la Constitution) le principe d'universalité du budget et des comptes (ceux-ci doivent contenir toutes les recettes et toutes les dépenses sans exception) inscrit à l'article 174, alinéa 2, de la Constitution et confirmé notamment par l'article 50 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et par l'article 3 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991; ils violeraient aussi le principe de la non-affectation des recettes qui en découle (une dépense ne peut être subordonnée à une recette correspondante), principe auquel il ne peut être dérogé que dans les conditions fixées par l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, et notamment par l'instauration d'un fonds budgétaire.

A.10.4. Ils font valoir (troisième branche) que les régions étant exclusivement compétentes pour modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, l'article 10, § 2, de la loi attaquée, qui exclut toute participation des ministres des gouvernements régionaux à la commission des jeux de hasard et habilite le Roi à nommer les membres de cette commission sur proposition de ministres fédéraux, méconnaît la compétence dévolue aux régions par les articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

A.10.5. Dans les affaires n^{os} 1992 et 1998, le Conseil des ministres considère que l'article 19 est conforme à l'objectif de protection des consommateurs que la loi s'est donné, cette protection relevant du législateur fédéral. Le montant réclamé par la loi ne vise qu'à réglementer l'accès à la profession et l'obtention des licences et rentre également à ce titre dans les compétences du législateur fédéral. Les jeux de hasard eux-mêmes, jadis interdits sauf exception établie par le Roi, relèvent de ces compétences.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 invoquent à tort l'article 174, alinéa 2, de la Constitution, faute de démontrer en quoi la loi violerait cette disposition qui prévoit que les recettes et les dépenses doivent apparaître dans le budget et dans les comptes. Quant aux lois sur la comptabilité de l'Etat invoquées dans les deux requêtes, elles sont antérieures à la loi attaquée, qui pouvait ainsi y déroger pour les motifs sur lesquels elle est fondée, le législateur ayant estimé que le coût du contrôle devait être supporté non par la collectivité mais par le secteur du jeu lui-même. L'article 172 de la Constitution, pour sa part, n'interdit pas de traiter de façon différente des situations différentes.

Enfin, l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 invoqué dans les deux requêtes, qui attribue aux régions la taxe sur les jeux et paris et la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, contient une énumération limitative. L'argument selon lequel seules les régions pouvaient instaurer la redevance en cause ne peut être retenu, le législateur fédéral étant, d'une part, compétent pour protéger les consommateurs et pouvant, d'autre part (à supposer que ce qui précède ne soit pas admis), déroger aux règles répartitrices de compétences, à condition d'en démontrer la nécessité, ce qui a déjà été fait et, conformément à l'article 35 de la Constitution, imposer au secteur des jeux de hasard les impôts destinés à couvrir les frais rendus nécessaires par la présence de ces jeux.

A.10.6. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 répliquent que le Conseil des ministres ne répond ni à la première branche du moyen (mais concède, en réponse à la troisième branche, que les articles 19 et 71 instaurent bien un impôt destiné à couvrir les frais que nécessite la présence des jeux de hasard, en le fondant toutefois sur une disposition de la Constitution qui n'est pas encore entrée en vigueur, l'article 35) ni à la troisième branche.

Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres en réponse à la seconde branche, la spécificité du secteur des jeux ne justifie pas un régime à ce point dérogatoire aux principes de droit budgétaire inscrits à l'article 174, alinéa 2, de la Constitution, et confirmés à l'article 50 de la loi spéciale de financement.

Les requérants dans l'affaire n° 1998 estiment que le Conseil des ministres ne répond qu'à la première branche du moyen; ils rapportent l'avis du Conseil d'Etat qualifiant la « redevance » critiquée de taxe sur les jeux de hasard, matière que la loi spéciale de financement a réservée au législateur régional : la protection des consommateurs justifie certes la réglementation des jeux de hasard, mais pas l'imposition, par un législateur incompétent, d'une taxe sur leurs exploitants, en violation des principes de l'égalité des citoyens devant l'impôt, et de l'universalité du budget. Ils relèvent en outre que la demande de suspension a été rejetée sur la base non d'un défaut de moyen sérieux mais d'une absence de préjudice grave difficilement réparable.

Quant aux moyens tirés de la violation du principe d'égalité

A.11.1. L'article 3, 1 et 4, est critiqué dans l'affaire n° 1941 en ce qu'il exclut les jeux et paris relatifs à l'exercice d'un sport et les loteries et notamment la Loterie nationale, alors que la loi vise l'ensemble des jeux de hasard et entend remédier à l'asservissement aux jeux en général.

A.11.2. Le Conseil des ministres (mémoire dans l'affaire n° 1941) estime que la distinction critiquée repose sur des critères objectifs et pertinents : les jeux et paris relatifs à l'exercice d'un sport sont essentiellement différents des jeux pratiqués dans les casinos et luna-parks, les seconds pouvant se pratiquer tous les jours, à des périodes et à des fréquences qui ne relèvent que du joueur; réglementer les premiers impliquerait en outre que les compétitions sportives *stricto sensu* soient soumises à la loi, ce qui ne relève ni de l'intention du législateur (cette matière est réglée par une loi du 26 juin 1963) ni de sa compétence (article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980).

La Loterie nationale est également intrinsèquement différente des jeux de hasard réglés par la loi : elle n'est accessible que dans les librairies et dans des points de vente ouverts à des heures et jours normaux et crée un risque de dépendance largement inférieur puisque, dans les autres jeux, le joueur sait immédiatement s'il a ou non gagné et est tenté de continuer à jouer.

La loi attaquée ne porte atteinte à aucune liberté fondamentale et, au contraire, dépénalise à certaines conditions une activité auparavant illégale.

A.11.3. Selon les parties requérantes, le danger du jeu est fonction non pas des heures d'ouverture des établissements de jeu, des périodes ou de l'endroit où l'on joue, mais de l'élément de hasard et la perte de la mise est aussi douloureuse dans un jeu de hasard que dans un pari relatif à l'exercice d'un sport. S'il est vrai par ailleurs que l'éducation physique ne relève plus du législateur fédéral, celui-ci reste cependant compétent pour la protection de la personne.

Les produits de la Loterie nationale présentent autant de danger que les jeux visés par la loi : le résultat de certains d'entre eux est immédiatement connu et la publicité donnée aux grands tirages constitue une incitation au jeu qui est publique, explicite et intolérable.

Les parties requérantes font enfin valoir que les revenus de la Loterie nationale constituent une sorte d'impôt indirect et une source de revenu pour l'Etat.

A.12.1. La partie requérante dans l'affaire n° 1987 estime que les articles 6, 25, 34 et 39 de la loi attaquée violent les articles 10 et 11 de la Constitution, le cas échéant combinés avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'aucun élément objectif et raisonnable ne ressort des travaux préparatoires pour justifier que les jeux automatiques de hasard ne puissent être exploités que dans des établissements de classe II, c'est-à-dire des salles de jeux automatiques, ou dans des établissements de classe III, c'est-à-dire des débits de boissons, à l'exclusion de tout autre endroit, et notamment, comme le faisait légalement la partie requérante antérieurement, dans des locaux *ad hoc*. Si une dérogation à l'interdiction d'exploiter des jeux de hasard est établie, il doit être justifié que certains puissent en bénéficier et non d'autres.

A.12.2. Le Conseil des ministres rappelle que, selon lui, le recours est irrecevable, faute de grief. Il rappelle également le contexte dans lequel la loi attaquée fut adoptée et que les objectifs de celle-ci furent jugés pertinents par les arrêts n^{os} 52/2000, 74/2000 et 88/2000; le législateur a donc pu, à bon droit, juger nécessaire de limiter le nombre d'établissements de jeux de hasard.

A.12.3. La partie requérante ne conteste pas le droit pour le législateur d'interdire l'exploitation des jeux de hasard, mais le caractère discriminatoire des exceptions, qui doivent tenir compte de la situation de droit et de fait antérieure à la nouvelle législation. Il en est *a fortiori* ainsi lorsque, comme c'est le cas de la s.a. P.M.M.S., les locaux dans lesquels celle-ci exploite des appareils sont, par application des dispositions du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, interdits d'accès aux mineurs d'âge, totalement indépendants et séparés de tout débit de boissons et qu'aucune autre activité n'y est admise, le tout sous le contrôle strict du ministère des Finances.

Dès lors que les travaux préparatoires sont lapidaires sur la question en cause et que les articles 2 et 34 de la loi contiennent que des définitions très générales, il n'est pas certain que les activités de la partie requérante sont celles d'établissements de classe II. Si la Cour ne partage pas une interprétation conciliante de la disposition attaquée, elle devrait se prononcer sur la discrimination dénoncée. Dès lors que les activités de la s.a. P.M.M.S. n'étaient pas illégales au regard de la loi de 1902, on n'aperçoit pas de motifs qui permettraient de ne pas conclure au bien-fondé du moyen.

A.13.1. Dans les affaires n^{os} 1903, 1941 et 1992, le moyen reproche à l'article 8, alinéa 2, de la loi attaquée de créer une discrimination entre établissements de jeux de hasard de classes différentes et de porter atteinte au principe de libre concurrence au sein de l'Union européenne en interdisant dans les seuls établissements de classe II et de classe III les jeux de hasard dont il est établi que le joueur peut subir en moyenne une perte supérieure à 500 francs par heure, alors qu'un tel plafond n'est fixé ni pour les loteries, ni pour les autres jeux de hasard et que la loi, qui prétend protéger les joueurs, crée un casino supplémentaire (classe I) et ne fixe aucun plafond pour ce genre d'établissement. La rentabilité des appareils visés est menacée puisque, la perte moyenne horaire s'élevant à 1.500 francs, les revenus des parties requérantes seront réduits de deux tiers.

En confiant au Roi le soin de déterminer s'il convient également de limiter la perte horaire potentielle par joueur par jeu de hasard dans les casinos, la loi méconnaît le principe d'égalité puisque le même appareil sera soumis à la limite en cause suivant le type d'établissement où il se situe.

La loi crée aussi une discrimination entre établissements suivant qu'ils se situent en Belgique ou dans les autres pays de l'Union européenne puisque les limitations de perte horaire potentielle par joueur y varient de 1.600 à 5.400 francs, de telle sorte que les établissements belges subiront une concurrence déloyale.

A.13.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1998 reprochent à l'article 8 d'instituer une discrimination entre les établissements de classes II et I, d'une part, et II et III, d'autre part, et entre les établissements de classe II et la Loterie nationale enfin, dans l'exercice de la liberté de commerce et d'industrie telle qu'elle est garantie par l'article 7 du décret révolutionnaire des 2-17 mars 1791 (décret d'Allarde) et du droit de propriété tel qu'il est garanti par l'article 16 de la Constitution et par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Outre des griefs analogues à ceux exposés en A.13.1, elles font valoir que cette disposition soumet à la même restriction, quant à la perte moyenne horaire maximale autorisée, les jeux de hasard exploités dans les établissements de classe II et ceux exploités dans les cafés. Elles font valoir que la situation de ces deux types d'établissements, tant du point de vue de la clientèle que de celui de la structure financière et bénéficiaire, est éminemment différente : l'exploitation de jeux de hasard est, pour les cafetiers, un accessoire de leur activité principale, ce qui n'est pas le cas pour les tenanciers de luna-park. Par ailleurs, la clientèle des cafés, moins avertie et contrôlée que celle des luna-parks, appelle manifestement une protection supérieure. Elles reprochent au législateur de n'avoir pas justifié l'identité de traitement.

A.13.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1995 font également valoir que le traitement fait aux établissements de classes II et III est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution; elles ajoutent que l'auteur d'une proposition de loi visant à modifier la loi attaquée a reconnu que celle-ci mettait en péril la situation économique des exploitants et qu'aucune étude sérieuse n'a été faite avant de fixer le plafond critiqué à 500 francs.

Elles ajoutent dans leur mémoire en réponse que la loi entraînera des pertes pour les exploitants, en raison de l'adaptation nécessaire des appareils (80 p.c. de ceux exploités en Belgique proviennent de l'étranger, où la limitation de la perte de moyenne horaire est plus élevée), de la perte de fréquentation, évaluée à 25 p.c., des salles de jeux en raison de l'établissement d'un fichier, de la suppression d'incitants (tels que les collations, lots et déplacements gratuits) et de la limitation des gains. La perte subie par un exploitant d'un luna-park de 87 appareils ayant un chiffre d'affaires de plus de 64 millions de francs est évaluée par les parties requérantes à une somme se situant entre 3 et 33 millions de francs, en fonction d'une durée variable d'occupation journalière, compte non tenu de la fiscalité régionale élevée en Flandre. L'objectif consistant à préserver les intérêts économiques du secteur des jeux de hasard n'est pas atteint. Celui de protéger les joueurs pourrait l'être autrement (limitation du nombre d'établissements de jeux, âge minimum de 21 ans pour les personnes autorisées à entrer dans les salles de jeux, dispositions déjà prises par la loi ou par d'autres mesures, telles que l'obligation d'une carte de membre pour entrer dans les luna-parks, limitation de la mise maximum pour un jeu) et les moyens utilisés pour l'atteindre sont disproportionnés, la désaffectation des luna-parks risquant de conduire les joueurs dans les casinos ou vers les jeux clandestins.

A.13.4. Dans l'affaire n° 1992 (deuxième moyen) et dans l'affaire n° 1995, les parties requérantes font valoir que l'exploitation des appareils de jeux de hasard figurant sur une liste arrêtée par le Roi était licite, en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 24 octobre 1902, l'interdiction formulée par l'article 305 du Code pénal, antérieure, n'ayant dès lors qu'un caractère résiduel. Ainsi, alors que les casinos n'étaient que tolérés, les luna-parks ou salles de jeux automatiques et l'exploitation des jeux de hasard dans les débits de boissons étaient conformes à la loi.

Or, l'article 8 met gravement en péril la situation économique des exploitants des établissements des catégories II et III puisque les appareils devront être adaptés à grands frais et que le plafond qu'il fixe ne garantira plus leur rentabilité. Aucune raison n'a été avancée quant à la fixation de ce plafond, qui est sans pertinence par rapport à l'un des objectifs poursuivis par le législateur, à savoir préserver les intérêts économiques du secteur des jeux de hasard. La mesure est totalement disproportionnée par rapport à cet objectif, spécialement pour les exploitants dont les jeux sont exploités en Région flamande, où la taxe régionale est sensiblement plus élevée que dans les autres régions et où l'article 8 équivaut à une interdiction de fait des appareils en cause.

Les intervenantes s.p.r.l. Bingo Matic, s.a. General automatic amusements et autres, s.p.r.l. Star Matic, s.a. Lexi, s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, s.a. Olympian Games et autres et s.p.r.l. Pub Games partagent cette analyse; la s.p.r.l. Pub Games ajoute que la limite critiquée menace aussi la situation des personnes, appelées à solliciter l'octroi d'une licence de classe E, qui dépendent directement des revenus tirés de l'exploitation des jeux en cause. La loi discrimine ceux qu'elle vise par rapport à ceux qui tirent profit d'autres activités ludiques payantes de toute nature que cette loi ne vise pas. Le critère de la protection des joueurs (pris en compte par la Cour) peut paraître susceptible de justification objective et raisonnable mais il n'explique pas la distinction faite entre les établissements de classe I, d'une part, et les établissements de classes II et III, d'autre part.

A.13.5. Dans l'affaire n° 1941, le moyen reproche en outre à l'article 8, alinéa 4, de n'être ni objectif, ni pertinent, ni proportionné : il interdit de relier entre eux deux ou plusieurs appareils; or, faute de définir les notions d'« appareil » et de « prix » qu'il emploie, il s'applique aussi aux jeux radiophoniques, au téléshopping et aux enquêtes téléphoniques, ce qui implique pour les parties requérantes et pour d'autres, d'énormes pertes financières, qui ne peuvent avoir été l'objectif du législateur.

A.13.6. Le Conseil des ministres (affaire n° 1903) estime que les personnes visées par la disposition attaquée ne se trouvent pas dans une situation comparable, le législateur ayant considéré que la perte pouvant être subie dans les établissements de jeux de hasard de classe II doit être nettement inférieure à celle pouvant l'être dans les établissements de classe I, dont le seuil d'accessibilité (qui constitue un des facteurs favorisant la dépendance) est plus élevé. Il ajoute, dans l'affaire n° 1941, que la clientèle des salles de jeux automatiques est essentiellement constituée de jeunes particulièrement vulnérables alors que celle des casinos est constituée de citoyens plus âgés dont les ressources financières requièrent moins qu'ils soient protégés, et, dans les affaires n°s 1992 et 1995, que le nombre de luna-parks requiert, sur la base des exemples étrangers, que leurs activités soient réglementées de façon plus stricte puisque plus il y a d'établissements, plus il y a de joueurs.

La matière en cause ne faisant pas l'objet d'une réglementation communautaire, l'argument tiré de la comparaison avec les régimes existant dans les autres pays de l'Union européenne est sans pertinence.

A.13.7. Dans l'affaire n° 1998, le Conseil des ministres ajoute que la disposition attaquée permet au Roi d'étendre le champ d'application de la loi aux casinos. Cette différence peut se justifier compte tenu des différences objectives qui existent entre les deux catégories : pour être admis dans un casino, il faut être inscrit sur la liste du casino en question, choix qui empêche l'accès à un autre établissement de catégorie I; le nombre restreint de casinos est un autre frein (8 contre 180 luna-parks). Le Conseil des ministres relève que le législateur s'est fondé sur des éléments objectifs, la nature et le nombre de jeux de hasard que peuvent exploiter les établissements, le montant maximum de l'enjeu, de la perte et du bénéfice dans le chef des joueurs ainsi que la nature des activités connexes autorisées. Concernant le montant de la perte maximale moyenne par heure, le Conseil des ministres rappelle l'arrêt de la Cour n° 52/2000.

Il fait également remarquer que, contrairement aux établissements de catégorie II, les établissements de catégorie III sont soumis à une limitation en ce qui concerne le nombre d'appareils (maximum deux jeux de hasard). Les requérants ne peuvent être suivis lorsqu'ils considèrent que le législateur devrait mieux protéger la clientèle des débits de boissons en raison de la différence fondamentale qui existe entre ces établissements et les luna-parks. Les gens qui se rendent dans un luna-park ont pour seul objectif de jouer sur les machines automatiques, alors que ce n'est qu'une activité accessoire dans les débits de boissons. En outre, il y a lieu de remarquer que si le législateur n'avait pas retenu le montant en ce qui concerne la perte maximale par heure autorisée, les joueurs, c'est-à-dire les individus que le législateur entend protéger, se rendraient dans l'établissement qui leur est le plus favorable, de sorte que l'objectif poursuivi ne serait pas atteint.

Il relève enfin que la Loterie nationale est un établissement public placé sous le contrôle du ministre des Finances auquel le législateur a imposé certaines missions et dont les bénéficiaires profitent à la collectivité entière, ce qui la différencie des autres établissements. En outre, de nombreux produits mis sur le marché par la Loterie nationale sont totalement différents de ceux offerts dans les luna-parks si l'on prend en considération le risque de dépendance. Ils sont moins accessibles puisqu'ils sont liés aux horaires des bureaux de tabac ou de la poste, alors que les luna-parks sont ouverts une partie de la nuit et les dimanches et jours fériés.

A.13.8. Dans le mémoire déposé dans l'affaire n° 1941, le Conseil des ministres estime que la jurisprudence de la Cour européenne permet aux autorités nationales de limiter ou d'interdire les activités en cause et de réglementer les modalités et l'importance des enjeux, pour autant que ces mesures ne soient pas discriminatoires et soient nécessaires et proportionnées au but d'intérêt général poursuivi. En l'espèce, il n'y a pas de discrimination illicite.

A.13.9. Selon le Conseil des ministres, les mots « appareils » et « prix » sont entendus dans leur sens usuel, de telle sorte qu'une définition était superflue. Les parties requérantes ne démontrent d'ailleurs ni en quoi consiste le grief qu'elles invoquent ni en quoi la Cour serait compétente pour y faire droit et n'établissent pas en quoi la loi aboutirait à interdire nombre de jeux de hasard. A supposer que tel soit le cas, la jurisprudence de la Cour permet de limiter la liberté du commerce et de l'industrie. L'affirmation relative aux jeux radiophoniques, au téléshopping et aux enquêtes téléphoniques n'est pas étayée et est manifestement inexacte.

A.13.10. Dans l'affaire n° 1992, le Conseil des ministres estime que le grief tiré de la situation des exploitants sis en Région flamande n'est pas pertinent, chaque région pouvant déterminer l'impôt dû en cette matière; dans l'affaire n° 1995, il relève que les parties requérantes n'ont pas intérêt à attaquer la disposition attaquée puisque les établissements qu'elles exploitent ne se situent pas en Région flamande et n'indiquent pas les solutions de rechange qui permettraient, selon elles, d'atteindre l'objectif de protection des joueurs; la Cour ne se juge d'ailleurs pas compétente pour apprécier cette question.

A.13.11. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 estiment que la partie adverse centre le débat sur le seuil d'accessibilité et la dépendance qui en découle alors qu'elles visent la discrimination entre exploitants de salles de jeux. Rien ne permet de justifier qu'une même personne puisse dépenser plus ou moins d'argent selon qu'elle décide d'accéder à un casino ou à une salle de jeux de classe II ou III, ou, ajoutent les parties requérantes dans l'affaire n° 1941, aux produits de la Loterie nationale.

A.13.12. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 répliquent en relevant, au préalable, que l'arrêt n° 113/2000 a rejeté le moyen formulé dans l'affaire n° 1998, dans laquelle les requérants dénonçaient, d'abord, la différence de traitement entre, d'une part, les salles de jeux automatiques et les débits de boissons et, d'autre part, les casinos (interdiction de la perte supérieure à 500 francs) et, ensuite, l'identité de régime entre, d'une part, les salles de jeux automatiques et, d'autre part, les débits de boissons. Dans cet arrêt n° 113/2000, la Cour ne s'est pas prononcée sur le moyen invoqué dans la présente affaire à l'encontre de l'article 8 de la loi entreprise.

Les parties requérantes font observer que le Conseil des ministres affirme qu'il n'y aura pas de limitation du nombre d'appareils dans les établissements de classe II, et que cet engagement n'est pas respecté, à lire l'article 8 d'un projet d'arrêté royal qui aurait été adopté le 22 décembre 2000 par le Conseil des ministres, établissant la liste des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe II.

Quant aux différences existant actuellement entre les trois régions, elles estiment que, si ces différences peuvent en effet résulter de l'exercice des compétences respectives des unes et des autres, il reste que l'article 8 a pour effet d'interdire l'exploitation des jeux de hasard en Région flamande, dans les établissements de classes II et III.

A.14.1. Les requérants dans l'affaire n° 1998 voient, dans l'article 10, §§ 1^{er} et 2, une discrimination entre les exploitants d'établissements de jeux de hasard et entreprises ayant comme objet la vente, la location, la location-financement, la fourniture, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, les services d'entretien, de réparation et d'équipement de jeux de hasard, d'une part, et les opérateurs d'autres secteurs de la vie économique soumis à un contrôle similaire, dans l'exercice des droits à une autorité de contrôle et disciplinaire indépendante et impartiale (article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme), de la liberté de commerce et d'industrie (article 7 du décret révolutionnaire des 2-17 mars 1791 - décret d'Allarde) et du droit de propriété (article 16 de la Constitution et article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme).

La commission des jeux de hasard est en effet chargée d'octroyer les licences nécessaires à l'exploitation d'établissements de jeux de hasard et à la vente, la location, la location-financement, la fourniture, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, aux services d'entretien, de réparation et d'équipement de jeux de hasard et, surtout, pour prononcer une suspension ou même un retrait de licence, soit une interdiction professionnelle pure et simple pour l'exploitant considéré. Or, dans les autres secteurs de la vie économique, l'organisme doté d'un tel pouvoir disciplinaire est composé exclusivement de représentants de la profession ou, au moins, est organiquement indépendant de l'exécutif. Cette question n'a jamais été soulevée lors des travaux préparatoires de la loi.

A.14.2. Le Conseil des ministres réplique que la commission des jeux de hasard est une autorité administrative, indépendante, présidée par un magistrat, devant laquelle le candidat peut demander à être entendu. Elle est tenue au respect des libertés publiques et ses décisions peuvent être censurées par le Conseil d'Etat. En ce qui concerne la liberté de commerce et d'industrie et le droit de propriété, il renvoie aux développements figurant ailleurs.

Les parties requérantes estiment que le Conseil des ministres ne répond pas au moyen.

A.15.1. Les requérants dans l'affaire n° 1998 allèguent que l'article 25 institue une discrimination entre les établissements de classe I et les établissements de classe II dans l'exercice de la liberté de commerce et d'industrie (article 7 du décret révolutionnaire des 2-17 mars 1791) et du droit de propriété (article 16 de la Constitution et article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme).

Ils exposent, se référant aux travaux préparatoires, que cette distinction entre la durée de validité des licences de classe A et de classe B ne repose sur aucune justification objective : la durée du bail commercial invoquée pour justifier la durée de validité des licences de classe B (9 ans) ne résiste pas à l'analyse, le locataire commercial bénéficiant d'un droit aux renouvellements tel qu'un bail commercial dure en réalité 36 ans; la simultanéité entre le début du bail commercial et l'octroi de la licence n'est que théorique.

A.15.2. Selon le Conseil des ministres, la différence de traitement est justifiée par les différences objectives existant entre casinos et luna-parks, tenant à leur infrastructure, au public qui les fréquente et aux types de jeux (ceux proposés dans les casinos étant moins sujets aux modes et requérant donc des investissements plus importants). La référence faite aux baux commerciaux est pertinente, puisqu'ils sont renouvelables comme les licences; les exploitants peuvent par ailleurs stipuler que le bail entrera en vigueur lorsque la licence sera accordée.

A.15.3. Les parties requérantes répliquent que les différences incontestables entre casinos et luna-parks ne justifient pas la différence de traitement et que l'argument tiré des modes et des investissements est inexact : s'il est vrai que l'on invente constamment de nouveaux logiciels de jeux de hasard et d'amusement destinés aux luna-parks, les machines elles-mêmes (les meubles) peuvent, moyennant de légères modifications de présentation, être réutilisées pour ces nouveaux jeux, et sont, vu la charge très élevée des investissements à long terme, au moins aussi coûteuses qu'une roulette russe ou une table de casino. Elles estiment enfin que l'argument selon lequel il serait possible de prévoir une simultanéité entre le début du bail et l'octroi de la licence ne vaut évidemment pas pour les salles de jeux déjà existantes, dont le bail est en cours.

A.16.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 font valoir que les articles 25.5 et 48 à 53 de la loi attaquée violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou conjointement avec les articles 28 et 29 du Traité instituant la Communauté européenne, en ce qu'ils constituent des restrictions injustifiées et en tout cas disproportionnées à la libre circulation des marchandises. Elles font valoir à cet égard que les articles 19 et 71 de la loi entreprise imposent aux importateurs et aux exportateurs de jeux de hasard, comme condition d'obtention de la licence requise par les dispositions attaquées, de participer aux frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission des jeux de hasard et de son secrétariat, dont la couverture est assurée par une contribution, elle-même garantie par un cautionnement de 500.000 francs belges par tranche, entamée, de 50 appareils.

Les intervenantes s.a. General Automatic Amusement et autres, s.p.r.l. Bingo Matic, s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, s.a. Olympian Games et autres et s.p.r.l. Pub Games s'associent à cette analyse.

A.16.2. Le Conseil des ministres estime que les parties requérantes ne démontrent pas en quoi les dispositions attaquées violeraient les dispositions invoquées.

Qu'ils soient de fabrication belge ou de fabrication étrangère, tous les appareils sont soumis au même régime; la législation communautaire ne peut donc être violée.

La jurisprudence communautaire admet par ailleurs que les autorités nationales disposent d'un pouvoir d'appréciation suffisant dans le secteur des jeux de hasard, pourvu qu'aucune discrimination n'en résulte. Il est démontré ailleurs que tel n'est pas le cas.

A.17.1. Dans les affaires n^{os} 1903 et 1941, il est reproché à l'article 27 de la loi attaquée de porter atteinte à des droits économiques acquis en interdisant le cumul d'une licence de classe B (exploitation d'une salle de jeux automatiques) avec une licence de classe E (vente, location, importation, exportation, entretien d'équipements de jeux de hasard). Les parties requérantes dans l'affaire n° 1965 critiquent aussi l'interdiction du cumul d'une licence de classe C (exploitation d'un débit de boissons) avec une licence de classe E.

L'objet social des parties requérantes porte sur ces différentes activités dont la combinaison est la condition de leur rentabilité. Il est rendu illégal par la disposition attaquée alors qu'il n'existe pas de justification objective, raisonnable et proportionnée à un objectif quelconque et que l'article 23 de la Constitution a instauré une obligation de *standstill* en matière de liberté d'accès à une profession indépendante. La disposition incriminée méconnaît une telle obligation de *standstill* dès lors qu'elle prive les parties requérantes du droit de poursuivre leurs activités, lesquelles ne sont pourtant ni illégales, ni contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Une disposition qui priverait les entreprises brassicoles du droit d'exploiter elles-mêmes les débits de boissons serait inconstitutionnelle.

La disposition attaquée porte également une atteinte disproportionnée, selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1941 et 1965, à la liberté de commerce et d'industrie, à la liberté d'association, à la liberté du travail, à la liberté individuelle et (dans la seule affaire n° 1965) à la liberté de commerce et des biens dans l'Union européenne; elle menace l'emploi et les investissements en raison d'un changement brusque et injustifié dans le secteur des jeux de hasard et ne répond nullement à l'objectif poursuivi par le législateur.

Les requérants dans l'affaire n° 1998, qui critiquent l'interdiction de cumul en se référant à la liberté du commerce et de l'industrie et au droit de propriété, estiment qu'elle n'a en rien été justifiée par le législateur.

A.17.2. Les requérantes dans l'affaire n° 1988 estiment que l'article 27 précité viole les articles 10, 11 et 23 de la Constitution et le principe de la liberté du commerce et de l'industrie en ce qu'aucun élément objectif et raisonnable ne ressort des travaux préparatoires pour justifier que l'interdiction de cumul entre les licences A, B, C et D, d'une part, et la licence de classe E, d'autre part, soit étendue aux « services d'entretien, de réparation et d'équipement » de jeux de hasard. Si la Cour a jugé dans l'arrêt n° 74/2000 que l'interdiction du cumul de licences pouvait être admise au regard de l'objectif de protection sociale, il reste qu'en ce qui concerne ces services, l'interdiction est disproportionnée, même si l'on admet qu'elle est justifiée lorsqu'il s'agit de vente, d'importation, de location, d'exportation ou d'équipement de jeux de hasard.

A.17.3. Le requérant dans l'affaire n° 1991 invoque un moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou conjointement avec les articles 16 et 27 de celle-ci. Il reproche également à l'article 27, alinéa 1^{er}, de la loi entreprise d'interdire le cumul des licences des classes A, B, C et D, d'une part, et de la licence de classe E, d'autre part. Il relève que le législateur a poursuivi parallèlement trois objectifs : la protection des personnes qui s'adonnent aux jeux de hasard, la lutte contre les possibles effets secondaires indésirables des jeux de hasard et la préservation des intérêts économiques du secteur. Le législateur a voulu rechercher un équilibre entre ces objectifs. Le requérant n'aperçoit pas en quoi l'interdiction de tout cumul est une mesure pertinente pour atteindre les deux premiers objectifs et il estime que la mesure est manifestement disproportionnée. Elle aboutit en effet à une interdiction *de facto* pour le requérant de continuer à détenir tout ou partie du patrimoine qu'il a acquis durant sa carrière professionnelle et constitue donc une atteinte discriminatoire à la liberté d'association, à la liberté de commerce et d'industrie et une atteinte flagrante et sans contrepartie au droit de propriété reconnu par l'article 16 de la Constitution. Elle aboutit aussi à placer le requérant *ipso facto* et sans aucune possibilité de régularisation en situation d'infraction pénale, ce qui est manifestement contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, en raison de l'impossibilité absolue et définitive de valoriser un patrimoine.

A.17.4. Les parties requérantes dans les affaires n°s 1992 (quatrième moyen) et 1995 font valoir que l'article 27, alinéa 1^{er}, (et, par identité de motifs, les articles 36.3, 50.3, et 51, alinéa 2, qui subordonnent l'octroi de licence ou le maintien des licences à l'obligation d'identifier l'actionnariat du demandeur ou du bénéficiaire de licence et, par là, constituent une entrave disproportionnée et donc une atteinte discriminatoire à la liberté d'association, à la liberté de commerce et d'industrie, à la liberté d'établissement et aux conditions de concurrence) viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou conjointement avec l'article 27 de celle-ci, avec l'article 43 du Traité C.E. (affaires n°s 1992 et 1995) et avec le principe général de la liberté du commerce et de l'industrie (affaire n° 1995).

Elles font valoir que l'article 27 ne constitue pas une mesure pertinente pour deux des trois objectifs poursuivis par la loi, à savoir la protection des joueurs et la lutte contre les effets indésirables éventuels des jeux de hasard. S'il est vrai que le législateur a entendu que les conditions de délivrance des licences soient sévères, la mesure est disproportionnée en raison du caractère extrêmement large de la définition des activités visées par la licence de classe E.

Elles ajoutent que le troisième objectif poursuivi par le législateur (la sauvegarde de l'activité économique du secteur en cause) est directement contredit par cette mesure qui ne laissera pas d'autre choix à ceux qui seront dans une situation comparable à celle des parties requérantes que d'arrêter toute activité professionnelle relative aux jeux de hasard, ou d'être en infraction pénale puisque la violation de l'article 27 de la loi entreprise est sanctionnée pénalement par l'article 63 de cette loi, alors que la loi du 4 mai 1999 instaure la responsabilité pénale des personnes morales.

Les intervenantes s.p.r.l. Bingo Matic, s.a. General automatic amusements et autres, s.p.r.l. Star Matic, s.a. Lexi, s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel, s.a. Olympian Games et autres et s.p.r.l. Pub Games partagent cette analyse, étant entendu que la s.p.r.l. Star Matic limite sa critique au seul article 27, alinéa 1^{er}, de la loi.

A.17.5. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1995 ajoutent que l'interdiction en cause est d'autant moins proportionnée au but qui lui est assigné que ce but pourrait être atteint sans elle, par les seules conditions mises à l'octroi des licences. L'article 27 viole également l'article 23 de la Constitution dans la mesure où l'interdiction de cumul contestée porte indûment atteinte aux droits économiques de ceux qui travaillent dans les entreprises pour lesquelles la licence de classe E est exigée.

Quant aux articles 36.3, 37.3, 50.3, et 51, alinéa 2, ils interdiront l'accès au marché boursier des entreprises concernées (s'agissant des sociétés anonymes, on ne voit d'ailleurs pas comment exercer un contrôle) et des opérateurs économiques étrangers.

Elles ajoutent dans leur mémoire en réponse que ni le souci d'éviter des abus ni la nécessité de subordonner l'octroi des licences à des conditions sévères ne justifient l'interdiction critiquée. Si le législateur visait des abus fiscaux, il fallait prendre des mesures fiscales. S'il entendait obtenir des services de placement et d'entretien de qualité, évitant notamment tout bricolage des machines, il aurait été plus adéquat de soumettre l'exercice de ces activités à des critères bien précis en permettant ainsi à une société exploitant des jeux de hasard d'avoir en son sein un service d'entretien et de réparation, à condition que celui-ci réponde aux critères fixés.

Il est clair que l'interdiction de cumul reprise à l'article 27, alinéa 1^{er}, même s'il doit être interprété comme visant uniquement la possession d'un contrôle d'une autre société, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en défavorisant, sans raison objective et raisonnable, une personne active dans les entreprises pour lesquelles la licence de classe E est exigée.

Faute d'atteindre le but d'intérêt général visé par le législateur et de réprimer les abus d'une manière moins préjudiciable pour les parties requérantes, les dispositions attaquées portent atteinte à l'article 23 de la Constitution, à l'article 113 du Traité C.E. et à la liberté du commerce et de l'industrie.

A.17.6. Le Conseil des ministres (affaires n°s 1903, 1941 et 1965) estime que, dans une matière jadis non réglementée et dans des matières interdites, les parties requérantes ne peuvent se prévaloir de droits économiques acquis, dont elles n'indiquent d'ailleurs pas la base légale.

Les articles 12 et 23 de la Constitution n'interdisent pas que des limites soient imposées à ceux qui exercent une activité présentant un danger social. La disposition attaquée, visant à soumettre à des conditions sévères l'octroi des licences, à permettre de distinguer les établissements de jeux de hasard et les activités qui s'y rapportent et à éviter les abus, n'établit pas, comme la Cour l'a admis, de mesure disproportionnée au regard de ces objectifs. Le Conseil des ministres estime, dans les affaires n°s 1991 et 1995, qu'il est opportun que la vente, la location et l'entretien des appareils ne soient pas effectués par la personne qui exploite la salle mais par un ou des tiers.

Il ajoute, dans les affaires n°s 1988 et 1995, que les parties requérantes ne pouvaient invoquer une violation de l'article 23 de la Constitution : la Cour n'est pas compétente pour en assurer le respect, les parties requérantes ne démontrant pas un intérêt né et actuel et la disposition attaquée ne pouvant affecter leur situation personnelle; en outre, le Constituant n'a pas attribué d'effet direct à cette disposition et, même si cela était, les parties requérantes ne démontrent pas en quoi la disposition attaquée y serait contraire.

A.17.7. Dans les affaires n°s 1941 et 1965, le Conseil des ministres conteste que les dispositions attaquées portent atteinte à la liberté du travail : la loi de 1902 n'autorisait pas une telle activité, les parties requérantes ne démontrent pas en quoi cette liberté serait atteinte et, à supposer qu'elle le soit, la jurisprudence de la Cour permet que des limitations y soient imposées. Les dispositions en cause ne menacent pas l'emploi puisque celui-ci peut subsister dans différents établissements.

A.17.8. Dans les affaires n^{os} 1965 et 1995, le Conseil des ministres réfute l'argument tiré de l'article 43 du Traité instituant la Communauté européenne en se référant à la jurisprudence de la Cour de justice déjà évoquée à propos de l'article 8 de la loi attaquée (A.13.7) et ajoute que le législateur peut adopter des dispositions régissant l'organisation, la compétence, la déontologie et le contrôle des activités professionnelles pour autant qu'elles ne soient pas discriminatoires. Tel est le cas et l'arrêt n^o 74/2000 a statué en ce sens.

A.17.9. Dans les affaires n^{os} 1988, 1991, 1992, 1995 et 1998, le Conseil des ministres estime que les requérants invoquent à tort une violation de la liberté d'association, l'article 27 ne prescrivant rien d'autre que l'interdiction du cumul direct ou indirect des licences et la liberté d'association - comme la liberté de commerce et d'industrie également invoquée - n'a pas une portée absolue, ce que la Cour a déjà décidé. Il ajoute, dans l'affaire n^o 1991, que l'interdiction de cumuler les licences ne prive nullement le requérant de sa propriété et que les principes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique ne s'appliquent pas en l'espèce, faute de transfert de propriété.

Il ajoute, dans les affaires n^{os} 1992 et 1995, que les dispositions attaquées, portant sur la solvabilité des titulaires de licence et sur la transparence de l'exploitation (articles 36.3, 37.3, 50.3 et 51, alinéa 2), concernent un secteur spécifique présentant un danger potentiel qui les justifie; de telles dispositions existent dans d'autres domaines du droit, en vue de protéger les plus faibles, tels les épargnants.

Dans les affaires n^{os} 1991, 1992 et 1995, il soutient que le cumul direct ou indirect des licences est une notion, empruntée au droit des sociétés, qui doit s'entendre dans son sens habituel : en droit des sociétés, l'on considère qu'une société possède directement ou indirectement une autre si elle est, dans les faits, en mesure de la contrôler (majorité au sein de l'assemblée générale, du conseil, etc.). Il est dès lors évident que les parties requérantes attribuent à la disposition attaquée une portée beaucoup trop large.

A.17.10. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 1903 constatent que la partie adverse n'explique pas en quoi une telle interdiction de cumul de licences est opportune. Rien ne permet de comprendre en quoi le fait d'interdire, dans le chef d'une même personne, de vendre, louer et entretenir des appareils de jeux, d'une part, et d'exploiter une salle de jeux, d'autre part, est nécessaire à la réalisation de l'objectif poursuivi par le législateur.

Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1941 et 1965 renvoient à leur argumentation relative au caractère légitime de leur intérêt; les mesures attaquées sont disproportionnées et ne permettent pas d'atteindre la sécurité de la profession et l'assurance d'un gain raisonnable qui figurent parmi les objectifs de la loi.

La seconde partie requérante dans l'affaire n^o 1988, la s.a. Derby, réplique que l'article 23 de la Constitution et le principe de la liberté du commerce et de l'industrie sont invoqués en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution. Elle estime qu'il n'y a aucune incompatibilité entre exploiter un établissement de jeux de hasard, d'une part, et, d'autre part, assurer des services d'entretien, de réparation et d'équipement de jeux de hasard. Les travaux préparatoires ne fournissent aucun élément justifiant cette interdiction de cumul.

Le requérant dans l'affaire n^o 1991, rappelant la position du Conseil des ministres dans ses écrits et l'arrêt n^o 113/2000, estime qu'il semble pouvoir en être déduit que le cumul prohibé par l'article 27 suppose qu'une même personne physique ou morale ait le contrôle à la fois d'une société qui serait titulaire d'une licence des classes A, B, C et D et, concomitamment, d'une société qui serait titulaire d'une licence de classe E, cette notion de « contrôle » supposant que ladite personne physique ou morale soit effectivement en mesure de contrôler l'une et l'autre des sociétés en étant majoritaire au sein de leur assemblée générale ou de leur conseil d'administration. Dans la mesure où l'article 27 de la loi doit être ainsi interprété, le requérant devrait alors admettre que ses griefs manquent en droit.

Les parties requérantes dans l'affaire n^o 1992 invitent la Cour à confirmer cette interprétation de l'article 27, auquel cas elles s'en réfèrent à la sagesse de la Cour.

Quant aux articles 36.3, 37.3 (et, par analogie, aux articles 50.3 et 51, alinéa 2), ils défendent une interprétation analogue et ajoutent qu'il est du reste impossible d'identifier aujourd'hui l'actionnariat des sociétés requérantes.

A.18.1. Dans les affaires n^{os} 1903 et 1941, le moyen reproche à l'article 34 de la loi attaquée d'instaurer, en fixant le nombre total de salles de jeux automatiques autorisées à cent quatre-vingts, un *numerus clausus* des salles de jeux automatiques, lequel constitue une entrave discriminatoire et disproportionnée à la liberté de commerce et d'industrie ainsi qu'à la liberté d'établissement.

A.18.2. Selon les parties requérantes, l'article 34 de la loi attaquée, qui fixe cette limitation et subordonne l'exploitation des établissements en cause à la conclusion d'une convention entre l'exploitant et les autorités communales, constitue une mesure disproportionnée portant atteinte au principe d'égalité et à la liberté de commerce et d'industrie qui est partiellement consacrée par l'article 23 de la Constitution et qui constitue un élément de la liberté individuelle garantie par l'article 12 de la Constitution : la disposition attaquée condamne un certain nombre de salles de jeux à la fermeture (il en existe approximativement deux cents actuellement et les modalités de fermeture ne sont pas précisées), empêche l'ouverture de nouvelles salles et constitue une forme larvée de prohibition - une réglementation analogue relative aux débits de boissons serait incontestablement inconstitutionnelle -, alors que l'objectif poursuivi par le législateur (la protection du citoyen/consommateur) pouvait être atteint par une série de mesures tendant à la protection du citoyen et que les joueurs - qui, s'adonnant à leur passion de manière clandestine, ne diminueront pas en nombre - sont déjà protégés par les articles 54 à 62 de la loi.

Les parties requérantes dans l'affaire n^o 1941 contestent le raisonnement selon lequel plus de salles de jeux automatiques impliquerait plus de joueurs.

A.18.3. Selon les parties requérantes dans les deux affaires, les dispositions attaquées ne sont pas conformes à l'article 52 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, qui est une disposition de droit international ayant des effets directs dans l'ordre juridique interne et sur la base de laquelle, à ce titre, la Cour exerce un contrôle indirect. La limitation en cause empêche désormais un ressortissant de l'Union européenne de s'établir en Belgique en vue de l'exploitation d'une salle de jeux automatiques dès lors que le nombre maximal autorisé est déjà inférieur aux salles existantes et est donc contraire à la liberté d'établissement garantie par l'article 52 précité.

A.18.4. Selon les parties requérantes dans les deux affaires, la faculté reconnue aux autorités communales - outre qu'elle vide de leur substance la liberté de commerce et d'industrie et la liberté d'établissement - rend les exploitants tributaires de leur bonne ou de leur mauvaise volonté, la convention qu'ils doivent conclure en vertu de l'article 34 étant en réalité un règlement déguisé qui permet aux premières d'imposer aux seconds les heures d'ouverture et de fermeture et les modalités d'organisation de l'activité commerciale concernée et qui est pris sur la base d'une disposition législative visant à contourner, par conséquent, la jurisprudence du Conseil d'Etat interdisant de telles limitations.

En outre, sous le couvert contractuel, le législateur confie, en réalité, à une autorité administrative le soin de conclure des conventions en matière de police administrative; celle-ci concerne notamment les heures d'ouverture et les modalités d'organisation d'un établissement (de même, par exemple, que les permis de bâtir, actes unilatéraux) et ne s'accommode pas de mécanismes contractuels; cette contractualisation viole le principe d'égalité à l'égard des exploitants de salles de jeux dans la mesure où elle prive ceux-ci des garanties et des recours administratifs dont disposent tous les demandeurs d'autorisations d'exploiter un établissement quelconque.

Elles relèvent également que la commune peut à tout moment révoquer ou modifier la licence. En présentant la convention comme un accord administratif, le principe d'égalité est violé en ce que les exploitants de salles de jeux automatiques sont privés de la possibilité d'introduire un recours administratif. Il y aura également des différences de commune à commune, ce qui donnera lieu à une concurrence déloyale entre les établissements.

A.18.5. A l'article 34, alinéa 2, les parties requérantes dans l'affaire n° 1998 reprochent de violer les articles 10 et 11 de la Constitution en créant une discrimination entre les établissements de classes II et I, d'une part, et II et III, d'autre part, dans l'exercice de la liberté de commerce et d'industrie et du droit de propriété, tels qu'ils sont garantis par les dispositions déjà citées. En vertu des articles 29 et 76 combinés, les casinos existants bénéficient d'une garantie de maintien pendant au moins vingt ans, à condition de se conformer aux nouvelles conditions légales. En outre, l'ouverture d'un nouveau casino à Bruxelles est prévue. En revanche, les établissements de classe II voient arbitrairement leur nombre limité à 180, sans aucun droit au maintien pour les luna-parks existants qui se conformeraient aux nouvelles conditions légales. Les parties requérantes reprochent au législateur de ne pas avoir justifié cette discrimination, alors que le Conseil d'Etat avait invité le Gouvernement à s'en expliquer. Les établissements de classe III, pour leur part, ne font pas l'objet d'une limitation en nombre. Le législateur ne s'est pas non plus expliqué sur la justification de cette discrimination.

A l'article 34, alinéa 3, les mêmes parties requérantes reprochent de violer les articles 10 et 11 de la Constitution en instituant une nouvelle discrimination entre établissements de classes II et I, d'une part, et II et III, d'autre part, dans l'exercice de la liberté de commerce et d'industrie et du droit de propriété tels qu'ils sont garantis par les dispositions déjà citées. Ni les établissements de classe I, ni les établissements de classe III ne sont soumis à un pouvoir discrétionnaire de la commune. Les parties requérantes invoquent le manque de toute justification objective.

A.18.6. Selon le Conseil des ministres (mémoires dans les affaires n°s 1903, 1941 et 1998), la limitation critiquée se justifie par la circonstance que les établissements de classe II sont des lieux très accessibles où une dépendance vis-à-vis du jeu peut être créée. Une certaine liberté est reconnue aux communes en raison de la perversité sociale du phénomène. La loi maintenant l'interdiction de principe de l'exploitation du jeu, la licence doit être interprétée comme une véritable faveur. Les parties requérantes s'abstiennent de donner des indications sur le nombre de fermetures qui auraient eu lieu et ne démontrent d'ailleurs pas que le nombre de salles existantes serait supérieur à 180 (chiffre résultant de l'opération « Indian Summer ») ni, par conséquent, que certaines salles de jeux seraient contraintes à la fermeture (la requête dans l'affaire n° 1941 est d'ailleurs contradictoire à cet égard). Il s'agit en outre d'un marché qui est fonction non seulement du nombre de salles, mais aussi du nombre de joueurs; le marché des joueurs n'étant pas déterminé en fonction du nombre de salles, la loi attaquée et l'objectif qu'elle poursuit n'affectent pas les activités existantes des parties requérantes.

A.18.7. L'article 43 du Traité instituant la Communauté européenne (ancien article 52 du Traité C.E.) n'interdit pas, selon le Conseil des ministres (affaire n° 1903), que le législateur national régie l'organisation, l'éthique professionnelle et le contrôle des secteurs en cause, pourvu que la réglementation ne soit pas discriminatoire et soit nécessaire et proportionnée pour atteindre l'objectif d'intérêt général recherché. Tel n'est pas le cas, les dispositions en cause visant à contrer un danger social.

Quant à la liberté du commerce et de l'industrie, il a déjà été indiqué, comme l'a décidé la Cour, qu'il était permis au législateur d'y fixer des limites afin de protéger des intérêts déterminés.

A.18.8. Dans l'affaire n° 1998, le Conseil des ministres ajoute que les exploitants de casinos ne bénéficient pas d'une protection automatique mais que la loi accorde aux communes la faculté de garantir leur maintien pour une durée de vingt ans maximum. Pour les établissements de classe II, la loi ne contient pas de limites; il est donc possible de prévoir dans la convention à conclure avec la commune une durée supérieure. Enfin, les casinos font, contrairement aux luna-parks, partie de la vie sociale des communes où ils sont établis (expositions, concours); ces activités connexes ne représentent, à l'opposé du jeu, aucun risque d'asservissement.

Il souligne par ailleurs que l'absence de limitation pour les établissements de classe III se justifie par les caractéristiques éminemment différentes des établissements en cause et que le législateur a pris en compte le risque d'asservissement des jeunes de 12 à 18 ans et des hommes entre 18 et 35 ans sans emploi et peu qualifiés, considérés comme étant des groupes à risque; il a, à bon droit, tenu compte du risque que présentent à cet égard les établissements de classe II.

A.18.9. Quant au pouvoir reconnu aux communes par la disposition attaquée (qui procède à la fois du souci de renforcer l'effet de contrôle qui est exercé et celui de laisser aux communes une certaine liberté en ce qui concerne l'implantation de tels établissements), le Conseil des ministres estime, dans les affaires n°s 1903 et 1941, qu'il ne constitue pas une faculté exorbitante ni un « règlement déguisé » dès lors qu'il ne s'agit évidemment pas d'un pouvoir de prise de décision arbitraire puisque les décisions restent soumises aux principes généraux de la bonne administration. Les communes ne pourraient donc vider de leur substance les principes de liberté de commerce et d'industrie et d'établissement. Ces principes ne sont pas atteints par une réglementation qui porte sur une activité dont il a été constaté qu'elle représente un danger pour la société et dont la mise en œuvre est soumise au contrôle des juridictions.

Dans l'affaire n° 1998, il précise que l'article 29 *in fine* de la loi impose à l'exploitant d'un casino de conclure une convention avec la commune et qu'il n'y a donc pas de discrimination entre établissements de classes I et II puisqu'il est évident que les communes appliqueront les principes qui gouvernent l'octroi des licences à ces deux types d'établissements.

A.18.10. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1903 et 1941 répliquent qu'aucun élément concret n'est avancé pour établir que le nombre de 180 correspond bien à la réalité. Les travaux préparatoires renvoient eux-mêmes à une approximation; l'opération « Indian Summer » n'a pas porté sur l'ensemble des salles de jeux existantes (toutes n'ont pas été contrôlées) et est antérieure de plusieurs mois à la publication de la loi au *Moniteur belge*. Elles ne comprennent pas comment il serait possible de permettre l'ouverture de nouvelles salles de jeux si le quota prévu par la loi correspond déjà au nombre total de salles existantes, sauf à fermer un certain nombre d'établissements existants, et estiment que l'objectif de la loi est de nature à affecter les activités des parties requérantes puisque l'autorité communale dispose d'un pouvoir discrétionnaire qui peut aboutir à des décisions discriminatoires (cf. la décision de la ville d'Ostende de fermer tous les luna-parks sur son territoire alors que les recettes du casino sont en baisse). Elles relèvent que la partie adverse reconnaît expressément que l'instauration d'un tel *numerus clausus* est disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi, à savoir éviter la promotion du jeu, puisque le nombre de joueurs restera, quoi qu'il en soit, relativement stable; elles observent que la lutte contre le tabagisme n'a jamais abouti à limiter les points de vente. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1965 demandent à cet égard s'il n'y a pas lieu de limiter le nombre de points de vente de produits de la Loterie nationale.

A.19.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 reprochent à l'article 36.2 de ne préciser ni les exigences de la fonction auxquelles la conduite des administrateurs et gérants doit répondre pour permettre la délivrance d'une licence de classe B, ni la manière d'évaluer ces exigences : cela aboutira à des décisions discrétionnaires tranchant de manière différente des situations analogues.

A.19.2. Elles reprochent également à l'article 36.3 de porter une atteinte injustifiée et disproportionnée à la liberté d'association en exigeant qu'il soit permis à la commission des jeux de hasard d'identifier à tout moment les actionnaires, rendant ainsi impossible l'appel à l'épargne publique à la suite d'une introduction en bourse.

A.19.3. Elles reprochent enfin à l'article 36.4 (dans l'affaire n° 1941, les requérants visent à tort l'article 36.5) de violer le principe de la liberté du commerce et de l'industrie et celui de la liberté d'établissement en interdisant aux établissements de classe II de s'installer à proximité d'écoles, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par les jeunes, de lieux de culte et de prisons. Cette disposition a pour effet d'empêcher, la Belgique étant un pays petit et très peuplé, l'installation de tels établissements dans certaines communes et dans certains villages.

Les requérants dans l'affaire n° 1998, qui allèguent une violation discriminatoire de la liberté du commerce et de l'industrie et du droit de propriété, développent une critique analogue et ajoutent que le législateur n'a fourni aucune justification objective et n'a prévu aucune mesure transitoire pour les luna-parks.

A.19.4. Le Conseil des ministres (affaire n° 1941) répond que les décisions prises sur la base de l'article 36 sont des actes individuels devant être motivés et pouvant être attaqués. Les exigences qu'il formule sont comparables à celles formulées par l'article 18 de la loi du 22 mars 1993 et par l'article 60 de la loi du 6 avril 1995 visant, comme la loi attaquée, à protéger les faibles, en l'espèce l'épargnant.

A.19.5. Quant à l'article 36.3, le Conseil des ministres estime que le secteur en cause est très spécifique et qu'il y a lieu de faire une distinction entre les quatre premières requérantes qui sont des sociétés anonymes et les trois dernières qui sont des sociétés de personnes à responsabilité limitée (s.p.r.l.). La loi attaquée n'interdit nullement aux quatre premières de faire appel à l'épargne puisque l'article 41 de la loi sur les sociétés leur permet de prévoir dans leurs statuts que les actions sont nominatives et que la loi attaquée ne vise que les actions, et non les obligations. Les lois de 1993 et de 1995 précitées tendent elles aussi, par les pouvoirs qu'elles confèrent à la commission bancaire et financière, à garantir la transparence de la structure de l'actionariat. Enfin, les trois s.p.r.l. requérantes n'ont pas d'intérêt à attaquer l'article 36.3, puisque leurs parts sont toujours nominatives et que la loi sur les sociétés ne leur permet pas de faire appel à l'épargne.

A.19.6. Quant à l'article 36.4, le Conseil des ministres fait valoir que les communes devront motiver leurs décisions autrement que par des clauses de style et que ces décisions seront soumises au contrôle juridictionnel; il rappelle que la loi vise à protéger les plus faibles, les jeunes représentant en particulier un groupe menacé par la dépendance.

Dans l'affaire n° 1998, il se réfère à cet égard à l'arrêt n° 52/2000, à l'article 29, *in fine*, de la loi qui prévoit la conclusion d'une convention de concession entre les communes et les exploitants de casinos - ce qui amènera les communes à ne pas autoriser, dans les endroits en cause, l'implantation de casinos - et, enfin, aux caractères propres des établissements de classe I et de classe II, observant que l'admission dans un casino suppose l'inscription sur la liste de celui-ci.

A.19.7. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 estiment que la référence aux lois des 22 mars 1993 et 6 avril 1995 est sans pertinence, le contexte étant différent : à la différence du joueur, l'investisseur a affaire, non pas à un entrepreneur ordinaire comme l'exploitant d'un établissement de jeux, mais à un expert (institutions de placements, courtiers, conseillers en investissements) qui doit l'aider. Elles ajoutent que l'obligation d'identification des actionnaires empêche de manière discriminatoire les actionnaires de protéger leur patrimoine vis-à-vis du monde extérieur et entrave leur libre choix.

A.20.1. Les requérants dans l'affaire n° 1998 reprochent à l'article 37.5 de violer de manière discriminatoire la liberté du commerce et de l'industrie et le droit de propriété en ne permettant pas à un établissement de classe II d'exploiter un bar ou un restaurant dans la salle de jeux ni à en confier l'exploitation à des tiers, alors que cela est permis aux établissements de classe I et qu'aucune étude approfondie ne justifie, dans les travaux préparatoires, une telle différence de traitement. L'on peut comprendre l'interdiction de vente de boissons alcoolisées, non pas celle d'autres boissons et de restauration légère.

A.20.2. Le Conseil des ministres renvoie aux développements antérieurs relatifs aux différences existant entre les établissements en cause, qui justifient la différence de traitement critiquée.

A.21.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1941 et 1965, l'article 39 porte atteinte aux droits économiques acquis et n'est pas objectivement justifiable. A leur estime, les liens économiques étroits entre l'industrie de l'horeca et l'industrie des jeux de hasard doivent être considérés comme des acquis économiques. Du fait de la limitation du nombre de jeux automatiques dans un débit de boissons quelle que soit la taille de celui-ci, le chiffre d'affaires des parties requérantes est réduit et celles-ci craignent qu'une série d'entreprises ne soient plus rentables d'un point de vue économique.

A.21.2. Le Conseil des ministres fait valoir que la loi vise à protéger les joueurs contre la dépendance et que celle-ci peut être aggravée si elle est combinée avec la boisson et avec la dépendance que celle-ci peut aussi créer. Les parties requérantes ne fournissent aucun élément quant à ce que rapportent les jeux de hasard ni quant à la part que cela prend dans les coûts fixes. A supposer que cela soit établi, la jurisprudence de la Cour permet au législateur de limiter la liberté de commerce et d'industrie et de réglementer l'activité économique en vue de promouvoir un intérêt social supérieur. Quant au rapport entre la taille du débit de boissons et le nombre d'appareils, les parties requérantes perdent de vue que la loi réglemente le jeu et non les débits de boissons en tant que tels, de telle sorte que c'est le nombre d'appareils qui est déterminant.

A.21.3. Les parties requérantes estiment que le Conseil des ministres ne justifie ni l'absence de mesures contre l'asservissement à la boisson, alors qu'il en existe contre l'asservissement au jeu, ni l'absence de distinction en fonction de la dimension des débits de boissons.

A.22.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 reprochent aux articles 44 et 45, exigeant que ceux qui entendent exercer une activité professionnelle en rapport avec le jeu disposent d'une licence de classe D - laquelle leur est délivrée à condition, notamment, qu'ils se comportent d'une manière répondant aux exigences de la fonction -, de ne pas préciser en quoi consiste ce rapport et de conférer un pouvoir à l'autorité chargée de délivrer cette licence quant à l'appréciation de la condition précitée.

A.22.2. Renvoyant à ce qu'il a défendu précédemment, le Conseil des ministres fait valoir que les décisions en cause doivent être motivées et sont soumises au contrôle juridictionnel.

A.23.1. Dans les affaires n°s 1903 et 1941, le moyen reproche à l'article 54, § 1^{er}, de la loi attaquée, en instaurant une majorité spéciale (21 ans) applicable exclusivement aux établissements de classes I et II, de traiter ceux-ci de manière discriminatoire par rapport aux établissements de classe III ainsi que par rapport à un ensemble hétérogène d'établissements commerciaux menaçant la moralité ou le patrimoine de majeurs de 18 ans (établissements où sont projetés des films pornographiques, établissements de crédit peu scrupuleux accordant à un jeune un emprunt qu'il n'est pas en mesure de rembourser) et aux endroits publics dans lesquels les jeunes peuvent consommer l'alcool dès 16 ans. En réalité, dès lors que le législateur a entendu fixer la majorité civile et pénale à 18 ans, il n'est pas justifiable de moduler celle-ci en fonction d'activités qui seraient jugées plus critiquables que d'autres, sauf à méconnaître précisément le principe d'égalité et de non-discrimination.

A.23.2. Les requérants dans l'affaire n° 1998, qui invoquent la liberté de commerce et d'industrie et le droit de propriété, estiment que les exploitants de débits de boissons sont parfaitement habilités en vertu de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse, à procéder à un contrôle d'identité et auront besoin de demander une pièce d'identité pour vérifier le respect de la condition d'âge de 18 ans autant que celle de 21 ans. Selon les requérants, la sanction possible (le retrait de licence) est disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi.

A.23.3. Les mêmes requérants allèguent que la disposition attaquée crée une autre discrimination entre les établissements de classe II et la Loterie nationale, dont les billets à gratter et autres bulletins de loto peuvent être achetés par des mineurs sans que le commerçant puisse être inquiété.

A.23.4. Le Conseil des ministres (affaires n°s 1903 et 1941) estime que la disposition attaquée répond au souci de protéger les jeunes contre le jeu, en particulier la catégorie d'âge située entre 18 et 21 ans. De plus, le contrôle de l'âge est aisé dans les établissements de classes I et II, non dans les établissements de classe III où les mineurs ne sont pas autorisés à jouer avec les jeux de hasard.

Dans l'affaire n° 1998, le Conseil des ministres se réfère en outre aux développements faits antérieurement à propos de la Loterie nationale pour justifier la différence de traitement critiquée. Il ne peut être soutenu, en outre, que les mineurs pourraient acheter des jeux de la Loterie nationale car ils ne peuvent conclure des contrats (article 1108, alinéa 2, du Code civil); si, malgré tout, un mineur achète des jeux, ses parents ou ses représentants légaux peuvent demander que ces conventions soient annulées.

A.23.5. Les requérants dans l'affaire n° 1998 estiment que l'argument tiré de ce que les mineurs ne peuvent jouer aux jeux de hasard dans les établissements de classe III est dénué de pertinence et qu'il est constant que le vendeur de billets de la Loterie nationale ne court, en réalité, aucun risque d'annulation de ce type, et encore moins de poursuites pénales.

A.24.1. Les requérants dans l'affaire n° 1998 allèguent une violation discriminatoire de la liberté du commerce et de l'industrie par l'article 54, § 2, de la loi, qui interdit aux magistrats, aux notaires, aux huissiers et aux membres des services de police d'accéder aux établissements de classes I et II, alors que cette restriction n'existe pas pour les établissements de classe III, que la profession ne peut pas être vérifiée par l'exploitant, faute de figurer sur la carte d'identité, et que l'interdiction formulée est déjà prévue par le droit disciplinaire.

A.24.2. Le Conseil des ministres réplique que les requérants n'ont pas l'intérêt requis pour attaquer cette disposition, faute de pouvoir encourir les sanctions prévues par la loi; ils ne pourront que se fier, en principe, aux déclarations faites par leurs clients.

A titre subsidiaire, il soutient que les établissements en cause, s'ils tombent aux mains de criminels, pourraient se prêter à des opérations de blanchiment et que le législateur a pu estimer que permettre aux personnes en cause de fréquenter ces lieux risquait de porter atteinte à la nécessaire confiance que les justiciables doivent avoir en elles.

A.24.3. Les requérants prennent acte de cette interprétation et estiment que la disposition attaquée paraît effectivement beaucoup moins critiquable, quoique probablement inutile, puisqu'elle ne fait que confirmer des règles déontologiques ou disciplinaires qui existent déjà pour l'ensemble des professions qu'elle vise.

A.25.1. Dans les affaires n°s 1903 et 1998, le moyen reproche à l'article 58, alinéa 3, de la loi attaquée de porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et de méconnaître le principe constitutionnel d'égalité en interdisant d'installer des distributeurs automatiques de billets de banque dans les salles de jeux automatiques.

Les cartes magnétiques étant en effet largement répandues, la loi prive les exploitants de la clientèle qui en fait usage et multiplie les risques d'agression.

Les requérants dans l'affaire n° 1998 ajoutent que l'interdiction critiquée n'existe pas pour les opérateurs d'autres secteurs de la vie économique.

A.25.2. Selon le Conseil des ministres, la différence de traitement (entre, présume-t-on, les établissements de jeux de hasard et les établissements où il est permis d'installer ces distributeurs) repose sur un critère objectif et, en visant à rendre l'argent moins aisément accessible aux joueurs, est proportionnée à l'objectif de contrer le danger social que représentent les jeux de hasard. Il relève que l'article 1965 du Code civil n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari et que le législateur a estimé que les joueurs avaient encore trop de possibilités de cumuler les emprunts; il a rejeté un amendement visant à autoriser les distributeurs de billets dans les établissements de jeux.

A.25.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 répliquent que le postulat selon lequel la présence de distributeurs risquait d'avoir une influence déterminante sur le comportement des jeunes est inexact.

La partie adverse reconnaît elle-même que les seules personnes qui ressentiront péniblement cette interdiction sont ceux pour qui le jeu est une véritable passion. Or, par définition, le comportement des joueurs passionnés et invétérés n'est pas susceptible d'être influencé d'une quelconque manière par ce genre de mesures. Seule une interdiction pure et simple du phénomène ludique pourrait éventuellement permettre d'atteindre l'objectif de protection poursuivi. Enfin, les retraits d'argent par la voie de distributeurs automatiques de billets sont limités à un plafond qui constitue une protection objective du joueur.

A.26.1. Dans les affaires n^{os} 1903 et 1941, le moyen reproché à l'article 62 de la loi attaquée d'imposer aux seuls établissements de classes I et II de conserver un registre identifiant précisément les personnes accédant à ces établissements. Cette différence de traitement n'est pas justifiée.

Dans l'affaire n° 1903, les parties requérantes estiment que la disposition attaquée est par ailleurs contradictoire en ce qu'elle impose la tenue du registre aux seuls établissements de classes I et II et sanctionne les seuls établissements de classes II et III en cas de mauvaise tenue dudit registre.

Dans l'affaire n° 1941, elles estiment que ce registre ne se justifie pas en ce qui concerne les établissements de classes II et III; la tenue de ce registre et sa communication à l'autorité portent atteinte au respect de la vie privée, garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et peuvent menacer l'honneur et la réputation de la personne, protégés par l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

A.26.2. Selon le Conseil des ministres, la distinction est conforme au souci de réprimer un danger social et tient compte de la difficulté pratique d'appliquer une telle mesure aux débits de boissons et de la motivation de ceux qui les fréquentent. Par ailleurs, les reproches faits à la manière de mettre la loi en œuvre ne relèvent pas de la compétence de la Cour.

A.26.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 répliquent que le Conseil des ministres a fait une distinction entre les établissements de classe I et de classe II et qu'il n'est pas acceptable qu'il n'en tire pas les conséquences ici.

A.27.1. A l'estime des parties requérantes dans l'affaire n° 1965, l'article 71 viole les principes de proportionnalité et de la liberté de commerce, de biens et de services. Elles font valoir que la disposition rend impossibles d'un point de vue économique la vente, la location, le leasing, la livraison, la mise à disposition, l'importation, l'exportation et la production de jeux de hasard, tandis que la production de tels appareils constitue l'essentiel de leurs activités. Selon leurs dires, elles ne pourront payer la garantie parce que le montant de celle-ci n'est pas plafonné (500.000 francs par tranche de 50 appareils) et elles perdront par conséquent leur licence ou ne pourront exploiter qu'un nombre limité d'appareils.

A.27.2. Les requérants dans l'affaire n° 1998 estiment que cet article 71 porte une atteinte discriminatoire au droit de propriété garanti par l'article 16 de la Constitution et l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Ils exposent que par l'obligation de consigner cette garantie à la Caisse des dépôts et consignations (laquelle n'offre qu'un intérêt négligeable par rapport aux taux pratiqués par les banques), le législateur porte atteinte de manière discriminatoire au droit de propriété des titulaires de licences A et E sur les intérêts que pourraient rapporter ce « placement forcé », alors que d'autres opérateurs économiques tenus à la constitution d'une garantie équivalente (notamment les « marchands de biens » tenus de constituer un cautionnement au profit de l'administration fiscale) ont, eux, la liberté de constituer cette garantie auprès d'une banque leur offrant le taux d'intérêt du marché. Le montant important de la caution crée pour les titulaires de licences une perte financière importante et aucune justification n'a été avancée lorsque cette règle fut adoptée.

A.27.3. Le Conseil des ministres soutient que l'article 71 procède du souci de limiter les abus et de soumettre l'exploitation à de strictes conditions et ce, en contrepartie d'une garantie quant à l'exercice de la profession et quant à un profit raisonnable.

Les parties requérantes n'établissent pas que de nombreuses entreprises ne seront pas en mesure de payer la garantie. Même si la preuve en était établie, la mesure resterait justifiée au regard de l'objectif de protection des joueurs puisqu'il n'est pas douteux que plus il y a d'appareils, plus le risque de dépendance augmente, la compétition étant d'autant plus vive que les joueurs sont nombreux. Il ne peut davantage être contesté qu'une garantie s'élevant à 2.000.000 de francs correspond à 200 appareils, ce qui correspond à un important chiffre d'affaires en comparaison duquel la garantie ne peut être jugée déraisonnable.

A.27.4. La partie requérante dans l'affaire n° 1965 réplique que l'exemple donné par le Conseil des ministres démontre qu'aucune étude n'a été faite de la répercussion financière de la mesure attaquée : le chiffre de 200 appareils n'est pas comparable à ceux de la pratique puisque les s.a. Eurautomat et Elaut ont produit respectivement 5.880 appareils entre juin 1999 et juin 2000 et 2.500 appareils en moyenne au cours des dernières années; la garantie s'élèverait donc, respectivement, à 58.800.000 francs et à 25.000.000 de francs, c'est-à-dire des montants qui menacent la viabilité de l'entreprise, faute de pouvoir être financés.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 1998 estiment que le Conseil des ministres n'a pas répondu au grief qu'elles exposaient.

- B -

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 3.1 et 3.4, 6, 8, 10, §§ 1^{er} et 2, 15, § 1^{er}, 19, 20, alinéa 3, 21, 25, 27, 29, 34, 36, 37.3, 37.5, 39, 44, 45, 48 à 54, 58, 62 et 71 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. Ces dispositions énoncent :

« Art. 3. Ne sont pas des jeux de hasard au sens de la présente loi :

1. les jeux relatifs à l'exercice des sports, ainsi que les paris engagés à l'occasion de ces jeux;

[...]

4. les loteries au sens de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, de la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale et des articles 301, 302, 303 et 304 du Code pénal. »

« Art. 6. Les établissements de jeux de hasard sont répartis en trois classes, à savoir les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques, les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons, selon la nature et le nombre de jeux de hasard qui peuvent être exploités dans l'établissement de jeux de hasard, le montant maximum de l'enjeu, de la perte et du gain dans le chef des joueurs et des parieurs s'adonnant à ces jeux de hasard et la nature des activités connexes autorisées dans les établissements respectifs. »

« Art. 8. Pour chaque jeu de hasard exploité dans un établissement de jeux de hasard de classe II et III, le Roi fixe, par possibilité de jeu, le montant maximum de la mise, de la perte et du gain dans le chef des joueurs et des parieurs. Il peut en outre fixer le montant maximum de la perte que peut subir un joueur ou un parieur par période de jeu à déterminer par Lui.

Seuls demeurent autorisés dans les établissements de classe II et III, les jeux de hasard dont il est établi que le joueur ou le parieur ne peut subir en moyenne une perte supérieure à 500 francs par heure.

Le Roi peut également déterminer ces éléments pour les jeux de hasard exploités dans un établissement de jeux de hasard de classe I.

Il est toujours interdit de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique. »

« Art. 10. § 1^{er}. La commission [des jeux de hasard] comprend 11 membres, dont un magistrat qui en assume la présidence, et un même nombre de membres suppléants.

§ 2. Outre le président, la commission comprend :

- un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre de la Justice;
- un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre des Finances;
- un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre des Affaires économiques;
- un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre de l'Intérieur;
- un représentant francophone et un représentant néerlandophone du ministre de la Santé publique.

Les représentants et leurs suppléants sont nommés par le Roi sur proposition des ministres concernés. »

« Art. 15. § 1^{er}. Pour l'accomplissement de toutes ses missions, la commission peut requérir le concours d'experts.

Elle peut charger un ou plusieurs de ses membres ainsi qu'un ou plusieurs des membres de son secrétariat, de procéder à une enquête sur place. Le président, ainsi que les membres de la commission et du secrétariat, ayant la qualité d'agent de l'Etat et désignés à cet effet par le Roi, ont la qualité d'officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi, après avoir prêté le serment suivant : ' Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. '

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils peuvent :

1. pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit dans les établissements, locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission; toutefois, ils n'ont accès aux locaux habités que s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution et moyennant une autorisation préalable du juge du tribunal de police;
2. procéder à tous examens, contrôles et auditions ainsi qu'à toutes les constatations utiles et exiger la communication de tous les documents pouvant être utiles à leur enquête;
3. se procurer tous les renseignements complémentaires qu'ils jugent utiles auprès des exploitants et de leur personnel, ainsi qu'auprès des services de police et des services administratifs de l'Etat;
4. saisir tous les objets, et plus particulièrement les documents, les pièces, les livres et les jeux de hasard qui peuvent servir de pièce à conviction concernant une infraction à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution ou qui sont nécessaires à la recherche des coauteurs ou des complices;
5. requérir l'assistance des services de police. »

« Art. 19. Les frais d'installation, de personnel et de fonctionnement de la commission et de son secrétariat sont mis entièrement à la charge des titulaires de licences de classe A, B, C et E.

Le Roi fixe, par arrêté, délibéré en Conseil des ministres, la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et de l'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E.

Le Roi saisira les chambres législatives d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa précédent. »

« Art. 20. [...] »

La commission octroie les licences de classe A, B, C, D et E.

[...] »

« Art. 21. La commission peut :

1. par décision motivée et selon les modalités définies ci-après, octroyer une licence d'exploitation ou autre à la personne qui sollicite une telle licence;
2. par décision motivée et selon les modalités définies par le Roi, prononcer les avertissements, suspendre pour une durée déterminée ou retirer la licence et interdire provisoirement ou définitivement l'exploitation d'un ou de plusieurs jeux de hasard en cas de non-respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

L'intéressé, qui peut être assisté par son conseil, doit être entendu préalablement par la commission. »

« Art. 25. Il existe cinq classes de licences :

1. la licence de classe A permet, pour des périodes de quinze ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe I ou casino;
2. la licence de classe B permet, pour des périodes de neuf ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques;
3. la licence de classe C permet, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons;
4. la licence de classe D permet, aux conditions qu'elle détermine, à son titulaire d'exercer une activité professionnelle de nature quelconque dans un établissement de jeux de hasard de classe I ou II;
5. la licence de classe E permet, pour des périodes de dix ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, la vente, la location, la location-financement, la fourniture, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, les services d'entretien, de réparation et d'équipement de jeux de hasard. »

« Art. 27. Il est interdit de cumuler les licences des classes A, B, C et D, d'une part, et la licence de classe E, d'autre part, dans le chef de la même personne physique ou morale, que ce soit directement ou indirectement, personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre personne physique ou morale.

Les titulaires d'une licence de classe A, B ou C peuvent céder, à titre gratuit ou onéreux, des jeux de hasard, destinés et utilisés aux fins de l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe I, II et III et qui ont été ou sont amortis en tant que tels moyennant information et autorisation préalables de la commission. »

« Art. 29. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe I autorisés est limité à 9.

Un établissement de jeux de hasard de classe I ne peut être exploité que sur le territoire des communes de Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa ainsi que sur le territoire d'une des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Après avis du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et sur la base des possibilités d'implantation et d'infrastructure ainsi que sur la base de l'impact social de l'implantation d'un établissement de jeux de hasard de classe I, le Roi désigne, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, la commune, parmi les communes de la Région de Bruxelles-Capitale qui ont posé leur candidature par lettre recommandée à la poste adressée au ministre de la Justice dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Un seul établissement de jeux de hasard de classe I peut être exploité par commune. A cette fin, chaque commune conclut une convention de concession avec le candidat exploitant.

Le Roi peut déterminer par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions auxquelles doit répondre la convention de concession. »

« Art. 34. Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi.

Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II autorisés est limité à 180.

L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II et qui exerce le contrôle de la commune. »

« Art. 36. Pour pouvoir obtenir une licence de classe B, le demandeur doit :

1. si c'est une personne physique, avoir la qualité de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne; si c'est une personne morale, avoir cette qualité selon le droit belge ou le droit national d'un des Etats membres de l'Union européenne;

2. si c'est une personne physique, jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction; si c'est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

3. fournir la preuve de sa solvabilité et de ses moyens financiers et, à tout moment et de manière scrupuleuse, communiquer à la commission tous les renseignements permettant à celle-ci de vérifier la transparence de l'exploitation et d'identifier l'actionnariat ainsi que les modifications ultérieures en la matière;

4. veiller à ne pas établir l'emplacement de l'établissement de jeux de hasard de classe II à proximité d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par des jeunes, de lieux de culte et de prisons;

5. présenter la convention conclue entre l'établissement de jeux de hasard de classe II et la commune du lieu de l'établissement sous la condition d'obtenir la licence de classe B requise. »

« Art. 37. Pour pouvoir rester titulaire d'une licence de classe B, le demandeur doit :

[...]

3. communiquer à la commission les renseignements permettant à celle-ci de vérifier à tout moment la transparence de l'exploitation et d'identifier l'actionnariat ainsi que les modifications ultérieures en la matière;

[...]

5. séparer entièrement et rigoureusement la salle de jeux de hasard des espaces ayant une autre affectation à l'intérieur de l'établissement de jeux de hasard de classe II ainsi que des espaces extérieurs à l'établissement de jeux de hasard de classe II qui sont accessibles au public, en ce sens qu'il ne peut en aucun cas être possible d'avoir, de l'extérieur de la salle de jeux, une vue sur les jeux de hasard; l'exploitant n'est pas autorisé à exploiter un bar ou un restaurant dans la salle de jeux ni à en confier l'exploitation à des tiers. »

« Art. 39. Les établissements de jeux de hasard de classe III sont des établissements où sont vendues des boissons qui, quelle qu'en soit la nature, doivent être consommées sur place et dans lesquels sont exploités au maximum deux jeux de hasard. »

« Art. 44. Toute personne désirant exercer une quelconque activité professionnelle en rapport avec le jeu dans un établissement de jeux de hasard de classe I ou de classe II pendant les heures d'ouverture de la salle de jeux doit être en possession d'une licence de classe D et être, en permanence, porteuse de la carte d'identification attestant de la possession de cette licence. »

« Art. 45. Pour pouvoir obtenir une licence de classe D et en rester titulaire, le demandeur doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. »

« Art. 48. La vente, la location, la location-financement, la fourniture, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, les services d'entretien, de réparation et d'équipements de jeux de hasard, sont soumis à l'octroi d'une licence de classe E.

Art. 49. La commission doit vérifier si le demandeur satisfait aux conditions fixées par la présente loi.

La commission peut décider d'entendre au préalable le demandeur, qui peut être assisté par son conseil.

Le demandeur doit, à sa requête, être préalablement entendu par la commission. Il peut être assisté par son conseil.

Art. 50. Pour pouvoir obtenir une licence de classe E, le demandeur doit :

1. si c'est une personne physique, avoir la qualité de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne; si c'est une personne morale, avoir cette qualité selon le droit belge ou le droit national d'un des Etats membres de l'Union européenne;

2. si c'est une personne physique, jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction; si c'est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

3. fournir la preuve de sa solvabilité et de ses moyens financiers et, à tout moment et de manière scrupuleuse, communiquer à la commission tous les renseignements permettant à celle-ci de vérifier la transparence de l'exploitation et d'identifier l'actionnariat ainsi que les modifications ultérieures en la matière.

Art. 51. Pour pouvoir rester titulaire d'une licence de classe E, si le demandeur est une personne physique qui participe, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, personnellement ou par l'intermédiaire d'une personne morale, à une activité soumise à l'octroi d'une licence de classe E, il doit pouvoir être identifié en permanence et sans équivoque et son identité doit être connue de la commission.

Le demandeur doit communiquer à la commission tous les renseignements permettant à celle-ci de vérifier à tout moment la transparence de l'exploitation et d'identifier l'actionnariat ainsi que les modifications ultérieures en la matière.

Art. 52. Tout modèle de matériel ou d'appareil dans un établissement de jeux de hasard de classe I, II ou III, qui est importé ou fabriqué dans les limites et les conditions fixées par une licence de classe E doit, en vue de sa mise en vente ou de son exploitation sur le territoire belge, être agréé par la commission sur la base des contrôles exécutés par une des instances mentionnées au deuxième alinéa du présent article. Un permis est ensuite délivré à titre de preuve.

Les contrôles sur la base desquels cette agréation est délivrée sont exécutés :

- soit par le service de la Métrologie du ministère des Affaires économiques;
- soit par un organisme accrédité à cet effet dans le cadre de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais, sous la supervision du service de la Métrologie;
- soit par un organisme d'un autre Etat membre de l'Union européenne reconnu par l'autorité de cet Etat membre pour exécuter ce type de prestation.

Les contrôles lors de la mise en service et en cours d'utilisation sont également exécutés par une des instances visées au deuxième alinéa.

Art. 53. Le Roi détermine :

1. la forme de la licence de classe E et des permis visés à l'article 52;
2. les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence;
3. les procédures de contrôle des jeux de hasard préalables à l'agréation;
4. les règles de fonctionnement des jeux de hasard;
5. les modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard, notamment par un système informatique approprié;
6. le montant et le mode de perception des rétributions relatives aux contrôles d'agréation de modèle et aux contrôles subséquents.

Art. 54. § 1^{er}. L'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I et II est interdit aux personnes de moins de 21 ans à l'exception du personnel majeur des établissements de jeux de hasard sur leur lieu de travail. La pratique des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III est interdite aux mineurs.

§ 2. L'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I et II est interdit aux magistrats, aux notaires, aux huissiers et aux membres des services de police en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

§ 3. La commission prononce l'exclusion des salles de jeu des établissements de jeux de hasard des classes I et II :

1. des personnes qui l'ont volontairement sollicité;
2. des personnes qui ont été placées sous statut de minorité prolongée;
3. des incapables, à la demande de leur représentant légal ou de leur conseil judiciaire;
4. des personnes à qui, conformément à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, interdiction a été faite d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, après notification par le ministère public.

§ 4. La commission prononce préventivement l'exclusion des établissements de jeux de hasard des classes I et II :

1. des personnes à protéger pour lesquelles une requête a été introduite conformément à l'article 487^{ter} du Code civil;
2. des personnes à protéger pour lesquelles une requête a été introduite conformément à l'article 488^{bis}, b), du Code civil;
3. des personnes à protéger pour lesquelles une requête a été introduite conformément à l'article 5 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Les interdictions préventives énumérées au premier alinéa prennent fin lorsque la commission a été avisée des décisions visées respectivement aux articles 487^{sexies} et 488^{bis}, e), § 1^{er}, du Code civil et aux articles 8, 12 et 30 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

§ 5. Le Roi fixe le mode d'interdiction d'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II. »

« Art. 58. Il est interdit à quiconque de consentir aux joueurs ou aux parieurs toute forme de prêt ou de crédit, de conclure avec eux une transaction matérielle ou financière en vue de payer un enjeu ou une perte.

Les exploitants des établissements de jeux de hasard sont tenus d'informer leur clientèle, de manière lisible et bien apparente, dans tous les locaux accessibles au public, de l'interdiction de consentir un crédit qui est prévue au premier alinéa.

La présence de distributeurs automatiques de billets de banque est interdite dans les établissements de jeux de hasard des classes I, II et III. »

« Art. 62. Complémentairement à ce qui est prévu à l'article 54, l'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I et II n'est autorisé que sur présentation, par la personne concernée, d'un document d'identité et moyennant l'inscription, par l'exploitant, des nom complet, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, profession et de l'adresse de cette personne dans un registre.

L'exploitant fait signer ce registre par la personne concernée.

Une copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur doit être conservée pendant au moins dix ans à dater de la dernière activité de jeu de celui-ci.

Le Roi détermine les modalités pratiques d'admission et d'enregistrement des joueurs.

Il arrête les conditions d'accès aux registres.

L'absence de tenue ou la tenue incorrecte de ce registre de même que sa non-communication aux autorités, son altération ou sa disparition peut entraîner le retrait de la licence de classe II ou III par la commission. »

« Art. 71. A l'exception de la licence de classe D, les licences visées à l'article 25 ne sont délivrées définitivement qu'après le versement d'une garantie réelle qui consiste en un cautionnement en numéraire ou en fonds publics. Cette garantie est destinée à couvrir le défaut de paiement des frais et dépenses visés aux articles 19 et 72. Ce cautionnement doit être versé à la Caisse des dépôts et consignations, au plus tard cinq jours avant le début des opérations de jeu.

En cas de défaut de paiement des frais, la garantie est amputée des sommes dues.

Lorsqu'en cours d'activité, la garantie s'avère insuffisante par défaut de paiement des frais, la commission exige le versement d'un montant complémentaire dans les cinq jours; à défaut de paiement dans ce délai, la licence est suspendue jusqu'au moment du versement.

La garantie réelle est fixée à :

1. la somme de 10 millions de francs pour une licence de classe A;
 2. la somme de 3 millions de francs pour une licence de classe B;
 3. la somme de 20 000 francs pour une licence de classe C;
 4. la somme de 1 million de francs pour les détenteurs d'une licence de classe E qui prestent exclusivement des services d'entretien, de réparation ou d'équipement de jeux de hasard;
- la somme de 500 000 francs belges par tranche, entamée, de 50 appareils, pour tous les autres détenteurs de la licence de classe E.

Le Roi est autorisé à modifier les montants de ces garanties réelles par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le Roi saisira les chambres législatives d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa précédent. »

Quant à l'étendue et à la recevabilité des recours

B.2.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903 n'indiquent pas en quoi les articles 15, § 1^{er}, et 71, alinéa 4, 4., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs violeraient les dispositions qu'elles invoquent. La requête n'est pas recevable en ce qui concerne ces dispositions.

B.2.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1941 n'indiquent pas en quoi les articles 27, alinéa 2, 36.1 et 36.5, 54, §§ 2 à 5, et 58, alinéa 1^{er}, violeraient les dispositions qu'elles invoquent. La requête n'est pas recevable en ce qui concerne ces dispositions.

B.2.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1965 demandent l'annulation des articles 27, 39 et 71. Leurs griefs sont en réalité dirigés contre les articles 27, alinéa 1^{er}, 39 et 71, alinéa 4, 4., alinéa 2.

B.2.4. Selon le Conseil des ministres, le recours dirigé contre les articles 6, 25, 34 et 39 de la loi dans l'affaire n° 1987 serait irrecevable, faute pour la partie requérante de démontrer en quoi la limitation de l'exploitation des jeux de hasard aux établissements de classes II et III serait discriminatoire.

La partie requérante a exposé qu'elle exploitait légalement des jeux de hasard en dehors des salles de jeux automatiques et des débits de boissons. En indiquant que les dispositions attaquées impliquaient désormais, selon elle, l'illégalité de son activité, elle fait suffisamment apparaître en quoi elle juge discriminatoire la disposition attaquée.

L'exception est rejetée.

B.2.5. Selon le Conseil des ministres, l'intervention de la s.p.r.l. Les Copères serait irrecevable, le mémoire renvoyant aux affaires n^{os} 991, 992 et 998 qui sont étrangères à l'actuel recours.

Le contenu du mémoire ne permettant pas de se méprendre sur son objet, une indication erronée des numéros du rôle ne suffit pas à mettre en cause la validité de l'intervention.

B.2.6. Par lettre du 4 avril 2001, le conseil de la s.p.r.l. Bingo Matic a fait savoir que sa cliente se désistait de son intervention, ayant cessé l'exploitation des jeux.

Rien ne s'y opposant en l'espèce, la Cour décrète le désistement.

B.2.7. Les parties intervenantes s.p.r.l. Jeux-Matic Ger-Bel et C. Verzele soutiennent la demande d'annulation des articles 8, 10, 19, 25, 27, 34, alinéas 2, 3 et 4, 36.3 et 36.4, 37.3 et 37.5, 53, 54, §§ 1^{er} et 2, 58 et 71. L'article 10 précité n'a toutefois été attaqué qu'en ses paragraphes 1^{er} et 2. En ce qu'elles portent sur les paragraphes 3 à 5 de cet article, les interventions ne sont pas recevables. Elles n'ont pas d'objet en ce qui concerne l'article 34, alinéa 4, l'article 34 ne comportant que trois alinéas.

B.2.8. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du mémoire en intervention de la s.p.r.l. Les Copères en ce que celle-ci s'est limitée à déclarer qu'elle intervenait dans la procédure et établirait un mémoire en réponse après avoir pris connaissance des moyens des parties requérantes.

Malgré son caractère sommaire, ce mémoire peut être considéré comme un mémoire au sens de l'article 87 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en sorte que la s.p.r.l. précitée intervient valablement dans la procédure.

B.2.9. La pièce introduite sous la dénomination de « mémoire » par le Conseil des ministres le 26 décembre 2000 n'est recevable, au titre de mémoire en réponse, qu'en tant qu'elle porte sur les mémoires en intervention. En tant qu'elle porte sur les recours en annulation, elle est irrecevable, les délais dont disposait le Conseil des ministres pour faire valoir son point de vue à leur sujet ayant expiré à des dates antérieures à celle qui vient d'être citée.

B.3.1. Le Conseil des ministres, se référant à l'article 41 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, fait valoir que le recours dans l'affaire n° 1903 n'est pas recevable faute de mentionner le numéro d'immatriculation au registre du commerce des parties requérantes. Il adresse la même critique à l'intervention de la s.p.r.l. Les Copères et à celle de la s.a. Bastenie.

B.3.2. L'article 41 précité dispose :

« A défaut de mention du numéro d'immatriculation au registre du commerce dans l'exploit d'ajournement et sauf justification de cette inscription à la date de l'intentement de l'action dans le délai imparti par le tribunal, celui-ci déclare d'office l'action non recevable. »

Sans qu'il soit besoin d'examiner si le recours peut être considéré comme un exploit d'ajournement visé par cette disposition, la Cour constate que le numéro d'immatriculation au registre du commerce est mentionné sur les documents consignants la décision du gérant des parties requérantes d'agir devant la Cour et annexés à la requête.

Quant aux parties intervenantes précitées, le numéro d'immatriculation au registre du commerce figure également dans les annexes transmises par la s.p.r.l. Les Copères (extraits du *Moniteur belge* contenant les statuts et annexés au mémoire); la s.a. Bastenie a communiqué le sien au greffe de la Cour le 8 janvier 2001.

Les exceptions sont rejetées.

B.3.3. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité de l'intervention de la s.a. Bastenie, qui n'aurait pas produit la décision prise par les organes compétents de la société et relative à cette intervention.

B.3.4. La décision du conseil d'administration, prise le 14 juin 2000, a été transmise au greffe de la Cour le 8 janvier 2001. L'exception est rejetée.

B.4.1. Le Conseil des ministres soutient que le recours de la s.p.r.l. Ramses (affaire n° 1903) ne serait pas recevable, la décision de l'introduire n'ayant pas été rédigée en néerlandais conformément au décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements.

B.4.2. L'article 5, alinéa 1^{er}, du décret précité dispose :

« Sont établis par l'employeur en langue néerlandaise tous les actes et documents des employeurs, prescrits par la loi, [...], tous les documents destinés à leur personnel. »

Dès lors que la décision en cause est établie par la requérante en tant que justiciable et non en tant qu'employeur, l'exception est rejetée.

B.5.1. Le Conseil des ministres soutient que les recours introduits dans les affaires n^{os} 1903 et 1941 ne sont pas recevables, l'objet social des parties requérantes ne leur permettant pas de justifier de l'intérêt requis à agir devant la Cour.

L'article 3 des statuts des parties requérantes dans l'affaire n° 1903 fait notamment référence à « l'exploitation [de ...] salles de jeux, luna-parks [...] » et à « l'exploitation, la location, la vente, l'import, l'export, l'entretien et la fabrication d'automates dans le sens le plus large ». Les statuts des parties requérantes dans l'affaire n° 1941 sont rédigés en termes analogues.

L'exception est rejetée.

B.5.2. Selon le Conseil des ministres, l'Union professionnelle U.P.A.P., première partie requérante dans l'affaire n° 1988, ne pourrait justifier de son intérêt à agir en faisant valoir un préjudice affectant le but pour la défense duquel elle a été créée.

Une union professionnelle reconnue a, en vertu de la loi du 31 mars 1898, la qualité requise pour attaquer des dispositions qui sont susceptibles, comme la requérante l'a indiqué, d'affecter directement et défavorablement les intérêts de ses membres.

Dès lors que les membres de l'union professionnelle peuvent être soumis aux obligations prévues par les dispositions attaquées en raison de leurs activités professionnelles, leur situation est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par ces dispositions. La partie requérante justifie par conséquent de l'intérêt requis.

L'exception est rejetée.

B.5.3. Selon le Conseil des ministres, le recours de la s.a. Derby, deuxième partie requérante dans l'affaire n° 1988, serait irrecevable, faute pour l'intéressée d'établir en quoi elle-même et la société pour laquelle elle exercerait une activité appartiendraient à un même groupe, circonstance dont elle déduirait son intérêt à demander l'annulation de l'article 27 de la loi.

L'article 3 des statuts de la requérante prévoit qu'elle a pour objet social « toutes opérations quelconques, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'acceptation des jeux et paris autorisés par la loi ».

Elle justifie d'un intérêt suffisant à demander l'annulation d'une disposition qui interdit le cumul direct ou indirect des licences d'exploitation qu'elle prévoit.

L'exception est rejetée.

B.5.4. Le requérant dans l'affaire n° 1991 est une personne physique qui invoque, à l'appui de son intérêt, le fait qu'elle détient un certain nombre de parts représentatives du capital social de sociétés patrimoniales détenant elles-mêmes des parts sociales de différentes sociétés concernées par les dispositions entreprises. Les cinquième et sixième requérants dans l'affaire n° 1998 invoquent leur qualité d'actionnaire de certaines des sociétés requérantes, l'un à concurrence de 11 ou 33 p.c. du capital, l'autre à concurrence de 33 ou 100 p.c.

La question de l'intérêt à agir étant liée au fond, il y sera répondu à l'occasion de l'examen de l'article 27.

B.5.5. Les recours des sociétés requérantes dans les affaires n^{os} 1992 et 1998 sont recevables compte tenu du fait que leur objet social comprend l'exploitation de salles de jeux.

Toutefois, la s.a. Circus Guillemins n'est pas affectée directement et défavorablement par l'article 27, qui interdit de cumuler des licences des classes A, B, C et D avec une licence de classe E, cette société n'exploitant à l'heure actuelle que des jeux de hasard et ayant confirmé dans son mémoire en réponse ne souhaiter exercer aucune activité dans les domaines visés par une licence de classe E.

B.5.6. De même, les deux requérants personnes physiques dans l'affaire n° 1992 font état d'activités commerciales portant, pour le premier, sur la vente, la location, la location-financement, la mise à disposition, l'importation, l'exportation, la production, les services d'entretien, de réparation et d'équipement des jeux de hasard et, pour le second, sur l'exploitation d'un débit de boissons.

Faute de faire état d'autres activités subordonnées par la loi attaquée à une autre licence que celle à laquelle cette loi subordonne l'exercice des activités qu'ils invoquent, ils ne justifient pas de l'intérêt requis pour demander l'annulation de l'article 27 de la loi attaquée, qui interdit le cumul des licences de classe A, B ou C avec les licences de classe E.

B.5.7. Selon le Conseil des ministres, les parties requérantes dans l'affaire n° 1995 ne justifieraient pas de l'intérêt requis en fonction de l'influence des normes attaquées sur les activités qu'elles exercent effectivement.

Les statuts des sept parties requérantes font référence à des activités visées par la loi attaquée. Il n'appartient pas à la Cour de présumer, à défaut de tout élément permettant de l'établir, que les activités exercées effectivement par les parties requérantes seraient différentes de celles prévues par leurs statuts.

L'exception est rejetée.

B.5.8. Le Conseil des ministres conteste à tort la validité des interventions de la s.a. Bastenie et de C. Verzele, qui, l'une et l'autre, ont exposé dans leur mémoire les faits sur lesquels ils fondent leur intérêt à l'intervention. Aucune disposition de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ne les contraint à fournir la preuve de ces faits lorsqu'une partie adverse se borne à en contester l'existence sans avancer elle-même d'indications permettant de douter de leur réalité.

B.6.1. Le Conseil des ministres considère que les parties requérantes ne justifient pas d'un intérêt légitime, l'exploitation des jeux de hasard étant passible de sanctions pénales conformément à la loi du 24 octobre 1902.

B.6.2. La loi attaquée maintient le principe de l'interdiction des jeux de hasard posé par la législation antérieure, mais assortit ce principe de dérogations. Dès lors qu'il se trouve des requérants pour contester le caractère qu'ils jugent discriminatoire de ces dérogations, leur intérêt ne peut être tenu pour illégitime.

L'exception est rejetée.

Quant aux moyens

B.7.1. En tant qu'ils invoquent directement les articles 12 et 23 de la Constitution, l'article 43 du Traité instituant la Communauté européenne (ancien article 52 du Traité C.E.), le principe de proportionnalité, le principe de la liberté du commerce et de l'industrie, le principe de libre concurrence au sein de l'Union européenne, le principe du respect de la vie privée et l'excès de pouvoir, les moyens invoqués dans les affaires n^{os} 1903, 1941, 1965 et 1988 ne sont pas recevables, en ce qu'ils se réfèrent à des normes dont la Cour n'est pas habilitée à assurer le respect.

Ces articles et ces principes ne peuvent faire l'objet d'un examen que s'ils sont liés à la violation alléguée des articles 10 et 11 de la Constitution.

A supposer que le deuxième moyen soulevé dans l'affaire n^o 1941 et relatif à la compétence, qui est pris de la violation de « l'exercice du pouvoir », dénonce en réalité un excès de pouvoir, il ne peut être examiné en cette branche étant donné qu'il n'allègue pas la violation d'une règle répartitrice de compétences au sens de l'article 142 de la Constitution et de l'article 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 précitée.

B.7.2. La Cour examine la conformité des dispositions attaquées aux règles répartitrices de compétences avant d'examiner la compatibilité desdites dispositions avec le principe d'égalité et de non-discrimination.

Quant aux règles répartitrices de compétences

B.8.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1903 et 1941 font valoir qu'en adoptant les dispositions attaquées qui réglementent l'octroi des licences d'exploitation des salles de jeux automatiques, le législateur fédéral a porté atteinte aux compétences des régions en matière de police des établissements classés.

B.8.2. L'article 6, § 1^{er}, II, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, auquel le moyen se réfère, dispose :

« § 1^{er}. Les matières visées à l'article 107^{quater} [aujourd'hui 39] de la Constitution sont :

[...]

II. En ce qui concerne l'environnement et la politique de l'eau :

[...];

3^o La police des établissements dangereux, insalubres et incommodes sous réserve des mesures de police interne qui concernent la protection du travail;

[...] ».

B.8.3. Cette disposition définit les compétences des régions en matière d'environnement et les habilite à assurer la protection des riverains et de l'environnement contre les nuisances et les inconvénients; la réglementation des jeux de hasard entretient avec la protection de l'environnement une relation trop éloignée pour que le moyen puisse être accueilli.

B.8.4. En tant qu'il dénonce également la violation des compétences régionales en matière de politique économique, le moyen n'est pas davantage fondé : les dispositions entreprises visent uniquement à limiter le danger social que peuvent représenter les établissements de jeux de hasard pour l'ensemble de la population. Les parties requérantes n'établissent pas - et la Cour n'aperçoit pas - en quoi les régions, du fait des articles 27 et 34 de la loi du 7 mai 1999, seraient empêchées d'exercer leurs compétences en matière économique sur la base de l'article 6, § 1^{er}, VI, 1^o, de la loi spéciale précitée, ni en quoi l'exercice de ces compétences serait rendu exagérément difficile.

B.9.1. Les parties requérantes dans l'affaire n^o 1903 font aussi valoir que les dispositions attaquées violeraient la compétence des régions en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, en particulier en ce qu'elles disposent que, pour pouvoir obtenir une licence de classe B, le demandeur doit veiller « à ne pas établir l'emplacement de l'établissement de jeux de hasard de classe II à proximité d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par des jeunes, de lieux de culte et de prisons » (article 36.4, attaqué).

B.9.2. L'article 6, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

« § 1^{er}. Les matières visées à l'article 107^{quater} [aujourd'hui 39] de la Constitution sont :

I. En ce qui concerne l'aménagement du territoire :

1^o L'urbanisme et l'aménagement du territoire;

2^o Les plans d'alignement de la voirie communale;

3^o L'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs;

4^o La rénovation urbaine;

5^o La rénovation des sites d'activité économique désaffectés;

6^o La politique foncière;

7^o Les monuments et les sites. »

B.9.3. Les dispositions attaquées n'ont pas pour objet essentiel de régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire. La disposition par laquelle le législateur fédéral subordonne l'octroi, par l'autorité qu'il désigne, d'une licence d'exploitation de salles de jeux automatiques à des conditions qui permettent d'éviter que des personnes qu'il entend protéger particulièrement (écoliers, jeunes gens, détenus autorisés à sortir d'une prison) soient incitées à s'y rendre et à des conditions qui visent à épargner aux hôpitaux et aux lieux de culte un voisinage frivole, qui peut être gênant en raison de l'état d'esprit de ceux qui assistent à la souffrance ou éprouvent le besoin de se recueillir, relève de sa compétence de régler les établissements de jeux de hasard, laquelle implique celle de tenir compte des inconvénients que le voisinage de ceux-ci peut comporter. Cette disposition n'est pas conçue de manière telle qu'il serait impraticable pour la région de conduire une politique efficace dans les matières qui relèvent de sa compétence; de plus, les décisions que l'autorité désignée par cette disposition est habilitée à prendre sont soumises au contrôle des juridictions.

Le moyen n'est pas fondé.

B.10.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 font valoir que les articles 10, § 2, 19 et 71 de la loi attaquée violent les articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

B.10.2. Dans une première branche, elles font valoir que l'article 19 de la loi attaquée qui met à charge des titulaires de licences de classes A, B, C et E une « contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et de l'installation de la commission des jeux de hasard » établirait un impôt (dont le paiement serait garanti par le cautionnement prévu par l'article 71 de la loi) et que les appareils de jeux automatiques font l'objet d'une taxe relevant de la compétence des régions en vertu des articles précités de la loi spéciale.

B.10.3.1. L'amendement gouvernemental qui est à l'origine de l'article 19 est justifié comme suit :

« [...] Selon le Gouvernement, le but du projet de loi est de créer un cadre légal pour les établissements de jeux de hasard (tolérés) et le développement d'une politique nationale cohérente en matière de jeu. La commission des jeux de hasard intervient à cet égard en tant qu'organe d'avis, de décision et de contrôle administratif et indépendant, et remplit en tant que tel une fonction clé. Il semble dès lors logique que les personnes qui bénéficient du nouveau cadre légal et du travail de la commission contribuent aux charges de la commission en payant les frais exposés par la commission. Le fait que le projet de loi tend à garantir aux joueurs une protection sociale minimale et qu'il tend à préserver l'ensemble de la collectivité tant contre les effets préjudiciables d'une dérégulation du marché du jeu que contre les éventuelles pratiques illicites constitue aussi une protection des intérêts professionnels des exploitants des établissements de jeux concernés. Ils ont tout intérêt à ce que les jeux de hasard et leur exploitation soient organisés d'une manière conforme et contrôlée. Dans le cas évoqué, il ne s'agit dès lors pas d'un impôt. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 419-4, p. 33)

B.10.3.2. Le législateur fédéral qui, ainsi qu'il a été dit en B.9.3, est compétent pour régler les établissements de jeux de hasard, est également compétent pour organiser le contrôle nécessité par le caractère dangereux des activités qu'il tolère et pour confier ce contrôle à une commission dont il règle la composition. C'est également à lui qu'il appartient de faire peser la charge du financement de cette commission sur les établissements qu'elle doit contrôler. En décidant que ce financement doit se faire au moyen de la contribution prévue par l'article 19, il est resté dans les limites de ses compétences et n'a pas établi une taxe « sur les jeux et paris » au sens de l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

B.10.3.3. Le moyen, en sa première branche, manque en droit.

B.10.4. Dans la troisième branche, le moyen reproche à l'article 10, § 2, de violer les articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi spéciale de financement précitée en excluant toute participation des ministres des gouvernements régionaux à la commission des jeux de hasard, alors que le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement relèvent des régions.

B.10.5. Le législateur fédéral ne viole pas les règles répartitrices de compétences visées par le moyen en n'assurant pas la présence de représentants des régions dans une commission créée dans le cadre de modifications de la loi pénale relevant de sa compétence.

Le moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

Quant au principe d'égalité et de non-discrimination

B.11.1. Les parties requérantes (affaire n° 1941) font grief à l'article 3.1 de la loi attaquée d'exclure de son champ d'application les jeux relatifs à l'exercice des sports ainsi que les paris engagés à l'occasion de ces jeux.

Dès lors cependant que ces jeux et paris - par ailleurs réglés par une loi du 26 juin 1963 (paris sur les résultats d'épreuves sportives) et par un arrêté royal du 23 novembre 1965 (paris sur les courses de chevaux) - tiennent à l'exercice ou à l'adresse du corps et sont donc indépendants de toute intervention du hasard, le législateur ne prend pas une mesure discriminatoire en les excluant d'une réglementation portant sur les jeux de hasard.

B.11.2. Quant aux loteries, visées par l'article 3.4, également critiqué par les parties requérantes, elles sont exclues de la loi en tant qu'elles sont visées par la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries et par la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, dont le législateur a pu estimer qu'elles constituaient une législation « spécifique et rigoureuse, qui rend toute disposition complémentaire [...] superflue » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, pp. 11 et 12).

D'ailleurs, la loterie est un contrat aléatoire qui diffère du contrat de jeu par cela que les joueurs ne participent pas eux-mêmes aux opérations (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/7, p. 26) et, ici encore, les heures d'accès au jeu et certaines de ses modalités sont telles que le risque de dépendance est moindre que celui créé par les jeux visés par la loi attaquée.

Il a enfin été relevé que les autres opérations de loteries que celles visées par les lois de 1851 et 1991 précitées sont soumises à la loi attaquée (*idem*, n° 1-419/17, p. 67). Dans ces conditions, et en tenant compte de ce que, comme l'observe le Conseil des ministres, les bénéfices de la Loterie nationale sont, en vertu de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1991 précitée, affectés à des fins d'utilité publique et profitent donc à la collectivité, la disposition attaquée ne peut être jugée discriminatoire.

B.12.1. La partie requérante dans l'affaire n° 1987 juge discriminatoire l'interdiction résultant des articles 6, 25, 34 et 39 de la loi attaquée d'exploiter des jeux automatiques de hasard ailleurs que dans les salles de jeux automatiques (établissements de classe II) et les débits de boissons (établissements de classe III).

B.12.2. Le législateur qui établit le principe de l'interdiction des jeux de hasard tout en l'assortissant de certaines exceptions est fondé, lorsqu'il définit les conditions d'application de cette dérogation, à déterminer d'une manière limitative les endroits dans lesquels ces jeux peuvent être exploités, afin de garantir l'efficacité des contrôles. Contrairement à ce que soutient la partie requérante, rien ne l'oblige à tenir compte de situations anciennes lorsqu'il établit des règles nouvelles.

Au demeurant, la partie requérante n'indique pas en quoi il lui serait impossible d'obtenir l'une des licences prévues par la loi.

Le moyen n'est pas fondé.

B.13.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1903 et 1941 font grief à l'article 8 de la loi attaquée d'interdire dans les établissements de classe II (salles de jeux automatiques) et de classe III (débits de boissons) l'usage des jeux de hasard dont il est établi que le joueur peut subir une perte supérieure à 500 francs par heure, alors que la loi ne fixe pas une telle interdiction pour les établissements de classe I (casinos) et qu'une telle limite n'existe pas dans les autres pays de l'Union européenne.

Les parties requérantes dans l'affaire n^o 1998 reprochent également à cette disposition de soumettre à la même restriction les jeux de hasard exploités dans les établissements de classe II et de classe III, alors que la situation de ces deux types d'établissements est essentiellement différente et de ne pas soumettre à cette restriction les produits de la Loterie nationale.

B.13.2. La disposition attaquée est issue d'une discussion parlementaire portant sur plusieurs amendements dont l'un considérait que « la perte que peut subir un joueur de par l'utilisation, ou la participation à des jeux de hasard exploités dans les établissements de jeux de hasard de classe II doit être nettement inférieure à celle qu'il peut encourir suite à l'utilisation, ou à la participation à des jeux de hasard exploités dans les établissements de classe I » (*Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n^o 1795/8, p. 32*). En relevant par ailleurs que « le seuil d'accessibilité des jeux de hasard automatiques est assez bas en comparaison avec celui des casinos », ce seuil d'accessibilité étant considéré comme l'un des facteurs, inhérents aux jeux de hasard, qui favorisent la dépendance (*Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n^o 1-419/7, pp. 6 et 7*), le législateur a pu estimer que les casinos et ceux qui les fréquentent se trouvent dans une situation différente de celle des autres établissements et de leurs clients et que cette situation justifiait la différence de traitement en cause.

B.13.3. L'identité de traitement, sur ce point, entre les établissements de classe II (salles de jeux automatiques) et de classe III (débits de boissons) se justifie de manière objective et raisonnable, au regard de l'objectif poursuivi qui est de protéger les joueurs.

Un traitement inégal ne ferait que déplacer le risque d'asservissement d'une catégorie d'établissements à l'autre.

B.13.4. Le grief tiré de la comparaison avec les établissements situés dans les autres pays de l'Union européenne est dépourvu de pertinence puisqu'il s'agit d'ordres juridiques différents qui, au regard de la matière en cause, ne font pas l'objet d'une réglementation communautaire.

B.13.5. Il est allégué qu'aucun plafond n'est fixé en ce qui concerne les loteries et les autres jeux de hasard. Il y a lieu d'observer que les unes et les autres sont exclus du champ d'application de la loi pour des raisons qui n'ont pas été jugées discriminatoires (voy. B.11.2). Par ailleurs, les loteries peuvent faire l'objet de mesures différenciées parce qu'elles sont visées par la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries et par la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, dont le législateur a pu estimer qu'elles constituaient une législation « spécifique et rigoureuse, qui rend toute disposition complémentaire [...] superflue » (*Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n^o 1795/8, pp. 11 et 12*). En outre, les heures d'accès et les modalités sont telles que le risque de dépendance est moindre que celui créé par les jeux visés par la loi attaquée. Il a enfin été relevé que les (opérations de) loteries autres que celles visées par les lois de 1851 et 1991 précitées sont soumises à la loi attaquée (*idem, n^o 1-419/17, p. 67*). La discrimination alléguée n'est donc pas établie.

B.13.6. Le grief tiré de ce que l'article 8, alinéa 4, attaqué ne définit pas les appareils qu'il interdit de connecter entre eux et les prix en vue desquels une telle connexion serait établie n'est pas recevable, faute d'indiquer en quoi cette disposition créerait une discrimination.

B.13.7. Le grief tiré par les parties requérantes dans l'affaire n^o 1995 de la violation, par l'article 8 précité, des articles 10 et 11 de la Constitution n'est pas recevable, faute d'indiquer les catégories de personnes devant être comparées.

B.14. Le grief tiré, dans l'affaire n^o 1998, de ce que l'article 10, §§ 1^{er} et 2, violerait de manière discriminatoire la liberté du commerce et de l'industrie et le droit de propriété en ce que la commission des jeux de hasard serait composée exclusivement de représentants de l'autorité et non de représentants de la profession, alors que tel est le cas dans les autres secteurs de la vie économique lorsque l'organe en cause dispose d'un pouvoir disciplinaire, ne peut être admis.

Il ressort de l'exposé du grief que seul l'article 10, § 2, est visé par les parties requérantes. Les organes professionnels, les instances paritaires des organismes sociaux et les institutions de contrôle de la vie financière ou économique cités par les parties requérantes (conseils de l'ordre des médecins et des avocats, chambres restreintes de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, Office de contrôle des assurances) ne peuvent en effet être comparés à une institution chargée, notamment, du contrôle du respect de la loi et d'octroyer, de suspendre ou de retirer des licences d'exploitation dans un domaine où est exercée une activité fondée sur l'exploitation d'une faiblesse humaine. Le législateur a par ailleurs veillé à ce que les décisions de la commission, soumises au contrôle du Conseil d'Etat, soient entourées des garanties requises.

B.15.1. Dans une deuxième branche de leur premier moyen, les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1992 et 1998 soutiennent que la « contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et de l'installation de la commission des jeux de hasard », visée à l'article 19 de la loi attaquée (ainsi que l'article 71 prévoyant un cautionnement destiné à couvrir le défaut de paiement de cette contribution), viole de manière discriminatoire le principe de l'universalité du budget et des comptes inscrit à l'article 174, alinéa 2, de la Constitution et le principe de non-affectation des recettes qui en découle.

B.15.2. Le moyen, en cette branche, est irrecevable à défaut de préciser en quoi la violation alléguée serait discriminatoire.

B.16.1. Selon les parties requérantes dans l'affaire n^o 1998, l'article 25 porterait une atteinte discriminatoire à la liberté du commerce et de l'industrie et au droit de propriété en ce qu'il fixe à neuf ans la durée de validité des licences accordées aux salles de jeux automatiques, alors que cette durée est de quinze ans pour les casinos.

B.16.2. Il peut raisonnablement être admis que l'ampleur des investissements, notamment immobiliers, nécessaires pour un casino soit plus grande que pour une salle de jeux automatiques et que, par conséquent, la durée de validité des licences soit plus longue dans le premier cas. La Cour observe par ailleurs que, lors des discussions parlementaires, la durée en cause fut portée de cinq à neuf ans, précisément pour accroître la « sécurité juridique » des entreprises concernées en tenant compte de l'ampleur des investissements et en se référant, quant à la durée, à celle du bail commercial (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 110). S'agissant de réglementations ayant un objet différent, cette dernière référence n'implique pas que le législateur doive aligner en tout point la réglementation de la durée de validité sur celle relative aux baux commerciaux.

Le moyen n'est pas fondé.

B.17.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 font valoir que les articles 25.5 et 48 à 53 de la loi attaquée violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 28 et 29 (lire 30 et 31) du Traité instituant la Communauté européenne, en ce qu'ils subordonnent l'importation et l'exportation de jeux de hasard à l'obtention d'une licence de classe E, laquelle est subordonnée au paiement d'une contribution aux frais de fonctionnement de la commission des jeux de hasard (article 19 de la loi attaquée), paiement lui-même garanti par un cautionnement (article 71).

B.17.2. Lors de la discussion parlementaire, il a été observé que « [...] selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire Schindler citée par le Conseil d'Etat (arrêt du 24 mars 1994, aff. C-275/92, *Rec.*, p. I-1039), dans le secteur des jeux d'argent, les autorités nationales disposent d'un pouvoir d'appréciation suffisant pour déterminer les exigences que comportent la protection de l'ordre social et il leur revient d'apprécier s'il est nécessaire de restreindre ou interdire ces activités, sans toutefois enfreindre le droit communautaire (point 60, 61) » (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/7, p. 19) et que « par ailleurs 'l'arrêt Schindler' de la Cour européenne de Justice (1994) établit que les dispositions du Traité instituant la CEE relatives à la libre circulation de services, ne sont pas contredites par des législations restrictives qui visent la protection sociale des joueurs et la prévention de la fraude » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 11) (voy. aussi arrêt du 21 octobre 1999, aff. C-67/98, *Rec.* p. I-7289).

B.17.3. En l'espèce, la mesure attaquée, s'agissant de l'importation et de la production de jeux de hasard « en vue de [leur] mise en vente ou de [leur] exploitation sur le territoire belge », conformément à l'article 52, est proportionnée et adéquate au regard de l'objectif poursuivi par le législateur. Il a en effet pu estimer que l'identification permanente et sans équivoque de ceux qui, de cette manière, prennent part à l'activité commerciale en cause, serait menacée si l'obtention d'une licence n'était pas imposée pour l'importation et la production de jeux de hasard en vue de leur mise en vente ou de leur exploitation sur le territoire belge.

Cette mesure vaut également en ce qui concerne l'exportation et la production de jeux de hasard destinés à l'exportation. A cet égard se pose le problème de la justification, mise en doute par les parties requérantes dans l'affaire n° 1965, des montants de la garantie visée à l'article 71 s'élevant à 500.000 francs par tranche entamée de 50 appareils, compte tenu de la mission, définie à l'article 52, de la commission des jeux de hasard, qui n'intervient pas à l'égard des jeux de hasard qui ne sont pas destinés à la vente ou à l'exploitation sur le territoire belge.

B.17.4. Le législateur subordonne l'exportation et la production de jeux de hasard destinés à l'exportation à une licence à conférer par la commission des jeux de hasard, à savoir la licence de classe E prévue par l'article 27.5. Il n'a toutefois pas prévu la possibilité, pour cette commission, d'exécuter la mission d'approbation définie à l'article 52 à l'égard des modèles de matériel ou d'appareils destinés à l'exportation de jeux de hasard, en sorte que l'exigence d'une licence E pour l'exportation n'a guère d'utilité, si ce n'est pour assurer la transparence du secteur.

Il appartient au législateur, s'il veut, nonobstant le principe de la libre circulation des marchandises, limiter effectivement, en raison de considérations éthiques, l'exportation de jeux de hasard produits en Belgique, de prévoir à cette fin les dispositions complémentaires qui indiqueraient sur quelle base et à quelles conditions l'autorisation peut être accordée.

En prévoyant que la garantie est fixée à une somme de 500.000 francs par tranche, entamée, de 50 appareils, pour tous les détenteurs de la licence de classe E à l'exception de ceux visés à l'article 71, alinéa 4, 4., ledit article 71 contient une mesure qui, dans la situation actuelle, est disproportionnée en ce qu'elle s'applique aux exportateurs et aux producteurs de jeux de hasard destinés à l'exportation puisque ni la contribution destinée aux frais et dépenses de la commission des jeux de hasard ni la garantie matérielle à fournir ne sauraient se justifier en ce qui les concerne, la commission ne remplissant aucune mission substantielle à l'égard de cette catégorie.

B.17.5. A l'article 71, les mots « la somme de 500.000 francs belges par tranche, entamée, de 50 appareils » doivent être annulés en ce que, applicables à « tous les autres détenteurs de la licence de classe E », ils s'appliquent aux exportateurs et aux producteurs de jeux de hasard destinés à l'exportation.

B.18.1. Les requérants dans les affaires n°s 1903, 1941, 1965, 1992 et 1998 reprochent à l'article 27 de la loi attaquée d'interdire le cumul d'une licence de classes A, B, C ou D avec une licence de classe E et de porter ainsi une atteinte discriminatoire à la liberté d'accès à une profession indépendante garantie par l'article 23 de la Constitution (affaires n°s 1903, 1992 et 1998) ainsi qu'à la liberté d'établissement garantie par le droit européen, à la liberté de commerce et d'industrie (affaires n°s 1941, 1992 et 1998), au droit de propriété (affaire n° 1998), à la liberté d'association, à la liberté du travail et à la liberté individuelle garantie par l'article 12 de la Constitution (affaire n° 1941).

B.18.2. Certes, l'article 23 de la Constitution dispose, d'une part, que « la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice » et, d'autre part, que ces droits comprennent « le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible ». Mais il ne peut se déduire de ces dispositions (que, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, les requérants peuvent valablement invoquer en les combinant avec les articles 10 et 11) que le législateur, lorsqu'il entend réglementer une activité représentant un danger pour la société si elle n'est pas soumise à des conditions, ne pourrait imposer des limites à ceux qui l'exercent. Il en va de même en ce qui concerne les autres droits et libertés auxquels le moyen fait référence.

En l'espèce, l'interdiction en cause peut être justifiée par le souci d'éviter que le contrôle prévu aux articles 9, 20 et 21 de la loi attaquée soit rendu plus difficile par la confusion qui ne peut manquer de s'introduire par le fait de l'exercice de diverses activités si celles-ci ne sont pas séparées (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 419/4, p. 34).

En tant que les licences de classe E visent également les services d'entretien, de réparation et d'équipement des jeux de hasard, l'interdiction du cumul n'est, pour le même motif, pas davantage discriminatoire, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes dans l'affaire n° 1988. Au demeurant, la loi n'oblige pas celui qui exploite des appareils à recourir, pour tout acte d'entretien ou de réparation, à une entreprise spécialisée.

B.18.3. La disposition en cause établit une mesure qui n'est pas disproportionnée au regard, non seulement du souci ainsi exprimé, mais aussi de l'objectif général de protection sociale et de transparence poursuivi par la loi attaquée.

En outre, l'interdiction de cumul frappant les sociétés ne va pas jusqu'à interdire tout actionariat dans plusieurs sociétés. Comme l'a observé le Conseil des ministres, le législateur entend éviter que des sociétés « intéressées » gardent le contrôle des sociétés liées aux jeux de hasard, visées par la loi.

A cet égard, en leur qualité d'actionnaire de sociétés patrimoniales dont ils n'établissent pas qu'ils les contrôlent, le requérant dans l'affaire n° 1991 et le cinquième requérant dans l'affaire n° 1998 ne sont pas affectés de manière suffisamment directe par l'article 27 précité. Leurs recours ne sont pas recevables.

Ni la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution, ni le droit de propriété n'empêchent davantage le législateur de réglementer une activité représentant un danger pour la société. Cette intervention législative peut se justifier par la nécessité d'assurer la protection de la morale et des droits d'autrui.

B.19.1. Les parties requérantes reprochent à l'article 34 de la loi attaquée de limiter à cent quatre-vingts le nombre de salles de jeux automatiques en Belgique sans imposer une même limitation aux autres établissements de jeux de hasard, portant ainsi une atteinte discriminatoire à la liberté de commerce et d'industrie, à la liberté individuelle et à la liberté d'établissement garantie par l'article 43 du Traité C.E. instituant la Communauté européenne (ancien article 52).

B.19.2. La liberté de commerce et d'industrie, qui est l'un des aspects de la liberté individuelle, ne peut pas être conçue comme une liberté absolue. Elle ne fait pas obstacle à ce que la loi règle l'activité économique des personnes et des entreprises. Le législateur ne violerait la liberté de commerce et d'industrie que s'il limitait celle-ci sans qu'existe une quelconque nécessité pour ce faire ou si cette limitation était manifestement disproportionnée au but poursuivi.

B.19.3. Les jeux de hasard qui aboutissent à un gain ou à une perte pécuniaire étant l'exploitation d'une faiblesse humaine pouvant entraîner des conséquences très graves pour certaines personnes et leur famille, ils constituent un danger social tel qu'en cette matière, ce sont les mesures restrictives et non les permissives qui sont les plus aisées à justifier.

B.19.4. Les dispositions invoquées du Traité instituant la Communauté européenne ne s'opposent pas à ce que, pour des motifs d'intérêt général, des règles soient fixées concernant l'organisation, la compétence, l'éthique professionnelle et le contrôle, pour autant que ces règles professionnelles soient applicables à tous ceux qui sont établis sur le territoire de l'Etat où le service est institué (voy. *Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/7, p. 21, et *Doc. parl.*, Sénat, n° 1-419/17, 1998-1999, pp. 242 et suivantes).

B.19.5. Les dispositions en cause visent à permettre d'endiguer le danger social que peuvent représenter les établissements de jeux de hasard. Etant entendu qu'une prohibition pure et simple lui paraît excessive, le législateur a assorti l'interdiction de principe qu'il maintenait (l'article 305 du Code pénal punissait la tenue d'une maison de jeux de hasard et l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1902 interdisait l'exploitation des jeux de hasard) d'une exception, fondée sur un régime de licences, tout en veillant à ne pas permettre à l'avenir un développement inconsidéré de ce type d'établissements. Le législateur a souhaité, par la voie d'un contrôle efficace, identifier, éviter et combattre « [les] possibles effets secondaires indésirables [des jeux de hasard] (dépendance, blanchiment d'argent, criminalité, fraude fiscale et financière) » (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, pp. 25, 26 et 36; *idem*, n° 1-419/7, pp. 5 et 6; *Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 4).

B.19.6. A la lumière de tels objectifs, la limitation à cent quatre-vingts du nombre de salles de jeux automatiques procède d'une appréciation qui n'apparaît pas comme déraisonnable, fondée à la fois sur un rapport d'une salle de jeux automatiques par cinquante mille habitants et sur des considérations de rentabilité (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 419/7, pp. 22 et 23). Si, comme le font observer les parties requérantes, le texte initial fixait effectivement la limite à deux cents établissements, la Cour observe que c'est à la suite d'une opération de police que la limite fut ramenée à cent quatre-vingts :

« L'opération judiciaire ' *Indian Summer* ' menée en novembre 1998, au cours de laquelle tous les luna-parks ont été contrôlés, a permis de constater qu'en fait, ceux-ci n'étaient pas au nombre de 200 (ainsi qu'on le supposait), mais au nombre de 180. Il paraît dès lors opportun de geler cette situation. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 54)

Les parties requérantes dans l'affaire n° 1903, qui contestent ces chiffres, s'abstiennent cependant de prouver que le législateur se serait ainsi fondé sur des données inexactes.

B.19.7. Quant aux établissements de classe I et aux établissements de classe III, ils ne peuvent constituer des catégories comparables avec ceux de la classe II lorsqu'il s'agit de régler le nombre d'établissements autorisés. Leur nombre, leur accessibilité et les limites qui en résultent quant aux jeux offerts au public que veut protéger le législateur sont sans commune mesure avec les salles de jeux automatiques.

B.19.8. Les parties requérantes critiquent aussi l'article 34 précité en ce que, en prévoyant la conclusion d'une convention entre l'exploitant et la commune, convention portant notamment sur l'emplacement des salles de jeux automatiques et sur les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture de ces établissements, il déguiserait en convention une mesure de police administrative visant à contrôler une activité commerciale. Les salles de jeux automatiques seraient ainsi les seuls établissements de jeux de hasard soumis au pouvoir discrétionnaire de la commune.

B.19.9. Dès lors qu'une activité représente un danger pour la société si elle n'est pas soumise à des conditions, le législateur prend une mesure adéquate en soumettant cette activité à des règles dérogeant au régime applicable aux activités commerciales ordinaires. Dans son examen portant sur les dispositions en cause, le Conseil d'Etat fit observer que le régime de licences prévu par celles-ci « n'a pas pour effet de porter atteinte à l'autonomie communale, dès l'instant où le législateur entend assumer lui-même, en cette matière, une police des activités des jeux de hasard. Le projet de loi ne porte pas préjudice au pouvoir des autorités communales, par exemple celui en matière de police générale et d'urbanisme » (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/7, p. 251).

Les exigences des articles 10 et 11 de la Constitution ne sont pas telles que le législateur ne puisse confier certaines tâches aux communes même lorsqu'il entend assumer lui-même la police des activités en cause.

La disposition attaquée, qui doit être comparée à l'article 29 *in fine* de la loi prévoyant la conclusion d'une convention entre les communes et les exploitants de casinos et qui procède tout à la fois du souci de « renforcer [par le biais de l'intervention de la commune] l'effet de contrôle qui est exercé » (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 138) et de celui de laisser aux communes « une certaine liberté en ce qui concerne l'implantation de tels établissements » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/5, p. 12) et leurs périodes d'ouverture (*idem*, n° 1795/8, p. 55), constitue une mesure adéquate pour atteindre l'objectif poursuivi. La disposition en cause ne peut être censurée sur la seule base d'une application irrégulière qui pourrait en être faite; les parties requérantes disposent de garanties juridictionnelles vis-à-vis des décisions prises par l'autorité compétente.

La Cour constate en particulier que, contrairement à ce qui a été déclaré dans les travaux préparatoires (*Ann.*, Sénat, 27 avril 1999, p. 7713; *Ann.*, Chambre, 31 mars 1999, pp. 11701 et 11702), le « pouvoir discrétionnaire » de la commune concernant la convention à conclure pour l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II demeure soumis aux règles de la tutelle et ses décisions sont attaquables devant les juridictions.

Par ailleurs, la comparaison faite par les parties requérantes entre les établissements de classes différentes ne peut être retenue, pour les motifs indiqués au B.19.7.

B.19.10. Les parties requérantes estiment enfin que d'autres moyens pouvaient contribuer à atteindre l'objectif poursuivi. Elles ne démontrent cependant pas que ces moyens auraient, à moindres frais, la même efficacité que ceux choisis par le législateur, de sorte que la mesure attaquée serait disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.20.1. Les parties requérantes (affaire n° 1941) reprochent à l'article 36.2, qui requiert des administrateurs et gérants des personnes morales demandant à obtenir une licence de classe B qu'ils aient une conduite répondant aux exigences de la fonction, et à l'article 36.3, qui exige des exploitants qu'ils puissent faire connaître l'identité des actionnaires, le premier, d'être imprécis et, le second, de porter atteinte à la liberté d'association. Les parties requérantes dans les affaires n°s 1992 et 1995 adressent également un reproche analogue aux articles 37.3, 50.3 et 51, alinéa 2.

B.20.2. La Cour constate que le critère de la conduite répondant aux exigences de la fonction, déjà connu dans le statut des agents de l'Etat (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/7, p. 27) et dans diverses dispositions législatives ayant pour but de protéger l'épargne, a été préféré à celui, jugé trop large par le Conseil d'Etat, du certificat de bonnes vie et mœurs (*ibid.*). Les deux dispositions attaquées procèdent du souci, lié à celui manifesté à plusieurs reprises de lutter contre le blanchiment d'argent (*idem*, n° 1-419/4, p. 27, et n° 7, pp. 8 et suivantes), d'assurer la transparence de l'exploitation des jeux de hasard (*idem*, n° 1-419/4, p. 36). Elles résistent au contrôle de constitutionnalité.

B.20.3. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1992 formulent par ailleurs à l'encontre de l'article 37.3 les mêmes griefs qu'à l'encontre de l'article 27, alinéa 1^{er}.

Ces griefs doivent être rejetés pour les motifs exposés aux B.18 à B.19. Il est conforme au but poursuivi par le législateur d'imposer dans le secteur concerné des règles de transparence.

B.20.4. Le grief que les parties requérantes adressent à l'article 36.4, de ne pas permettre l'établissement de salles de jeux automatiques à proximité d'écoles, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par des jeunes, de lieux de culte et de prisons, n'est pas fondé, pour les mêmes motifs que ceux énoncés sous B.9.3.

B.21.1. Les requérants dans l'affaire n° 1998 soutiennent que l'article 37.5 porte une atteinte discriminatoire au droit de propriété et à la liberté du commerce et de l'industrie en ce qu'il interdit l'exploitation de bars et de restaurants dans les salles de jeux automatiques alors qu'une telle interdiction n'existe pas pour les casinos.

B.21.2. Le législateur a pu considérer que la possibilité de se restaurer dans les casinos répond à une tradition. Il a par ailleurs été considéré (B.13.2) que le seuil d'accessibilité de jeux automatiques de hasard était plus bas que celui des casinos, alors que, comme cela a été indiqué par certains parlementaires, les risques de comportements pathologiques étaient plus élevés en ce qui concerne les salles de jeux automatiques qu'en ce qui concerne les casinos (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/8, p. 9).

Dans de telles conditions, le législateur, qui entendait établir des règles sévères, a raisonnablement pu prévoir l'interdiction critiquée.

B.22.1. Les parties requérantes (affaire n° 1941) reprochent à l'article 39 de limiter à deux le nombre de jeux de hasard pouvant être exploités dans des établissements de classe III (débits de boissons), quelles que soient les dimensions de ceux-ci, et de porter ainsi atteinte à la liberté de commerce et d'industrie et à la liberté d'établissement.

B.22.2. Les travaux préparatoires de la loi attaquée montrent que le législateur - qui a envisagé de fixer à trois, ou même à un, le nombre de jeux autorisés (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 144) - a lié les conditions auxquelles l'exploitation des jeux de hasard peut être autorisée dans les débits de boissons au nombre de jeux qui peuvent y être installés :

« Ces [dispositions] définissent les conditions et modalités d'octroi de la licence de classe C. Il va de soi que ces conditions ne sont pas aussi nombreuses que celles prévues pour les casinos et les salles de jeux automatiques compte tenu du nombre limité de jeux qui peuvent être exploités. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-419/4, p. 37)

Dès lors que le législateur a estimé, sur la base d'auditions auxquelles il a été procédé lors de l'élaboration de la loi, que les jeux de hasard disponibles dans un débit de boissons constituent la forme la plus dangereuse de dépendance (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 144) - s'ajoutant d'ailleurs à celle que peut entraîner la boisson - et que la protection des joueurs contre cette dépendance fait partie des objectifs légitimes de la loi attaquée, la mesure attaquée ne porte pas une atteinte discriminatoire aux libertés invoquées par le moyen.

B.23.1. Les parties requérantes (affaire n° 1941) reprochent aux articles 44 et 45, en vertu desquels ceux qui exercent une activité professionnelle en rapport avec le jeu doivent disposer d'une licence de classe D (article 44), délivrée à condition, notamment, que leur conduite réponde aux exigences de la fonction (article 45), de ne pas préciser en quoi consiste le rapport précité et de laisser à l'autorité compétente un trop large pouvoir d'appréciation quant à cette condition.

B.23.2. En tant qu'il fait référence aux exigences de la fonction, l'article 45 résiste au contrôle de constitutionnalité pour les motifs énoncés *sub* B.20.2. Quant à la latitude laissée à l'autorité compétente pour apprécier le rapport existant entre le jeu et la personne sollicitant la licence, elle se justifie par le même souci de garantir que les personnes occupées dans les établissements ainsi contrôlés soient dignes de confiance et elle peut faire l'objet d'un contrôle juridictionnel.

B.24.1. Les parties requérantes font grief à l'article 54, § 1^{er}, de la loi attaquée de traiter les casinos et les salles de jeux automatiques, d'une part, et les débits de boissons et la Loterie nationale, d'autre part, d'une manière discriminatoire, en interdisant aux personnes de moins de 21 ans de fréquenter les premiers alors qu'une fois atteint l'âge de 18 ans, elles peuvent fréquenter, notamment, les seconds et, même mineurs, acheter les produits de la troisième.

B.24.2. Le Conseil d'Etat ayant invité le législateur à apprécier si cette disposition - ne tenant pas compte de la majorité civile - n'était pas disproportionnée par rapport au but poursuivi (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 245), le législateur s'est fondé, pour la maintenir, sur la constatation que la catégorie d'âge située entre 18 et 21 ans « constitue le groupe le plus à risques en ce qui concerne l'asservissement » et les abus, qu'elle requiert une protection (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 151) et que l'âge précité « correspond environ à celui où les jeunes deviennent économiquement indépendants ainsi qu'à la fin de la post-adolescence » (*ibid.*, p. 31).

Le législateur, en limitant l'interdiction en cause aux établissements de classes I et II, ne s'est pas conformé au vœu du ministre de la Justice (qui souhaitait l'étendre aux établissements de classe III, *ibid.*, p. 151). Il se référait à des considérations pratiques :

« En ce qui concerne les établissements de jeux de hasard des classes I et II, le contrôle de l'âge ne pose en soi aucun problème. En effet, conformément à l'article 53 du texte en discussion, l'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I et II n'est autorisé que sur présentation, par la personne concernée, d'un document d'identité et moyennant l'inscription, par l'exploitant, de l'identité complète et de l'adresse de cette personne dans un registre.

En revanche, pour l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe III, les choses ne sont pas aussi simples. Un patron de café n'est pas habilité à demander à ses clients majeurs de lui présenter leur carte d'identité et on peut difficilement attendre de lui qu'il ne se trompe jamais en évaluant leur âge, s'il ne peut se baser que sur le seul aspect physique. C'est d'autant plus injuste que la violation de cette règle est sanctionnée, notamment, par le retrait de la licence. L'on propose donc, en ce qui concerne les établissements de jeux de hasard de classe III, de maintenir la situation actuelle et d'interdire aux mineurs la pratique des jeux de hasard dans les cafés. » (*ibid.*, p. 151)

Ces considérations justifient la différence de traitement en cause.

Quant au grief ayant trait aux produits de la Loterie nationale, il n'est pas fondé dès lors que celle-ci est exclue du champ d'application de la loi pour des raisons qui n'ont pas été jugées discriminatoires (B.11.2).

B.25.1. Selon les requérants dans l'affaire n° 1998, l'article 54, § 2, porterait une atteinte discriminatoire à la liberté du commerce et de l'industrie en interdisant l'accès des magistrats, huissiers de justice, notaires et membres des services de police aux salles de jeux automatiques mais non aux débits de boissons.

B.25.2. Compte tenu du souci qui fonde la disposition en cause de protéger l'honorabilité des fonctions qu'elle cite, et de ce que la fréquentation de débits de boissons peut n'être pas motivée par les jeux comme celle des salles de jeux automatiques, la disposition en cause ne peut être jugée discriminatoire.

La considération formulée par les requérants selon laquelle, les cartes d'identité ne renseignant pas la profession, la vérification de celle-ci serait impossible pour les exploitants de salle de jeux automatiques, est dépourvue de pertinence : la responsabilité pénale de l'exploitant résulte de l'article 62, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée, qui prévoit que l'accès à ces salles n'est autorisé que moyennant l'inscription par l'exploitant, dans un registre, de l'identité des personnes qui demandent cet accès et de la profession qu'elles déclarent.

B.26.1. Les parties requérantes dans les affaires n°s 1903 et 1998 reprochent à l'article 58, alinéa 3, de la loi attaquée d'interdire l'installation de distributeurs automatiques de billets de banque dans les salles de jeux automatiques et de porter ainsi une atteinte discriminatoire à la liberté de commerce et d'industrie.

B.26.2. La Cour constate que l'article 58, alinéa 3, interdit l'installation des appareils en cause dans tous les établissements visés par la loi attaquée, de telle sorte que le grief compare ces établissements à tous ceux dans lesquels il est permis d'installer ces appareils.

B.26.3. En interdisant l'installation de distributeurs automatiques de billets de banque afin d'empêcher que l'argent ne soit instantanément accessible aux joueurs (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/17, p. 164), le législateur a pris une mesure qui est en rapport avec l'objectif qu'il poursuivait, rappelé sous B.19.5, mesure qui n'est d'ailleurs ressentie comme très pénible que par ceux chez qui le jeu est une passion, et que pour cette raison le législateur entend protéger.

B.27.1. Les parties requérantes reprochent à l'article 62 de la loi attaquée de traiter les casinos et les salles de jeux automatiques (établissements de classes I et II), d'une part, et les débits de boissons (établissements de classe III), d'autre part, d'une manière discriminatoire en obligeant les premiers et non les seconds à tenir un registre identifiant précisément les personnes accédant à ces établissements. Une atteinte serait ainsi portée au respect de la vie privée et à l'honneur et à la réputation des personnes.

B.27.2. En disposant de manière à « renforcer le contrôle de l'accès aux salles de jeux des casinos et [aux salles de jeux automatiques] » (*Doc. parl.*, Chambre 1998-1999, n° 1795/8, pp. 61-62), le législateur a pris une mesure conforme à l'objectif rappelé sous B.19.5. Il a raisonnablement pu écarter une telle mesure en ce qui concerne les débits de boissons eu égard, non seulement, à la difficulté pratique de la mettre en œuvre, mais surtout à la circonstance que la fréquentation des débits de boissons n'est pas principalement motivée par les jeux dont l'exploitation est en revanche l'activité essentielle des établissements des deux autres catégories.

B.27.3. Le législateur qui autorise une activité exploitant une faiblesse humaine en manifestant, notamment, le souci de lutter contre le blanchiment d'argent, peut légitimement exiger, afin de garantir l'efficacité du contrôle qu'il juge nécessaire, que ceux qui prennent part à des jeux de hasard puissent être identifiés. Au surplus, à défaut d'une telle mesure, l'interdiction et les exclusions prévues à l'article 54 de la loi attaquée seraient largement privées d'effets pratiques.

Enfin, s'agissant d'une telle activité, la Cour n'aperçoit pas en quoi l'inscription, dans un registre, de l'identité de ceux qui y participent constitue une atteinte à leur honneur et à leur réputation.

B.27.4. Il est certes exact, comme l'observent les parties requérantes (affaire n° 1903), qu'en imposant, en son alinéa 1^{er}, l'obligation critiquée aux établissements de classe I et de classe II, et en la sanctionnant, en son alinéa 6, par « le retrait de la licence de classe II ou III », la disposition attaquée comporte une incohérence qui apparaissait déjà dans le texte de l'amendement parlementaire dont cette disposition est issue (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1795/7, p. 5) et qui résulte probablement d'une erreur matérielle (cette erreur fut corrigée en tant que « correction de texte » par la commission du Sénat qui examina le projet à la suite de la Chambre (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-419/23, pp. 17 et 19) mais l'erreur ne fut pas corrigée dans le texte lui-même du projet adopté par ladite commission (*idem*, n° 1-419/23, p. 23)). Une erreur aussi évidente ne permet pas d'établir le bien-fondé du grief examiné.

B.28.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1965 exposent que la garantie exigée par l'article 71 pourrait s'élever à des dizaines de millions de francs et que cette mesure est dès lors disproportionnée quant à ses effets.

B.28.2. Sous la réserve de ce qui est exprimé en B.17, il n'est pas déraisonnable que le montant de la garantie soit déterminé en fonction du nombre de jeux de hasard et de la nature des prestations, dès lors que l'on peut raisonnablement partir du principe que les sommes visées aux articles 19 et 71, dont elle tend à assurer le paiement, seront elles aussi fixées en fonction du nombre de jeux de hasard et de la nature des prestations.

La garantie s'élève, pour les parties requérantes, à 500.000 francs par tranche entamée de 50 appareils. Les parties requérantes n'ont pas démontré que le montant de la garantie par appareil serait disproportionné par rapport aux recettes, ni que le montant de la garantie totale ne serait pas proportionné à leur chiffre d'affaires global.

B.28.3. La disposition en cause ne contient pas une mesure disproportionnée à l'objectif poursuivi.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'article 71 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, les mots « la somme de 500.000 francs belges par tranche, entamée, de 50 appareils, pour tous les autres détenteurs de la licence de classe E », en tant qu'ils s'appliquent aux exportateurs et aux producteurs de jeux de hasard destinés à l'exportation;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 juillet 2001.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 2103

[C — 2001/21388]

Arrest nr. 100/2001 van 13 juli 2001

Rolnummers 1903, 1941, 1965, 1987, 1988, 1991, 1992, 1995 en 1998

In zake: de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, ingesteld door de b.v.b.a. Ramses en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en H. Boel, de rechters L. François, P. Martens, A. Arts en E. De Groot, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, ererechter J. Delruelle, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest:

I. *Onderwerp van de beroepen*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 maart 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 maart 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 8, 15, § 1, 20, derde lid, 21, 27, eerste lid, 34, 36.4, 54, § 1, 58, derde lid, 62 en 71, vierde lid, 4., van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999), door de b.v.b.a. Ramses, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Stationsplein 1, en de b.v.b.a. Talis, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Bergensesteenweg 814.

De vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij arrest nr. 52/2000 van 3 mei 2000, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 2000.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1903 van de rol van het Hof.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 april 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 5 april 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3.1, 3.4, 8, 27, 34, 36, 39, 44, 45, 54 en 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999), door de n.v. Tony Rus Activities, met maatschappelijke zetel te 3660 Opglabbeek, Weg naar Meeuwen 46, de n.v. Lerus Centers, met maatschappelijke zetel te 3660 Opglabbeek, Weg naar Meeuwen 46, de n.v. Lerus Centers Hasselt, met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Maastrichterstraat 49, bus 22, de n.v. Lerus Centers Sint-Truiden, met maatschappelijke zetel te 3800 Sint-Truiden, Diesterstraat 44, de b.v.b.a. Royal Diamond, met maatschappelijke zetel te 3970 Leopoldsburg, Stationsstraat 66, de b.v.b.a. Royal Ascot, met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Hoevenzavellaan 28, en de b.v.b.a. Royal Crown, met maatschappelijke zetel te 3290 Diest, Grote Markt 30.

De vordering tot schorsing van de artikelen 27 en 34 van voormelde wet van 7 mei 1999, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij arrest nr. 74/2000 van 14 juni 2000, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 2000.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1941 van de rol van het Hof.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 mei 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 mei 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 27, 39 en 71 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999), door de n.v. Eurautomat, met maatschappelijke zetel te 9320 Erembodegem, Industrielaan 31, de n.v. B.B.F. Automaten, met maatschappelijke zetel te 2930 Brasschaat, Donksesteenweg 23, de n.v. Elaut, met maatschappelijke zetel te 9100 Sint-Niklaas, Europark Oost 6, en de n.v. Automatic Equipment, met maatschappelijke zetel te 2000 Antwerpen, Kipdorpevest 48B.

De vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij arrest nr. 88/2000 van 13 juli 2000, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 2000.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1965 van de rol van het Hof.

d. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 en 29 juni 2000 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 en 30 juni 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 6, 8, 25, 27, 29, 34, 36.3, 37.3, 39, 50.3 en 51 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999), door:

- de n.v. Pari Mutuel Management Services, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Waterlooosteenweg 715, bus 3;

- de « Beroepsvereniging voor Weddenschappen », met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Vanderkinderestraat 564, en de n.v. Derby, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Waterlooosteenweg 715;

- de n.v. Etablissements André Glotz, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, de b.v.b.a. World Family Games, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, de n.v. Family Center Tirou, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, de n.v. Family Center Quiévrain, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, de n.v. Family Center Airport, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, de c.v.b.a. Wellington Snooker Club, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, en de b.v.b.a. Compagnie belge de divertissements, met maatschappelijke zetel te 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1987, 1988 en 1995 van de rol van het Hof.

e. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 en 29 juni 2000 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 en 30 juni 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 8, 10, 19, 25, 27, 34.2, 34.3, 34.4, 36.3, 36.4, 37.3, 37.5, 53, 54, §§ 1 en 2, 58 en 71 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999) door:

(1) V. Bosquin, wonende te 4845 Jalhay, Sart-lez-Spa, route de Stockay 8b;

(2) de n.v. Investissements et Leisure, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, rue des Bayards 22-24, de n.v. Circus Guillemins, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, rue des Bayards 22-24, de n.v. Inter, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, rue des Bayards 22-24, de n.v. Centrale des jeux, met maatschappelijke zetel te 6220 Heppignies, zone industrielle van Fleurus-Heppignies, G. De Lange, wonende te 9052 Gent, Eedstraat 62, en A. Cucchiario, wonende te 4000 Luik, rue Destrivaux 33;

(3) de b.v.b.a. Amarco, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Grasmart 37, de n.v. New Las Vegas, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Anspachlaan 54, de n.v. Future Games, met maatschappelijke zetel te 6041 Gosselies, Aérodrome de Charleroi, BAT S7, local 1M, de b.v.b.a. VDW International, met maatschappelijke zetel te 2610 Wilrijk, Rucaplein 548, V. Van de Wege, wonende te 2610 Wilrijk, Acacialaan 55, en D. Blauwens, wonende te 1080 Brussel, Schoonslaapsterstraat 13.

De vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen, ingediend door de *sub* (1) en (3) vermelde verzoekende partijen en de *sub* (2) vermelde n.v. Circus Guillemins, is verworpen bij arrest nr. 113/2000 van 8 november 2000, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2001.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1991, 1992 en 1998 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

a. De zaak nr. 1903

Bij beschikking van 9 maart 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 23 maart 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 maart 2000.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 8 mei 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 18 mei 2000 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 16 juni 2000 ter post aangetekende brief.

b. De zaak nr. 1941

Bij beschikking van 5 april 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 11 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 mei 2000.

De Ministerraad heeft een memorie ingediend bij op 26 juni 2000 ter post aangetekende brief.

c. De zaak nr. 1965

Bij beschikking van 10 mei 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 30 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 2000.

De Ministerraad heeft een memorie ingediend bij op 17 juli 2000 ter post aangetekende brief.

d. De zaken nrs. 1987, 1988 en 1995

Bij beschikkingen van 28 en 30 juni 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 5 juli 2000 heeft het Hof de zaken nrs. 1903, 1941, 1987, 1988 en 1995 samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 19 september 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 september 2000.

De Ministerraad heeft een memorie ingediend bij op 6 november 2000 ter post aangetekende brief.

e. De zaken nrs. 1991, 1992 en 1998

Bij beschikkingen van 28 en 30 juni 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 5 juli 2000 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikking van 13 juli 2000 heeft de voorzitter in functie de termijn voor het indienen van een memorie verlengd tot 15 september 2000.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 14 juli 2000 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking van 13 juli 2000.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 juli 2000.

Memories zijn ingediend door :

- de n.v. General Automatic Amusement, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Paleizenstraat 271-279, de n.v. New G.A.A., met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Paleizenstraat 271-279, de n.v. Citexar, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Paleizenstraat 271-279, de n.v. M.G.C.I., met maatschappelijke zetel te 7782 Ploegsteert, Armentiersstraat 148, de n.v. European Amusement, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Paleizenstraat 271, en de n.v. Golden Palace Waterloo, met maatschappelijke zetel te 1410 Waterloo, chaussée de Bruxelles 200, bij op 24 augustus 2000 ter post aangetekende brief;

- de b.v.b.a. Bingo Matic, met maatschappelijke zetel te 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de Roloux 41c, bij op 24 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de b.v.b.a. Star Matic, met maatschappelijke zetel te 4610 Beyne-Heusay, rue Jean Prévôt 37, bij op 25 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de b.v.b.a. Pub Games, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Stenen-Kruisstraat 63, bij op 25 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, met maatschappelijke zetel te 6183 Trazegnies, avenue de l'Europe 28, bij op 25 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de n.v. Lexi, met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Heyvaertstraat 20, bij op 25 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de b.v.b.a. Les Copères, met maatschappelijke zetel te 5500 Dinant, rue Grande 40, bij op 28 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de n.v. Olympian Games, met maatschappelijke zetel te 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, de n.v. Pavaber, met maatschappelijke zetel te 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, de n.v. Location mobilière générale d'appareils automatiques « LOMOGEA », met maatschappelijke zetel te 5000 Namen, avenue Reine Astrid 7 bis/11, en de n.v. Parc d'attraction liégeois « PARCTION », met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, rue Jamin Saint-Roch 4-5-6, bij op 28 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de n.v. Bastenie, met maatschappelijke zetel te 2000 Antwerpen, Lange Vlierstraat 11-13, bij op 28 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- C. Verzele, wonende te 7700 Moeskroen, Stationstraat 165, bij op 28 augustus 2000 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 15 september 2000 ter post aangetekende brief.

f. *In alle zaken*

Bij beschikking van 9 november 2000 heeft het Hof de zaken nrs. 1965, 1991, 1992 en 1998 en de reeds gevoegde zaken nrs. 1903, 1941, 1987, 1988 en 1995 samengevoegd.

Van die memories ingediend in de respectieve zaken is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 23 november 2000 ter post aangetekende brieven

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1941, bij op 20 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1965, bij op 20 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1995, bij op 21 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1998, bij op 21 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1987 en 1988, bij op 22 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partij in de zaak nr. 1991, bij op 22 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de n.v. Lexi bij op 22 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1992, bij op 26 december 2000 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 26 december 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 2000 en 28 februari 2001 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 8 maart 2001 en 8 september 2001.

Bij beschikking van 28 maart 2001 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 april 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 2 april 2001 ter post aangetekende brieven.

Bij brief van 4 april 2001 heeft de b.v.b.a. Bingo Matic het Hof laten weten dat zij afstand doet van haar tussenkomst.

Op de openbare terechtzitting van 17 april 2001 :

- zijn verschenen :

. Mr. G. Generet *loco* Mr. P. Coenraets, advocaten bij de balie te Brussel, voor de b.v.b.a. Ramses en de b.v.b.a. Talis (zaak nr. 1903);

. Mr. P. Van Den Broecke, advocaat bij de balie te Brussel, voor de n.v. Tony Rus Activities en anderen (zaak nr. 1941) en voor de n.v. Eurautomat en anderen (zaak nr. 1965);

. Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, *loco* Mr. J.-E. Flagey, advocaat bij de balie te Brussel, en *loco* Mr. P. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de n.v. Pari Mutuel Management Services (zaak nr. 1987) en voor de « Beroepsvereniging voor Weddenschappen » en de n.v. Derby (zaak nr. 1988);

. Mr. J. Voisin, advocaat bij de balie te Verviers, en Mr. J.-F. Jeunehomme, advocaat bij de balie te Luik, voor V. Bosquin (zaak nr. 1991);

. Mr. J.-F. Jeunehomme, advocaat bij de balie te Luik, voor de n.v. Investissements et Leisure en anderen (zaak nr. 1992);

. Mr. A. Baumel, advocaat bij de balie te Bergen, Mr. D. Putzeys en Mr. B. de Graeuwe d'Aoust, advocaten bij de balie te Brussel, voor de n.v. Etablissements André Glotz en anderen (zaak nr. 1995);

. Mr. M. Kaminski, advocaat bij de balie te Brussel, voor de b.v.b.a. Amarco en anderen (zaak nr. 1998);

. Mr. F. Fink, advocaat bij de balie te Brussel, voor de n.v. General Automatic Amusement en anderen (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. D. Orban, advocaat bij de balie te Brussel, *loco* Mr. K. Bersoux en Mr. P. Van Damme, advocaten bij de balie te Luik, voor de b.v.b.a. Star Matic (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. B. Lemal, advocaat bij de balie te Brussel, voor de b.v.b.a. Pub Games (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. J.-F. Jeunehomme, advocaat bij de balie te Luik, *loco* Mr. J.-P. De Clercq, advocaat bij de balie te Charleroi, voor de b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. G. Bogaert, advocaat bij de balie te Brussel, voor de n.v. Lexi (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. J. Morantin, advocaat bij de balie te Brussel, *loco* Mr. T. Smit, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor de n.v. Bastenie (memorie van tussenkomst, zaken nrs. 1991 e.a.);

. Mr. O. Vanhulst, tevens *loco* Mr. P. Hofströssler, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers L. François en E. De Groot verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen en het belang om in rechte te treden

A.1.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 verklaren dat hun maatschappelijk doel onder meer bestaat in de uitbating van speelzalen en lunaparken, alsmede de uitbating, de verkoop, het verhuren, de invoer en uitvoer, het onderhoud en de fabricage van speelautomaten (artikel 3 van de statuten) en dat de beperking van dat maatschappelijk doel als gevolg van het aannemen en in werking stellen van de aangevochten bepalingen hun belang om in rechte te treden verantwoordt.

A.1.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 verklaren dat hun maatschappelijk doel bestaat in de exploitatie, het onderhoud, de aankoop, de verkoop, het verhuren, de invoer, de uitvoer en de fabricage van automatische speelapparaten en het uitbaten van lunaparken, ontspanningszalen en amusementshallen en de uitbating van horecazaken en dat zij die activiteiten werkelijk uitoefenen. Zij zijn dus van mening dat zij doen blijken in het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van bepalingen die in belangrijke mate de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel beperken.

A.1.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1965 zijn van mening dat zij van het vereiste belang doen blijken, aangezien de bestreden bepalingen in belangrijke mate de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel beperken, dat bestaat in « de uitbating van automatische spelen en handigheidsspelen, de handel in het algemeen met inbegrip van de aan- en verkoop en de in- en uitvoer, de fabricatie en exploitatie van alle amusements- en muziekapparaten, automatische en elektronische apparaten » (eerste verzoeker), « de aankoop, de verkoop, de invoer, de uitvoer, de doorvoer, het huren, het verhuren, het uitbaten, het onderhoud en het herstellen, zo in 't groot als in detail van café-spelen, amusementspelen, horecamachines en horeca-installaties » (tweede verzoeker), « alle productie, de assemblage en de installatie van alle apparaten en apparatuur, van elektrische of automatische aard evenals de aankoop, de in- en uitvoer, de verkoop en distributie, zowel rechtstreeks als tussenpersoon, alsmede het verlenen van alle mogelijke diensten ermede verband houdend » (derde verzoeker), « de aankoop, de verkoop, de handel, de organisatie en uitbating van automatische spelen en handigheidsspelen, de inrichting van vertoningen allerhande, de uitbating van drankgelegenheden en buffetten » (vierde verzoeker). Zij oefenen die activiteiten werkelijk uit.

A.1.4. De verzoekende partij in de zaak nr. 1987 verklaart dat zij als maatschappelijk doel heeft « zowel voor haar rekening als voor rekening van derden, alleen of met medewerking van anderen, in België en in het buitenland, het commerciële, technische en administratieve beheer van de aanvaarding van spelen daar inbegrepen de uitbating van automatische apparatuur van vermaak of andere, alsook de organisatie van alle weddenschappen, van alle soorten onder meer het wedden op paardenkoersen, zoals weddenschappen onderling georganiseerd, aan de quotatie en/of met toedeling, in België en in het buitenland » (artikel 4, eerste lid, van de statuten).

Zij geeft aan dat zij regelmatig speelautomaten uitbaat die, vanwege hun klein aantal, niet onderworpen waren aan een milieuvergunning, noch aan een exploitatievergunning.

Zij beweert dat de wetgever, door de exploitatie van speelautomaten enkel in de inrichtingen van klasse II en III toe te laten, geen rekening heeft gehouden met de activiteiten die zij uitoefent en die derhalve voortaan onwettig lijken; zij besluit dat het verbod dat daaruit voortvloeit, haar rechtstreeks raakt.

A.1.5.1. De Beroepsvereniging voor Weddenschappen, eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1988, verklaart dat zij de studie, de bescherming en de ontwikkeling van de beroepsbelangen van haar leden tot doel heeft. Haar leden zijn voornamelijk paardenwedrenagentschappen, die activiteiten hebben ontwikkeld die niet alleen rechtstreeks verband houden met de paardenwedrennen, maar ook met het aannemen van door de wet toegelaten spelen en weddenschappen, net zoals de tweede verzoekende partij. Zij is van mening dat haar maatschappelijk doel rechtstreeks en ongunstig kan worden geraakt door artikel 27 dat zij aanvecht, vermits het de activiteiten van haar leden gevoelig beperkt, aangezien het eenzelfde natuurlijke of rechtspersoon voortaan verboden is, rechtstreeks of indirect, kansspelen te exploiteren, enerzijds, en een vergunning voor onderhoud en herstelling van kansspelen te bezitten, anderzijds.

A.1.5.2. De tweede verzoekende partij, die als maatschappelijk doel heeft alle om het even welke verrichtingen, commerciële en financiële, roerende en onroerende welke rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op het aannemen van spelen en weddenschappen toegelaten door de wet (artikel 3, eerste lid, van de statuten), is van mening dat artikel 27, eerste lid, van de wet een deel van haar activiteiten onwettig maakt: zij heeft immers al geruime tijd activiteiten uitgeoefend inzake onderhoud en herstelling van speelautomaten voor rekening van de n.v. P.M.M.S. Aangezien de n.v. P.M.M.S. een vergunning klasse B zal kunnen krijgen, zal de n.v. Derby haar activiteiten onder dekking van een vergunning klasse E niet kunnen voortzetten, vermits de n.v. P.M.M.S. en de n.v. Derby structurele banden hebben omdat ze beiden tot de groep Ladbroses behoren.

A.1.6. De verzoeker in de zaak nr. 1991 bezit een aantal aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van de patrimoniumvennootschappen c.v.a. Infiso en c.v.a. Sofabo. Die patrimoniumvennootschappen bezitten zelf aandelen van verschillende vennootschappen die, rekening houdend met hun activiteit, houder moeten zijn van verschillende vergunningen in de zin van artikel 25 van de bestreden wet.

A.1.7. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 zijn ofwel vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel onder meer bestaat in de exploitatie van speelzalen en speelautomaten in cafés of de fabricage, aankoop en verkoop, invoer en uitvoer, verhuring, herstelling en uitbating van amusementstoestellen, met inbegrip van kansspelen, ofwel natuurlijke personen die in het handelsregister zijn ingeschreven voor een activiteit van plaatsing van speelautomaten en amusementspelen of voor een activiteit van drankslijterij. Zij voeren aan dat zij worden geraakt door de bepalingen van de bestreden wet die de oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de kansspelcommissie en haar secretariaat ten laste leggen van de vergunninghouders, die voorschrijven dat die bijdrage door een waarborg wordt gedekt en die de samenstelling van die commissie vaststellen. Zij achten zich ook geraakt door de bepalingen die de toekenning en het behoud van de vergunningen afhankelijk stellen van de transparantie en de permanente identificatie van de aandeelhouders, wat, volgens hen, voor een naamloze vennootschap onmogelijk is. Zij zijn ook van mening dat zij er belang bij hebben de bepalingen aan te vechten die de, zelfs indirecte, cumulatie verbieden van vergunningen B en C, enerzijds, en vergunningen E, anderzijds. Sommige verzoekende partijen leggen stukken voor waaruit blijkt dat sommige van hun aandeelhouders ook aandeelhouder zijn in vennootschappen die houder zullen moeten zijn van een vergunning van een andere klasse, wat hen zal beletten andere vergunningen te krijgen. Tot staving van hun belang voeren de verzoekende partijen ook aan dat zij na de vernietiging de terugbetaling zullen kunnen eisen van sommen die zullen zijn betaald met uitvoering van de artikelen 19 en 71 van de bestreden wet.

A.1.8. De eerste natuurlijke persoon die verzoeker is in diezelfde zaak voert ook aan dat hij als plaatsvervanger van spelers in inrichtingen die zich in het Vlaamse Gewest bevinden, onderworpen is aan een gewestbelasting op de kansspelen. De bestreden bepalingen verzwaren nog de financiële last die de plaatsvervangers van spelers moeten dragen en zullen onvermijdelijk een negatieve weerslag op hun inkomen hebben. Hij voert ook zijn belang aan om bepalingen aan te vechten die stellen dat in de inrichtingen van klasse II en III enkel de kansspelen zijn toegelaten waarvan vaststaat dat de speler of gokker gemiddeld per uur niet meer dan 500 frank verlies kan lijden.

A.1.9. De tweede natuurlijke persoon die verzoeker is in deze zaak voert, zijnerzijds, aan dat de ontvangsten van de speeltoestellen een essentieel element vormen van het financieel evenwicht van zijn handelszaak die een drankgelegenheid is. Hij heeft er dus belang bij die bepalingen aan te vechten die de financiële last verzwaren die moet worden gedragen door de vennootschappen die spelen plaatsen, gelet op de weerslag ervan op zijn aandeel in de ontvangsten van de spelen, alsmede de bepalingen die in drankgelegenheden enkel de kansspelen toelaten waarvan vaststaat dat de speler gemiddeld niet meer dan 500 frank verlies per uur kan lijden, gelet op de substantiële inkomensvermindering die daaruit voor hem zal voortvloeien.

A.1.10. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 zijn zeven vennootschappen waarvan de aandeelhouders natuurlijke personen of rechtspersonen zijn (die zelf vaak aandeelhouder zijn van andere verzoekende partijen in dezelfde zaak). Zij hebben als maatschappelijk doel, naar gelang van het geval, de aankoop, verkoop, vertegenwoordiging, verhuur en exploitatie van spelen en automatische toestellen (eerste, tweede, derde en vijfde verzoekende partij, waarvan de laatstvermelde evenwel niet de verhuur als maatschappelijk doel heeft), de exploitatie van lunaparken, bowlings, kartingbanen, de exploitatie van allerhande spelen en toestellen in cafés, op openbare plaatsen of in privé-clubs, in binnen- en buitenland, met invoer of uitvoer, de aankoop en verkoop, het onderhoud en de herstelling van alle toestellen en noodzakelijke toebehoren die onder de exploitatie in het algemeen vallen, de exploitatie van drankgelegenheden (vierde verzoekende partij), de exploitatie van snookers, biljarten, speelautomaten en elektronische spelen en andere aanverwante spelen, café-restaurants, kleine restauratie alsmede de organisatie van animaties, avonden en wedstrijden die rechtstreeks of indirect verband houden met de exploitatie van de voormelde spelen (zesde verzoekende partij), of de exploitatie van cafés, restaurants, ontspannings- en pretparken, de exploitatie van allerhande spelen en toestellen in cafés, op openbare plaatsen of in privé-clubs in binnen- of buitenland, met invoer of uitvoer, de aankoop en verkoop, onderhoud, herstelling van alle toestellen en noodzakelijke toebehoren die onder de algemene exploitatie vallen (zevende verzoekende partij).

Zij exploiteren, naar gelang van het geval, lunaparken (eerste, derde, vierde, vijfde verzoekende partij) of een taverne-snooker (zesde verzoekende partij), plaatsen, onderhouden, kopen en verkopen caféspelen (eerste verzoekende partij), leveren personeel voor de exploitatie van de lunaparken (tweede verzoekende partij) of verhuren of exploiteren restauratie-inrichtingen waarin spelen aanwezig zijn (zevende verzoekende partij); zij zijn van mening dat zij houder zouden moeten zijn van vergunningen van klasse B, C, D en E.

A.1.11. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 voeren ofwel hun maatschappelijk doel aan dat bestaat in de uitbating van een lunapark, de invoer en uitvoer, de aankoop, de verkoop, de fabricatie van kansspelautomaten, de plaatsing en verhuur van die apparaten in cafés, ofwel het feit dat zij aandeelhouder zijn van vennootschappen met een dergelijk doel. Zij verklaren het wettelijk vereiste belang te hebben om de wet aan te vechten omdat deze de voorwaarden waarin zij die activiteiten kunnen uitoefenen grondig wijzigt en de voortzetting ervan zelfs in het gedrang brengt.

A.1.12. De b.v.b.a. Bingo Matic, tussenkomende partij, verwijst naar de zaken nrs. 1991, 1992 en 1998 en is van mening dat zij haar belang om tussen te komen kan aantonen op grond van haar statuten volgens welke haar hoofdactiviteit bestaat in « de installatie en de exploitatie van amusementsspelen in openbare inrichtingen, privé-clubs of diverse verenigingen ». Haar situatie zou kunnen worden geraakt door de beslissingen van het Hof met betrekking tot de bijdrage die de kosten dekt voor installatie, personeel en werking van de kansspelcommissie.

De n.v. General Automatic Amusement en anderen, de n.v. Olympian Games en anderen, de b.v.b.a. Star Matic, de n.v. Lexi, de b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, de b.v.b.a. Pub Games, de b.v.b.a. Les Copères, de n.v. Bastenie en C. Verzele doen van hun belang om tussen te komen blijken op een wijze die vergelijkbaar is met die van de verzoekende partijen : zij kopen, verkopen, verhuren, fabriceren, importeren, onderhouden of herstellen kansspelen, baten ze uit of exploiteren speelautomatenhallen of drankgelegenheden; naar gelang van het geval voeren zij aan dat hun aandeelhouders ook aandeelhouder zijn in andere vennootschappen of dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht te participeren in andere vennootschappen (die in voorkomend geval zelf tussenkomen), aangezien de activiteiten van de enen en de anderen, volgens de nieuwe bepalingen, vergunningen van verschillend type vereisen waarvan de cumulatie verboden zal zijn.

De memories van tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères, de n.v. Bastenie en C. Verzele verwijzen, wat de grond van de zaak betreft, naar de verzoekschriften tot vernietiging die in de zaken nrs. 1991, 1992 en 1998 zijn ingediend.

A.1.13. De Ministerraad is van mening dat de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903, 1941, 1965, 1992 en de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1988 niet van een voldoende belang doen blijken om in rechte te treden, aangezien de aangevochten bepalingen hen niet op een rechtstreekse en zekere wijze in hun situatie raken. Hij voegt eraan toe, met betrekking tot de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903 en 1987 en met betrekking tot de eerste vier verzoekende partijen in de zaak nr. 1992, dat, aangezien hun maatschappelijk doel immers veel ruimer is – de statuten beogen de « speelautomaten » in de ruimste zin van het woord – en niet gebonden is aan het spel, zij niet kunnen beweren dat die bepalingen de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel zouden beperken. Bovendien blijven zij in gebreke om hun belang aan te tonen inzake de invloed van de aangevochten normen op hun handelsactiviteiten.

Bovendien wenst de Ministerraad de aandacht van het Hof te vestigen op het dossier dat is ingediend door de zesde verzoekende partij in de zaak nr. 1992 : uit dat dossier blijkt immers dat artikel 15 van de overeenkomst die de zesde verzoekende partij bindt aan de n.v. Fremont Gescaf hem verbiedt kansspelen uit te baten behoudens schriftelijke toelating; aangezien de zesde verzoekende partij een dergelijke toelating niet voorlegt, mag zij geen kansspelen uitbaten.

Ten aanzien van de tweede verzoekende partij in de zaak nr. 1988 die zegt een onderhoudsactiviteit bij een vennootschap die, zoals zij, tot een bepaalde groep behoort, niet te kunnen blijven uitoefenen, is de Ministerraad van mening dat die partij een vergunning klasse E zal moeten hebben en dat zij geen enkel stuk kan voorleggen dat haar stelling steunt en niet de juridische aard van die gemeenschappelijke aanhorigheid kan preciseren. Hij is bovendien van mening dat zij op een onjuiste en te ruime wijze de aangevochten bepaling interpreteert die de rechtstreekse of indirecte cumulatie van vergunningen wil verbieden; dat begrip, dat aan het vennootschapsrecht is ontleend, dient evenwel in zijn gewone betekenis te worden verstaan, namelijk dat men in het vennootschapsrecht van mening is dat een vennootschap een andere vennootschap rechtstreeks of indirect bezit, indien zij feitelijk in staat is die te controleren (meerderheid in de algemene vergadering, in de raad, ...), wat duidelijk niet het geval is voor de verzoekende partij.

Met betrekking tot de Beroepsvereniging voor Weddenschappen, eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1988, voegt de Ministerraad eraan toe dat de rechtsleer ervan uitgaat dat een groepering niet het vereiste belang bezit om in rechte te treden wanneer het nadeel het doel raakt voor de verdediging waarvan de groep is opgericht en dat het beroep tot vernietiging dus onontvankelijk is, vermits de verzoekende partij beweert dat de activiteiten van haar leden aanzienlijk worden beperkt en dat, derhalve, haar maatschappelijk doel daarvan de gevolgen dreigt te ondergaan.

Ten aanzien van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 is de Ministerraad van mening dat zij niet hun belang aantonen op grond van de invloed van de aangevochten normen op de handelsactiviteiten die zij werkelijk uitoefenen.

A.1.14. In de zaak nr. 1991 is de Ministerraad van oordeel dat de hoedanigheid van aandeelhouder en het commercieel belang waarop de verzoekende partij zich beroept (maar het niet bewijst) niet voldoende is om haar belang om in rechte te treden aan te tonen. Het maatschappelijk doel van de vennootschappen waarin de vennootschappen waarvan zij zegt aandeelhouder te zijn, participaties bezitten, is veel ruimer en is niet aan het spel gebonden; zij die onder de toepassing van de wet vallen, zullen te dezen houder van een vergunning klasse B moeten zijn, wat inhoudt dat die wet niet rechtstreeks en persoonlijk de situatie van de verzoekende partij raakt maar wel die van die vennootschappen, aan welke het toekomt de vernietiging van de wet te vorderen.

A.1.15. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 zijn van oordeel dat de argumentatie van de Ministerraad moeilijk te volgen is, vermits artikel 3 van de statuten van de eerste verzoekende partij uitdrukkelijk de exploitatie van speelzalen en lunaparken beoogt.

A.1.16. De Ministerraad is van mening dat de tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères niet ontvankelijk is, vermits de tussenkomende partij verwijst naar de « rolnummers 991-992 tot 998 » en dus naar een andere zaak.

Hij is de mening toegedaan dat de tussenkomst van de n.v. Bastenie niet ontvankelijk is, aangezien de tussenkomende partij niet het bewijs levert dat zij aandeelhouder is in een vennootschap die activiteiten van klasse B uitoefent of dat zij een contract met een niet geïdentificeerde derde zou hebben en dat haar bevoegde organen de beslissing om in deze zaak tussen te komen hebben genomen.

Hij is van mening dat de tussenkomsten van C. Verzele en de b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel niet ontvankelijk zijn, aangezien de eerstgenoemde niet bewijst dat hij een speelzaal uitbaat en aangezien de tweede geen beslissingen van de bevoegde organen kan voorleggen om in deze zaak tussen te komen.

A.1.17. De n.v. Pari Mutuel Management Services (zaak nr. 1987) antwoordt dat de Ministerraad de feitelijke elementen en de rechtselementen die in haar verzoekschrift zijn uiteengezet, niet heeft betwist en dat de nieuwe wet de exploitatie van haar activiteit enkel nog toelaat in de inrichtingen van klasse II en III.

A.1.18. De Beroepsvereniging voor Weddenschappen (zaak nr. 1988) weerlegt de argumentatie van de Ministerraad door te verwijzen, niet naar de rechtsleer betreffende het gerechtelijk recht, maar naar de rechtspraak van het Hof, dat bij herhaling heeft aanvaard dat beroepsverenigingen vorderingen instellen tegen bepalingen die de collectieve belangen van hun leden of de beroepsbelangen van de groep als dusdanig rechtstreeks en ongunstig kunnen raken. Zij vertegenwoordigt niet alleen agentschappen voor paardenwedrennen maar ook exploitanten van kansspelen.

A.1.19. De n.v. Derby (tweede verzoekende partij in de zaak nr. 1988) weerlegt eveneens de argumenten van de Ministerraad door te stellen dat zij als bijlage bij haar verzoekschrift een dienstverleningsovereenkomst heeft gevoegd tussen de n.v. P.M.M.S. (die een vergunning klasse B kan krijgen) en zichzelf, want beide behoren tot dezelfde groep : de structurele band die daaruit voortvloeit houdt in dat de verzoekende partij haar activiteiten niet zal kunnen voortzetten onder de dekmantel van een vergunning klasse E.

De beperkende interpretatie van artikel 27, eerste lid, door de Ministerraad, vormt overigens een argument ten gronde. De exceptie van onontvankelijkheid van de betwiste norm wegens de ontstentenis van grieven dient derhalve ten gronde te worden onderzocht.

A.1.20. De verzoekende partij in de zaak nr. 1991 is van mening dat zij bij haar verzoekschrift de oprichtingsakten, jaarrekeningen en processen-verbaal heeft gevoegd op grond waarvan het bezwaar van de Ministerraad kan worden verworpen; zij voegt eraan toe dat het voldoende is het maatschappelijk doel te lezen van de vennootschappen waarin de patrimoniumvennootschappen participaties bezitten om zich ervan rekenschap te geven dat hun maatschappelijk doel een rechtstreeks verband vertoont met de aangevochten wetgeving; die wetgeving zal ervan uitgaan dat zij houder zijn van vergunningen B, C, D of E. Zij betalen trouwens de in het koninklijk besluit van 8 juli 1970 bedoelde belastingen.

A.1.21. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 antwoorden, hunnerzijds, dat het Hof in zijn arrest nr. 113/2000 heeft geoordeeld dat hun beroepen ontvankelijk leken, rekening houdend met het feit dat het gaat om vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel de exploitatie van speelzalen omvat. Het is dus niet noodzakelijk dat de verzoekende vennootschappen aantonen dat zij werkelijk handelsactiviteiten uitoefenen waarop de aangevochten normen een invloed zouden kunnen hebben. Bij analogie zijn de huidige beroepen tot vernietiging van de verzoekende natuurlijke personen eveneens ontvankelijk, aangezien hun inschrijving in het handelsregister voor de ene (De Lange) voorziet in de activiteit van plaatsing van speelautomaten en amusementsspelen en voor de andere (Cucchiario) in de activiteit van drankslijterij.

Daarnaast bevestigt de n.v. Circus Guillemins dat zij geen enkele activiteit wenst uit te oefenen waarvoor een vergunning van klasse E vereist is. Haar enige activiteiten zijn en blijven die waarvoor een vergunning van klasse B noodzakelijk is; zij verklaart derhalve zich te gedragen als naar recht wat de ontvankelijkheid van haar beroep betreft in zoverre het betrekking heeft op artikel 27; als antwoord op een opmerking van de Ministerraad legt A. Cucchiario bovendien een nieuw stuk voor : de bevestiging, door de n.v. Fremont Gescaf, van een toelating om in haar inrichting de kansspelen uit te baten die voor haar type van activiteit zijn toegelaten.

A.1.22. In de zaak nr. 1995 neemt de vijfde verzoekende partij, op grond van de door het Hof gemaakte beoordeling van haar belang in het arrest nr. 113/2000, met voldoening kennis van het feit dat het bij artikel 27 van de aangevochten wet voorgeschreven verbod van cumulatie voor haar niet geldt en dat zij haar aandelen en haar activiteiten bij de twee betrokken vennootschappen kan behouden. De vijf andere verzoekende partijen stellen vast dat hun belang in dat arrest is erkend.

A.2.1. De Ministerraad doet gelden dat het belang van de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903, 1941, 1965, 1987, 1992 en 1995 en van de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1988 niet wettig is, vermits de wet van 24 oktober 1902 de exploitatie van kansspelen verbiedt en artikel 305 van het Strafwetboek, tot aan de inwerkingtreding van de aangevochten wet, diegenen heeft bestraft die een huis voor kansspelen hebben opengehouden en er het publiek hebben toegelaten en vermits het burgerlijk recht van oordeel is dat het spel een onwettige grond heeft.

A.2.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 achten die redenering verbazend, gegrond op een bepaling die is opgeheven bij de aangevochten wet en die precies tot doel heeft onder bepaalde voorwaarden de exploitatie van kansspeelzalen toe te laten en waarvan de opportuniteit derhalve praktisch opnieuw in het geding wordt gebracht. Zij herinneren eraan dat zij over de vereiste administratieve toelatingen beschikken.

In de zaak nr. 1995 antwoorden zij dat artikel 1, tweede lid, van de voormelde wet van 24 oktober 1902, uitgelegd door de wet van 14 augustus 1978, de Koning ertoe heeft gemachtigd de lijst vast te stellen van de kansspelen waarvan de exploitatie toegelaten blijft niettegenstaande het in het eerste lid vermelde principiële verbod. De rechtspraak bevestigt dat het uitbaten van kansspelen niet alleen werd getolereerd, maar ook toegelaten.

In de zaken nrs. 1941 en 1965 voeren zij aan dat de exploitatie van kansspelen vroeger om fiscale en historische redenen werd getolereerd en dat de wetgever zich perfect bewust was van de incoherentie van die vroegere toestand. Op grond van die tolerantie kan worden gesteld dat hun belang een wettig karakter heeft.

De verzoekende partij in de zaak nr. 1987 is van mening dat het belang om in rechte te treden moet worden beoordeeld in het licht van de aangevochten wet. De kansspelen zijn weliswaar in beginsel verboden, behoudens afwijkingen. Vermits de verzoekende partij van oordeel is dat discriminaties de toegestane afwijkingen raken, is het belang om in rechte te treden niet onwettig, zonet wordt in de toegestane afwijkingen de grootste willekeur bevorderd.

Bovendien merkt zij op dat de exploitatie van sommige spelen reeds wettig was vóór de aanneming van de in het geding zijnde wet en dat het Hof, in zijn arresten betreffende de vorderingen tot schorsing, impliciet doch zeker de uitzondering van spelen lijkt te hebben verworpen, vermits het heeft aanvaard het ernstig karakter van de middelen en het moeilijk te herstellen ernstig nadeel te onderzoeken. Die rechtspraak is in overeenstemming met die van de Raad van State.

A.3.1. In de memorie ingediend in de zaak nr. 1903 voert de Ministerraad aan dat, vermits de verzoekende partijen hadden nagelaten hun inschrijvingsnummer in het handelsregister te vermelden, met schending van het koninklijk besluit van 20 juli 1964, het beroep tot vernietiging niet ontvankelijk is.

Hij richt hetzelfde verwijt tot de tussenkomende partijen de b.v.b.a. Les Copères en de n.v. Bastenie.

A.3.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 antwoorden dat die bepaling de gerechtelijke procedure beoogt en niet de rechtspleging voor het Arbitragehof.

A.3.3. Volgens de Ministerraad is het verzoekschrift van de b.v.b.a. Ramses (zaak nr. 1903) niet ontvankelijk, aangezien de beslissing omtrent het instellen van de procedure in het Nederlands is opgesteld, terwijl artikel 2 van het Vlaams decreet van 19 juli 1973 bepaalt : « de te gebruiken taal voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede voor de wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen, is het Nederlands ».

A.3.4. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 antwoorden dat het voorleggen van de beslissing om in rechte te treden geen voorwaarde is voor ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging, vermits artikel 7, derde lid, van de wet van 6 januari 1989, uitdrukkelijk bepaalt dat, indien het beroep door een rechtspersoon wordt ingesteld, deze zijn statuten of de door het bevoegde orgaan genomen beslissing om in rechte te treden, dient voor te leggen. Aangezien de eerste verzoekende partij haar statuten heeft neergelegd, was zij niet verplicht een dergelijke beslissing om in rechte te treden voor te leggen.

Zij voegen eraan toe dat, indien de beslissing van de zaakvoerder om in rechte te treden moet worden beschouwd als een akte bedoeld in artikel 62 van de voormelde wet, zij, overeenkomstig die bepaling, moet worden voorgelegd in de taal van de keuze van de verzoeker.

A.4.1. De Ministerraad is van mening dat de verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 niet aangeven op welke manier de artikelen 15, § 1, en 71, vierde lid, 4., de bepalingen die zij aanvoeren zouden schenden. De vordering is dus in ieder geval in zoverre niet ontvankelijk.

In de zaak nr. 1987 beweert de Ministerraad dat de vordering onontvankelijk is bij ontstentenis van grieven : de verzoekende partij toont geenszins aan op welke manier het beperken van de exploitatie van kansspelen tot de inrichtingen van de klassen II en III een bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet verboden discriminatie zou vormen.

De Ministerraad acht de tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères onontvankelijk, vermits die zich ertoe heeft beperkt een memorie van antwoord aan te kondigen, wanneer zij kennis zal hebben genomen van alle middelen van de verzoekende partijen en zij dus geen middelen heeft ontwikkeld binnen de wettelijke termijn.

A.4.2. De verzoekende partij in de zaak nr. 1987 acht de exceptie niet gegrond, vermits de uiteenzetting van de feiten, die aan de uiteenzetting van het middel voorafgaat, het mogelijk maakt de context te begrijpen waarin de betwiste discriminatie is gesitueerd en vermits de formulering van het middel die discriminatie voldoende verklaart. De Ministerraad heeft daarop trouwens geantwoord.

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen en hun doelstelling

A.5.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 zijn van oordeel dat de aangevochten wet haar doelstelling (een wettelijke basis geven aan de kansspelinrichtingen en de spelers beter beschermen) niet heeft bereikt : de wet is slechts op bepaalde spelen van toepassing en in plaats van, door middel van een reglementering, diegenen te beschermen die aan het spel verslaafd zijn, beschermt zij enkel het monopolie van de casino's.

A.5.2. Volgens de Ministerraad heeft de aangevochten wet tot doel de uitbaters van spelen aan strikte exploitatieregels te onderwerpen in ruil voor beroepszekerheid en de zekerheid van een redelijke winst; zij berust op een tweevoudig beginsel (namelijk de handhaving van het verbod van exploitatie van kansspelen en het toekennen voor de spelen of inrichtingen van een voorafgaande schriftelijke vergunning die een gunst vormt waarvan de toekenning en de voortzetting aan een strikte reglementering zijn onderworpen) en streeft doelstellingen na die allen strekken tot het algemeen belang en de bescherming van de volksgezondheid, namelijk de bescherming van de speler (tegen zichzelf en het verlangen om te spelen alsmede tegen het verspelen van zijn vermogen en dat van zijn gezin), de vrijwaring van de integriteit van het spel, rekening houdend met de financiële belangen, de strijd tegen de afhankelijkheid en de sociale problemen (familiaal, financieel, geïsoleerd raken enz.), de bestrijding van de criminaliteit waarmee de afhankelijkheid van het spel vaak gepaard gaat, de organisatie van elektronische spelen en nieuwe technologische ontwikkelingen (die doelstelling is enkel vermeld in de memorie ingediend in de zaak nr. 1903), het instellen van een doeltreffende controle op de kansspelen, de bestrijding van de ongewenste neveneffecten van het spel zoals de afhankelijkheid, het witwassen van geld, de criminaliteit, de fiscale fraude en de financiële fraude, de controle op de inkomsten van het spel, die aan de Schatkist ten goede komen, alsmede aan een aantal goede of humanitaire werken en de oprichting en de organisatie van een advies-, beslissings- en toezichtsorgaan.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de middelen aangevoerd in de zaken nrs. 1903, 1941, 1965 en 1988

A.6.1. Een middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 12 en 23 van de Grondwet, artikel 52 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, het evenredigheidsbeginsel en het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid, krachtens welke de vrije keuze en de uitoefening zonder belemmering van een beroepsactiviteit worden gewaarborgd met inachtneming van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie onder economische actoren.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 voeren bovendien in dat middel de schending aan van het algemene beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, het beginsel van vrije mededinging binnen de Europese Unie en van de machtsoverschrijding.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 voeren bovendien in dat middel de schending aan van het beginsel van de eerbiediging van het privé-leven, het algemene beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en de machtsoverschrijding.

Het enige middel in de zaak nr. 1988 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet en van het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid.

A.6.2. In de memories ingediend in de zaken nrs. 1941 en 1965 is de Ministerraad van mening dat het middel onontvankelijk is, in zoverre het is afgeleid uit de rechtstreekse schending van de artikelen 12 en 23 van de Grondwet, artikel 43 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, van de beginselen van evenredigheid, vrijheid van handel en nijverheid, vrije mededinging binnen de Europese Unie, eerbiediging van het privé-leven en machtsoverschrijding, aangezien het Hof in dat opzicht niet bevoegd is. De verzoekende partijen antwoorden dat zij bij schending van de voormelde normen het Hof verzoeken een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te censureren.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels

A.7. In de zaken nrs. 1903 en 1941 wordt een middel afgeleid uit de schending aangevoerd van de artikelen 10, 11, 39 en 143, § 1, van de Grondwet, artikel 6, § 1, VI (enkel in zaak nr. 1903) en II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, uit de machtsoverschrijding (zaak nr. 1903) en uit « de uitoefening van macht » (zaak nr. 1941).

A.8.1. Het eerste onderdeel van het middel is afgeleid uit het feit dat de federale wetgever zich het recht toe-eigent de toekenning van uitbatingsvergunningen voor speelautomatenhallen te reglementeren terwijl de politie van de vergunningsplichtige instellingen onder de uitsluitende bevoegdheid van de gewesten valt.

De speelautomatenhallen vormen immers onbetwistbaar een voorbeeld van vergunningsplichtige instellingen; aldus beoogt de Brusselse ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen de lunaparken waar meer dan tien automaten staan opgesteld. De wet bedreigt de rechtszekerheid door een risico van conflict te veroorzaken tussen de overheid die bevoegd is om een milieuvergunning toe te kennen of de overheid die uitspraak doet op beroep, enerzijds, en de gemeente die gemachtigd is om het bij artikel 34 van de aangevochten wet voorgeschreven convenant te sluiten of de kansspelcommissie die gemachtigd is een vergunning toe te kennen, anderzijds, ongeacht of het gaat om de vergunningen zelf of om de uitbatingsvoorwaarden, zoals de openingsuren.

In de zaak nr. 1941 voegen de verzoekende partijen eraan toe dat de speelautomatenhallen onder het economisch beleid ressorteren, dat krachtens artikel 6, § 1, VI, van de voormelde bijzondere wet onder de bevoegdheid van de gewesten valt.

A.8.2. De Ministerraad (zaken nrs. 1903 en 1941) is van oordeel dat de reglementering van de kansspelen slechts van ver en indirect verband houdt met de bescherming van het leefmilieu. In feite gaat het om toegang tot het beroep, wat onder de federale overheid ressorteert.

A.9.1. Het tweede onderdeel (dat enkel eigen is aan de zaak nr. 1903) van het middel is afgeleid uit het feit dat de federale wetgever, door de zones af te bakenen waarin een kansspelinrichting mag worden uitgebaut, zich het recht toe-eigent regels inzake ruimtelijke ordening vast te stellen, terwijl die onder de uitsluitende bevoegdheid van de gewesten vallen.

Door te bepalen dat een kansspelinrichting niet mag worden gevestigd in de nabijheid (vage uitdrukking) van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, eredienstplaatsen, gevangnissen en plaatsen die vooral door de jongeren worden bezocht (wat weinig mogelijkheden openlaat), regelt de federale wetgever rechtstreeks de ruimtelijke ordening, dat wil zeggen, de ruimtelijke tenuitvoerlegging van het economisch, sociaal, cultureel en ecologisch beleid van elke maatschappij.

Nu het ernaar uitziet dat de kansspelcommissie de opportuniteit van de uitbating van een kansspelinrichting op een bepaalde plaats zal beoordelen op grond van het beginsel van goede ruimtelijke ordening en de uitbatingsvergunning zal toekennen op grond van de integratie van het project in de bebouwde omgeving, en zulks op grond van de criteria die bij het aangevochten artikel 36.4, zijn vastgesteld, zal zij kennelijk een beoordeling maken die rechtstreeks betrekking heeft op de ruimtelijke ordening.

A.9.2. De Ministerraad (zaak nr. 1903) is van oordeel dat de aangevochten bepalingen niet als voornaamste doel hebben de stedenbouw en de ruimtelijke ordening te regelen. De voorwaarden waarin zij voorzien hebben tot doel inzonderheid bepaalde personen te beschermen en vallen onder de bevoegdheid van de federale wetgever om de kansspelinrichtingen te regelen, die de bevoegdheid inhoudt om rekening te houden met de ongemakken die door de nabijheid van kansspelinrichtingen kunnen worden veroorzaakt.

A.10.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 (eerste middel) en tal van tussenkomende partijen (de b.v.b.a. Bingo Matic, de n.v. General Automatic Amusement en anderen, de b.v.b.a. Star Matic, de n.v. Lexi, de b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, de n.v. Olympian Games en anderen en de b.v.b.a. Pub Games) klagen aan dat de artikelen 10, § 2, 19 en 71 van de aangevochten wet, de artikelen 3 en 4, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, en de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met artikel 174, tweede lid, van de Grondwet, schenden. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 klagen aan dat de artikelen 19 en 71, de artikelen 172 en 177 van de Grondwet schenden en verwijzen naar het voormelde artikel 3.

A.10.2. Zij voeren aan (eerste onderdeel van het middel) dat, niettegenstaande de kwalificatie van bijdrage die eraan wordt gegeven, de bedragen die ten laste worden gelegd van de houders van vergunningen A, B, C en E door artikel 19 van de bestreden wet, en waarvan de betaling wordt verzekerd door de waarborg ingesteld bij artikel 71, een echte belasting vormen. Zij zien niet in welke dienst zij, als schuldenaars van de in artikel 19 bedoelde bijdrage zouden genieten (zij zijn integendeel ertoe gehouden een beroep te doen op de diensten van de commissie); de in artikel 71 bedoelde waarborg heeft geen ander voorwerp dan de tenlastelegging van de in artikel 19 bedoelde kosten mogelijk te maken.

Daarnaast wordt op de speelautomaten een belasting geheven die is vastgesteld in artikel 76, § 1, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. Aangezien die belasting sedert 1 januari 1989 een gewestbelasting is, schendt de betwiste belasting de artikelen 3 en 4, § 1, van de voormelde bijzondere wet.

De tussenkommende partij b.v.b.a. Pub Games voegt eraan toe dat het Hof beslist dat een heffing, om te worden beschouwd als een niet-fiscale heffing, de vergoeding moet zijn van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de heffingsplichtige, individueel beschouwd; de tussenkommende partij verklaart tevens dat de opdrachten waarmee de commissie wordt belast met het oog op de bescherming van de « nationale bevolking » waarnaar het arrest nr. 74/2000 zelf verwijst, zeer talrijk zijn en natuurlijk niet kunnen worden beschouwd als diensten ingesteld ten voordele van degenen die de in artikel 19 bedoelde « bijdrage » verschuldigd zijn en van de « waarborg » ervan, ingesteld bij artikel 71 van de bestreden wet.

Daaruit volgt dat de aldus bekritiseerde belasting een belasting op de spelen en weddenschappen is en een wijziging van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen met zich brengt.

A.10.3. De verzoekende partijen doen gelden (tweede onderdeel van het middel) dat de voormelde artikelen 19 en 71 op een discriminerende manier (artikel 172 vormt de toepassing van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet op fiscaal vlak; de verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 verwijzen bovendien naar artikel 177, eerste lid, van de Grondwet) het beginsel van de universaliteit van de begroting en van de rekeningen schenden (deze moeten, zonder uitzondering, alle inkomsten en alle uitgaven bevatten), ingeschreven in artikel 174, tweede lid, van de Grondwet en met name bevestigd bij artikel 50 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en bij artikel 3 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991; zij zouden ook het daaruit voortvloeiende beginsel van de niet-besteding van de ontvangsten schenden (uitgaven mogen niet afhankelijk worden gemaakt van overeenstemmende ontvangsten), een beginsel waarvan slechts kan worden afgeweken onder de bij artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit vastgestelde voorwaarden, en onder meer door de invoering van een begrotingsfonds.

A.10.4. Zij doen gelden (derde onderdeel) dat, vermits de gewesten uitsluitend bevoegd zijn om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen te wijzigen, artikel 10, § 2, van de aangevochten wet, dat elke deelname van de ministers van de gewestregeringen aan de kansspelcommissie uitsluit en de Koning ertoe machtigt de leden van die commissie te benoemen op voordracht van de federale ministers, de bevoegdheid schendt die bij de artikelen 3 en 4, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten aan de gewesten is toegekend.

A.10.5. In de zaken nrs. 1992 en 1998 is de Ministerraad van oordeel dat artikel 19 in overeenstemming is met het doel van de wet, namelijk de bescherming van de consument, vermits die bescherming onder de federale wetgever ressorteert. Het bij de wet geëiste bedrag heeft enkel tot doel de toegang tot het beroep en het verkrijgen van vergunningen te reglementeren en valt als dusdanig ook binnen de bevoegdheden van de federale wetgever. De kansspelen zelf, die vroeger verboden waren behoudens uitzondering vastgesteld door de Koning, vallen onder die bevoegdheden.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 voeren ten onrechte artikel 174, tweede lid, van de Grondwet aan, daar zij niet aantonen op welke manier de wet die bepaling zou schenden die voorschrijft dat de ontvangsten en de uitgaven dienen voor te komen op de begroting en in de rekeningen. De wetten op de Rijkscomptabiliteit, die in de twee verzoekschriften worden aangevoerd, dateren van vóór de aangevochten wet, die aldus daarvan kon afwijken om de redenen waarop zij is gegrond, vermits de wetgever van oordeel was dat de kosten van de controle niet door de gemeenschap maar door de sector van het spel zelf moesten worden gedragen. Artikel 172 van de Grondwet verbiedt, zijnerzijds, echter niet dat verschillende situaties verschillend worden behandeld.

Artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ten slotte, dat in de twee verzoekschriften wordt aangevoerd, en dat aan de gewesten de belasting op de spelen en weddenschappen en de belasting op de automatische ontspanningstoestellen toewijst, bevat een beperkende opsomming. Het argument volgens hetwelk enkel de gewesten de in het geding zijnde heffing konden instellen, kan niet in aanmerking worden genomen, aangezien de federale wetgever, enerzijds, bevoegd is om de consument te beschermen en, anderzijds, (gesteld dat wat voorafgaat niet zou worden aanvaard), om af te wijken van de bevoegdheidsverdelende regels, op voorwaarde dat hij de noodzakelijkheid daarvan aantoonde, wat reeds is gebeurd alsmede om, overeenkomstig artikel 35 van de Grondwet, aan de sector van de kansspelen de belastingen op te leggen die bestemd zijn om de kosten te dekken die door de aanwezigheid van die spelen noodzakelijk zijn gemaakt.

A.10.6. De verzoekers in de zaak nr. 1992 antwoorden dat de Ministerraad niet antwoordt, noch op het eerste onderdeel van het middel (maar, als antwoord op het derde onderdeel, toegeeft dat de artikelen 19 en 71 wel degelijk een belasting invoeren die bestemd is om de kosten veroorzaakt door de aanwezigheid van de kansspelen te dekken, door ze evenwel te gronden op een bepaling van de Grondwet die nog niet in werking is getreden, artikel 35) noch op het derde onderdeel.

In tegenstelling met wat de Ministerraad beweert als antwoord op het tweede onderdeel, verantwoordt de eigen aard van de sector van de spelen geen stelsel dat zozeer afwijkt van de beginselen van het begrotingsrecht die zijn ingeschreven in artikel 174, tweede lid, van de Grondwet en bekrachtigd in artikel 50 van de bijzondere financieringswet.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zijn van mening dat de Ministerraad enkel antwoordt op het eerste onderdeel van het middel; zij maken melding van het advies van de Raad van State waarin de betwiste « heffing » wordt gekwalificeerd als belasting op de kansspelen, een aangelegenheid die door de bijzondere financieringswet aan de gewestwetgever is voorbehouden : de bescherming van de consument verantwoordt weliswaar dat de kansspelen worden gereguleerd, maar niet dat een onbevoegde wetgever de exploitanten ervan een belasting oplegt, met schending van de beginselen van de gelijkheid van de burgers voor de belasting en de universaliteit van de begroting. Voorts merken zij op dat de vordering tot schorsing is verworpen, niet op grond van een gebrek aan ernstige middelen maar op grond van de ontstentenis van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel.

Ten aanzien van de middelen die zijn afgeleid uit de schending van het gelijkheidsbeginsel

A.11.1. Artikel 3, 1 en 4, wordt in de zaak nr. 1941 betwist doordat het de spelen en weddenschappen betreffende de sportbeoefening en de loterijen, en met name de Nationale Loterij, uitsluit, terwijl de wet de kansspelen in hun geheel bedoelt en de verslaving aan de spelen in het algemeen wil verhelpen.

A.11.2. De Ministerraad (memorie in de zaak nr. 1941) is van mening dat het bekritiseerde onderscheid op objectieve en pertinente criteria berust: de spelen en weddenschappen betreffende sportbeoefening zijn substantieel verschillend van de spelen die in de casino's en lunaparken worden beoefend: de laatstvermelde kunnen elke dag, tijdens perioden en met frequenties die enkel van de speler afhangen, worden beoefend; de eerstvermelde reglementeren zou bovendien inhouden dat de sportcompetities *stricto sensu* aan de wet worden onderworpen, wat noch in de bedoeling (die aangelegenheid wordt geregeld door een wet van 26 juni 1963) noch in de bevoegdheid (artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980) van de wetgever ligt.

De Nationale Loterij is eveneens intrinsiek verschillend van de bij de wet geregelde kansspelen: zij is enkel toegankelijk in krantenwinkels en verkooppunten die op normale uren en dagen geopend zijn en creëert een veel lager afhankelijkheidsrisico vermits, bij de andere spelen, de speler onmiddellijk weet of hij al dan niet gewonnen heeft en geneigd is voort te spelen.

De aangevochten wet maakt geen enkele inbreuk op een fundamentele vrijheid en depenaliseert, daarentegen, onder sommige voorwaarden een activiteit die vroeger onwettig was.

A.11.3. Volgens de verzoekende partijen ligt het gevaar van het spel niet in de openingsuren van de speelinrichtingen, van de perioden of de plaats waar men speelt, maar van het element toeval en het verlies van de inzet is even pijnlijk bij een kansspel als bij een weddenschap betreffende een sportbeoefening. De lichamelijke opvoeding behoort weliswaar niet meer tot de bevoegdheid van de federale wetgever, maar deze blijft bevoegd voor de bescherming van de persoon.

De producten van de Nationale Loterij houden evenveel gevaar in als de bij de wet bedoelde spelen: het resultaat van sommige ervan is onmiddellijk gekend en de reclame die rond de grote trekkingen wordt gemaakt betekent een aanzetting tot het spel die openbaar, expliciet en ontoelaatbaar is.

Tot slot voeren de verzoekers aan dat de inkomsten van de Nationale Loterij een soort indirecte belasting vormen en een bron van inkomsten voor de Staat.

A.12.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 1987 is van oordeel dat de artikelen 6, 25, 34 en 39 van de aangevochten wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, in voorkomend geval in combinatie met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat uit de parlementaire voorbereiding geen enkel objectief en redelijk element blijkt waarbij wordt verantwoord dat de kansspelen enkel in inrichtingen van klasse II kunnen worden geëxploiteerd, dat wil zeggen speelautomatenhallen, of in inrichtingen van klasse III, dat wil zeggen drankgelegenheden, met uitsluiting van elke andere plaats, en met name, zoals de verzoekende partij vroeger wettelijk deed, in lokalen *ad hoc*. Indien een afwijking wordt vastgesteld op het verbod om kansspelen te exploiteren, moet worden verantwoord dat sommigen daarvan kunnen gebruikmaken en anderen niet.

A.12.2. De Ministerraad herinnert eraan dat het beroep volgens hem onontvankelijk is bij gebrek aan grief. Hij herinnert ook aan de context waarin de aangevochten wet werd aangenomen en stelt dat de doelstellingen pertinent werden geacht in de arresten nrs. 52/2000, 74/2000 en 88/2000; de wetgever vermocht dus terecht het nodig te achten dat het aantal kansspelinrichtingen werd beperkt.

A.12.3. De verzoekende partij betwist niet het recht van de wetgever om de exploitatie van kansspelen te verbieden, maar wel het discriminerend karakter van de uitzonderingen, waarbij rekening dient te worden gehouden met de rechtens en feitelijk bestaande situatie vóór de nieuwe wetgeving. Zulks geldt *a fortiori* wanneer, zoals het geval is voor de n.v. P.M.M.S., de lokalen waarin deze toestellen uitbaat, met toepassing van de bepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, verboden toegang zijn voor minderjarigen, volkomen onafhankelijk zijn en gescheiden van elke drankgelegenheden en er geen enkele andere activiteit is toegestaan, waarbij alles onder strikte controle van het Ministerie van Financiën staat.

Aangezien in de parlementaire voorbereiding slechts kort op de in het geding zijnde kwestie wordt ingegaan en de artikelen 2 en 34 van de wet slechts zeer algemene bepalingen bevatten, is het niet zeker dat de activiteiten van de verzoekende partij die van inrichtingen van klasse II zijn. Indien het Hof niet een verzoenende interpretatie van de aangevochten bepaling deelt, zou het zich over de aangeklaagde discriminatie moeten uitspreken. Vermits de activiteiten van de n.v. P.M.M.S. niet onwettig waren in het kader van de wet van 1902, ziet men geen redenen op grond waarvan men niet zou kunnen besluiten tot de gegrondheid van het middel.

A.13.1. In de zaken nrs. 1903, 1941 en 1992, verwijt het middel artikel 8, tweede lid, dat het een discriminatie in het leven roept tussen kansspelinrichtingen van verschillende klassen en dat zij inbreuk maakt op het beginsel van de vrije mededinging binnen de Europese Unie door enkel in de inrichtingen van klasse II en klasse III de kansspelen te verbieden waarvan is vastgesteld dat de speler gemiddeld meer dan 500 frank per uur kan verliezen, terwijl een dergelijk plafond niet is vastgesteld, noch voor de loterijen, noch voor de andere kansspelen en dat de wet, die beweert de spelers te beschermen, een bijkomend casino (klasse I) in het leven roept en voor dat soort inrichting geen enkel plafond vaststelt. De rendabiliteit van de bedoelde toestellen wordt bedreigd vermits, aangezien het gemiddeld verlies per uur tot 1.500 frank oploopt, de inkomsten van de verzoekende partijen met twee derden zullen verminderen.

Door aan de Koning de zorg over te laten om te bepalen of het potentiële verlies per uur, per speler, per kansspel ook in de casino's moet worden beperkt, schendt de wet het gelijkheidsbeginsel, vermits hetzelfde toestel aan de in het geding zijnde beperking zal worden onderworpen naar gelang van het type van inrichting waarin het zich bevindt.

De wet brengt ook een discriminatie onder de inrichtingen teweeg naargelang zij zich in België of in de andere landen van de Europese Unie bevinden, vermits de beperkingen van het potentiële verlies per uur per speler variëren van 1.600 frank tot 5.400 frank, zodat de inrichtingen in België een oneerlijke concurrentie zullen ondergaan.

A.13.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998, klagen aan dat artikel 8 een discriminatie invoert tussen de inrichtingen van de klassen II en I, enerzijds, en II en III, anderzijds, en tussen de inrichtingen van klasse II en de Nationale Loterij, in de uitoefening van de vrijheid van handel en nijverheid zoals die is gewaarborgd in artikel 7 van het revolutionair decreet van 2-17 maart 1791 (decreet d'Allarde) en van het eigendomsrecht zoals het is gewaarborgd bij artikel 16 van de Grondwet en bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Naast grieven die analoog zijn met die welke in A.13.1 zijn uiteengezet, voeren zij aan dat die bepaling de kansspelen die in de inrichtingen van klasse II worden uitgebaat en die welke in de cafés worden uitgebaat, aan dezelfde beperking onderwerpt wat het maximaal toegestaan gemiddeld verlies per uur betreft. Zij voeren aan dat de situatie van die twee types van inrichtingen, zowel inzake de cliënteel als inzake de financiële structuur en de winstmarges, uitermate verschillend is : de exploitatie van kansspelen is voor de caféhouders een accessorium van hun hoofdactiviteit, wat niet het geval is voor de uitbaters van lunaparken. Overigens moet de cliënteel van cafés, dat minder gewaarschuwd en gecontroleerd wordt dan dat van lunaparken, kennelijk beter worden beschermd. Zij verwijten de wetgever dat hij de gelijke behandeling niet heeft verantwoord.

A.13.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 doen ook gelden dat de behandeling van de inrichtingen van de klassen II en III in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; zij voegen eraan toe dat de auteur van een wetsvoorstel tot wijziging van de aangevochten wet heeft erkend dat de wet de economische situatie van de exploitanten in gevaar bracht en dat geen enkele ernstige studie is gedaan alvorens het bekritiseerde plafond van 500 frank vast te stellen.

In hun memorie van antwoord voegen zij eraan toe dat de wet zal leiden tot verlies voor de exploitanten vanwege de noodzakelijke aanpassing van de toestellen (80 pct. van de in België geëxploiteerde toestellen komen uit het buitenland, waar de beperking van het gemiddeld verlies per uur hoger ligt), het verlies aan bezoekers, geraamd op 25 pct., van de speelzalen vanwege het opstellen van een lijst, het afschaffen van lokmiddelen (zoals lichte maaltijden, loten en gratis verplaatsingen) en de beperking van de winsten. Het verlies geleden door een exploitant van een lunapark met 87 toestellen en een omzet van meer dan 64 miljoen frank wordt door de verzoekende partijen geraamd op een bedrag tussen 3 en 33 miljoen frank, afhankelijk van een variabele duur van bezetting overdag, en zonder rekening te houden met de hoge gewestelijke belastingen in Vlaanderen. De doelstelling die erin bestaat de economische belangen van de sector van de kansspelen te vrijwaren, wordt niet bereikt. De doelstelling van bescherming van de spelers zou op een andere manier kunnen worden bereikt (beperking van het aantal speelinrichtingen, minimumleeftijd van 21 jaar voor de personen die tot de speelzalen worden toegelaten, regelingen die reeds zijn getroffen door de wet of door andere maatregelen, zoals de verplichting van een lidmaatschapskaart om in de lunaparken binnen te gaan, beperking van de maximuminzet per spel) en de middelen die werden aangewend om die doelstelling te bereiken zijn onevenredig, zodat het zich afkeren van de lunaparken de spelers dreigt te leiden naar de casino's of naar clandestiene spelen.

A.13.4. In de zaak nr. 1992 (tweede middel) en in de zaak nr. 1995 voeren de verzoekende partijen aan dat de exploitatie van kansspelen die op een door de Koning vastgestelde lijst staan, toegelaten was, krachtens artikel 1, tweede lid, van de wet van 24 oktober 1902, zodat het vroeger bij artikel 305 van het Strafwetboek geformuleerde verbod derhalve slechts een residueel karakter heeft. Daar waar de casino's niet werden getolereerd, waren de lunaparken of speelautomatenhallen en de exploitatie van kansspelen in drankgelegenheden in overeenstemming met de wet.

Artikel 8 brengt de economische situatie van de exploitanten van inrichtingen van de categorieën II en III evenwel ernstig in gevaar, vermits de toestellen tegen hoge kosten zullen moeten worden aangepast en het vastgestelde plafond hun rendabiliteit niet meer zal waarborgen. Er is geen enkele reden gegeven voor de vaststelling van dat plafond, dat niet pertinent is ten aanzien van één van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, namelijk de economische belangen van de sector van de kansspelen te vrijwaren. De maatregel is volkomen onevenredig met die doelstelling, inzonderheid voor de exploitanten in het Vlaamse Gewest, waar de gewestbelasting aanzienlijk hoger ligt dan in de andere gewesten en waar artikel 8 gelijkstaat met een feitelijk verbod van de in het geding zijnde toestellen.

De tussenkomenende partijen b.v.b.a. Bingo Matic, n.v. General Automatic Amusement en anderen, b.v.b.a. Star Matic, n.v. Lexi, b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, n.v. Olympian Games en anderen en b.v.b.a. Pub Games delen die analyse; de b.v.b.a. Pub Games voegt eraan toe dat de betwiste beperking ook de situatie bedreigt van de personen die een vergunning voor klasse E moeten aanvragen en die rechtstreeks afhangen van de inkomsten uit de exploitatie van de in het geding zijnde spelen. De wet discrimineert diegenen die zij bedoelt ten opzichte van degenen die winst halen uit andere betalende speelactiviteiten van allerlei aard die niet in deze wet worden beoogd. Het criterium van de bescherming van de spelers (dat door het Hof in aanmerking wordt genomen) kan objectief en redelijk te verantwoorden lijken maar het verklaart niet het onderscheid dat wordt gemaakt tussen de inrichtingen van klasse I, enerzijds, en de inrichtingen van de klassen II en III, anderzijds.

A.13.5. In de zaak nr. 1941 wordt in het middel bovendien aangeklaagd dat artikel 8, vierde lid, noch objectief, noch pertinent, noch evenredig is : het verbiedt twee of verschillende apparaten op elkaar aan te sluiten; vermits het de gebruikte begrippen « apparaat » en « prijs » niet definieert, is het ook van toepassing op de radiospelletjes, de teleshopping en de telefoonquêtes, wat voor de verzoekende partijen en voor anderen een enorm financieel verlies betekent, wat niet de doelstelling van de wetgever kan zijn geweest.

A.13.6. De Ministerraad (zaak nr. 1903) is van mening dat de in de aangevochten bepaling bedoelde personen zich niet in een vergelijkbare situatie bevinden, aangezien de wetgever heeft gemeend dat het verlies dat in de kansspelinrichtingen van klasse II kan worden geleden veel lager moet liggen dan het verlies dat kan worden geleden in de inrichtingen van klasse I, waarvan de toegankelijkheidsdrempel (die één van de factoren is die de afhankelijkheid bevordert) hoger is. Hij voegt eraan toe, in de zaak nr. 1941, dat de cliënteel van de speelautomatenhallen hoofdzakelijk bestaat uit jongeren die bijzonder kwetsbaar zijn terwijl de cliënteel van de casino's bestaat uit oudere burgers wier financiële middelen minder vereisen dat zij worden beschermd, en, in de zaken nrs. 1992 en 1995 dat, op basis van voorbeelden in het buitenland, het aantal lunaparken vereist dat hun activiteiten strikter worden gereguleerd vermits hoe meer inrichtingen er zijn, hoe meer spelers er zijn.

Aangezien er voor de in het geding zijnde aangelegenheid geen Europese regelgeving bestaat, is het argument van de vergelijking met de regelingen in de andere landen van de Europese Unie niet pertinent.

A.13.7. In de zaak nr. 1998 voegt de Ministerraad eraan toe dat de aangevochten bepaling de Koning toestaat de toepassingsfeer van de wet uit te breiden tot de casino's. Dat verschil kan worden verantwoord rekening houdend met de objectieve verschillen die tussen de twee categorieën bestaan : om tot een casino te worden toegelaten, moet men ingeschreven zijn op de lijst van het betrokken casino, een keuze die de toegang tot een andere inrichting van klasse I belet; het beperkte aantal casino's is een andere rem (8 tegen 180 lunaparken). De Ministerraad merkt op dat de wetgever zich heeft gebaseerd op objectieve elementen, de aard en het aantal kansspelen die door de inrichtingen kunnen worden uitgebaat, het maximumbedrag van de inzet, van het verlies en van de winst van de spelers, alsmede de aard van de toegestane aanverwante activiteiten. Met betrekking tot het bedrag van het gemiddeld maximaal verlies per uur brenen de Ministerraad het arrest van het Hof nr. 52/2000 in herinnering.

De Ministerraad merkt ook op dat, in tegenstelling met de inrichtingen van categorie II, de inrichtingen van categorie III onderworpen zijn aan een beperking wat het aantal toestellen betreft (maximum twee kansspelen). De verzoekende partijen kunnen niet worden gevolgd wanneer zij van oordeel zijn dat de wetgever de cliënteel van de dranklijterijen beter zou moeten beschermen vanwege het fundamentele verschil dat tussen die inrichtingen en de lunaparken bestaat. De mensen die een lunapark binnenstappen hebben als enig doel op de speelautomaten te spelen, terwijl zulks slechts een nevenactiviteit is in de drankgelegenheden. Bovendien moet worden opgemerkt dat, mocht de wetgever geen bedrag in aanmerking hebben genomen met betrekking tot het maximaal toegestane verlies per uur, de spelers, dat wil zeggen de personen die de wetgever wil beschermen, zich zouden begeven naar de inrichting die voor hen het voordeligst is, zodat het nagestreefde doel niet zou kunnen worden bereikt.

Tot slot voert hij aan dat de Nationale Loterij een openbare instelling is die onder de controle van de Minister van Financiën is geplaatst, en waaraan de wetgever bepaalde opdrachten heeft opgelegd en waarvan de winsten aan de hele gemeenschap ten goede komen, wat haar van de andere inrichtingen onderscheidt. Een groot gedeelte van de producten die door de Nationale Loterij op de markt worden gebracht, verschilt bovendien volkomen van de producten die in de lunaparken worden aangeboden, indien men het risico van afhankelijkheid in overweging neemt. Zij zijn minder toegankelijk vermits zij gebonden zijn aan de openingsuren van de krantenwinkels of van de post, terwijl de lunaparken gedurende een gedeelte van de nacht en op zon- en feestdagen open zijn.

A.13.8. In de memorie die is ingediend in de zaak nr. 1941 is de Ministerraad van mening dat de rechtspraak van het Europees Hof de nationale overheden toestaat de in het geding zijnde activiteiten te beperken of te verbieden en de voorwaarden en het belang van de inzet te regelen voor zover die maatregelen niet discriminerend zijn en noodzakelijk zijn, en evenredig met het nagestreefde doel van algemeen belang. Te dezen is er geen ongeoorloofde discriminatie.

A.13.9. Volgens de Ministerraad zijn de woorden « apparaten » en « prijs » opgevat in hun gewone betekenis, zodat een definitie overbodig was. De verzoekende partijen tonen trouwens niet aan, noch waarin de grief die zij aanvoeren bestaat, noch hoe het Hof bevoegd zou zijn om daarover recht te spreken en geven niet aan hoe de wet ertoe zou leiden tal van kansspelen te verbieden. Gesteld dat zulks het geval is, zou de rechtspraak van het Hof toelaten de vrijheid van handel en nijverheid te beperken. De bewering met betrekking tot de radiospelletjes, de teleshopping en de telefoonquêtes wordt niet gestaafd en is kennelijk onjuist.

A.13.10. In de zaak nr. 1992 is de Ministerraad van oordeel dat de grief afgeleid uit de situatie van de exploitanten in het Vlaamse Gewest niet pertinent is, aangezien elk gewest in die aangelegenheid de verschuldigde belasting kan vaststellen; in de zaak nr. 1995 merkt hij op dat de verzoekende partijen geen belang hebben om de betwiste bepaling aan te vechten vermits de inrichtingen die zij uitbaten niet in het Vlaamse Gewest gelegen zijn en zij niet de alternatieven aangeven op grond waarvan, volgens hen, de doelstelling van bescherming van de spelers zou kunnen worden bereikt; het Hof acht zich trouwens niet bevoegd om die kwestie te beoordelen.

A.13.11. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 zijn van oordeel dat de tegenpartij het debat toespitst op de toegankelijkheidsdrempel en de afhankelijkheid die daaruit voortvloeit, terwijl zij vooral de discriminatie onder exploitanten van speelzalen beogen. Niets kan verantwoorden dat eenzelfde persoon meer of minder geld zou kunnen spenderen naargelang hij beslist naar een casino te gaan of naar een speelzaal van klasse II of III, of, voegen de verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 eraan toe, producten van de Nationale Loterij te kopen.

A.13.12. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 repliceren met de voorafgaande opmerking dat arrest nr. 113/2000 het middel in de zaak nr. 1998 heeft verworpen, waarin de verzoekende partijen eerst het verschil in behandeling aanklaagden tussen, enerzijds, de speelautomatenhallen en de drankgelegenheden en, anderzijds, de casino's (verbod om een verlies van meer dan 500 frank te lijden) en, vervolgens, de identieke regeling tussen, enerzijds, de speelautomatenhallen en, anderzijds, de drankgelegenheden. In dat arrest nr. 113/2000 heeft het Hof zich niet uitgesproken over het middel dat in deze zaak is aangevoerd tegen artikel 8 van de bestreden wet.

De verzoekende partijen doen opmerken dat de Ministerraad beweert dat er geen beperking zal zijn van het aantal toestellen in de inrichtingen van klasse II, en dat die verbintenis niet is nagekomen, te oordelen naar artikel 8 van een ontwerp van koninklijk besluit dat op 22 december 2000 door de Ministerraad zou zijn aangenomen, en dat een lijst bevat met de automatische kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de inrichtingen voor kansspelen van klasse II.

Ten aanzien van de verschillen die thans tussen de drie gewesten bestaan, zijn zij van oordeel dat, hoewel die verschillen immers voortvloeien uit de uitoefening van de respectieve bevoegdheden van de enen en de anderen, artikel 8 niettemin tot gevolg heeft dat de exploitatie van kansspelen in het Vlaamse Gewest wordt verboden in de inrichtingen van de klassen II en III.

A.14.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zien in artikel 10, §§ 1 en 2, een discriminatie tussen de exploitanten van kansspelinrichtingen en de ondernemingen die de verkoop, de verhuur, de leasing, de levering, de terbeschikkingstelling, de invoer, de uitvoer, de productie, de diensten inzake onderhoud, herstelling en uitrusting van de kansspelen tot doel hebben, enerzijds, en de actoren uit andere sectoren van het bedrijfsleven die aan een soortgelijke controle zijn onderworpen, in de uitoefening van de rechten op een onafhankelijke en onpartijdige toezichhoudende overheid (artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens), van de vrijheid van handel en nijverheid (artikel 7 van het revolutionair decreet van 2-17 maart 1791 - decreet d'Allarde) en van het eigendomsrecht (artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens).

De kansspelcommissie is immers belast met het verlenen van de vergunningen die noodzakelijk zijn met het oog op de exploitatie van kansspelinrichtingen en de verkoop, de verhuur, de leasing, de levering, de terbeschikkingstelling, de invoer, de uitvoer, de productie, de diensten inzake onderhoud, herstelling en uitrusting van kansspelen en, vooral, om een schorsing of zelfs een intrekking van de vergunning uit te spreken, hetzij zonder meer een beroepsverbod voor de betrokken exploitant. In de andere sectoren van het bedrijfsleven is het orgaan dat over een dergelijke disciplinaire bevoegdheid beschikt, evenwel uitsluitend samengesteld uit vertegenwoordigers van het beroep of, op zijn minst, organiek onafhankelijk van het uitvoerend orgaan. Die kwestie is tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet nooit opgeworpen.

A.14.2. De Ministerraad repliceert dat de kansspelcommissie een onafhankelijke administratieve overheid is, die door een magistraat wordt voorgezeten en voor welke de kandidaat op zijn verzoek kan worden gehoord. Zij is ertoe gehouden de openbare vrijheden in acht te nemen en haar beslissingen kunnen door de Raad van State worden gecensureerd. Inzake de vrijheid van handel en nijverheid en het eigendomsrecht verwijst hij naar de elders gegeven uiteenzettingen.

De verzoekende partijen zijn van oordeel dat de Ministerraad niet op het middel antwoordt.

A.15.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 beweren dat artikel 25 een discriminatie instelt tussen de inrichtingen van klasse I en klasse II in de uitoefening van de vrijheid van handel en nijverheid (artikel 7 van het revolutionair decreet van 2-17 maart 1791) en het eigendomsrecht (artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens).

Zij verwijzen naar de parlementaire voorbereiding om te stellen dat dit onderscheid in geldigheidsduur van de vergunningen van klasse A en klasse B op geen enkel objectieve verantwoording berust: de duur van de handelspacht, aangevoerd om de geldigheidsduur van de vergunningen van klasse B (9 jaar) te verantwoorden, doorstaat de analyse niet, vermits de handelshuurder recht heeft op vernieuwingen zodat een handelspacht in werkelijkheid 36 jaar duurt; de gelijkzijdigheid tussen het begin van de handelshuur en de toekenning van de vergunning is slechts theoretisch.

A.15.2. Volgens de Ministerraad wordt het verschil in behandeling verantwoord door de objectieve verschillen tussen casino's en lunaparken, die verband houden met hun infrastructuur, het publiek dat ze bezoekt en de soorten spelen (de spelen voorgesteld in de casino's zijn minder aan de mode onderhevig en vereisen dus belangrijkere investeringen). De verwijzing naar de handelshuur is pertinent, vermits die hernieuwbaar is zoals de vergunningen; de exploitanten kunnen trouwens bepalen dat de huur in werking zal treden wanneer de vergunning zal worden toegekend.

A.15.3. De verzoekende partijen repliceren dat de onbetwistbare verschillen tussen casino's en lunaparken niet het verschil in behandeling verantwoorden en dat het argument van de mode en de investeringen onjuist is: men vindt weliswaar voortdurend nieuwe software uit voor de kansspelen en amusementsspelen die bestemd zijn voor de lunaparken, doch de machines zelf (de meubelen) kunnen, mits lichte uiterlijke wijzigingen, opnieuw worden gebruikt voor die nieuwe spelen en zijn, gelet op de hoge kosten van de investeringen op lange termijn, minstens even duur als een Russische roulette of een casinotafel. Tot slot zijn zij van mening dat het argument volgens hetwelk het mogelijk zou zijn te voorzien in een gelijkzijdigheid tussen het begin van de huur en het verlenen van de vergunning natuurlijk niet geldt voor de bestaande speelzalen, waarvan de huur al loopt.

A.16.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 voeren aan dat de artikelen 25.5 en 48 tot 53 van de aangevochten wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 28 en 29 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, doordat zij onverantwoorde en in ieder geval onevenredige belemmeringen vormen voor het vrije verkeer van goederen. In dat opzicht voeren zij aan dat de artikelen 19 en 71 van de bestreden wet aan de invoerders en de uitvoerders van kansspelen, als voorwaarde voor het verkrijgen van de bij de aangevochten bepalingen vereiste vergunning, de verplichting opleggen deel te nemen in de oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de kansspelcommissie en haar secretariaat, waarvan de dekking gewaarborgd is door een bijdrage die op haar beurt gedekt is door een waarborg van 500.000 Belgische frank per aangevangen schijf van 50 toestellen.

De tussenkomen partijen n.v. General Automatic Amusement en anderen, b.v.b.a. Bingo Matic, b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, n.v. Olympian Games en anderen en b.v.b.a. Pub Games sluiten zich bij die analyse aan.

A.16.2. De Ministerraad is van mening dat de verzoekende partijen niet aantonen op welke manier de aangevochten bepalingen de aangevoerde bepalingen zouden schenden.

Alle toestellen zijn aan dezelfde regeling onderworpen, ongeacht of zij van Belgische of buitenlandse fabricage zijn; de Europese wetgeving kan dus niet worden geschonden.

De Europese rechtspraak staat overigens toe dat de nationale overheden over een voldoende beoordelingsvrijheid in de sector van de kansspelen beschikken, op voorwaarde dat daaruit geen discriminatie voortvloeit. Elders is aangetoond dat zulks niet het geval is.

A.17.1. In de zaken nrs. 1903 en 1941 wordt aangeklaagd dat artikel 27 van de aangevochten wet inbreuk maakt op verworven economische rechten door te verbieden dat een vergunning van klasse B (uitbating van een speelautomatenhal) wordt gecumuleerd met een vergunning van klasse E (verkoop, verhuur, invoer, uitvoer, onderhoud van kansspeluitrustingen). De verzoekende partijen in de zaak nr. 1965 uiten ook kritiek op het verbod om een vergunning van klasse C (uitbating van een drankgelegenheden) te cumuleren met een vergunning van klasse E.

Het maatschappelijk doel van de verzoekende partijen heeft op die verschillende activiteiten betrekking, waarvan de combinatie de voorwaarde vormt voor hun rendabiliteit. Het wordt door de aangevochten bepaling onwettig gemaakt, terwijl er geen objectieve en redelijke verantwoording bestaat die met enige doelstelling evenredig is, en artikel 23 van de Grondwet een *standstill*-verplichting heeft ingevoerd inzake de vrije toegang tot een zelfstandig beroep. De bestreden bepaling houdt geen rekening met een dergelijke *standstill*-verplichting aangezien zij de verzoekende partijen het recht ontzegt hun activiteiten voort te zetten, die nochtans niet onwettig, noch strijdig zijn met de openbare orde en de goede zeden. Een bepaling die de brouwerijen het recht zou ontzeggen zelf dranksluiterijen uit te baten, zou ongrondwettig zijn.

De aangevochten bepaling doet, volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1941 en 1965, op onevenredige wijze afbreuk aan de vrijheid van handel en nijverheid, de vrijheid van vereniging, de vrijheid van arbeid, de individuele vrijheid en (enkel in de zaak nr. 1965) de vrijheid van handel en goederen binnen de Europese Unie; zij vormt een bedreiging voor de werkgelegenheid en de investeringen door een bruuske en onverantwoorde verandering in de sector van de kansspelen en beantwoordt geenszins aan het door de wetgever nagestreefde doel.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998, die kritiek uiten op het verbod van cumulatie door te verwijzen naar de vrijheid van handel en nijverheid en het eigendomsrecht, zijn van oordeel dat het verbod geenszins door de wetgever is verantwoord.

A.17.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1988 zijn van mening dat het voormelde artikel 27, de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, en het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid schendt, doordat uit de parlementaire voorbereiding geen enkel objectief en redelijk element blijkt ter verantwoording van het feit dat het verbod van cumulatie van de vergunningen A, B, C en D, enerzijds, en de vergunning van klasse E, anderzijds, wordt uitgebreid tot de « onderhouds-, herstellings- en uitrustingsdiensten » van de kansspelen. Het Hof heeft in het arrest nr. 74/2000 weliswaar geoordeeld dat het verbod van cumulatie van vergunningen kon worden aanvaard in het licht van de doelstelling van maatschappelijke bescherming, doch zulks neemt niet weg dat inzake die diensten, het verbod onevenredig is, zelfs indien men ervan uitgaat dat het verantwoord is wanneer het gaat om de verkoop, invoer, verhuur, uitvoer of uitrusting van kansspelen.

A.17.3. De verzoeker in de zaak nr. 1991 voert een middel aan dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 16 en 27 ervan. Hij klaagt ook aan dat artikel 27, eerste lid, van de bestreden wet de cumulatie verbiedt van de vergunningen van de klassen A, B, C en D, enerzijds, en de vergunning van klasse E, anderzijds. Hij merkt op dat de wetgever gelijktijdig drie doelstellingen heeft nagestreefd: de bescherming van de personen die zich aan kansspelen overgeven, de bestrijding van de mogelijke ongewenste neveneffecten van kansspelen en de vrijwaring van de economische belangen van de sector. De wetgever heeft tussen die doelstellingen een evenwicht willen vinden. De verzoeker ziet niet in op welke manier het verbod van elke cumulatie een pertinente maatregel is om de eerste twee doelstellingen te bereiken en hij is van mening dat de maatregel kennelijk onevenredig is. Die leidt immers tot een verbod *de facto* voor de verzoeker om het vermogen dat hij tijdens zijn beroepsloopbaan heeft opgebouwd geheel of gedeeltelijk te blijven behouden en vormt dus een

discriminerende inbreuk op de vrijheid van vereniging, de vrijheid van handel en nijverheid en een flagrante inbreuk, zonder tegenprestatie, op het bij artikel 16 van de Grondwet erkende eigendomsrecht. De maatregel leidt ook ertoe dat de verzoeker *ipso facto* en zonder enige regularisatiemogelijkheid in een situatie van strafrechtelijke overtreding wordt geplaatst, wat kennelijk in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, vanwege de absolute en definitieve onmogelijkheid om een vermogen te valoriseren.

A.17.4. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1992 (vierde middel) en 1995 voeren aan dat artikel 27, eerste lid, (en, om dezelfde redenen, de artikelen 36.3, 50.3 en 51, tweede lid, die het toekennen van vergunningen of het behoud van vergunningen afhankelijk maken van de verplichting om de aandeelhouders van de aanvrager of de begunstigde van de licentie te identificeren en op die manier een onevenredige belemmering vormen en dus een discriminerende inbreuk plegen op de vrijheid van vereniging, de vrijheid van handel en nijverheid, de vrijheid van vestiging en de mededingingsvoorwaarden) de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, afzonderlijk gelezen of in samenhang met artikel 27 ervan, met artikel 43 van het E.G.-Verdrag (zaken nrs. 1992 en 1995) en met het algemene beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid (zaak nr. 1995).

Zij voeren aan dat artikel 27 geen pertinente maatregel is voor twee van de drie door de wet nagestreefde doelstellingen, namelijk de bescherming van de spelers en de strijd tegen de mogelijke ongewenste gevolgen van de kansspelen. De wetgever heeft weliswaar gewild dat de voorwaarden voor het verlenen van vergunningen streng zouden zijn, doch de maatregel is onevenredig vanwege het uiterst ruime karakter van de definitie van de activiteiten bedoeld in de vergunning van klasse E.

Zij voegen eraan toe dat de derde door de wetgever nagestreefde doelstelling (de vrijwaring van de economische activiteit van de betrokken sector) rechtstreeks wordt tegengesproken door die maatregel die aan degenen die zich in een situatie bevinden die vergelijkbaar is met die van de verzoekers, geen andere keuze zal laten dan elke beroepsactiviteit met betrekking tot de kansspelen stop te zetten of strafrechtelijk in overtreding te zijn, vermits de schending van artikel 27 van de bestreden wet strafrechtelijk wordt bestraft in artikel 63 van die wet, terwijl de wet van 4 mei 1999 de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de rechtspersonen instelt.

De tussenkomenende partijen b.v.b.a. Bingo Matic, n.v. General Automatic Amusement en anderen, b.v.b.a. Star Matic, n.v. Lexi, b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel, n.v. Olympian Games en anderen en b.v.b.a. Pub Games delen die analyse, met dien verstande dat de b.v.b.a. Star Matic haar kritiek beperkt tot artikel 27, eerste lid, van de wet.

A.17.5. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 voegen eraan toe dat het in het geding zijnde verbod des te minder evenredig is met het nagestreefde doel, daar dat doel, zonder dat verbod, zou kunnen worden bereikt door de enkele voorwaarden waaraan het toekennen van de vergunningen is onderworpen. Artikel 27 schendt eveneens artikel 23 van de Grondwet in zoverre het bestreden cumulatieve verbod ten onrechte inbreuk maakt op de economische rechten van degenen die werken in de ondernemingen waarvoor de vergunning klasse E vereist is.

De artikelen 36.3, 37.3, 50.3 en 51, tweede lid, zullen de toegang tot de beursmarkt verbieden aan de betrokken ondernemingen (vermits het gaat om naamloze vennootschappen ziet men trouwens niet in hoe een controle kan worden uitgeoefend) en aan de buitenlandse economische actoren.

In hun memorie van antwoord voegen zij eraan toe dat noch de bezorgdheid om misbruiken te vermijden, noch de noodzaak om het verlenen van vergunningen aan strenge voorwaarden te onderwerpen, het bekritiseerde verbod verantwoordt. Had de wetgever fiscale misbruiken bedoeld, dan hadden fiscale maatregelen moeten worden genomen. Indien hij de bedoeling had kwaliteitsvolle voor plaatsing- en onderhoudsdiensten te verkrijgen, onder meer om alle prutswork aan machines te vermijden, zou het beter geweest zijn de uitoefening van die activiteiten aan duidelijk afgelijnde criteria te onderwerpen en een vennootschap die kansspelen uitbaat aldus in staat te stellen over een eigen onderhouds- en herstellingsdienst te beschikken, op voorwaarde dat die aan de vastgestelde criteria zou beantwoorden.

Het is duidelijk dat het verbod van cumulatie, vervat in artikel 27, eerste lid, zelfs als het in die zin moet worden geïnterpreteerd dat het enkel het bezit van een controle op een andere vennootschap bedoelt, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, doordat het zonder objectieve en redelijke reden, een persoon benadeelt die actief is in de ondernemingen waarvoor de vergunning van klasse E vereist is.

Vermits de aangevochten bepalingen het door de wetgever beoogde doel van algemeen belang niet bereiken en de misbruiken niet tegengaan op een manier die minder nadelig is voor de verzoekende partijen, maken zij inbreuk op artikel 23 van de Grondwet, artikel 113 van het E.G.-Verdrag en op de vrijheid van handel en nijverheid.

A.17.6. De Ministerraad (zaken nrs. 1903, 1941 en 1965) is van mening dat, in een aangelegenheid die vroeger niet gereguleerd was en in verboden aangelegenheden, de verzoekende partijen zich niet kunnen beroepen op verworven economische rechten, waarvan zij trouwens niet de wettelijke grondslag kunnen aangeven.

De artikelen 12 en 23 van de Grondwet verbieden niet dat beperkingen worden opgelegd aan diegenen die een activiteit uitoefenen die een sociaal gevaar inhoudt. De aangevochten bepaling, die tot doel heeft het verlenen van vergunningen aan strenge voorwaarden te onderwerpen, het mogelijk te maken de kansspelinrichtingen en de activiteiten die er worden uitgeoefend te onderscheiden en de misbruiken te vermijden, voert geen maatregel in, zoals het Hof heeft toegegeven, die onevenredig is met die doelstellingen. De Ministerraad is van mening, in de zaken nrs. 1991 en 1995, dat het opportuun is dat de verkoop, de verhuring en het onderhoud van de apparaten niet worden uitgeoefend door de persoon die de zaal uitbaat maar door één of meerdere derden.

In de zaken nrs. 1988 en 1995 voegt hij eraan toe dat de verzoekende partijen geen schending van artikel 23 van de Grondwet konden aanvoeren: het Hof is niet bevoegd om de inachtneming ervan te verzekeren, de verzoekende partijen tonen geen reeds verkregen en actueel belang aan en de bestreden bepaling kan hun persoonlijke situatie niet raken; bovendien heeft de Grondwetgever aan die bepaling geen rechtstreeks effect toegekend en, zelfs indien zulks het geval was, tonen de verzoekende partijen niet aan op welke manier de aangevochten bepaling daarmee in strijd zou zijn.

A.17.7. In de zaken nrs. 1941 en 1965 betwist de Ministerraad dat de aangevochten bepalingen inbreuk maken op de vrijheid van arbeid: de wet van 1902 stond een dergelijke activiteit niet toe, de verzoekende partijen tonen niet aan op welke manier die vrijheid zou worden aangetast en, gesteld dat zulks het geval zou zijn, staat de rechtspraak van het Hof toe dat daaraan perken worden gesteld. De in het geding zijnde bepalingen vormen geen bedreiging voor de tewerkstelling vermits die in verschillende inrichtingen kan blijven bestaan.

A.17.8. In de zaken nrs. 1965 en 1995 weerlegt de Ministerraad het argument ontleend aan artikel 43 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en verwijst daarbij naar de rechtspraak van het Hof van Justitie die reeds is aangehaald in verband met artikel 8 van de aangevochten wet (A.13.7) en voegt eraan toe dat de wetgever bepalingen kan aannemen die de organisatie, de bevoegdheid, de deontologie en de controle van de beroepsactiviteiten regelen voor zover zij niet discriminerend zijn. Zulks is het geval en in het arrest nr. 74/2000 is in die zin uitspraak gedaan.

A.17.9. In de zaken nrs. 1988, 1991, 1992, 1995 en 1998 is de Ministerraad van oordeel dat de verzoekende partijen ten onrechte een schending aanvoeren van de vrijheid van vereniging, vermits artikel 27 niets anders voorschrijft dan het verbod van rechtstreekse of indirecte cumulatie van vergunningen, en de vrijheid van vereniging - zoals de reeds aangehaalde vrijheid van handel en nijverheid - heeft geen absolute draagwijdte, wat door het Hof reeds is beslist. In de zaak nr. 1991 voegt hij eraan toe dat de verzoeker geenszins zijn eigendom wordt ontnomen door het verbod om vergunningen te cumuleren en dat de beginselen die betrekking hebben op de onteigening van openbaar nut te dezen niet van toepassing zijn, aangezien er geen overdracht van eigendom plaatsvindt.

Hij voegt eraan toe, in de zaken nrs. 1992 en 1995, dat de aangevochten bepalingen, die betrekking hebben op de kredietwaardigheid van de vergunninghouders en op de transparantie van de exploitatie (artikelen 36.3, 37.3, 50.3, en 51, tweede lid) een specifieke sector betreffen die een potentieel gevaar inhoudt dat ze verantwoordt; dergelijke bepalingen bestaan ook op andere rechtsvlakken, met het oog op de bescherming van de zwaksten, zoals de spaarders.

In de zaken nrs. 1991, 1992 en 1995 betoogt hij dat de rechtstreekse of indirecte cumulatie van vergunningen een begrip is dat ontleend is aan het vennootschapsrecht en dat in zijn gewone betekenis moet worden opgevat : in het vennootschapsrecht gaat men ervan uit dat een vennootschap een andere rechtstreeks of indirect bezit, indien zij feitelijk in staat is ze te controleren (meerderheid in de algemene vergadering, in de raad, enz.). Het is derhalve evident dat de verzoekende partijen aan de aangevochten bepaling een te ruime draagwijdte toekennen.

A.17.10. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 stellen vast dat de tegenpartij niet uitlegt op welke manier een dergelijk verbod van cumulatie van vergunningen opportuun is. Niets laat toe te begrijpen op welke manier het verbod voor eenzelfde persoon om speelapparaten te verkopen, te verhuren en te onderhouden, enerzijds, en een speelzaal te exploiteren, anderzijds, noodzakelijk is voor de verwezenlijking van het door de wetgever nagestreefde doel.

De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1941 en 1965 verwijzen naar hun argumenten betreffende het wettige karakter van hun belang; de aangevochten bepalingen zijn onevenredig en garanderen geen beroepszekerheid noch een redelijke winst, doelstellingen die nochtans met deze wet worden beoogd.

De tweede verzoekende partij in de zaak nr. 1988, de n.v. Derby, repliceert dat artikel 23 van de Grondwet en het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid worden aangevoerd in combinatie met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Zij is van mening dat er geen enkele onverenigbaarheid is tussen het uitbaten van een kansspelinrichting, enerzijds, en het verzekeren van onderhouds-, herstellings- en uitrustingsdiensten voor kansspelen, anderzijds. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt geen enkel element ter verantwoording van dat cumulatieverbod.

De verzoekende partij in de zaak nr. 1991, die herinnert aan het standpunt van de Ministerraad in zijn geschriften en aan het arrest nr. 113/2000, is van mening dat daaruit lijkt te kunnen worden afgeleid dat de bij artikel 27 verboden cumulatie veronderstelt dat eenzelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon tegelijkertijd de controle heeft over een vennootschap die houder zou zijn van een vergunning van de klassen A, B, C en D en, gelijktijdig, over een vennootschap die houder zou zijn van een vergunning van klasse E, waarbij het begrip « controle » veronderstelt dat die natuurlijke persoon of rechtspersoon werkelijk in staat zou zijn zowel de ene als de andere vennootschap te controleren door de meerderheid te bezitten in haar algemene vergadering of haar raad van bestuur. In zoverre artikel 27 van de wet in die zin zou moeten worden geïnterpreteerd, zou de verzoekende partij dus moeten toegeven dat haar grieven in rechte falen.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 verzoeken het Hof die interpretatie van artikel 27 te bevestigen, in welk geval zij verklaren zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof.

Ten aanzien van de artikelen 36.3, 37.3 (en, bij analogie, de artikelen 50.3 en 51, tweede lid), verdedigen zij een analoge interpretatie en voegen eraan toe dat het voor het overige onmogelijk is thans de aandeelhouders van de verzoekende vennootschappen te identificeren.

A.18.1. In de zaken nrs. 1903 en 1941 wordt in het middel aangeklaagd dat artikel 34 van de aangevochten wet, doordat het totaal aantal toegestane speelautomatenhallen vaststelt op honderd tachtig, een *numerus clausus* van de speelautomatenhallen invoert, die een discriminerende en onevenredige belemmering vormt van de vrijheid van handel en nijverheid alsmede van de vrijheid van vestiging.

A.18.2. Volgens de verzoekende partijen vormt artikel 34 van de aangevochten wet, dat die beperking vaststelt en de uitbating van de betrokken inrichtingen afhankelijk stelt van het sluiten van een convenant tussen de uitbater en de gemeentelijke overheid, een onevenredige maatregel die inbreuk maakt op het gelijkheidsbeginsel en op de vrijheid van handel en nijverheid die gedeeltelijk in artikel 23 van de Grondwet is verankerd en die een element van de individuele vrijheid vormt die in artikel 12 van de Grondwet wordt gewaarborgd : de bestreden bepaling veroordeelt een aantal speelzalen tot sluiting (er zijn er thans ongeveer tweehonderd en de nadere regeling voor de sluiting wordt niet gepreciseerd), belet de opening van nieuwe zalen en is een verkapte vorm van verbod - een analoge reglementering voor de dranksluiterijen zou ontegensprekelijk ongrondwettig zijn -, terwijl het door de wetgever nagestreefde doel (de bescherming van de burger/consument) kon worden bereikt door een reeks maatregelen ter bescherming van de burger en terwijl de spelers - die niet in aantal zullen verminderen, omdat zij zich op een clandestiene manier aan hun passie zullen overgeven - reeds beschermd zijn door de artikelen 54 tot 62 van de wet.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 betwisten de redenering volgens welke meer speelautomatenhallen zou leiden tot meer spelers.

A.18.3. Volgens de verzoekende partijen in de twee zaken zijn de aangevochten bepalingen niet in overeenstemming met artikel 52 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, dat een bepaling van internationaal recht is met rechtstreekse werking in de interne rechtsorde en op basis waarvan het Hof als dusdanig een indirecte toetsing uitoefent. De in het geding zijnde beperking belet voortaan een onderdaan van de Europese Unie zich in België te vestigen met het oog op de uitbating van een speelautomatenhal, vermits het maximaal toegestane aantal reeds lager ligt dan de bestaande hallen, en is dus in strijd met de door het voormelde artikel 52 gewaarborgde vrijheid van vestiging.

A.18.4. Volgens de verzoekende partijen in de twee zaken maakt de mogelijkheid die aan de gemeentelijke overheden wordt geboden - naast het feit dat zij de vrijheid van handel en nijverheid en de vrijheid van vestiging uitholt - de exploitanten afhankelijk van hun goede of slechte wil, aangezien de convenant die zij krachtens artikel 34 dienen te sluiten, in werkelijkheid een verkapt reglement is dat de gemeenten toestaat aan de uitbaters openings- en sluitingsuren en de nadere voorwaarden voor de organisatie van de betrokken handelsactiviteit op te leggen en dat genomen is op grond van een wetsbepaling die, bijgevolg, erop gericht is de rechtspraak van de Raad van State die dergelijke beperkingen verbiedt, te omzeilen.

Bovendien vertrouwt de wetgever, onder de dekmantel van een overeenkomst, aan een administratieve overheid in werkelijkheid de zorg toe om overeenkomsten inzake bestuurlijke politie te sluiten; dit heeft onder meer betrekking op de openingsuren en de nadere voorwaarden voor de organisatie van een inrichting (evenals, bijvoorbeeld, de bouwvergunningen, eenzijdige bestuurshandelingen) en kan moeilijk in contractuele mechanismen worden vastgelegd; die contractverplichting schendt het gelijkheidsbeginsel ten aanzien van de exploitanten van de speelautomatenhallen in zoverre zij hun de waarborgen en de administratieve beroepen ontzegt waarover alle aanvragers van vergunningen om gelijk welke inrichting uit te baten, beschikken.

Zij doen ook opmerken dat de gemeente de vergunning te allen tijde kan herroepen of wijzigen. En door de convenant als een administratieve overeenkomst voor te stellen, wordt het gelijkheidsbeginsel geschonden door aan de uitbaters van speelautomatenhallen de mogelijkheid tot een administratief beroep te ontnemen. Er zullen ook verschillen zijn van gemeente tot gemeente, wat oneerlijke concurrentie tussen de inrichtingen zal meebrengen.

A.18.5. De verzoekende partijen in de zaak 1998 klagen aan dat artikel 34, tweede lid, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt door een discriminatie teweeg te brengen tussen de inrichtingen van de klassen II en I, enerzijds, en II en III, anderzijds, in de uitoefening van de vrijheid van handel en nijverheid en van het eigendomsrecht, die gewaarborgd zijn bij de reeds geciteerde bepalingen. Krachtens de artikelen 29 en 76 samen, genieten de bestaande casino's de waarborg dat zij gedurende ten minste twintig jaar kunnen blijven bestaan, op voorwaarde dat zij zich naar de nieuwe wettelijke voorwaarden schikken. Bovendien is voorzien in de opening van een nieuw casino in Brussel. Het aantal inrichtingen van klasse II wordt daarentegen willekeurig beperkt tot 180, zonder enig recht op behoud voor de bestaande lunaparken die zich naar de nieuwe wettelijke voorwaarden zouden schikken. De verzoekende partijen verwijten de wetgever dat hij voor die discriminatie geen verantwoording heeft gegeven, terwijl de Raad van State de Regering om uitleg had verzocht. Voor de inrichtingen van klasse III geldt geen beperking van het aantal. De wetgever heeft voor die discriminatie evenmin een verantwoording gegeven.

Dezelfde verzoekende partijen klagen aan dat artikel 34, derde lid, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt door een nieuwe discriminatie in te voeren tussen de inrichtingen van de klassen II en I, enerzijds, en II en III, anderzijds, in de uitoefening van de vrijheid van handel en nijverheid en van het eigendomsrecht zoals die bij de reeds geciteerde bepalingen zijn gewaarborgd. Noch de inrichtingen van klasse I, noch de inrichtingen van klasse III zijn aan een discretionaire bevoegdheid van de gemeente onderworpen. De verzoekende partijen voeren eens te meer het gebrek aan enige objectieve verantwoording aan.

A.18.6. Volgens de Ministerraad (memories in de zaken nrs. 1903, 1941 en 1998), wordt de bekritiseerde beperking verantwoord door de omstandigheid dat de inrichtingen van klasse II zeer toegankelijke plaatsen zijn waar een afhankelijkheid ten opzichte van het spel kan ontstaan. Aan de gemeenten wordt een zekere vrijheid toegekend vanwege het bederflijke karakter van dit verschijnsel waaraan de maatschappij wordt blootgesteld. Aangezien het principiële verbod van kansspelen in de wet wordt gehandhaafd, dient de vergunning als een werkelijke gunst te worden geïnterpreteerd. De verzoekende partijen geven geen aanwijzingen over het aantal sluitingen dat zou hebben plaatsgehad en tonen trouwens niet aan dat het bestaande aantal zalen hoger zou liggen dan 180 (cijfer dat voortvloeit uit de operatie « Indian Summer ») noch, bijgevolg, dat sommige zalen verplicht zouden zijn te sluiten (het verzoekschrift in de zaak nr. 1941 is in dat opzicht trouwens contradictorisch). Het gaat bovendien om een markt die niet alleen wordt bepaald door het aantal zalen, maar ook door het aantal spelers; aangezien de spelersmarkt niet wordt bepaald door het aantal zalen, hebben de aangevochten wet en de door haar nagestreefde doelstelling geen invloed op de bestaande activiteiten van de verzoekende partijen.

A.18.7. Artikel 43 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (het vroeger artikel 52 van het E.G.-Verdrag) verbiedt volgens de Ministerraad (zaak nr. 1903) niet dat de nationale wetgever de organisatie, de beroepsethiek en het toezicht op de betrokken sectoren regelt, op voorwaarde dat de reglementering niet discriminerend is en noodzakelijk en evenredig is om het nagestreefde doel van algemeen belang te bereiken. Zulks is niet het geval, vermits de in het geding zijnde bepalingen tot doel hebben een sociaal gevaar te weren.

Wat de vrijheid van handel en nijverheid betreft, is reeds gesteld, zoals het Hof heeft beslist, dat de wetgever vermag de beperkingen ervan vast te stellen teneinde bepaalde belangen te beschermen.

A.18.8. In de zaak nr. 1998 voegt de Ministerraad eraan toe dat de exploitanten van casino's geen automatische bescherming genieten maar dat de wet aan de gemeenten de mogelijkheid toekent ze voor een duur van maximum twintig jaar te handhaven. Voor de inrichtingen van klasse II bevat de wet geen beperkingen; het is dus mogelijk in de met de gemeente af te sluiten convenant in een langere duur te voorzien. In tegenstelling met de lunaparken maken de casino's ten slotte deel uit van het sociale leven van de gemeenten waar ze zijn gevestigd (tentoonstellingen, wedstrijden); die verwante activiteiten houden, in tegenstelling met het spel, geen risico op verslaving in.

Bovendien merkt hij op dat het ontbreken van een beperking voor de inrichtingen van klasse III wordt verantwoord door de sterk verschillende kenmerken van de inrichtingen en dat de wetgever rekening heeft gehouden met het risico van verslaving van de jongeren van 12 tot 18 jaar en de mannen tussen 18 en 35 jaar zonder betrekking en die weinig gekwalificeerd zijn, die als risicogroepen worden beschouwd; hij heeft terecht rekening gehouden met het risico dat de inrichtingen van klasse II in dat opzicht inhouden.

A.18.9. Wat de bevoegdheid betreft die aan de gemeenten wordt toegekend door de aangevochten bepaling (die zowel uitgaat van de bekommernis om het effect van de uitgeoefende controle te versterken als van de bekommernis om aan de gemeenten een zekere vrijheid te laten inzake de vestiging van dergelijke inrichtingen), is de Ministerraad van mening, in de zaken nrs. 1903 en 1941, dat het niet gaat om een buitensporige mogelijkheid, noch om een « verkapt reglement », aangezien het uiteraard niet gaat om een willekeurige beslissingsbevoegdheid, vermits de beslissingen onderworpen blijven aan de algemene beginselen van behoorlijk bestuur. De gemeenten zouden dus de beginselen van vrijheid van handel en nijverheid en van vestiging niet kunnen uithollen. Die beginselen worden niet aangetast door een reglementering die betrekking heeft op een activiteit waarvan is vastgesteld dat zij een gevaar voor de maatschappij inhoudt en waarvan de uitoefening aan de controle door de rechtscolleges is onderworpen.

In de zaak nr. 1998 preciseert hij dat artikel 29 *in fine* van de wet de exploitant van een casino verplicht met de gemeente een convenant te sluiten en dat er dus geen discriminatie is tussen inrichtingen van klasse I en II, vermits het evident is dat de gemeenten de beginselen die aan de toekenning van vergunningen ten grondslag liggen, op die twee types van inrichtingen zullen toepassen.

A.18.10. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903 en 1941 repliceren dat geen enkel concreet element wordt aangevoerd om aan te tonen dat het aantal van 180 wel degelijk overeenstemt met de werkelijkheid. In de parlementaire voorbereiding zelf wordt gewag gemaakt van een benadering; de operatie « Indian Summer » heeft geen betrekking gehad op alle bestaande speelzalen (niet alle zalen werden gecontroleerd) en ging verschillende maanden vooraf aan de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. Zij begrijpen niet hoe het mogelijk zou zijn de opening van nieuwe speelzalen toe te staan, indien het bij de wet vastgestelde quotum reeds overeenstemt met het totaal aantal bestaande zalen, tenzij een aantal bestaande inrichtingen worden gesloten, en zijn van mening dat de doelstelling van de wet van dien aard is dat zij de activiteiten van de verzoekende partijen aantast, vermits de gemeentelijke overheid over een discretionaire bevoegdheid beschikt die tot discriminerende beslissingen kan leiden (cfr. de beslissing van de stad Oostende om alle lunaparken op haar grondgebied te sluiten, terwijl de ontvangsten van het casino dalen). Zij merken op dat de tegenpartij uitdrukkelijk erkent dat de invoering van een *numerus clausus* onevenredig is met het

nagestreefde doel, namelijk vermijden dat het spel wordt gestimuleerd, vermits het aantal spelers hoe dan ook relatief stabiel zal blijven; zij wijzen erop dat de strijd tegen de nicotinevergiftiging nooit tot een beperking van het aantal verkooppunten heeft geleid. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1965 vragen in dat opzicht of het aantal verkooppunten voor producten van de Nationale Loterij niet moet worden beperkt.

A.19.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 klagen aan dat artikel 36.2 niet de vereisten van de functie preciseerd waaraan het gedrag van de bestuurders en zaakvoerders moet beantwoorden om een vergunning klasse B te kunnen krijgen, noch de manier om die vereisten te evalueren : dat zal leiden tot discretionaire beslissingen waarbij analoge situaties op een verschillende manier worden beslecht.

A.19.2. Zij klagen ook aan dat artikel 36.3 een onverantwoorde en onevenredige inbreuk maakt op de vrijheid van vereniging door te eisen dat de kansspelcommissie de identiteit van de aandeelhouders op elk ogenblik moet kunnen controleren, zodat aldus het publiek beroep op het spaarwezen als gevolg van een beursintroductie onmogelijk wordt.

A.19.3. Tot slot klagen zij aan dat artikel 36.4 (in de zaak nr. 1941 spreken de verzoekende partijen ten onrechte van artikel 36.5) het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid en het beginsel van de vrijheid van vestiging schendt, doordat het de inrichtingen van klasse II verbiedt zich te vestigen in de nabijheid van scholen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangnissen. Vermits België een klein en dichtbevolkt land is, heeft die bepaling tot gevolg dat de vestiging van dergelijke inrichtingen in sommige gemeenten en dorpen wordt verhinderd.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998, die een discriminerende schending aanvoeren van de vrijheid van handel en nijverheid en van het eigendomsrecht, uiten een analoge kritiek en voegen eraan toe dat de wetgever geen enkele objectieve verantwoording heeft gegeven en niet in een overgangsbepaling voor de lunaparken heeft voorzien.

A.19.4. De Ministerraad (zaak nr. 1941) antwoordt dat de beslissingen genomen op grond van artikel 36 individuele akten zijn die met redenen moeten worden omkleed en kunnen worden aangevochten. De erin geformuleerde eisen zijn vergelijkbaar met die welke zijn geformuleerd in artikel 18 van de wet van 22 maart 1993 en in artikel 60 van de wet van 6 april 1995 die, zoals de aangevochten wet, tot doel hebben de zwakken, te dezen de spaarder, te beschermen.

A.19.5. Wat artikel 36.3 betreft, is de Ministerraad van mening dat de betrokken sector zeer specifiek is en dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de eerste vier verzoekende partijen die naamloze vennootschappen zijn en de laatste drie die besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid zijn (b.v.b.a.). De aangevochten wet verbiedt de vier eerstgenoemden geenszins een publiek beroep op het spaarwezen te doen, vermits artikel 41 van de vennootschappenwet hun toestaat in hun statuut te bepalen dat de aandelen op naam zijn en dat de aangevochten wet enkel de aandelen beoogt, en niet de obligaties. De voormelde wetten van 1993 en 1995 strekken er ook toe, door de bevoegdheden die zij aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen toekennen, de transparantie en de structuur van het aandeelhouderschap te waarborgen. De drie verzoekende b.v.b.a.'s ten slotte hebben geen belang om artikel 36.3 aan te vechten, vermits hun aandelen steeds op naam zijn en de vennootschappenwet hun niet toestaat een beroep te doen op het spaarwezen.

A.19.6. Wat artikel 36.4 betreft, voert de Ministerraad aan dat de gemeenten hun beslissingen anders dan met stijlformules zullen moeten motiveren en dat die beslissingen aan de jurisdictionele controle zullen worden onderworpen; hij herinnert eraan dat de wet tot doel heeft de zwaksten te beschermen en dat in het bijzonder de jongeren een groep vormen die door de afhankelijkheid wordt bedreigd.

In de zaak nr. 1998 verwijst hij in dat opzicht naar het arrest nr. 52/2000, naar artikel 29, *in fine*, van de wet dat voorziet in het sluiten van een concessieovereenkomst tussen de gemeenten en de exploitanten van casino's - wat de gemeenten ertoe zal brengen geen vestiging van casino's op de betrokken plaatsen toe te staan en, ten slotte, naar de eigen kenmerken van de inrichtingen van klasse I en klasse II, daarbij opmerkend dat de toelating tot een casino inhoudt dat men op de lijst van het casino wordt ingeschreven.

A.19.7. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 zijn van oordeel dat de verwijzing naar de wetten van 22 maart 1993 en 6 april 1995 niet pertinent is, aangezien de context ervan verschillend is : anders dan de speler heeft de investeerder niet met een gewone ondernemer te maken, zoals de exploitant van een speelzaal, maar met een deskundige (beleggingsinstellingen, makelaars, investeringsconsulenten) die hem moeten helpen. Zij voegen eraan toe dat de verplichting om de aandeelhouders te identificeren, de aandeelhouders op een discriminerende manier verhindert hun vermogen te beschermen ten opzichte van de buitenwereld en hun vrije keuze belemmert.

A.20.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 klagen aan dat artikel 37.5 op een discriminerende manier de vrijheid van handel en nijverheid en het eigendomsrecht schendt door een inrichting van klasse II niet toe te staan een bar of een restaurant uit te baten in de speelzaal, noch de uitbating ervan aan derden toe te vertrouwen, terwijl zulks wel is toegestaan in de inrichtingen van klasse I en geen enkele grondige studie, in de parlementaire voorbereiding, een dergelijk verschil in behandeling verantwoordt. Men kan begrijpen dat men de verkoop van alcoholische dranken verbiedt, maar niet die van andere dranken en kleine restauratie.

A.20.2. De Ministerraad verwijst naar vroegere uiteenzettingen in verband met de verschillen tussen de betrokken inrichtingen, die het bekritiseerde verschil in behandeling verantwoordt.

A.21.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1941 en 1965 maakt artikel 39 inbreuk op de verworven economische rechten en is het niet objectief te verantwoorden. Volgens hen zijn de nauwe economische banden tussen de horeca-industrie en de kansspelindustrie als economische verworvenheden te beschouwen. Door de beperking van het aantal speelautomaten in een drankgelegenheid, ongeacht de omvang ervan, wordt de omzet van de verzoekende partijen verminderd en zij vrezen dat een reeks ondernemingen niet meer economisch rendabel zullen zijn.

A.21.2. De Ministerraad voert aan dat de wet tot doel heeft de spelers te beschermen tegen de afhankelijkheid en dat die afhankelijkheid kan worden verergerd, indien zij gepaard gaat met drankgebruik en de verslaving die daardoor kan worden veroorzaakt. De verzoekende partijen verstrekken geen enkel element in verband met de opbrengst van de kansspelen, noch in verband met het aandeel ervan in de vaste kosten. Gesteld dat zulks zou zijn aangetoond, staat de rechtspraak van het Hof de wetgever toe de vrijheid van handel en nijverheid te beperken en de economische activiteit te reglementeren om een hoger maatschappelijk belang te bevorderen. Ten aanzien van het verband tussen de grootte van de drankgelegenheid en het aantal toestellen verliezen de verzoekende partijen uit het oog dat de wet het spel regelt en niet de drankgelegenheden als dusdanig, zodat het aantal toestellen bepalend is.

A.21.3. De verzoekende partijen zijn van oordeel dat de Ministerraad niet verantwoordt dat er geen maatregelen zijn tegen een drankverslaving, terwijl er wel zijn tegen een spelverslaving, noch dat er geen onderscheid is op basis van de omvang van de drankgelegenheid.

A.22.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 klagen aan dat de artikelen 44 en 45, waarin wordt geëist dat degenen die een beroepsactiviteit in verband met het spel willen uitoefenen, over een vergunning klasse D beschikken - die hun wordt uitgereikt op voorwaarde, onder meer, dat zij zich gedragen op een manier die beantwoordt aan de vereisten van de functie -, niet preciseren waarin dat verband bestaat en aan de overheid die belast is met het uitreiken van die vergunning een beoordelingsvrijheid toekennen ten aanzien van de voormelde voorwaarde.

A.22.2. De Ministerraad verwijst naar wat hij hierboven heeft verdedigd en voert aan dat de in het geding zijnde beslissingen met redenen moeten worden omkleed en aan de juridictionele controle zijn onderworpen.

A.23.1. In de zaken nrs. 1903 en 1941 wordt in het middel aangeklaagd dat artikel 54, § 1, van de aangevochten wet, doordat het een bijzondere meerderjarigheid instelt (21 jaar) die uitsluitend van toepassing is op de inrichtingen van klasse I en II, die inrichtingen op een discriminerende manier behandelt ten opzichte van de inrichtingen van klasse III, evenals ten opzichte van een heterogeen geheel van handelszaken die de moraliteit of het vermogen bedreigen van jongeren die meer dan 18 jaar oud zijn (inrichtingen waar pornografische films worden vertoond, kredietinstellingen die weinig scrupules tonen bij het toekennen van een lening aan een jongere die niet in staat is die lening af te betalen) en ten opzichte van openbare plaatsen waar jongeren vanaf 16 jaar alcohol mogen gebruiken. Aangezien de wetgever de burgerlijke en strafrechtelijke meerderjarigheid op 18 jaar heeft willen vaststellen, kan niet worden verantwoord dat die meerderjarigheid wordt aangepast naargelang sommige activiteiten meer voor kritiek vatbaar zouden zijn dan andere, op straffe van juist het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te schenden.

A.23.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998, die de vrijheid van handel en nijverheid en het eigendomsrecht aanvoeren, zijn van mening dat de exploitanten van drankgelegenheden perfect in staat zijn om, krachtens de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd, over te gaan tot een identiteitscontrole en een identiteitsbewijs zullen moeten vragen om de inachtneming van de leeftijdsvoorwaarde van 18 jaar te controleren evenzeer als die van 21 jaar. Volgens de verzoekende partijen is de mogelijke sanctie (de intrekking van de vergunning) onevenredig met het nagestreefde doel.

A.23.3. Dezelfde verzoekende partijen beweren dat de aangevochten bepaling een andere discriminatie teweegbrengt tussen de inrichtingen van klasse II en de Nationale Loterij, waarvan de krabbiljetten en andere lottoformulieren door minderjarigen kunnen worden gekocht zonder dat de handelaar zich zorgen dient te maken.

A.23.4. De Ministerraad (zaken nrs. 1903 en 1941) is van mening dat de aangevochten bepaling beantwoordt aan de bekommernis om de jeugd te beschermen tegen het spel, inzonderheid de leeftijdscategorie van 18 tot 21 jaar. Bovendien is de leeftijdscontrole gemakkelijk in de inrichtingen van de klassen I en II, maar niet in de inrichtingen van klasse III waar de minderjarigen geen toelating hebben om met de kansspelen te spelen.

In de zaak nr. 1998 verwijst de Ministerraad bovendien naar vroegere uitzettingen in verband met de Nationale Loterij teneinde het betwiste verschil in behandeling te verantwoorden. Daarnaast kan niet worden beweerd dat de minderjarigen spelen van de Nationale Loterij zouden kunnen kopen want zij kunnen geen overeenkomsten sluiten (artikel 1108, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek); indien een minderjarige desondanks spelen koopt, kunnen zijn ouders of zijn wettelijke vertegenwoordigers vragen dat die overeenkomsten zouden worden vernietigd.

A.23.5. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zijn van mening dat het argument ontleend aan het feit dat de minderjarigen niet met de kansspelen in de inrichtingen van klasse III mogen spelen, niet pertinent is en dat het vaststaat dat de verkoper van biljetten van de Nationale Loterij in werkelijkheid geen enkel dergelijk risico van vernietiging loopt en nog minder het risico van gerechtelijke vervolging.

A.24.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 voeren een discriminerende schending aan van de vrijheid van handel en nijverheid door artikel 54, § 2, van de wet, dat de magistraten, notarissen, deurwaarders en leden van de politiediensten de toegang tot de inrichtingen van de klassen I en II verbiedt, terwijl die beperking niet bestaat voor de inrichtingen van de klasse III, het beroep niet door de exploitant kan worden gecontroleerd omdat het niet op de identiteitskaart vermeld staat, en het geformuleerde verbod reeds is voorgescreven in het tuchtrecht.

A.24.2. De Ministerraad repliceert dat de verzoekende partijen niet van het vereiste belang doen blijken om die bepaling aan te vechten, aangezien zij de bij de wet voorgescreven sancties niet kunnen oplopen; in beginsel kunnen zij zich enkel baseren op de verklaringen van hun cliënten.

In ondergeschikte orde beweert hij dat, indien de betrokken inrichtingen in de handen van criminelen vallen, zij zich zouden kunnen lenen tot witwasoperaties en dat de wetgever vermocht te oordelen dat het feit dat aan de betrokken personen toelating wordt gegeven om die plaatsen te bezoeken, het noodzakelijke vertrouwen dat de rechtzoekenden in hen moeten hebben, zou kunnen aantasten.

A.24.3. De verzoekende partijen nemen akte van die interpretatie en zijn van mening dat de aangevochten bepaling inderdaad veel minder voor kritiek vatbaar lijkt, hoewel ze waarschijnlijk geen nut heeft, vermits zij enkel deontologische regels of tuchtregels bevestigt die reeds bestaan voor alle door haar beoogde beroepen.

A.25.1. In de zaken nrs. 1903 en 1998 wordt in het middel aangeklaagd dat artikel 58, derde lid, van de aangevochten wet inbreuk maakt op de vrijheid van handel en nijverheid en het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel schendt doordat het verbiedt geldautomaten te installeren in de speelautomatenhallen.

Aangezien de magneetkaarten ruim verspreid zijn, onttrekt de wet aan de exploitanten de cliënteel die daarvan gebruik maakt en vermenigvuldigt zij de risico's van agressie.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 voegen eraan toe dat het bekritiseerde verbod niet bestaat voor de actoren in andere sectoren van het bedrijfsleven.

A.25.2. Volgens de Ministerraad berust het verschil in behandeling (tussen, vermoedelijk, de kanspelinrichtingen en de inrichtingen waar het is toegelaten die toestellen te installeren) op een objectief criterium en, vermits het tot doel heeft het geld minder gemakkelijk toegankelijk te maken voor de spelers, is het evenredig met de doelstelling die erin bestaat het maatschappelijk gevaar van de kansspelen te weren. Hij voert aan dat artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek geen rechtsvordering toestaat voor een speelschuld of voor de betaling van een weddenschap en dat de wetgever heeft geoordeeld dat de spelers nog te veel mogelijkheden hadden om leningen te cumuleren; hij heeft een amendement verworpen dat ertoe strekte geldautomaten in de speelinrichtingen toe te laten.

A.25.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 repliceren dat de stelling volgens welke de aanwezigheid van geldautomaten een beslissende invloed op het gedrag van de jongeren zou kunnen hebben, onjuist is.

De tegenpartij erkent zelf dat de enige personen die dat verbod pijnlijk zullen aanvoelen diegenen zijn voor wie het spel een echte passie is. Het gedrag van gepassioneerde en verwoede spelers kan echter per definitie niet op enige wijze door dat soort maatregelen worden beïnvloed. Enkel een verbod zonder meer van het spel fenomeen zou het eventueel mogelijk kunnen maken de nagestreefde doelstelling van bescherming te bereiken. Ten slotte zou de geldopnemingen via geldautomaten beperkt tot een plafond dat een objectieve bescherming van de speler inhoudt.

A.26.1. In de zaken nrs. 1903 en 1941 wordt in het middel aangeklaagd dat artikel 62 van de aangevochten wet enkel aan de inrichtingen van klasse I en II de verplichting oplegt een register bij te houden waarin de personen die toegang krijgen tot die inrichtingen nauwkeurig worden geïdentificeerd. Dat verschil in behandeling is niet verantwoord.

In de zaak nr. 1903 zijn de verzoekende partijen van mening dat de aangevochten bepaling overigens contradictorisch is, in zoverre zij de verplichting om een register bij te houden enkel oplegt aan de inrichtingen van klasse I en II en enkel de inrichtingen van klasse II en III bestraft wanneer dat register niet op correcte wijze wordt bijgehouden.

In de zaak nr. 1941 zijn zij van mening dat dat register niet verantwoord is met betrekking tot de inrichtingen van de klassen II en III; het bijhouden van dat register en de mededeling ervan aan de overheid maken inbreuk op de eerbied voor het privé-leven, die wordt gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en kunnen de eer en de reputatie van de persoon bedreigen, die worden beschermd door artikel 17 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

A.26.2. Volgens de Ministerraad is het onderscheid in overeenstemming met de bezorgdheid om een maatschappelijk gevaar in te dijken en houdt het rekening met de praktische moeilijkheid om een dergelijke maatregel toe te passen op de drankgelegenheden en met de motivering van degenen die ze bezoeken. De verwijten in verband met de wijze waarop de wet ten uitvoer wordt gelegd, vallen overigens niet onder de bevoegdheid van het Hof.

A.26.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 repliceren de Ministerraad een onderscheid heeft gemaakt tussen de inrichtingen van klasse I en klasse II en dat het onaanvaardbaar is dat hij hier niet de gevolgen daaruit trekt.

A.27.1. Artikel 71 schendt, naar het oordeel van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1965, de beginselen van evenredigheid en van vrijheid van handel, diensten en goederen. Zij voeren aan dat de bepaling de verkoop, de verhuur, de leasing, de levering, de terbeschikkingstelling, de invoer, de uitvoer en de productie van kansspelen economisch onmogelijk maakt, terwijl hun activiteiten hoofdzakelijk uit de productie van dergelijke toestellen bestaan. Ten gevolge van de niet-begrensde hoogte van de waarborg (500.000 frank per schijf van 50 toestellen) zullen zij, naar eigen zeggen, de waarborg niet kunnen betalen en bijgevolg hun vergunning verliezen of maar tot een bepaald quotum mogen exploiteren.

A.27.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zijn van mening dat het betrokken artikel 71 een discriminerende inbreuk maakt op het eigendomsrecht dat wordt gewaarborgd door artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zij verklaren dat de wetgever, doordat hij de verplichting oplegt die waarborg te storten bij de Deposito- en Consignatiekas (die slechts een verwaarloosbare intrest biedt in vergelijking met de tarieven die door de banken worden toegepast), op een discriminerende manier inbreuk maakt op het eigendomsrecht van de houders van vergunningen A en E op de interesten die die « gedwongen belegging » zouden kunnen opleveren, terwijl andere economische actoren die een gelijkwaardige waarborg moeten samenstellen (onder meer de « handelaars in goederen » die een waarborg moeten stellen ten voordele van de belastingadministratie), hunnerzijds, de vrijheid hebben om die waarborg te stellen bij een bank die hun de marktintrest biedt. Het hoge bedrag van de waarborg betekent voor de houders van vergunningen een aanzienlijk financieel verlies en toen die regel werd aangenomen werd daarvoor geen enkele verantwoording gegeven.

A.27.3. De Ministerraad beweert dat artikel 71 uitgaat van de bekommernis om misbruiken te beperken en de exploitatie aan strikte voorwaarden te onderwerpen en zulks als tegenprestatie voor een garantie inzake de uitoefening van het beroep en een redelijke winst.

De verzoekende partijen tonen niet aan dat talrijke ondernemingen niet in staat zullen zijn de waarborg te betalen. Zelfs mocht het bewijs daarvan worden geleverd, dan nog zou de maatregel verantwoord blijven in het licht van de doelstelling van bescherming van de spelers, vermits het geen twijfel lijdt dat hoe meer toestellen er zijn, hoe groter het risico van afhankelijkheid wordt, vermits de wedijver intenser is als de spelers talrijk zijn. Evenmin kan worden betwist dat een waarborg ten bedrage van 2.000.000 frank overeenstemt met 200 apparaten, wat overeenkomt met een belangrijke omzet in vergelijking waarmee de waarborg niet onredelijk kan worden geacht.

A.27.4. De verzoekende partij in de zaak nr. 1965 repliceert dat het door de Ministerraad gegeven voorbeeld aantoonde dat geen enkele studie is gemaakt van de financiële weerslag van de aangevochten maatregel: het cijfer van 200 toestellen is niet vergelijkbaar met dat van de praktijk vermits de n.v. Eurautomat en de n.v. Elaut respectievelijk 5.880 toestellen tussen juni 1999 en juni 2000 en gemiddeld 2.500 toestellen in de loop van de jongste jaren hebben geproduceerd; de waarborg zou dus respectievelijk oplopen tot 58.800.000 frank en 25.000.000 frank, dat wil zeggen bedragen die de levensvatbaarheid van de onderneming bedreigen, omdat ze niet kunnen worden gefinancierd.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zijn van mening dat de Ministerraad niet heeft geantwoord op de grief die zij hebben uiteengezet.

- B -

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 3.1 en 3.4, 6, 8, 10, §§ 1 en 2, 15, § 1, 19, 20, derde lid, 21, 25, 27, 29, 34, 36, 37.3, 37.5, 39, 44, 45, 48 tot 54, 58, 62 en 71 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. Die bepalingen luiden:

« Art. 3. Geen kansspelen in de zin van deze wet zijn:

1. spelen betreffende sportbeoefening en weddenschappen die naar aanleiding ervan worden aangegaan;

[...]

4. loterijen in de zin van de wet van 31 december 1851 op de loterijen, de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij en de artikelen 301, 302, 303 en 304 van het Strafwetboek. »

« Art. 6. De kansspelinrichtingen worden in drie klassen ingedeeld, te weten de kansspelinrichtingen klasse I of casino's, de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen en de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden, naargelang van de aard en het aantal kansspelen dat in de kansspelinrichting mag worden geëxploiteerd, van het maximumbedrag van de inzet, het verlies en de winst van de spelers en gokkers bij elk kansspel en van de aard van de in de respectieve inrichtingen toegestane nevenactiviteiten. »

« Art. 8. De Koning bepaalt voor elk kansspel geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse II en III per speelkans het maximumbedrag van de inzet, het verlies en de winst van de spelers en gokkers. Hij kan tevens het maximumbedrag bepalen dat een speler of gokker mag verliezen per door Hem vastgestelde speelduur.

In de kansspelinrichtingen klasse II en III zijn alleen de kansspelen toegestaan waarvan vaststaat dat de speler of gokker gemiddeld per uur niet meer verlies kan lijden dan 500 frank.

De Koning kan zulks ook bepalen voor kansspelen geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse I.

Het is steeds verboden om twee of verschillende apparaten op elkaar aan te sluiten met het oog op het toekennen van één prijs. »

« Art. 10. § 1. De commissie bestaat uit 11 leden, onder wie een magistraat die het voorzitterschap waarneemt, en evenveel plaatsvervangende leden.

§ 2. Naast de voorzitter telt de commissie volgende leden :

- een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Justitie;
- een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Financiën;
- een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Economische Zaken;
- een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse Zaken;
- een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van de minister van Volksgezondheid.

De vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers worden op voordracht van de betrokken ministers door de Koning benoemd. »

« Art. 15. § 1. Voor de uitvoering van haar taken kan de commissie een beroep doen op deskundigen.

Zij kan een of meer van haar leden of van de personeelsleden van haar secretariaat belasten met de uitvoering van een onderzoek ter plaatse. De voorzitter en de leden van de commissie en van het secretariaat, die ambtenaar zijn en die te dien einde door de Koning zijn aangewezen, hebben de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, nadat zij de volgende eed hebben afgelegd : ' Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. '.

In het kader van de uitoefening van hun functie kunnen zij :

1. op elk ogenblik van de dag of nacht binnentreden in de inrichtingen, lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben; tot de bewoonde lokalen hebben ze evenwel enkel toegang indien zij redenen hebben om te geloven dat een inbreuk op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten wordt gepleegd en mits een voorafgaande toelating van de rechter van de politierechtbank;
2. overgaan tot elk onderzoek, elke controle en elk verhoor, alsook alle dienstige vaststellingen doen en eisen dat hen alle documenten worden overhandigd die nuttig kunnen zijn in het kader van hun onderzoek;
3. zich door de exploitanten en hun personeel, alsook door de politiediensten en de administratieve overheidsdiensten alle bijkomende inlichtingen doen bezorgen die zij nuttig achten;
4. alle voorwerpen, inzonderheid documenten, stukken, boeken en kansspelen, in beslag nemen die kunnen dienen als overtuigingsstuk betreffende een inbreuk op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten of die nodig zijn om mededaders of medeplichtigen op te sporen;
5. een beroep doen op de bijstand van politiediensten. »

« Art. 19. De oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de commissie en haar secretariaat komen volledig ten laste van de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de bijdrage van de houders van een vergunning klasse A, B, C en E in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie.

De Koning legt aan de wetgevende kamers een ontwerp van wet voor dat gericht is op de bekrachtiging van het besluit uitgevaardigd ter uitvoering van het vorige lid. »

« Art. 20. [...] »

De commissie verleent de vergunningen van de klassen A, B, C, D en E.

[...] »

« Art. 21. De commissie kan :

1. bij gemotiveerde beslissing en op de hierna omschreven wijze een exploitatievergunning of een andere vergunning uitreiken aan degene die dergelijke vergunning aanvraagt;
2. bij gemotiveerde beslissing en op de wijze die de Koning bepaalt, de waarschuwingen uitspreken, de vergunning voor een bepaalde tijd schorsen of intrekken en een voorlopig of definitief verbod van exploitatie van een of meer kansspelen opleggen ingeval de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet worden nageleefd.

De betrokkene, die kan worden bijgestaan door zijn raadsman, moet vooraf door de commissie worden gehoord. »

« Art. 25. Er bestaan vijf soorten vergunningen :

1. de vergunning klasse A staat voor hernieuwbare periodes van vijftien jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse I of casino;
2. de vergunning klasse B staat voor hernieuwbare periodes van negen jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse II of speelautomatenhal;
3. de vergunning klasse C staat voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse III of drankgelegenheid;
4. de vergunning klasse D staat, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de houder ervan toe een beroepsactiviteit, van welke aard ook, uit te oefenen in een kansspelinrichting klasse I of II;
5. de vergunning klasse E staat voor hernieuwbare periodes van tien jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de verkoop, de verhuur, de leasing, de levering, de terbeschikkingstelling, de invoer, de uitvoer en de productie van kansspelen, de diensten inzake onderhoud, herstelling en uitrusting van kansspelen toe. »

« Art. 27. Het is een zelfde natuurlijke of rechtspersoon verboden de vergunningen klasse A, B, C en D enerzijds en de vergunning klasse E anderzijds rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door bemiddeling van een natuurlijke of rechtspersoon te cumuleren.

De houders van een vergunning klasse A, B of C kunnen kansspelen, bestemd en gebruikt voor de exploitatie van een kansspelinrichting klasse I, II en III en die als dusdanig werden of worden afgeschreven, overdragen om niet of onder bezwarende titel, mits voorafgaandelijke inlichting en toestemming van de commissie. »

« Art. 29. Het totaal aantal toegestane kansspelinrichtingen klasse I is beperkt tot 9.

Een kansspelinrichting klasse I kan slechts worden geëxploiteerd op het grondgebied van de gemeenten Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namen, Oostende, Spa en een van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Na advies van de Brusselse Hoofdstedelijke regering, duidt de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op basis van de vestigings- en infrastructuurmogelijkheden, alsook van de sociale impact van de vestiging van een kansspelinrichting klasse I, de gemeente aan tussen de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die zich daarvoor kandidaat hebben gesteld en dit bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de minister van Justitie, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Per gemeente kan slechts één kansspelinrichting klasse I worden geëxploiteerd. Daartoe zal elke gemeente een concessieovereenkomst afsluiten met een kandidaat-exploitant.

De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden bepalen waaraan de concessieovereenkomst dient te voldoen. »

« Art. 34. De kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen zijn inrichtingen waar uitsluitend de door de Koning toegestane kansspelen worden geëxploiteerd.

Er worden ten hoogste 180 kansspelinrichtingen klasse II toegestaan.

De uitbating van een kansspelinrichting klasse II moet geschieden krachtens een convenant dat voorafgaandelijk wordt gesloten tussen de gemeente van vestiging en de uitbater. De beslissing om een dergelijk convenant te sluiten, behoort tot de discretionaire bevoegdheid van de gemeente. Het convenant bepaalt waar de kansspelinrichting wordt gevestigd alsook de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren, alsook de openings- en sluitingsdagen van de kansspelinrichtingen klasse II en wie het gemeentelijk toezicht waarneemt. »

« Art. 36. Om een vergunning klasse B te kunnen verkrijgen moet de aanvrager :

1. indien het gaat om een natuurlijk persoon, onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie; indien het gaat om een rechtspersoon, deze hoedanigheid naar Belgisch recht of naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie bezitten;

2. indien het gaat om een natuurlijk persoon, volledig zijn burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie; indien het gaat om een rechtspersoon, moeten de bestuurders en zaakvoerders volledig hun burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie;

3. het bewijs leveren van zijn kredietwaardigheid en financiële draagkracht en de commissie te allen tijde nauwgezet alle inlichtingen verstrekken die haar de mogelijkheid bieden de transparantie van de exploitatie en de identiteit van de aandeelhouders, alsook de latere wijzigingen daaromtrent te controleren;

4. ervoor zorgen dat de kansspelinrichting klasse II niet gevestigd wordt in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangnissen;

5. het convenant kunnen voorleggen dat werd gesloten tussen de kansspelinrichting klasse II en de gemeente waar die inrichting gevestigd is onder de voorwaarde dat de vergunning van klasse B wordt verkregen. »

« Art. 37. Om houder van een vergunning klasse B te kunnen blijven, moet de aanvrager :

[...]

3. aan de commissie alle inlichtingen verstrekken die haar te allen tijde de mogelijkheid bieden de transparantie van de exploitatie en de identiteit van de aandeelhouders, alsook de latere wijzigingen daaromtrent te controleren;

[...]

5. de speelzaal op zodanige wijze volledig en strikt scheiden van de ruimten in de spelinrichting klasse II die een andere bestemming hebben, alsook van de voor het publiek toegankelijke ruimten buiten de spelinrichting, dat de kansspelen van buiten de speelzaal niet kunnen worden gezien; de exploitant mag in de speelzaal geen bar of restaurant uitbaten, noch zulks aan een derde toevertrouwen. »

« Art. 39. Kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden zijn inrichtingen waar drank, ongeacht de aard ervan, wordt verkocht voor gebruik ter plaatse en waarin maximaal twee kansspelen worden geëxploiteerd. »

« Art. 44. Elke persoon die gedurende de openingsuren van de speelzaal binnen een kansspelinrichting klasse I of II enige beroepsactiviteit, van welke aard ook, wenst uit te oefenen die verband houdt met het spel, moet beschikken over een vergunning klasse D en het bewijs daarvan, in de vorm van een identificatiekaart, steeds bij zich hebben. »

« Art. 45. Om een vergunning klasse D te verkrijgen en te behouden moet de aanvrager volledig zijn burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. »

« Art. 48. De verkoop, de verhuur, de leasing, de levering, de terbeschikkingstelling, de invoer, de uitvoer, de productie, de diensten inzake onderhoud, herstelling en uitrusting van kansspelen, kunnen slechts plaatsvinden na toekenning van een vergunning klasse E.

Art. 49. De commissie moet nagaan of de aanvrager voldoet aan de in deze wet vastgestelde voorwaarden.

De commissie kan beslissen vooraf de aanvrager te horen, waarbij deze laatste door zijn raadsman kan worden bijgestaan.

De aanvrager, die kan worden bijgestaan door zijn raadsman, moet op verzoek vooraf door de commissie worden gehoord.

Art. 50. Om een vergunning klasse E te kunnen verkrijgen moet de aanvrager :

1. indien het gaat om een natuurlijk persoon, onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie; indien het gaat om een rechtspersoon, deze hoedanigheid naar Belgisch recht of naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie bezitten;

2. indien het gaat om een natuurlijk persoon, volledig zijn burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie; indien het gaat om een rechtspersoon, moeten de bestuurders en zaakvoerders volledig hun burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie;

3. het bewijs leveren van zijn kredietwaardigheid en financiële draagkracht en de commissie te allen tijde nauwgezet alle inlichtingen verstrekken die haar de mogelijkheid bieden de transparantie van de exploitatie en de identiteit van de aandeelhouders, alsook de latere wijzigingen daaromtrent te controleren.

Art. 51. Indien de aanvrager van een vergunning klasse E een natuurlijk persoon is die op enigerlei wijze, rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door middel van een rechtspersoon deelneemt aan een activiteit onderworpen aan de toekenning van een vergunning klasse E, moet hij om houder van die vergunning te kunnen blijven, te allen tijde op ondubbelzinnige wijze door de commissie kunnen worden geïdentificeerd en bij die commissie gekend zijn.

De aanvrager moet aan de commissie alle inlichtingen verstrekken die haar te allen tijde de mogelijkheid bieden de transparantie van de exploitatie en de identiteit van de aandeelhouders, alsook de latere wijzigingen daaromtrent te controleren.

Art. 52. Elk model van materiaal of van toestel dat met het oog op het gebruik in een kansspelinrichting klasse I, II en III, is ingevoerd of vervaardigd binnen de grenzen en voorwaarden vastgesteld in een vergunning klasse E, moet, teneinde op het Belgische grondgebied te kunnen worden verkocht of geëxploiteerd, goedgekeurd worden door de commissie op basis van de controles uitgevoerd door een van de instanties die vermeld zijn in het tweede lid van onderhavig artikel. Als bewijs hiervan wordt een vergunning uitgereikt.

De controles die de basis vormen voor de goedkeuring worden uitgevoerd door :

- hetzij de Metrologische dienst van het ministerie van Economische Zaken;
- hetzij een orgaan dat hiertoe geaccrediteerd is in het raam van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, onder toezicht van de Metrologische dienst;
- hetzij een orgaan van een andere lidstaat van de Europese Unie dat voor de vermelde activiteit door de overheid van die andere lidstaat is erkend.

De controles bij de ingebruikneming en bij het gebruik van het materiaal of van de toestellen bedoeld in het eerste lid worden eveneens uitgevoerd door de instanties bedoeld in het tweede lid.

Art. 53. De Koning bepaalt :

1. de vorm van de vergunning klasse E en van die bedoeld in artikel 52;
2. de wijze waarop de aanvragen van een vergunning moeten worden ingediend en onderzocht;
3. de procedures betreffende de controle van de kansspelen die aan de goedkeuring voorafgaan;
4. de werkingsregels van de kansspelen;
5. de regels van toezicht op en controle van de kansspelen, inzonderheid door middel van een passend informaticasysteem;
6. het bedrag en de wijze van innen van de vergoedingen betreffende de controles voor de modelgoedkeuring en de navolgende controles.

Art. 54. § 1. De toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen klasse I en II is verboden voor personen jonger dan 21 jaar uitgezonderd het meerderjarige personeel van kansspelinrichtingen op hun plaats van tewerkstelling. De deelneming aan kansspelen in kansspelinrichtingen klasse III is verboden voor minderjarigen.

§ 2. De toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen klasse I en II is verboden voor magistraten, notarissen, deurwaarders en leden van de politiediensten buiten het kader van de uitoefening van hun functies.

§ 3. De commissie ontzegt de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen klasse I en II aan :

1. personen die daarom zelf hebben verzocht;
2. personen die in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard;
3. onbekwaamverklaarden op verzoek van hun wettelijke vertegenwoordiger of van hun gerechtelijk raadsman;
4. personen aan wie krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 een verbod is opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, na kennisgeving door het openbaar ministerie.

§ 4. De commissie ontzegt preventief de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II aan :

1. de te beschermen persoon voor wie een verzoekschrift is ingediend overeenkomstig artikel 487ter van het Burgerlijk Wetboek;
2. de te beschermen persoon voor wie een verzoekschrift is ingediend overeenkomstig artikel 488bis, b) van het Burgerlijk Wetboek;
3. de te beschermen persoon voor wie een verzoekschrift is ingediend overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De preventieve ontzeggingen opgesomd in het eerste lid nemen een einde wanneer de commissie in kennis is gesteld van de beslissingen bedoeld in respectievelijk de artikelen 487sexies en 488bis, e), § 1, van het Burgerlijk Wetboek en in de artikelen 8, 12 en 30 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

§ 5. De Koning bepaalt de wijze waarop de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II wordt verboden of ontzegt. »

« Art. 58. Niemand mag aan de spelers en de gokkers enige vorm van lening of krediet toestaan of met hen een geldelijke of materiële transactie aangaan ter betaling van een inzet of een verlies.

De exploitanten van de kansspelinrichtingen zijn verplicht in alle voor het publiek toegankelijke lokalen op duidelijk leesbare en goed zichtbare wijze het verbod van kredietverlening, bepaald in het eerste lid, ter kennis te brengen van hun cliënteel.

De aanwezigheid van geldautomaten in kansspelinrichtingen klasse I, II en III is verboden. »

« Art. 62. In aanvulling op het door artikel 54 bepaalde, is de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van de klassen I en II [...] slechts toegestaan wanneer de betrokken persoon een identiteitsbewijs voorlegt en de exploitant zijn volledige naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats, beroep en adres in een register inschrijft.

De exploitant doet de betrokkene dat register ondertekenen.

Een afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, moet gedurende ten minste tien jaar na zijn laatste deelneming aan een kansspel worden bewaard.

De Koning bepaalt de wijze waarop de spelers worden toegelaten en geregistreerd.

Hij bepaalt de voorwaarden inzake toegang tot de registers.

De commissie kan de vergunning klasse II of III intrekken zo dat register niet of onjuist wordt bijgehouden, alsook in geval het register niet aan de overheden wordt medegedeeld, beschadigd raakt dan wel verdwijnt. »

« Art. 71. Met uitzondering van de vergunning klasse D worden de vergunningen bedoeld in artikel 25 slechts afgeleverd na storting van een zakelijke waarborg die bestaat uit geld of effecten. De waarborg, die wordt aangewend bij wanbetaling van de kosten en de uitgaven bedoeld in de artikelen 19 en 72, moet ten laatste vijf dagen voor aanvang van de spelverrichtingen bij de Consignatiekas worden gestort.

Bij wanbetaling van de kosten wordt de waarborg aangewend om de verschuldigde bedragen te betalen.

Indien tijdens de uitoefening van de activiteiten blijkt dat de waarborg ontoereikend is om de kosten te dekken, eist de commissie dat binnen vijf dagen een bijkomend bedrag wordt betaald op straffe van schorsing van de vergunning tot het tijdstip van storting.

Het bedrag van de waarborg wordt bepaald op :

1. 10 miljoen frank voor een vergunning klasse A;
2. 3 miljoen frank voor een vergunning klasse B;
3. 20 000 frank voor een vergunning klasse C;

4. het bedrag van 1 miljoen frank voor de houders van een vergunning klasse E die uitsluitend diensten leveren in het raam van het onderhoud, het herstel of de uitrusting van de kansspelen;

het bedrag van 500 000 frank per aangevangen schijf van 50 toestellen voor alle andere houders van de vergunning klasse E.

De Koning kan de bedragen van de waarborg bij een in Ministerraad overlegd besluit wijzigen.

De Koning legt aan de wetgevende kamers, een ontwerp van wet voor dat gericht is op de bekrachtiging van het besluit uitgevaardigd ter uitvoering van het vorige lid. »

Ten aanzien van de omvang en de ontvankelijkheid van de beroepen

B.2.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 geven niet aan hoe de artikelen 15, § 1, en 71, vierde lid, 4., van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers de bepalingen die zij aanvoeren zouden schenden. Het verzoekschrift is, wat die artikelen betreft, niet ontvankelijk.

B.2.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 geven niet aan hoe de artikelen 27, tweede lid, 36.1 en 36.5, 54, §§ 2 tot 5, en 58, eerste lid, de bepalingen die zij aanvoeren zouden schenden. Het verzoekschrift is, wat die artikelen betreft, niet ontvankelijk.

B.2.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1965 vorderen de vernietiging van de artikelen 27, 39 en 71. De grieven zijn in werkelijkheid gericht tegen de artikelen 27, eerste lid, 39 en 71, vierde lid, 4., tweede lid.

B.2.4. Volgens de Ministerraad zou het beroep gericht tegen de artikelen 6, 25, 34 en 39 van de wet in de zaak nr. 1987 onontvankelijk zijn, aangezien de verzoekende partij niet aantoonde op welke manier de beperking van de exploitatie van kansspelen tot de inrichtingen van klasse II en III discriminerend zou zijn.

De verzoekende partij heeft uiteengezet dat zij op wettige wijze kansspelen exploiteerde buiten speelautomatenhallen en drankgelegenheden. Door aan te geven dat de aangevochten bepalingen volgens haar voortaan inhielden dat haar activiteit onwettig is, doet zij voldoende blijken op welke manier zij de aangevochten bepaling discriminerend acht.

De exceptie wordt verworpen.

B.2.5. Volgens de Ministerraad is de tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères onontvankelijk, vermits de memorie verwijst naar de zaken nrs. 991, 992 en 998 die niets uit te staan hebben met dit beroep.

Aangezien men zich op grond van de inhoud van de memorie ten aanzien van het onderwerp ervan niet kan vergissen, is een verkeerde aanduiding van de rolnummers niet voldoende om de geldigheid van de tussenkomst in het geding te brengen.

B.2.6. Bij brief van 4 april 2001 heeft de raadsman van de b.v.b.a. Bingo Matic laten weten dat zijn cliënte afstand deed van haar tussenkomst, aangezien zij de exploitatie van de spelen heeft stopgezet.

Aangezien te dezen niets zich ertegen verzet, wijst het Hof de afstand toe.

B.2.7. De tussenkomende partijen b.v.b.a. Jeux-Matic Ger-Bel en C. Verzele steunen de vordering tot vernietiging van de artikelen 8, 10, 19, 25, 27, 34, tweede, derde en vierde lid, 36.3 en 36.4, 37.3 en 37.5, 53, 54, §§ 1 en 2, 58 en 71. Van het voormelde artikel 10 werden evenwel enkel de paragrafen 1 en 2 aangevochten. In zoverre de tussenkomsten betrekking hebben op de paragrafen 3 tot 5 van dat artikel zijn ze onontvankelijk. Ze zijn zonder voorwerp wat betreft artikel 34, vierde lid, vermits artikel 34 slechts drie leden bevat.

B.2.8. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van de memorie van tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères doordat deze zich ertoe heeft beperkt te verklaren dat zij in de procedure tussenkwam en een memorie van antwoord zou opstellen na kennis te hebben genomen van de middelen van de verzoekende partijen.

Ondanks het summiere karakter ervan kan die memorie worden aangemerkt als een memorie in de zin van artikel 87 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, zodat de voormelde b.v.b.a. op geldige wijze in de procedure tussenkomt.

B.2.9. Het stuk dat op 26 december 2000 door de Ministerraad werd ingediend onder de benaming « memorie », is, als memorie van antwoord, slechts ontvankelijk, in zoverre het betrekking heeft op de memories van tussenkomst. In zoverre het betrekking heeft op de beroepen tot vernietiging, is het onontvankelijk, vermits de termijnen waarover de Ministerraad beschikte om zijn standpunt daarover te doen gelden, zijn verstreken op data die voorafgaan aan die welke hierboven is geciteerd.

B.3.1. De Ministerraad, die verwijst naar artikel 41 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964, voert aan dat het beroep in de zaak nr. 1903 niet ontvankelijk is, omdat het inschrijvingsnummer van de verzoekende partijen niet in het handelsregister wordt vermeld. Hij uit dezelfde kritiek ten aanzien van de tussenkomst van de b.v.b.a. Les Copères en die van de n.v. Bastenie.

B.3.2. Het voormelde artikel 41 bepaalt :

« Bij gebreke van vermelding van het nummer der inschrijving in het handelsregister in het exploitatiedagvaarding en behoudens verantwoording van die inschrijving op de datum, waarop de eis werd ingesteld binnen de door de rechtbank gestelde termijn, verklaart deze de eis van ambtswege niet ontvankelijk. »

Zonder dat moet worden onderzocht of het beroep kan worden beschouwd als een in die bepaling bedoeld exploitatiedagvaarding, stelt het Hof vast dat het nummer van inschrijving in het handelsregister is vermeld op de documenten waarin de beslissing van de zaakvoerder van de verzoekende partijen om voor het Hof in rechte te treden is opgenomen, en bij het verzoekschrift zijn gevoegd.

Wat de voormelde tussenkomende partijen betreft, komt het inschrijvingsnummer in het handelsregister ook voor in de bijlagen die door de b.v.b.a. Les Copères zijn overgezonden (uittreksels uit het *Belgisch Staatsblad* die de statuten bevatten en bij de memorie zijn gevoegd); de n.v. Bastenie heeft zijn nummer aan de griffie van het Hof medegedeeld op 8 januari 2001.

De excepties worden verworpen.

B.3.3. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van de tussenkomst van de n.v. Bastenie, die de ten aanzien van die tussenkomst door de bevoegde organen van de vennootschap genomen beslissing niet zou hebben voorgelegd.

B.3.4. De beslissing van de raad van bestuur, genomen op 14 juni 2000, is aan de griffie van het Hof overgezonden op 8 januari 2001. De exceptie wordt verworpen.

B.4.1. De Ministerraad betoogt dat het beroep van de b.v.b.a. Ramses (zaak nr. 1903) niet ontvankelijk zou zijn omdat de beslissing om het in te stellen niet in het Nederlands is opgesteld, overeenkomstig het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers, alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

B.4.2. Artikel 5, eerste lid, van het voormelde decreet bepaalt :

« Worden door de werkgever in het Nederlands gesteld : alle wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de werkgevers, [...], alle documenten welke bestemd zijn voor hun personeel ».

Vermits de in het geding zijnde beslissing door de verzoekende partij als rechtzoekende en niet als werkgever is opgesteld, wordt de exceptie verworpen.

B.5.1. De Ministerraad betoogt dat de beroepen ingesteld in de zaken nrs. 1903 en 1941 niet ontvankelijk zijn, omdat de verzoekende partijen hun belang om voor het Hof in rechte te treden niet kunnen verantwoorden op grond van hun maatschappelijk doel.

Artikel 3 van de statuten van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 verwijst onder meer naar « de uitbating [van ...] speelzalen, lunaparken [...] » en naar « de uitbating, verhuur, verkoop, import, export, onderhoud en fabricatie van automaten in de ruimste zin van het woord ». De statuten van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1941 zijn in soortgelijke bewoordingen opgesteld.

De exceptie wordt verworpen.

B.5.2. Volgens de Ministerraad kan de Beroepsvereniging voor Weddenschappen, eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1988, niet doen blijken van haar belang om in rechte te treden door een nadeel aan te voeren dat het doel raakt ter verdediging waarvan zij is opgericht.

Een erkende beroepsvereniging heeft, krachtens de wet van 31 maart 1898, de vereiste hoedanigheid om bepalingen aan te vechten die, zoals de verzoekende partij heeft aangegeven, de belangen van haar leden rechtstreeks en ongunstig kunnen raken.

Aangezien de leden van de beroepsvereniging op grond van hun beroepsactiviteiten kunnen worden onderworpen aan de verplichtingen die door de aangevochten bepalingen zijn voorgeschreven, kan hun situatie door die bepalingen rechtstreeks en ongunstig worden geraakt. De verzoekende partij doet bijgevolg blijken van het vereiste belang.

De exceptie wordt verworpen.

B.5.3. Volgens de Ministerraad zou het beroep van de n.v. Derby, tweede verzoekende partij in de zaak nr. 1988, onontvankelijk zijn, vermits de betrokkene niet aantoot op welke manier zijzelf en de vennootschap waarvoor zij een activiteit uitoefent, tot eenzelfde groep zouden behoren, omstandigheid waaruit zij haar belang zou afleiden om de vernietiging van artikel 27 van de wet te vorderen.

Artikel 3 van de statuten van de verzoekende partij bepaalt dat zij als maatschappelijk doel heeft « alle om het even welke verrichtingen, commerciële en financiële, roerende en onroerende, welke rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op het aannemen van spelen en weddenschappen toegelaten door de wet ».

Zij doet blijken van een voldoende belang om de vernietiging te vorderen van een bepaling die de rechtstreekse of indirecte cumulatie verbiedt van de exploitatievergunningen waarin zij voorziet.

De exceptie wordt verworpen.

B.5.4. De verzoeker in de zaak nr. 1991 is een natuurlijke persoon die, tot staving van zijn belang, zich beroept op het feit dat hij een aantal aandelen heeft die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van patrimoniumvennootschappen die zelf aandelen hebben in verscheidene vennootschappen die door de bestreden bepalingen worden geraakt. De vijfde en zesde verzoeker in de zaak nr. 1998 voeren hun hoedanigheid van aandeelhouder in sommige van de verzoekende vennootschappen aan, de ene ten belope van 11 of 33 pct. van het kapitaal, de andere ten belope van 33 of 100 pct.

Aangezien de vraag van het belang om in rechte te treden verbonden is met de grond van de zaak, zal daarop worden geantwoord bij het onderzoek van artikel 27.

B.5.5. De beroepen van de verzoekende vennootschappen in de zaken nrs. 1992 en 1998 zijn ontvankelijk rekening houdend met het feit dat hun maatschappelijk doel de exploitatie van speelzalen omvat.

De n.v. Circus Guillemins wordt echter niet rechtstreeks en ongunstig geraakt door artikel 27, dat het cumuleren van vergunningen van de klassen A, B, C en D met een vergunning van klasse E, verbiedt, aangezien die vennootschap momenteel enkel kansspelen exploiteert en in haar memorie van antwoord heeft bevestigd dat zij geen enkele activiteit wenst uit te oefenen in de door een vergunning van klasse E beoogde domeinen.

B.5.6. De twee verzoekende natuurlijke personen in de zaak nr. 1992 maken eveneens gewag van handelsactiviteiten die, voor de eerste, betrekking hebben op de verkoop, verhuring, leasing, terbeschikkingstelling, invoer, uitvoer, productie, onderhouds-, herstellings- en uitrustingsdiensten voor kansspelen en, voor de tweede, op de exploitatie van een drankgelegenheden.

Aangezien zij geen andere activiteiten vermelden die door de aangevochten wet aan een andere vergunning zijn onderworpen dan die waaraan de wet de uitoefening van de door hen aangevoerde activiteiten onderwerpt, doen zij niet blijken van het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van artikel 27 van de aangevochten wet, dat de cumulatie van de vergunningen van klasse A, B of C met de vergunningen van klasse E verbiedt.

B.5.7. Volgens de Ministerraad doen de verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 niet blijken van het vereiste belang op grond van de invloed van de aangevochten normen op de activiteiten die zij daadwerkelijk uitoefenen.

De statuten van de zeven verzoekende partijen verwijzen naar in de aangevochten wet bedoelde activiteiten. Het staat niet aan het Hof, bij gebrek aan enig element om het aan te tonen, te vermoeden dat de door de verzoekende partijen daadwerkelijk uitgeoefende activiteiten zouden verschillen van die welke in hun statuten zijn voorgeschreven.

De exceptie wordt verworpen.

B.5.8. De Ministerraad betwist ten onrechte de geldigheid van de tussenkomsten van de n.v. Bastenie en van C. Verzele, die beiden in hun memorie de feiten hebben uiteengezet waarop zij hun belang om tussen te komen gronden. Geen enkele bepaling van de bijzondere wet van 6 januari 1989 verplicht hen ertoe het bewijs van die feiten te leveren wanneer een tegenpartij zich ertoe beperkt het bestaan ervan te betwisten zonder zelf aanwijzingen te geven op grond waarvan aan de realiteit ervan kan worden getwijfeld.

B.6.1. De Ministerraad is van mening dat de verzoekende partijen niet doen blijken van een rechtmatig belang, vermits de uitbating van kansspelen strafrechtelijk kan worden vervolgd overeenkomstig de wet van 24 oktober 1902.

B.6.2. De aangevochten wet handhaaft het in de vroegere wetgeving vermelde principiële verbod van kansspelen, maar voorziet in afwijkingen van dat beginsel. Nu er verzoekende partijen zijn die het volgens hen discriminerend karakter van die afwijkingen betwisten, mag hun belang niet onwettig worden geacht.

De exceptie wordt verworpen.

Ten aanzien van de middelen

B.7.1. In zoverre zij rechtstreeks de artikelen 12 en 23 van de Grondwet, artikel 43 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (vroeger artikel 52 van het E.G.-Verdrag), het evenredigheidsbeginsel, het beginsel van vrijheid van handel en nijverheid, het beginsel van vrije mededinging binnen de Europese Unie, het beginsel van de eerbied voor het privé-leven en de machtsoverschrijding aanvoeren, zijn de middelen, aangevoerd in de zaken nrs. 1903, 1941, 1965 en 1988, niet ontvankelijk, doordat zij verwijzen naar normen waarvan het Hof de inachtneming niet kan toetsen.

Die artikelen en die beginselen kunnen maar bij het onderzoek worden betrokken, in zoverre zij met de aangevoerde schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn verbonden.

In de veronderstelling dat in het tweede middel, dat is opgeworpen in de zaak nr. 1941 en betrekking heeft op de bevoegdheid en dat is afgeleid uit de schending van de « uitoefening van macht », in werkelijkheid een machtoverschrijding wordt aangeklaagd, kan het in dat onderdeel niet worden onderzocht, aangezien het niet de schending aanvoert van een bevoegdheidverdelende regel in de zin van artikel 142 van de Grondwet en artikel 1, 1°, van de voormelde bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.7.2. Het Hof onderzoekt de overeenstemming van de aangevochten bepalingen met de bevoegdheidverdelende regels alvorens de bestaanbaarheid van die bepalingen met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te onderzoeken.

Ten aanzien van de bevoegdheidverdelende regels

B.8.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903 en 1941 doen gelden dat de federale wetgever, door de aangevochten bepalingen aan te nemen die de toekenning van uitbatingvergunningen voor speelautomatenhallen regelen, inbreuk heeft gemaakt op de bevoegdheden van de gewesten inzake de politie van de vergunningsplichtige instellingen.

B.8.2. Artikel 6, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waarnaar het middel verwijst, bepaalt :

« § 1. De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans 39] van de Grondwet zijn :

[...]

II. Wat het leefmilieu en het waterbeleid betreft :

[...];

3° De politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven onder voorbehoud van de maatregelen van interne politie die betrekking hebben op de arbeidsbescherming;

[...] ».

B.8.3. Die bepaling definieert de bevoegdheden van de gewesten inzake leefmilieu en machtigt hen om de omgeving en het leefmilieu tegen hinder en ongemakken te beschermen; de reglementering van de kansspelen heeft te weinig uit te staan met de bescherming van het leefmilieu opdat het middel zou kunnen worden ingewilligd.

B.8.4. In zoverre het middel ook de schending van de bevoegdheden van de gewesten inzake economisch beleid aanklaagt, is het evenmin gegrond : de aangevochten bepalingen strekken enkel ertoe het maatschappelijke gevaar in te perken dat kansspelinrichtingen ten aanzien van de gehele bevolking kunnen betekenen. De verzoekende partijen tonen niet aan - en het Hof ziet niet - hoe de gewesten, door de artikelen 27 en 34 van de wet van 7 mei 1999 verhinderd zouden zijn hun bevoegdheden inzake het economisch beleid op basis van artikel 6, § 1, VI, 1°, van de voormelde bijzondere wet uit te oefenen, noch hoe de uitoefening van die bevoegdheden buitengewoon moeilijk zou worden gemaakt.

B.9.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903 doen ook gelden dat de aangevochten bepalingen de bevoegdheid van de gewesten inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening zouden schenden, inzonderheid doordat zij bepalen dat, om een vergunning van klasse B te krijgen, de aanvrager ervoor dient te zorgen « dat de kansspelinrichting van klasse II niet gevestigd wordt in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangenissen » (het aangevochten artikel 36, 4.).

B.9.2. Artikel 6, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« § 1. De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans 39] van de Grondwet zijn :

I. Wat de ruimtelijke ordening betreft :

1° De stedenbouw en de ruimtelijke ordening;

2° De rooiplannen van de gemeentewegen;

3° De verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten of van andere onthaalinfrastructuren voor investeerders, met inbegrip van de investeringen voor de uitrusting van industriezones bij de havens en de beschikbaarstelling daarvan voor de gebruikers;

4° De stadsvernieuwing;

5° De vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimte;

6° Het grondbeleid;

7° De monumenten en de landschappen. »

B.9.3. De aangevochten bepalingen hebben niet als hoofddoel de stedenbouw en de ruimtelijke ordening te regelen. De bepaling waarmee de federale wetgever de toekenning, door de overheid die hij aanwijst, van een uitbatingsvergunning voor speelautomatenhallen afhankelijk stelt van voorwaarden die het mogelijk maken te vermijden dat personen die hij in het bijzonder wil beschermen (scholieren, jongeren, gedetineerden die de gevangenis mogen verlaten) ertoe worden aangezet om ze te bezoeken of die erop gericht zijn te beletten dat een frivole omgeving wordt gecreëerd in de buurt van ziekenhuizen en plaatsen waar erediensten worden gehouden, uit eerbied voor de geestesgesteldheid van degenen die getuigen zijn van leed of nood hebben om zich te bezinnen, valt onder zijn bevoegdheid om de kansspelinrichtingen te regelen, welke ook de bevoegdheid inhoudt om rekening te houden met de nadelen die de omgeving ervan met zich kan meebrengen. Die bepaling is niet in die zin opgevat dat het voor het gewest niet werkbaar zou zijn een doeltreffend beleid te voeren in de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen; bovendien zijn de beslissingen die kunnen worden genomen door de overheid die door die bepaling daartoe is gemachtigd, aan de controle van de rechtscolleges onderworpen.

Het middel is niet gegrond.

B.10.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 doen gelden dat de artikelen 10, § 2, 19 en 71 van de aangevochten wet de artikelen 3 en 4, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten schenden.

B.10.2. In een eerste onderdeel voeren zij aan dat artikel 19 van de aangevochten wet, dat een « bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie » ten laste legt van de houders van vergunningen van de klassen A, B, C en E, een belasting zou invoeren (waarvan de betaling zou worden verzekerd door de waarborg voorgeschreven bij artikel 71 van de wet) en dat op de speelautomaten een belasting wordt geheven die krachtens de voormelde artikelen van de bijzondere wet onder de bevoegdheid van de gewesten ressorteert.

B.10.3.1. Het amendement van de Regering dat aan de oorsprong van artikel 19 ligt, wordt als volgt verantwoord :

« Volgens de Regering is het doel van het wetsontwerp het scheppen van een legaal kader voor (gedoogde) kansspelinrichtingen en het uitbouwen van een nationaal, coherent spelbeleid. De kansspelcommissie treedt daarbij op als een onafhankelijke administratieve advies-, beslissings- en controleoverheid en heeft als dusdanig een spelfunctie. Het lijkt dan ook logisch dat diegenen die van het nieuwe rechtskader en het werk van de commissie genieten, bijdragen in de lasten van de commissie door betaling van de facturatie van de door de commissie gemaakte kosten. Dat het wetsontwerp beoogt de spelers een minimale sociale bescherming te bieden en de gemeenschap te behoeden voor de nadelige gevolgen van een ontregeling van de markt van de kansspelen en eventuele onwettige praktijken is evenzeer een bescherming van de beroepsbelangen van de exploitanten van de betrokken speelinrichtingen. Zij hebben er alle belang bij dat kansspelen en de exploitatie ervan op een conforme en gecontroleerde wijze worden georganiseerd. *In casu* gaat het dan ook niet om een belasting. » (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 419-4, p. 33)

B.10.3.2. De federale wetgever die, zoals in B.9.3 is gesteld, bevoegd is om de kansspelinrichtingen te regelen, is ook bevoegd om de controle te organiseren die noodzakelijk is wegens het gevaarlijke karakter van de door hem toegelaten activiteiten en om die controle toe te vertrouwen aan een commissie waarvan hij de samenstelling regelt. Het komt ook hem toe de last van de financiering van die commissie te laten wegen op de inrichtingen die zij moet controleren. Door te beslissen dat die financiering moet gebeuren door middel van de in artikel 19 voorgeschreven bijdrage, is hij binnen de perken van zijn bevoegdheden gebleven en heeft hij geen belasting « op de spelen en weddenschappen » ingevoerd in de zin van artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten.

B.10.3.3. Het eerste onderdeel van het middel faalt in rechte.

B.10.4. In het derde onderdeel van het middel wordt aangeklaagd dat artikel 10, § 2, de artikelen 3 en 4, § 1, van de voormelde bijzondere financieringswet schendt door elke deelneming van de ministers van de gewestregeringen aan de kansspelcommissie uit te sluiten, terwijl de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de belasting op automatische ontspanningstoestellen onder de gewesten ressorteren.

B.10.5. De federale wetgever schendt de in het middel bedoelde bevoegdheidverdelende regels niet door niet de aanwezigheid van vertegenwoordigers van de gewesten te verzekeren in een commissie die is opgericht in het kader van wijzigingen aan de strafwet waarvoor hij bevoegd is.

Het derde onderdeel van het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie

B.11.1. De verzoekende partijen (zaak nr. 1941) klagen aan dat artikel 3.1 van de aangevochten wet de kansspelen betreffende sportbeoefening alsmede de weddenschappen die naar aanleiding daarvan worden aangegaan, uit zijn toepassingsfeer uitsluit.

Aangezien evenwel die spelen en weddenschappen - die overigens worden geregeld door een wet van 26 juni 1963 (weddenschappen op sportuitslagen) en door een koninklijk besluit van 23 november 1965 (weddenschappen op de paardenwedrennen) - verband houden met de oefening of de behendigheid van het lichaam en dus onafhankelijk zijn van elke speling van het lot, neemt de wetgever geen discriminerende maatregel door ze uit te sluiten van een reglementering die betrekking heeft op de kansspelen.

B.11.2. De loterijen bedoeld in artikel 3.4, dat ook door de verzoekende partijen wordt bekritiseerd, zijn van de wet uitgesloten in zoverre zij bedoeld zijn in de wet van 31 december 1851 op de loterijen en in de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij, waarvan de wetgever vermocht te menen dat op dat vlak reeds een « strenge specifieke wetgeving bestaat die iedere aanvullende bepaling [...] overbodig maakt » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, pp. 11 en 12).

De loterij is trouwens een kanscontract dat van het contract van het spel verschilt doordat de spelers zelf niet aan de verrichtingen deelnemen (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/7, p. 26) en, ook hier, zijn de openingsuren voor het spel en sommige voorwaarden ervan van dien aard dat het risico van afhankelijkheid kleiner is dan bij de spelen die in de aangevochten wet worden beoogd.

Tot slot is opgemerkt dat de andere loterijverrichtingen dan die welke zijn bedoeld in de voormelde wetten van 1851 en 1991 aan de aangevochten wet onderworpen zijn (*idem*, nr. 1-419/17, p. 67). In die omstandigheden en rekening houdend met het feit dat, zoals de Ministerraad opmerkt, de winst van de Nationale Loterij, krachtens artikel 15 van de voormelde wet van 22 juli 1991, wordt besteed aan doeleinden van openbaar nut en dus de gemeenschap ten goede komt, kan de aangevochten bepaling niet discriminerend worden geacht.

B.12.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 1987 acht het uit de artikelen 6, 25, 34 en 39 van de aangevochten wet voortvloeiende verbod om speelautomaten elders te exploiteren dan in de speelautomatenhallen (inrichtingen van klasse II) en in drankgelegenheden (inrichtingen van klasse III), discriminerend.

B.12.2. De wetgever, die het principieel verbod van kansspelen vaststelt en toch in enkele uitzonderingen daarop voorziet, is, wanneer hij de toepassingsvoorwaarden van die afwijking definieert, gemachtigd om op een beperkende wijze de plaatsen te bepalen waar die spelen kunnen worden geëxploiteerd, teneinde de doeltreffendheid van de controles te waarborgen. In tegenstelling met wat de verzoekende partij beweert, verplicht niets hem rekening te houden met oude situaties wanneer hij nieuwe regels vaststelt.

Overigens vermeldt de verzoekende partij niet op welke manier het haar onmogelijk zou zijn een van de bij de wet voorgeschreven vergunningen te krijgen.

Het middel is niet gegrond.

B.13.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903 en 1941 klagen aan dat artikel 8 van de aangevochten wet in de inrichtingen van klasse II (speelautomatenhallen) en klasse III (dranksluiterijen) het gebruik verbiedt van kansspelen waarvan is vastgesteld dat de speler een verlies van meer dan 500 frank per uur kan lijden, terwijl de wet een dergelijk verbod niet vaststelt voor de inrichtingen van klasse I (casino's) en een dergelijke beperking in de andere landen van de Europese Unie niet bestaat.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 klagen ook aan dat die bepaling de kansspelen die worden geëxploiteerd in de inrichtingen van klasse II en klasse III aan dezelfde beperking onderwerpt, terwijl de situatie van die beide types van inrichtingen wezenlijk verschillend is en dat de producten van de Nationale Loterij niet aan die beperking worden onderworpen.

B.13.2. De aangevochten bepaling is voortgevloeid uit een parlementaire bespreking van verschillende amendementen waarvan een als volgt luidde : « Het verlies dat een speler kan lijden ingevolge het gebruik van of de deelname aan kansspelen die worden geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse II, moet duidelijk lager liggen dan het verlies dat hij kan lijden ingevolge het gebruik van of de deelname aan kansspelen die worden geëxploiteerd in een kansspelinrichting klasse I » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 32). Door overigens op te merken dat « kansspelautomaten [...] in tegenstelling tot casino's eerder laagdrempelig » zijn - die toegankelijkheidsdrempel wordt immers beschouwd als een van de inherente factoren van het kansspel die de verslaving bevorderen (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/7, pp. 6 en 7) - vermocht de wetgever te oordelen dat de casino's en degenen die ze bezoeken zich in een verschillende situatie bevinden ten opzichte van de andere inrichtingen en hun klanten en dat die situatie het in het geding zijnde verschil in behandeling verantwoordde.

B.13.3. De hieromtrent gelijke behandeling van de inrichtingen van klasse II (speelautomatenhallen) en die van klasse III (drankgelegenheden) is objectief en redelijkerwijze verantwoord ten aanzien van de nagestreefde doelstelling die erin bestaat de spelers te beschermen.

Een ongelijke behandeling zou het risico van verslaving enkel verplaatsen van de ene naar de andere categorie van inrichtingen.

B.13.4. De grief die wordt afgeleid uit de vergelijking met de inrichtingen die in de andere landen van de Europese Unie gevestigd zijn, mist elke pertinentie vermits het gaat om verschillende rechtsorden die, ten aanzien van de in het geding zijnde aangelegenheid, niet het voorwerp zijn van een communautaire regelgeving.

B.13.5. Beweerd wordt dat geen enkel plafond is vastgesteld voor de loterijen en de andere kansspelen. Er dient te worden opgemerkt dat beide categorieën van de toepassingsfeer van de wet zijn uitgesloten om redenen die niet discriminerend werden geacht (zie B.11.2). Bovendien kunnen de loterijen het voorwerp uitmaken van gedifferentieerde maatregelen omdat zij bedoeld worden in de wet van 31 december 1851 op de loterijen en in de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij, waarvan de wetgever vermocht te menen dat zij een « strenge specifieke wetgeving [vormen] die iedere aanvullende bepaling [...] overbodig maakt » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, pp. 11 en 12). Bovendien zijn de uren van toegang en de nadere regels van die aard dat het risico van verslaving minder groot is dan datgene wat wordt gecreëerd door de in de bestreden wet bedoelde spelen. Ten slotte is opgemerkt dat de andere (verrichtingen van) loterijen dan die welke zijn bedoeld in de wetten van 1851 en 1991 aan de bestreden wet zijn onderworpen (*idem*, nr. 1-419/17, p. 67). De aangevoerde discriminatie is dus niet aangetoond.

B.13.6. De grief die is afgeleid uit het feit dat het aangevochten artikel 8, vierde lid, apparaten die niet op elkaar mogen worden aangesloten en de prijzen met het oog waarop een dergelijke onderlinge aansluiting zou worden gedaan, niet nader bepaalt, is niet ontvankelijk, omdat niet wordt aangegeven op welke manier die bepaling een discriminatie zou teweegbrengen.

B.13.7. De grief die door de verzoekende partijen in de zaak nr. 1995 wordt afgeleid uit de schending, door het voormelde artikel 8, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is niet ontvankelijk, omdat de categorieën van personen die moeten worden vergeleken, niet worden aangeduid.

B.14. De grief die in de zaak nr. 1998 is afgeleid uit het feit dat artikel 10, §§ 1 en 2, op een discriminerende wijze de vrijheid van handel en nijverheid en het eigendomsrecht zou schenden, doordat de kansspelcommissie uitsluitend zou zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de overheid en niet uit vertegenwoordigers van het beroep, terwijl zulks het geval is in de andere sectoren van het bedrijfsleven wanneer het betrokken orgaan over een tuchtbevoegdheid beschikt, kan niet worden aanvaard.

Uit de uiteenzetting van de grief blijkt dat enkel artikel 10, § 2, door de verzoekende partijen wordt beoogd. De door de verzoekende partijen geciteerde beroepsorganen, paritaire instanties van de sociale organisaties en controle-instellingen van het financieel of economisch leven (raden van de orde van geneesheren en van de advocaten, beperkte kamers van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, controledienst der verzekeringen) kunnen immers niet worden vergeleken met een instelling die, onder meer, belast is met het toezicht op de naleving van de wet en met het toekennen, opschorten of intrekken van exploitatievergunningen in een domein waarin een activiteit wordt uitgeoefend die gebaseerd is op de uitbuiting van een menselijke zwakheid. De wetgever heeft er overigens over gewaakt dat de beslissingen van de commissie, die aan de controle van de Raad van State zijn onderworpen, van de nodige waarborgen zijn voorzien.

B.15.1. In een tweede onderdeel van hun eerste middel betogen de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1992 en 1998 dat de « bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie », bedoeld in artikel 19 van de aangevochten wet (alsmede artikel 71 dat voorziet in een waarborg die bestemd is om de niet-betaling van die bijdrage te dekken), op een discriminerende manier het beginsel van de algemeenheid van de begroting en van de rekeningen dat is ingeschreven in artikel 174, tweede lid, van de Grondwet en het beginsel van de niet-besteding van de ontvangsten dat eruit voortvloeit, schendt.

B.15.2. Dit onderdeel van het middel is niet ontvankelijk omdat niet nader is aangetoond in welk opzicht de aangevoerde schending discriminerend zou zijn.

B.16.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zou artikel 25 een discriminerende inbreuk plegen op de vrijheid van handel en nijverheid en op het eigendomsrecht, doordat het de voor de speelautomatenhallen toegekende geldigheidsduur van de vergunningen op negen jaar vaststelt, terwijl die duur voor de casino's vijftien jaar bedraagt.

B.16.2. Redelijkerwijze kan worden aangenomen dat de omvang van de, met name onroerende, investeringen, die voor een casino noodzakelijk zijn, groter is dan voor een speelautomatenhal en dat, bijgevolg, de geldigheidsduur van de vergunningen in het eerste geval langer is. Het Hof merkt overigens op dat, tijdens de parlementaire besprekingen, de betrokken duur van vijf op negen jaar werd gebracht, precies om de « rechtszekerheid » van de betrokken ondernemingen te vergroten rekening houdend met de omvang van de investeringen en, wat de duur betreft, verwijzend naar die van de handelshuur (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 110). Vermits het gaat om reglementeringen met een ander onderwerp, houdt die laatste verwijzing niet in dat de wetgever in alle opzichten de reglementering van de geldigheidsduur moet afstemmen op die van de handelshuur.

Het middel is niet gegrond.

B.17.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 voeren aan dat de artikelen 25.5, en 48 tot 53 van de aangevochten wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 28 en 29 (lees : 30 en 31) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, doordat zij de invoer en uitvoer van kansspelen afhankelijk stellen van het verkrijgen van een vergunning van klasse E, wat op zijn beurt afhankelijk is van de betaling van een bijdrage in de werkingskosten van de kansspelcommissie (artikel 19 van de aangevochten wet), betaling die zelf wordt verzekerd door een waarborg (artikel 71).

B.17.2. Tijdens de parlementaire bespreking is het volgende opgemerkt : « Volgens de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie in de zaak Schindler dat door de Raad van State wordt ingeroepen (arrest van 24 maart 1994, zaak C-275/92, verz., p. I-1039) in het kader van de gokspelen, beschikt de nationale overheid over voldoende appreciatiemogelijkheid om de vereisten in verband met de bescherming van de maatschappelijke orde te bepalen en heeft hij het recht de noodzaak tot het beperken of het verbieden van deze activiteiten te beoordelen, zonder evenwel het gemeenschapsrecht te mogen overtreden (punt 60, 61) » (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/7, p. 19) en dat « [...] in het 'arrest-Schindler' van het Europees Hof van Justitie (1994) [overigens wordt] gesteld dat de bepalingen van het Verdrag tot instelling van de EEG met betrekking tot het vrije verkeer van diensten niet worden tegengesproken door restrictieve wetgevingen die de sociale bescherming van de spelers en het voorkomen van fraude op het oog hebben » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 11) (zie ook arrest van 21 oktober 1999 zaak C-67/98, *Jur.*, p. I-7289).

B.17.3. Te dezen is de aangevochten maatregel met betrekking tot de invoer en de productie van kansspelen ten einde, in overeenstemming met artikel 52, « op het Belgisch grondgebied te kunnen worden verkocht of geëxploiteerd », evenredig en adequaat ten aanzien van het door de wetgever nagestreefde doel. Hij vermocht immers van oordeel te zijn dat de ondubbelzinnige en blijvende identificatie van diegenen die, op die manier, aan de in het geding zijnde handelsactiviteit deelnemen, bedreigd zou zijn, indien het verkrijgen van een vergunning niet werd verplicht voor de invoer en de productie van kansspelen met het oog op de verkoop en exploitatie ervan op het Belgisch grondgebied.

Die maatregel geldt evenwel ook ten aanzien van de uitvoer en de productie van kansspelen bestemd voor de uitvoer. In dat verband rijst het probleem van de door de verzoekende partijen in de zaak nr. 1965 in twijfel getrokken verantwoording voor de bedragen van de in artikel 71 bedoelde waarborg, en die 500.000 frank bedraagt per aangevangen schijf van 50 toestellen, rekening houdend met de in artikel 52 omschreven opdracht van de kansspelcommissie, die niet geldt ten opzichte van kansspelen die niet bestemd zijn voor de verkoop of exploitatie op het Belgisch grondgebied.

B.17.4. De wetgever stelt de uitvoer en de productie van kansspelen bestemd voor de uitvoer afhankelijk van een door de kansspelcommissie te verlenen vergunning, te weten de vergunning van klasse E zoals bepaald in artikel 27.5. Hij heeft evenwel niet voorzien in de mogelijkheid voor deze commissie om de in artikel 52 omschreven goedkeuringsopdracht uit te voeren ten aanzien van de modellen van materiaal of toestellen bestemd voor de uitvoer van kansspelen, zodat de vereiste van een vergunning E voor uitvoer niet dienstig is, tenzij om de transparantie van de sector te verzekeren.

Het staat aan de wetgever, zo hij, niettegenstaande het beginsel van vrij verkeer van goederen, op grond van ethische overwegingen de uitvoer van in België geproduceerde kansspelen effectief wil beperken, hiervoor in aanvullende bepalingen te voorzien die zouden kunnen aangeven op welke gronden en onder welke voorwaarden de betrokken vergunning kan worden verleend.

Door erin te voorzien dat de waarborg wordt vastgesteld op een bedrag van 500.000 frank per aangevangen schijf van 50 toestellen voor alle houders van de vergunning klasse E, met uitzondering van deze bedoeld in artikel 71, vierde lid, 4., bevat dit artikel 71 een maatregel die, in de huidige situatie, onevenredig is, in zoverre hij van toepassing is ten aanzien van de uitvoerders en producenten van kansspelen bestemd voor de uitvoer, vermits wat hen betreft, noch de bijdrage bestemd voor de kosten en uitgaven van de kansspelcommissie, noch de te verstrekken zakelijke waarborg zouden kunnen worden verantwoord, aangezien de commissie ten aanzien van deze categorie immers geen wezenlijke opdracht vervult.

B.17.5. In artikel 71 dienen de woorden « het bedrag van 500.000 frank per aangevangen schijf van 50 toestellen » te worden vernietigd, in zoverre ze van toepassing zijn op « alle andere houders van de vergunning klasse E » en ze van toepassing zijn op de uitvoerders en producenten van kansspelen bestemd voor de uitvoer.

B.18.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903, 1941, 1965, 1992 en 1998 klagen aan dat artikel 27 van de aangevochten wet verbiedt een vergunning van klasse A, B, C of D te cumuleren met een vergunning van klasse E en aldus een discriminerende inbreuk maakt op de vrije toegang tot een zelfstandig beroep die door artikel 23 van de Grondwet wordt gewaarborgd, (zaken nrs. 1903, 1922 en 1998) alsmede op de in het Europees recht gewaarborgde vrijheid van vestiging, op de vrijheid van handel en nijverheid (zaken nrs. 1941, 1992 en 1998), op het eigendomsrecht (zaak nr. 1998), op de vrijheid van vereniging, de vrijheid van arbeid en de in artikel 12 van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van de persoon (zaak nr. 1941).

B.18.2. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt weliswaar, enerzijds, dat « [...] de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen » waarborgen en, anderzijds, dat die rechten « het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil » omvatten. Maar uit die bepalingen (die de verzoekende partijen geldig kunnen aanvoeren in samenhang met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in tegenstelling met wat de Ministerraad beweert), mag niet worden afgeleid dat de wetgever, wanneer hij een activiteit wil regelen die een gevaar voor de maatschappij inhoudt indien zij niet aan voorwaarden wordt onderworpen, geen beperkingen zou kunnen opleggen aan degenen die de activiteit uitoefenen. Hetzelfde geldt voor de andere rechten en vrijheden waarnaar in het middel wordt verwezen.

Te dezen kan het betrokken verbod worden verantwoord door de bezorgdheid om te vermijden dat de bij de artikelen 9, 20 en 21 van de aangevochten wet voorgeschreven controle moeilijker wordt gemaakt door de verwarring die zich onvermijdelijk zal voordoen door de uitoefening van verschillende activiteiten indien die niet van elkaar worden gescheiden (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 419/4, p. 34).

In zoverre de vergunningen van klasse E ook betrekking hebben op de diensten voor onderhoud, herstelling en uitrusting van de kansspelen, is het verbod van cumulatie, om dezelfde reden, evenmin discriminerend, in tegenstelling met wat de verzoekende partijen in de zaak nr. 1988 beweren. De wet verplicht diegene die toestellen uitbaat trouwens niet om voor elke handeling van onderhoud of herstelling een beroep te doen op een gespecialiseerd bedrijf.

B.18.3. De in het geding zijnde bepaling houdt een maatregel in die niet onevenredig is, niet alleen ten aanzien van de aldus tot uiting gebrachte bekommernis, maar ook ten aanzien van de algemene doelstelling van sociale bescherming en transparantie die met de aangevochten wet wordt nagestreefd.

Bovendien reikt het cumulatieverbod ten aanzien van de vennootschappen niet zo ver dat ieder aandeelhouder-schap in meerdere vennootschappen verboden zou zijn. Zoals de Ministerraad heeft opgemerkt, beoogt de wetgever te voorkomen dat « belanghebbende » vennootschappen de controle behouden over de door de wet bedoelde vennootschappen die in verband staan met kansspel.

In dat opzicht worden de verzoeker in de zaak nr. 1991 en de vijfde verzoeker in de zaak nr. 1998, in hun hoedanigheid van aandeelhouder van patrimoniumvennootschappen waarvan zij niet aantonen dat zij ze controleren, door het voormelde artikel 27 niet voldoende rechtstreeks geraakt. Hun beroepen zijn niet ontvankelijk.

Noch de in artikel 27 van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van vereniging, noch het eigendomsrecht verhinderen de wetgever evenmin een activiteit te reglementeren die een gevaar betekent voor de maatschappij. Dat optreden van de wetgever kan worden verantwoord door het feit dat het in een democratische samenleving noodzakelijk is dat de bescherming van de goede zeden en van de rechten van anderen wordt verzekerd.

B.19.1. De verzoekende partijen klagen aan dat artikel 34 van de aangevochten wet het aantal speelautomatenhallen in België beperkt tot honderd tachtig, zonder eenzelfde beperking op te leggen aan de andere kansspelinrichtingen, en aldus een discriminerende inbreuk maakt op de vrijheid van handel en nijverheid, op de vrijheid van de persoon en op de vrijheid van vestiging gewaarborgd in artikel 43 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (vroeger artikel 52 van het E.G.-Verdrag).

B.19.2. De vrijheid van handel en nijverheid, die een van de aspecten van de vrijheid van de persoon is, kan niet worden opgevat als een absolute vrijheid. Zij belet niet dat de wetgever de economische bedrijvigheid van personen en ondernemingen regelt. De wetgever zou alleen dan de vrijheid van handel en nijverheid schenden indien hij die vrijheid zou beperken zonder dat daartoe enige noodzaak bestaat of indien die beperking kennelijk onevenredig zou zijn met het nagestreefde doel.

B.19.3. De kansspelen die leiden tot een geldelijke winst of verlies, buiten een menselijke zwakheid uit die zeer ernstige gevolgen kan hebben voor sommige personen en hun familie; zij vormen een sociaal gevaar, zodat te dezen restrictieve maatregelen gemakkelijker te verantwoorden zijn dan permissieve maatregelen.

B.19.4. De aangevoerde bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap verzetten er zich niet tegen dat, om redenen van algemeen belang, regels worden vastgesteld met betrekking tot de organisatie, de bevoegdheid, de beroepsethiek en de controle, voor zover die beroepsregels worden toegepast op al degenen die gevestigd zijn op het grondgebied van de Staat waar de dienst wordt ingesteld (zie *Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/7, p. 21, en *Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, pp. 242 e.v.).

B.19.5. De in het geding zijnde bepalingen hebben tot doel het gevaar in te perken dat de kansspelinrichtingen voor de maatschappij kunnen betekenen. Gelet op het feit dat een absoluut verbod hem overdreven lijkt, heeft de wetgever op het principiële verbod dat hij handhaafde (artikel 305 van het Strafwetboek bestraftte het openhouden van een huis voor kansspelen en artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 verbood de uitbating van kansspelen) een uitzondering ingesteld die gebaseerd is op een vergunningsregeling, er daarbij over wakend in de toekomst geen onbezonnen ontwikkeling van dat soort inrichtingen toe te laten. Naast die doelstelling van sociale bescherming heeft de wetgever gewenst, via een sluitende controle « [de] mogelijke en ongewenste neveneffecten [van de kansspelen] (spelverslaving, witwassen van geld, criminaliteit, financiële en fiscale fraude) » in kaart te brengen, te voorkomen en te bestrijden (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, pp. 25, 26 en 36; *idem*, nr. 1-419/7, pp. 5 en 6; *Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 4).

B.19.6. In het licht van dergelijke doelstellingen lijkt de beperking van het aantal speelautomatenhallen tot honderd tachtig niet onredelijk, uitgaande zowel van een verhouding van een speelautomatenhal per vijftigduizend inwoners als van rendabiliteitsoverwegingen (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 419/7, pp. 22 en 23). Werd, zoals de verzoekende partijen opmerken, oorspronkelijk de grens weliswaar op tweehonderd inrichtingen vastgesteld, dan merkt het Hof op dat de grens werd teruggebracht tot honderd tachtig na een politieel optreden :

« Naar aanleiding van de gerechtelijke operatie ' *Indian Summer* ' van november 1998, waarbij alle lunaparken werden gecontroleerd, is gebleken dat hun werkelijke aantal [geen] 200 (zoals werd vermoed) maar 180 bedraagt. Het lijkt dan ook aangewezen de bestaande situatie te bevriezen. » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 54)

De verzoekende partijen in de zaak nr. 1903, die deze cijfers betwisten, laten evenwel na te bewijzen dat de wetgever zich op onjuiste gegevens zou hebben gegrond.

B.19.7. De inrichtingen van klasse I en de inrichtingen van klasse III kunnen geen categorieën vormen die vergelijkbaar zijn met diegene van klasse II wanneer het erom gaat het aantal toegelaten inrichtingen te regelen. Het aantal ervan, de toegankelijkheid ervan en de beperkingen die eruit voortvloeien op het vlak van de spelen die worden aangeboden aan het publiek dat de wetgever wenst te beschermen, hebben niets gemeen met de speelautomatenhallen.

B.19.8. De verzoekende partijen klagen ook aan dat het voormelde artikel 34, door te voorzien in het sluiten van een convenant tussen de uitbater en de gemeente, convenant dat onder meer betrekking heeft op de vestiging van speelautomatenhallen en op de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren van die inrichtingen, een maatregel van bestuurlijke politie, die erop gericht is een handelsactiviteit te controleren, zou doen voorkomen als een convenant. De speelautomatenhallen zouden aldus de enige spelinrichtingen zijn die aan de discretionaire bevoegdheid van de gemeente onderworpen zijn.

B.19.9. Wanneer een activiteit een gevaar voor de maatschappij inhoudt indien zij niet aan voorwaarden wordt onderworpen, neemt de wetgever een adequate maatregel door die activiteit te onderwerpen aan regels die afwijken van het stelsel dat van toepassing is op de gewone handelsactiviteiten. In zijn onderzoek van de in het geding zijnde bepalingen merkte de Raad van State op dat de vergunningsregeling waarin die bepalingen voorzien « niet tot gevolg [heeft] dat aan de gemeentelijke autonomie wordt geraakt, in zoverre de wetgever zelf ter zake politie over de kansspelen wil uitoefenen. Deze wetgeving tast de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid niet aan, bij voorbeeld die inzake algemene politie en stedenbouw » (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 251).

De vereisten van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn niet van die aard dat de wetgever sommige taken niet aan de gemeenten zou kunnen toevertrouwen, zelfs wanneer hij zelf de politie over de betrokken activiteiten wil uitoefenen.

De aangevochten bepaling, die moet worden vergeleken met artikel 29 *in fine* van de wet dat voorziet in het sluiten van een convenant tussen de gemeenten en de exploitanten van casino's en die uitgaat van het streven om « [door] de inschakeling van de gemeente [...] het controle-effect [te versterken] » (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 138) en aan de gemeenten « een zekere beleidsvrijheid toe te staan » met betrekking tot de vestiging van dergelijke inrichtingen (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/5, p. 12) en hun openingsuren (*idem*, nr. 1795/8, p. 55), vormt een adequate maatregel om het nagestreefde doel te bereiken. De in het geding zijnde bepaling mag niet alleen worden beoordeeld op grond van een eventuele onregelmatige toepassing ervan; de verzoekende partijen beschikken over gepaste jurisdictionele waarborgen ten aanzien van de beslissingen die door de bevoegde overheid worden genomen.

Het Hof merkt in het bijzonder op dat de « discretionaire bevoegdheid » van de gemeente bij het afsluiten van een convenant voor de uitbating van een kansspelinrichting van klasse II, in tegenstelling tot verklaringen uit de parlementaire voorbereiding (Senaat, *Hand.*, 27 april 1999, p. 7713; Kamer, *Hand.*, 31 maart 1999, pp. 11701-11702) onderworpen blijft aan de regels van toezicht en de beslissingen jurisdictioneel aanvechtbaar zijn.

Overigens kan de vergelijking die door de verzoekers wordt gemaakt tussen inrichtingen van verschillende klassen niet in aanmerking worden genomen om de in B.19.7 aangegeven redenen.

B.19.10. De verzoekende partijen zijn tot slot van mening dat andere middelen konden bijdragen om het nagestreefde doel te bereiken. Zij tonen evenwel niet aan dat die middelen, met minder kosten, dezelfde doeltreffendheid zouden hebben als de door de wetgever gekozen middelen, zodat de aangevochten maatregel onevenredig zou zijn met het nagestreefde doel.

B.20.1. De verzoekende partijen (zaak nr. 1941) klagen aan dat artikel 36.2, dat eist dat de bestuurders en zaakvoerders van rechtspersonen die een vergunning van klasse B aanvragen, een gedrag hebben dat beantwoordt aan de vereisten van de functie, onduidelijk is en dat artikel 36.3, dat van de exploitanten eist dat zij de identiteit van de aandeelhouders kenbaar kunnen maken, inbreuk maakt op de vrijheid van vereniging. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1992 en 1995 uiten een analoge klacht ten aanzien van de artikelen 37.3, 50.3 en 51, tweede lid.

B.20.2. Het Hof stelt vast dat het criterium van een gedrag dat beantwoordt aan de vereisten van de functie, dat reeds gekend is in het statuut van het Rijkspersoneel (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/7, p. 27) en in diverse wetsbepalingen die tot doel hebben de spaarder te beschermen, werd verkozen boven dat van het bewijs van goed zedelijk gedrag, dat door de Raad van State te ruim werd geacht (*ibid.*). De twee aangevochten bepalingen gaan uit van de bekommernis, die verbonden is met het herhaaldelijk tot uiting gebrachte streven om het witwassen van geld te bestrijden (*idem*, nr. 1-419/4, p. 27, en nr. 7, pp. 8 en volgende), om de transparantie van de exploitatie van kansspelen te verzekeren (*idem*, nr. 1-419/4, p. 36). Zij doorstaan de grondwettigheidstoets.

B.20.3. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1992 formuleren overigens tegen artikel 37.3 dezelfde grieven als tegen artikel 27, eerste lid.

Die grieven moeten worden verworpen om de redenen die in B.18 tot B.19 zijn uiteengezet. Het opleggen van transparantieregels in de betrokken sector is in overeenstemming met het door de wetgever nagestreefde doel.

B.20.4. De grief die door de verzoekende partijen ten aanzien van artikel 36.4 wordt geuit, namelijk de vestiging van speelautomatenhallen niet toestaan in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangenis, is niet gegrond, om dezelfde redenen als die welke in B.9.3 zijn uiteengezet.

B.21.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 betogen dat artikel 37.5 een discriminerende inbreuk maakt op het eigendomsrecht en op de vrijheid van handel en nijverheid doordat het de exploitatie van bars en restaurants in speelautomatenhallen verbiedt, terwijl een dergelijk verbod niet bestaat voor de casino's.

B.21.2. De wetgever vermocht van oordeel te zijn dat de mogelijkheid tot eten in de casino's aan een traditie beantwoordt. Bovendien is gesteld (B.13.2) dat de toegankelijkheidsdrempel voor de kansspelautomaten lager was dan voor de casino's, terwijl, zoals sommige parlementsleden erop hebben gewezen, het risico van pathologische gedragingen hoger was in de speelautomatenhallen dan in de casino's (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, p. 9).

In dergelijke omstandigheden heeft de wetgever, die strenge regels wilde vaststellen, redelijkerwijze in het bekritiseerde verbod kunnen voorzien.

B.22.1. De verzoekende partijen (zaak nr. 1941) klagen aan dat artikel 39 het aantal kansspelen dat kan worden uitgebaat in de inrichtingen van klasse III (drankgelegenheden) beperkt tot twee, ongeacht de afmetingen van die inrichtingen, en dat aldus inbreuk wordt gemaakt op de vrijheid van handel en nijverheid en op de vrijheid van vestiging.

B.22.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet blijkt dat de wetgever - die het aantal toegelaten spelen wilde vaststellen op drie, of zelfs op één (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 144) - de voorwaarden waaronder de exploitatie van kansspelen in drankgelegenheden worden toegestaan, heeft gekoppeld aan het aantal spelen die er kunnen worden geïnstalleerd :

« Deze [bepalingen] definiëren de voorwaarden en modaliteiten voor het verkrijgen van een licentie klasse C. De voorwaarden zijn vanzelfsprekend niet zo uitgebreid als deze voorzien voor de casino's en speelautomatenhallen gelet op het beperkte aantal kansspelen dat mag worden geëxploiteerd. » (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-419/4, p. 37)

Aangezien de wetgever, op grond van hoorzittingen waartoe tijdens de totstandkoming van de wet is overgegaan, heeft gemeend dat kansspelen in een drankgelegenheden de gevaarlijkste vorm van verslaving zijn (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 144) - naast die welke door de drank kan worden veroorzaakt - en dat de bescherming van de spelers tegen die verslaving deel uitmaakt van de wettige doelstellingen van de aangevochten wet, maakt de aangevochten maatregel geen discriminerende inbreuk op de in het middel aangevoerde vrijheden.

B.23.1. De verzoekende partijen (zaak nr. 1941) klagen aan dat de artikelen 44 en 45, krachtens welke degenen die een beroepsactiviteit in verband met het spel uitoefenen dienen te beschikken over een vergunning van klasse D (artikel 44), uitgereikt op voorwaarde, onder meer, dat hun gedrag beantwoordt aan de vereisten van de functie (artikel 45), niet preciseren waarin het voormelde verband bestaat en aan de bevoegde overheid een te ruime beoordelingsvrijheid laten in verband met die voorwaarde.

B.23.2. In zoverre het verwijst naar de vereisten van de functie, doorstaat artikel 45 de grondwettigheidsstoets om de in B.20.2 vermelde redenen. De aan de bevoegde overheid gelaten ruimte om te oordelen over het verband tussen het spel en de persoon die de vergunning vraagt, wordt verantwoord door dezelfde bezorgdheid om te waarborgen dat de personen die in de aldus gecontroleerde inrichtingen tewerkgesteld zijn, betrouwbaar zijn, en kan het voorwerp uitmaken van een jurisdictionele toetsing.

B.24.1. De verzoekende partijen klagen aan dat artikel 54, § 1, van de aangevochten wet de casino's en de speelautomatenhallen, enerzijds, en de dranksluiterijen en de Nationale Loterij, anderzijds, op een discriminerende manier behandelt door aan de personen die minder dan 21 jaar oud zijn de toegang tot de eerstvermelde inrichtingen te ontzeggen, terwijl personen die 18 jaar oud zijn dranksluiterijen mogen bezoeken en, zelfs als minderjarigen, producten van de Nationale Loterij mogen kopen.

B.24.2. De Raad van State had de wetgever verzocht na te gaan of die bepaling - geen rekening houdend met de burgerlijke meerderjarigheid - niet onevenredig was met het nagestreefde doel (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 245); om die bepaling te handhaven heeft de wetgever zich gebaseerd op de vaststelling dat de leeftijdscategorie van 18 tot 21 jaar « de meest risicovolle groep [is] wat betreft verslaving » en op de misbruiken, dat zij bescherming vereist (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 151) en dat de voormelde leeftijd « ongeveer overeen[stemt] met de leeftijd waarop jongeren economisch onafhankelijk worden en met het einde van de postadolescentie » (*ibid.*, p. 31).

Door het betrokken verbod te beperken tot de inrichtingen van klasse I en II, heeft de wetgever zich niet geschikt naar de wens van de Minister van Justitie (die het verbod wenste uit te breiden tot de inrichtingen van klasse III, *ibid.*, p. 151) door te verwijzen naar praktische overwegingen :

« Voor de kansspelinrichtingen klasse I en II stelt de leeftijdscontrole van de bezoekers geen probleem op zich. Immers, conform artikel 58 van de voorliggende tekst, is de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van de klasse I en II slechts toegestaan wanneer de betrokken persoon een identiteitsbewijs overlegt en de exploitant zijn volledige naam en adres in een register inschrijft.

Voor de uitbater van een kansspelinrichting klasse III is dit echter niet zo eenvoudig. Een cafébaas is immers niet gemachtigd om zijn meerderjarige klanten te vragen dat zij hun identiteitskaart voorleggen; men kan ook moeilijk verwachten dat hij foutloos hun leeftijd inschat, wanneer hij zich daarbij louter op het uiterlijk kan baseren. Dit is des te meer onrechtvaardig gezien de sanctie die gepaard gaat met een overtreding van deze regel, onder andere het intrekken van de vergunning. Voorgesteld wordt om, wat betreft de kansspelinrichtingen klasse III, de huidige toestand te handhaven en de deelneming aan kansspelen in cafés te verbieden voor minderjarigen. » (*ibid.*, p. 151)

Die overwegingen verantwoorden het in het geding zijnde verschil in behandeling.

De grief die betrekking heeft op de producten van de Nationale Loterij is niet gegrond, vermits die loterij van de toepassingssfeer van de wet is uitgesloten om redenen die niet discriminerend werden geacht (B.11.2).

B.25.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaak nr. 1998 zou artikel 54, § 2, een discriminerende inbreuk maken op de vrijheid van handel en nijverheid door de toegang tot de speelautomatenhallen maar niet tot de drankgelegenheden te verbieden aan de magistraten, deurwaarders, notarissen en leden van de politiediensten.

B.25.2. Rekening houdend met de bekommernis die aan de in het geding zijnde bepaling ten grondslag ligt, namelijk de eerbaarheid van de erin geciteerde functies te beschermen, en met het feit dat het bezoeken van drankgelegenheden niet kan worden gemotiveerd door de spelen zoals die van de speelautomatenhallen, kan de in het geding zijnde bepaling niet discriminerend worden geacht.

De door de verzoekende partijen geformuleerde overweging volgens welke de controle van het beroep voor de exploitanten van speelautomatenhallen onmogelijk zou zijn, omdat het niet op de identiteitskaart vermeld staat, mist pertinentie : de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de exploitant vloeit voort uit artikel 62, eerste lid, van de aangevochten wet, dat bepaalt dat de toegang tot die zalen slechts is toegestaan na inschrijving in een register, door de exploitant, van de identiteit van de personen die toegang vragen en van het door hen aangegeven beroep.

B.26.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1903 en 1998 klagen aan dat artikel 58, derde lid, van de aangevochten wet de installatie van geldautomaten in de speelautomatenhallen verbiedt en aldus een discriminerende inbreuk maakt op de vrijheid van handel en nijverheid.

B.26.2. Het Hof stelt vast dat artikel 58, derde lid, de installatie van de in het geding zijnde apparaten verbiedt in alle inrichtingen die in de aangevochten wet bedoeld zijn, zodat de grief die inrichtingen vergelijkt met al diegene waar het is toegestaan die apparaten te installeren.

B.26.3. Door de installatie van geldautomaten te verbieden om te beletten dat het geld onmiddellijk voor de spelers beschikbaar zou zijn (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/17, p. 164), heeft de wetgever een maatregel genomen die in verband staat met het doel dat hij nastreefde en dat in B.19.5 in herinnering is gebracht: de maatregel wordt trouwens enkel als erg pijnlijk aangevoeld door degenen voor wie het spel een passie is, en die de wetgever om die reden wenst te beschermen.

B.27.1. De verzoekende partijen klagen aan dat artikel 62 van de aangevochten wet de casino's en de speelautomatenhallen (inrichtingen van klasse I en II), enerzijds, en de dranksluiterijen (inrichtingen van klasse III), anderzijds, op een discriminerende manier behandelt door enkel de in eerste instantie vermelde te verplichten een register bij te houden waarin de personen die toegang krijgen tot die inrichtingen nauwkeurig worden geïdentificeerd. Aldus zou inbreuk worden gemaakt op de eerbiediging van het privé-leven en op de eer en de goede naam van de personen.

B.27.2. Door te bepalen dat het de bedoeling is « de controle op de toegang [tot] de speelzalen van de casino's en de [speelautomatenhallen] te versterken » (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/8, pp. 61-62), heeft de wetgever een maatregel genomen die in overeenstemming is met de in B.19.5 in herinnering gebrachte doelstelling. Hij kon een dergelijke maatregel redelijkerwijze weren waar het ging om dranksluiterijen, niet alleen gelet op de praktische moeilijkheid om die maatregel ten uitvoer te leggen, maar vooral op de omstandigheid dat dranksluiterijen niet hoofdzakelijk worden bezocht voor de speeltoestellen, die de bestaansredenen vormen van de inrichtingen van de twee andere categorieën.

B.27.3. De wetgever die een activiteit toelaat die een menselijke zwakheid exploiteert en daarbij onder meer de bezorgdheid uit het witwassen van geld te bestrijden, kan, teneinde de doeltreffendheid van de controle die hij nodig acht te waarborgen, terecht eisen dat degenen die aan kansspelen deelnemen, kunnen worden geïdentificeerd. Bovendien zouden, bij ontstentenis van een dergelijke maatregel, het verbod en de uitsluitingen waarin artikel 54 van de aangevochten wet voorziet, weinig praktisch effect hebben.

Tot slot ziet het Hof, met betrekking tot een dergelijke activiteit niet in, op welke manier de inschrijving, in een register, van de identiteit van degenen die eraan deelnemen, een inbreuk op de eer en de goede naam van die personen zou zijn.

B.27.4. Zoals de verzoekende partijen (zaak 1903) opmerken, is het weliswaar juist dat de aangevochten bepaling, door in het eerste lid aan de inrichtingen van klasse I en klasse II de betwiste verplichting op te leggen en die in het zesde lid te sanctioneren door « de vergunning klasse II of klasse III in te trekken », een incoherentie bevat die reeds tot uiting kwam in de tekst van het amendement waaruit die bepaling is ontstaan (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1795/7, p. 5) en die waarschijnlijk voortvloeit uit een materiële fout (die vergissing werd gecorrigeerd als « tekstcorrectie » door de Senaatscommissie die het ontwerp onderzocht na de Kamer) (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-419/23, pp. 17 en 19) maar de vergissing werd niet gecorrigeerd in de tekst zelf van het ontwerp dat door die commissie werd aangenomen (*idem*, nr. 1-419/23, p. 23)). Een klaarblijkelijke vergissing is niet voldoende om de gegrondheid van de onderzochte grief aan te tonen.

B.28.1. De verzoekende partijen in de zaak 1965 stellen dat de door artikel 71 vereiste waarborg tientallen miljoenen zou kunnen bedragen en dat die maatregel derhalve onevenredig is in zijn gevolgen.

B.28.2. Onder voorbehoud van het gestelde in B.17 is het niet onredelijk dat het bedrag van de waarborg wordt bepaald op grond van het aantal kansspelen en de aard van de verleende prestaties, nu redelijkerwijze ervan kan worden uitgegaan dat de bedragen bedoeld in de artikelen 19 en 71, waarvan zij de betaling wil verzekeren, ook op grond van het aantal kansspelen en de aard van de verleende prestaties zullen worden vastgesteld.

De waarborg bedraagt voor de verzoekende partijen 500.000 frank per aangevragen schijf van 50 toestellen. De verzoekende partijen hebben niet aangetoond dat het bedrag van de waarborg per toestel onevenredig zou zijn ten aanzien van de opbrengst ervan noch dat het bedrag van de totale waarborg niet in verhouding zou staan tot hun totale omzetcijfer.

B.28.3. De in het geding zijnde bepaling bevat geen maatregel die onevenredig is met het nagestreefde doel.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 71 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers de woorden « het bedrag van 500.000 frank per aangevragen schijf van 50 toestellen voor alle andere houders van de vergunning klasse E » in zoverre ze betrekking hebben op de uitvoerders en de producenten van kansspelen bestemd voor de uitvoer;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 juli 2001.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 2103

[C – 2001/21388]

Urteil Nr. 100/2001 vom 13. Juli 2001

Geschäftsverzeichnisnummern. 1903, 1941, 1965, 1987, 1988, 1991, 1992, 1995 und 1998

In Sacher: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler, erhoben von der Ramses GmbH und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und H. Boel, den Richtern L. François, P. Martens, A. Arts und E. De Groot, und der Ehrenrichterin J. Delruelle gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. März 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 8, 15 § 1, 20 Absatz 3, 21, 27 Absatz 1, 34, 36 Nr. 4, 54 § 1, 58 Absatz 3, 62 und 71 Absatz 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999): die Ramses GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1800 Vilvoorde, Stationsplein 1, und die Talis GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1070 Brüssel, chaussée de Mons 814.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde durch das Urteil Nr. 52/2000 vom 3. Mai 2000, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Juli 2000 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1903 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 4. April 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. April 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 Nrn. 1 und 4, 8, 27, 34, 36, 39, 44, 45, 54 und 62 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999): die Tony Rus Activities AG, mit Gesellschaftssitz in 3660 Oplabbeek, Weg naar Meeuwen 46, die Lerus Centers AG, mit Gesellschaftssitz in 3660 Oplabbeek, Weg naar Meeuwen 46, die Lerus Centers Hasselt AG, mit Gesellschaftssitz in 3500 Hasselt, Maastrichterstraat 49, Bk. 22, die Lerus Centers Sint-Truiden AG, mit Gesellschaftssitz in 3800 Sint-Truiden, Diesterstraat 44, die Royal Diamond GmbH, mit Gesellschaftssitz in 3970 Leopoldsburg, Stationsstraat 66, die Royal Ascot GmbH, mit Gesellschaftssitz in 3600 Genk, Hoevenzavellaan 28, und die Royal Crown GmbH, mit Gesellschaftssitz in 3290 Diest, Grote Markt 30.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 27 und 34 des vorgenannten Gesetzes vom 7. Mai 1999 wurde durch das Urteil Nr. 74/2000 vom 14. Juni 2000, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. August 2000 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1941 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Mai 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Mai 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 27, 39 und 71 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999): die Eurautomat AG, mit Gesellschaftssitz in 9320 Erembodegem, Industrielaan 31, die B.B.F. Automaten AG, mit Gesellschaftssitz in 2930 Brasschaat, Donksesteenweg 23, die Elaut AG, mit Gesellschaftssitz in 9100 Sint-Niklaas, Europark Oost 6, und die Automatic Equipment AG, mit Gesellschaftssitz in 2000 Antwerpen, Kipdorpvest 48B.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde durch das Urteil Nr. 88/2000 vom 13. Juli 2000, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Oktober 2000 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1965 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

d. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 27. und 29. Juni 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. und 30. Juni 2000 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 6, 8, 25, 27, 29, 34, 36 Nr. 3, 37 Nr. 3, 39, 50 Nr. 3 und 51 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999):

- die Pari Mutuel Management Services AG, mit Gesellschaftssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 715, Bk.3,
- die «Union professionnelle des agences de paris», mit Sitz in 1180 Brüssel, rue Vanderkindere 564, und die Derby AG, mit Gesellschaftssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 715,
- die Etablissements André Glotz AG, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, die World Family Games GmbH, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, die Family Center Tirou AG, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, die Family Center Quiévrain AG, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, die Family Center Airport AG, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, die Wellington Snooker Club GenmbH, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544, und die Compagnie belge de divertissements GmbH, mit Gesellschaftssitz in 7100 Saint-Vaast, chaussée de Mons 544.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1987, 1988 und 1995 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

e. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 27. und 29. Juni 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. und 30. Juni 2000 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 8, 10, 19, 25, 27, 34 Nrn. 2, 3 und 4, 36 Nrn. 3 und 4, 37 Nrn. 3 und 5, 53, 54 §§ 1 und 2, 58 und 71 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999):

- (1) V. Bosquin, wohnhaft in 4845 Jalhay, Sart-lez-Spa, route de Stockay 8b,
- (2) die Investissements et Leisure AG, mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, rue des Bayards 22-24, die Circus Guillemins AG, mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, rue des Bayards 22-24, die Inter AG, mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, rue des Bayards 22-24, die Centrale des jeux AG, mit Gesellschaftssitz in 6220 Heppignies, Zone industrielle de Fleurus-Heppignies, G. De Lange, wohnhaft in 9052 Gent, Eedstraat 62, und A. Cucchiaro, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Destriavaux 33,
- (3) die Amarco GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue du Marché-aux-Herbes 37, die New Las Vegas AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, boulevard Anspach 54, die Future Games AG, mit Gesellschaftssitz in 6041 Gosselies, Aérodrome de Charleroi, BAT 57, local 1M, die VDW International GmbH, mit Gesellschaftssitz in 2610 Wilrijk, Rucaplein 548, V. Van de Wege, wohnhaft in 2610 Wilrijk, Acacialaan 55, und D. Blauwens, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue de la Belle-au-Bois-Dormant 13.

Die von den zu (1) und (3) genannten klagenden Parteien sowie von der zu (2) genannten Circus Guillemins AG erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde durch das Urteil Nr. 113/2000 vom 8. November 2000, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Februar 2001 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1991, 1992 und 1998 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

a. Rechtssache Nr. 1903

Durch Anordnung vom 9. März 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 23. März 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. März 2000.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 8. Mai 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 18. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 16. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwiderungsschriftsatz eingereicht.

b. *Rechtssache Nr. 1941*

Durch Anordnung vom 5. April 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 11. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Mai 2000.

Der Ministerrat hat mit am 26. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

c. *Rechtssache Nr. 1965*

Durch Anordnung vom 10. Mai 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 30. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. Juni 2000.

Der Ministerrat hat mit am 17. Juli 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

d. *Rechtssachen Nrn. 1987, 1988 und 1995*

Durch Anordnungen vom 28. und 30. Juni 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 5. Juli 2000 hat der Hof die Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1987, 1988 und 1995 verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 19. September 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. September 2000.

Der Ministerrat hat mit am 6. November 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

e. *Rechtssachen Nrn. 1991, 1992 und 1998*

Durch Anordnungen vom 28. und 30. Juni 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 5. Juli 2000 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnung vom 13. Juli 2000 hat der amtierende Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist bis zum 15. September 2000 verlängert.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 14. Juli 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Anordnung vom 13. Juli 2000 notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Juli 2000.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der General Automatic Amusement AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue des Palais 271-279, der New G.A.A. AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue des Palais 271-279, der Citexar AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue des Palais 271-279, der M.G.C.I. AG, mit Gesellschaftssitz in 7782 Ploegsteert, rue d'Armentières 148, der European Amusement AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue des Palais 271, und der Golden Palace Waterloo AG, mit Gesellschaftssitz in 1410 Waterloo, chaussée de Bruxelles 200, mit am 24. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Bingo Matic GmbH, mit Gesellschaftssitz in 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de Roloux 41c, mit am 24. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Star Matic GmbH, mit Gesellschaftssitz in 4610 Beyne-Heusay, rue Jean Prévôt 37, mit am 25. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Pub Games GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1060 Brüssel, rue de la Croix de Pierre 63, mit am 25. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, mit Gesellschaftssitz in 6183 Trazegnies, avenue de l'Europe 28, mit am 25. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Lexi AG, mit Gesellschaftssitz in 1080 Brüssel, rue Heyvaert 20, mit am 25. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Les Copères GmbH, mit Gesellschaftssitz in 5500 Dinant, rue Grande 40, mit am 28. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Olympian Games AG, mit Gesellschaftssitz in 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, der Pavaber AG, mit Gesellschaftssitz in 4400 Flémalle (Ivoz Ramet), avenue Th. Gonda 2, der Location mobilière générale d'appareils automatiques «LOMOGEA» AG, mit Gesellschaftssitz in 5000 Namur, avenue Reine Astrid 7 bis/11, und der Parc d'attraction liégeois «PARCTION» AG, mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, rue Jamin Saint-Roch 4-5-6, mit am 28. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- der Bastenie AG, mit Gesellschaftssitz in 2000 Antwerpen, Lange Vlierstraat 11-13, mit am 28. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- C. Verzele, wohnhaft in 7700 Mouscron, rue de la Station 165, mit am 28. August 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

- dem Ministerrat, mit am 15. September 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

f. *In allen Rechtssachen*

Durch Anordnung vom 9. November 2000 hat der Hof die Rechtssachen Nrn. 1965, 1991, 1992 und 1998 mit den bereits verbundenen Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1998, 1988 und 1995 verbunden.

Die in den jeweiligen Rechtssachen eingereichten Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 23. November 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941, mit am 20. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965, mit am 20. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995, mit am 21. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998, mit am 21. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1987 und 1988, mit am 22. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 1991, mit am 22. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Lexi AG, mit am 22. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992, mit am 26. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- dem Ministerrat, mit am 26. Dezember 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 2000 und vom 28. Februar 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 8. März 2001 bzw. 8. September 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 28. März 2001 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. April 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 2. April 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Mit Schreiben vom 4. April 2001 hat die Bingo Matic GmbH den Hof davon in Kenntnis gesetzt, daß sie ihre Intervention zurücknimmt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. April 2001

- erschienen

. RA G. Generet *loco* RA P. Coenraets, in Brüssel zugelassen, für die Ramses GmbH und die Talis GmbH (Rechtssache Nr. 1903),

. RA P. Van Den Broecke, in Brüssel zugelassen, für die Tony Rus Activities AG und andere (Rechtssache Nr. 1941) und für die Eurautomat AG und andere (Rechtssache Nr. 1965),

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, *loco* RA J.-E. Flagey, in Brüssel zugelassen, und *loco* RA P. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, für die Pari Mutuel Management Services AG (Rechtssache Nr. 1987) sowie für die «Union professionnelle des agences de paris» und die Derby AG (Rechtssache Nr. 1988),

. RA J. Voisin, in Verviers zugelassen, und RA J.-F. Jeunehomme, in Lüttich zugelassen, für V. Bosquin (Rechtssache Nr. 1991),

. RA J.-F. Jeunehomme, in Lüttich zugelassen, für die Investissements et Leisure AG und andere (Rechtssache Nr. 1992),

. RA A. Baumel, in Mons zugelassen, RA D. Putzeys und RÄin B. de Graeuwe d'Aoust, in Brüssel zugelassen, für die Etablissements André Glotz AG und andere (Rechtssache Nr. 1995),

. RÄin M. Kaminski, in Brüssel zugelassen, für die Amarco GmbH und andere (Rechtssache Nr. 1998),

. RA F. Fink, in Brüssel zugelassen, für die General Automatic Amusement AG und andere (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RÄin D. Orban, in Brüssel zugelassen, *loco* RÄin K. Bersoux und RA P. Van Damme, in Lüttich zugelassen, für die Star Matic GmbH (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RA B. Lemal, in Brüssel zugelassen, für die Pub Games GmbH (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RA J.-F. Jeunehomme, in Lüttich zugelassen, *loco* RA J.-P. De Clercq, in Charleroi zugelassen, für die Jeux-Matic Ger-Bel GmbH (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RÄin G. Bogaert, in Brüssel zugelassen, für die Lexi AG (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RÄin J. Morantin, in Brüssel zugelassen, *loco* RÄin T. Smit, in Antwerpen zugelassen, für die Bastenie AG (Interventionsschriftsatz, Rechtssachen Nrn. 1991 u.a.),

. RA O. Vanhulst, ebenfalls *loco* RA P. Hofströssler, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter L. François und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannte Rechtsanwältinnen angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

In bezug auf die Zulässigkeit der Klagen und das Interesse an der Klageerhebung

A.1.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 erklären, daß ihr Gesellschaftszweck u.a. die Betreuung von Spielsälen und Lunaparks sei sowie die Betreuung, der Verkauf, die Vermietung, die Ein- und Ausfuhr, die Wartung und die Herstellung von Spielautomaten (Artikel 3 der Satzungen) und daß die Einschränkung dieses Gesellschaftszwecks als Folge der Annahme und der Durchführung der angefochtenen Bestimmungen ihr Interesse an einem gerichtlichen Vorgehen rechtfertige.

A.1.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 weisen darauf hin, daß ihr Gesellschaftszweck die Betreuung, die Wartung, der An- und Verkauf, die Vermietung, die Ein- und Ausfuhr und die Herstellung automatischer Spielapparate sei, sowie die Betreuung von Lunaparks, Entspannungssälen und Vergnügungslokalen und die Betreuung von Gaststättenbetrieben, und daß sie diese Tätigkeiten tatsächlich ausübten. Sie sind also der Meinung, sie verfügten über das erforderliche Interesse, um die Nichtigerklärung von Bestimmungen zu beantragen, die in wesentlichem Maße die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks einschränkten.

A.1.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 sind der Ansicht, daß sie das erforderliche Interesse aufweisen würden, da die angefochtenen Bestimmungen die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in erheblichem Maße einschränken würden; dieser bestehe in «dem Betrieb von Spielautomaten und Geschicklichkeitsspielen, der Vermarktung im allgemeinen, einschließlich des An- und Verkauf, der Einfuhr und der Ausfuhr, der Herstellung und Betreuung aller Vergnügungs- und Musikgeräte, Spielautomaten und elektronischen Geräte» (erste klagende Partei), «dem Ankauf, dem Verkauf, der Einfuhr, der Ausfuhr, der Durchfuhr, dem Mieten, dem Vermieten, dem Betrieb, der Wartung und der Reparatur - im großen oder einzeln - von Kneipenspielen, Vergnügungsspielen, *Horeca*-Maschinen und *Horeca*-Installationen» (zweite klagende Partei), «aller Herstellung, der Montage und der Installation aller Geräte und Apparatur elektrischer oder automatischer Art sowie dem Kauf, der Ein- und Ausfuhr, dem Verkauf und dem Vertrieb, sowohl direkt als auch als Vermittler, sowie der Erbringung von allen möglichen damit verbundenen Dienstleistungen» (dritte klagende Partei), «dem Kauf, dem Verkauf, der Vermarktung, der Organisation und dem Betrieb von Spielautomaten und Geschicklichkeitsspielen, der Organisation von verschiedenen Vorführungen, dem Betrieb von Schankwirtschaften und Büfets» (vierte klagende Partei). Sie übten diese Tätigkeiten tatsächlich aus.

A.1.4. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1987 erklärt, folgenden Gesellschaftszweck zu haben: «sowohl für eigene Rechnung als auch für Rechnung von Dritten, allein oder mit Beteiligung anderer, in Belgien und im Ausland, die geschäftliche, technische und verwaltungsmäßige Führung der Annahme von Spielen, einschließlich des Betriebs von automatischen Unterhaltungsgeräten oder anderer, sowie die Organisation von Wetten aller Art, unter anderem von Wetten auf Pferderennen, wie Totalisator, Wetten auf Gewinnchancen und/oder mit Umlegung, in Belgien oder im Ausland» (Artikel 4 Absatz 1 der Satzung).

Sie gibt an, daß sie regelmäßig Spielautomaten betreibe, die aufgrund ihrer geringen Anzahl weder einer Umweltgenehmigung noch einer Betriebsgenehmigung unterworfen gewesen seien.

Sie führt an, daß der Gesetzgeber, indem er den Betrieb von Spielautomaten nur in den Einrichtungen der Klassen II und III gestatte, nicht die von ihr ausgeübten Tätigkeiten berücksichtigt habe, die somit zukünftig als illegal zu gelten schienen; sie schlußfolgert, daß das daraus entstehende Verbot sie unmittelbar betreffe.

A.1.5.1. Die Berufsvereinigung U.P.A.P., die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, erklärt, daß sie die Untersuchung, den Schutz und die Entwicklung der beruflichen Interessen ihrer Mitglieder zum Ziel habe. Ihre Mitglieder seien in erster Linie Agenturen für Pferderennen, die Tätigkeiten entwickelt hätten, die nicht nur direkt in Verbindung zu Pferderennenwetten ständen, sondern auch mit der Annahme von gesetzlich zugelassenen Spielen und Wetten, so wie die zweite klagende Partei. Sie ist der Auffassung, daß ihr Vereinigungszweck unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch den von ihr angefochtenen Artikel 27 betroffen sein könne, weil er die Tätigkeiten ihrer Mitglieder erheblich einschränke, da es fortan verboten sei, direkt oder indirekt, durch ein und dieselbe natürliche oder juristische Person einerseits Glücksspiele zu betreiben und andererseits über eine Lizenz für die Instandhaltung und die Reparatur von Glücksspielen zu verfügen.

A.1.5.2. Die zweite klagende Partei, deren Gesellschaftszweck alle Geschäfts- und Finanz-, Mobiliar- und Immobilientransaktionen gleich welcher Art, die sich direkt oder indirekt auf die Annahme von gesetzlich zugelassenen Spielen und Wetten bezögen (Artikel 3 Absatz 1 der Satzung), umfasse, sei der Auffassung, daß Artikel 27 Absatz 1 des Gesetzes einen Teil ihrer Tätigkeiten ungesetzlich mache; sie habe nämlich seit langer Zeit Tätigkeiten der Instandhaltung und Reparatur von Spielautomaten für Rechnung der P.M.M.S. AG ausgeführt. Da die P.M.M.S. AG eine Lizenz der Klasse B werde erhalten können, könne die Derby AG ihre Tätigkeiten nicht unter einer Lizenz der Klasse E weiterführen, da es zwischen der P.M.M.S. AG und der Derby AG strukturelle Verbindungen gebe, weil sie beide der Gruppe Ladbrokes angehörten.

A.1.6. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 1991 besitze eine Anzahl Aktien am Gesellschaftskapital der Vermögensverwaltungsgesellschaften Infiso KGaA und Sofabo KGaA. Diese Vermögensverwaltungsgesellschaften besäßen selbst Aktien an verschiedenen Gesellschaften, die - unter Berücksichtigung ihrer Tätigkeit - Inhaber verschiedener Lizenzen im Sinne von Artikel 25 des angefochtenen Gesetzes sein müßten.

A.1.7. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 seien entweder Gesellschaften, deren Gesellschaftszweck insbesondere im Betrieb von Spielhallen und Spielautomaten in Gaststätten bestehe oder aber in der Herstellung, dem An- und Verkauf, der Einfuhr und der Ausfuhr, der Vermietung, der Reparatur und dem Betrieb von Vergnügungsgeräten, einschließlich der Glücksspiele, oder natürliche Personen, die für eine Tätigkeit der Aufstellung von Spielautomaten und Vergnügungsspielen oder für eine Tätigkeit einer Schankstätte im Handelsregister eingetragen seien. Sie machen geltend, daß sie von den Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes betroffen seien, die den Inhabern von Lizenzen die Kosten für die Einrichtung, das Personal und den Betrieb der Kommission für Glücksspiele und ihres Sekretariats auferlegten, die vorsähen, daß dieser Beitrag durch eine Sicherheitsleistung gedeckt sei, und die Zusammensetzung der Kommission festlegten. Sie sind auch der Auffassung, von den Bestimmungen beeinträchtigt zu werden, die die Erteilung und die Aufrechterhaltung der Lizenzen von der Transparenz und der ständigen Überprüfbarkeit der Identität der Teilhaber abhängig machten, was nach ihrem Dafürhalten für eine Aktiengesellschaft unmöglich sei. Sie sind auch der Auffassung, ein Interesse an der Anfechtung jener Bestimmungen zu haben, die es verböten, selbst indirekt gleichzeitig Inhaber der B- und C-Lizenzen einerseits und der E-Lizenz andererseits zu sein. Einige klagende Parteien legen Unterlagen vor, wonach einige ihrer Teilhaber im übrigen auch Teilhaber von Gesellschaften seien, die Inhaber einer Lizenz einer anderen Klasse sein müßten, und dies werde sie daran hindern, andere Lizenzen zu erhalten. Zur Untermauerung ihres Interesses führen die klagenden Parteien auch an, daß sie nach der Nichtigerklärung die Erstattung der Summen fordern könnten, die in Ausführung der Artikel 19 und 71 des angefochtenen Gesetzes bezahlt worden seien.

A.1.8. Die erste natürliche Person, die Klägerin in dieser Sache ist, führt auch an, daß sie als Person, die Spiele in Einrichtungen in der Flämischen Region aufstelle, einer regionalen Steuer auf Glücksspiele unterliege. Die angefochtenen Bestimmungen erschwerten noch die finanzielle Belastung der Personen, die Spiele aufstellten, und hätten notwendigerweise eine negative Auswirkung auf ihr Einkommen. Sie führt ebenfalls ihr Interesse an der Anfechtung der Bestimmungen an, die vorsähen, daß in den Einrichtungen der Klassen II und III nur die Glücksspiele zugelassen seien, bei denen ein Spieler oder Wetter erwiesenermaßen durchschnittlich nicht mehr als 500 Franken pro Stunde verlieren könne.

A.1.9. Die zweite natürliche Person, die Klägerin in dieser Sache ist, führt an, daß die Einnahmen aus den Spielgeräten ein wesentliches Element für das finanzielle Gleichgewicht ihres Geschäftes, bei dem es sich um eine Schankstätte handele, bildeten. Sie habe somit ein Interesse daran, die Bestimmungen anzufechten, die die finanzielle Belastung der Gesellschaften, die Spiele aufstellten, erschwerten, angesichts der Auswirkungen ihres Anteils an den Spieleinnahmen, sowie der Bestimmungen, die in den Schankstätten nur Glücksspiele zuließen, bei denen ein Spieler erwiesenermaßen durchschnittlich nicht mehr als 500 Franken pro Stunde verlieren könne, angesichts des erheblichen Rückgangs der Einkünfte, der sich für sie daraus ergeben werde.

A.1.10. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 sind sieben Gesellschaften, deren Teilhaber natürliche oder juristische Personen seien (die selbst in vielen Fällen Teilhaber anderer klagender Parteien in derselben Rechtssache seien). Ihr Gesellschaftszweck beinhalte je nach Fall den Kauf, den Verkauf, die Vertretung, die Vermietung und den Betrieb von Spielen und Automaten (erste, zweite, dritte und fünfte klagende Partei, wobei letztere jedoch nicht die Vermietung in ihrem Gesellschaftszweck vorsehe), den Betrieb von Lunaparks, Kegelbahnen, Kartbahnen, den Betrieb von verschiedenen Spielen und Geräten in Gaststätten, an öffentlichen oder privaten Orten, im In- und Ausland, die Einfuhr oder Ausfuhr, den Kauf und Verkauf, die Instandhaltung und die Reparatur aller Geräte und des erforderlichen Zubehörs, die zum Betrieb im allgemeinen gehörten, den Betrieb von Schankstätten (vierte klagende Partei), den Betrieb von Snooker, Billard, Spielautomaten und elektronischen Spielen sowie anderen ähnlichen Spielen, von Café-Restaurants, Imbißstuben sowie die Organisation von Animationen, Abenden und Wettbewerben, die in direktem oder indirektem Zusammenhang zu den vorstehend angeführten Spielen ständen (sechste klagende Partei), oder den Betrieb von Gaststätten, Restaurants, Freizeit- und Vergnügungsparks, den Betrieb von verschiedenen Spielen und Geräten in Gaststätten, an öffentlichen Orten oder Privatclubs im In- und Ausland, die Einfuhr oder Ausfuhr, den Kauf und den Verkauf, die Instandhaltung, die Reparatur aller Geräte und des erforderlichen Zubehörs, die zum Betrieb im allgemeinen gehörten (siebte klagende Partei).

Sie betrieben je nach Fall Lunaparks (erste, dritte, vierte, fünfte klagende Partei) oder eine Snooker-Taverne (sechste klagende Partei), stellten Spiele für Gaststätten bereit und unterhielten, kauften und verkauften solche Spiele (erste klagende Partei), stellten Personal für den Betrieb von Lunaparks zur Verfügung (zweite klagende Partei) oder vermieteten oder betrieben Restauranteinrichtungen, in denen sich Spiele befänden (siebte klagende Partei); sie sind der Auffassung, daß sie Inhaber von Lizenzen der Klassen B, C, D und E sein müßten.

A.1.11. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 führen entweder ihren Gesellschaftszweck an, der in der Betreibung eines Lunaparks, der Ein- und Ausfuhr, dem An- und Verkauf, der Herstellung von Glücksspielautomaten, der Installation und Vermietung dieser Automaten in Cafés bestehe, oder die Tatsache, daß sie Aktionäre in Gesellschaften mit einem solchen Gesellschaftszweck seien. Sie erklären, das gesetzlich verlangte Interesse an der Beanstandung des Gesetzes zu haben, weil dieses Gesetz die Bedingungen, unter denen sie diese Tätigkeiten ausüben könnten, grundlegend ändere und die Fortsetzung dieser Tätigkeiten sogar gefährde.

A.1.12. Die Bingo Matic GmbH, intervenierende Partei, verweist auf die Rechtssachen Nrn. 1991, 1992 und 1998 und vertritt den Standpunkt, ihr Interesse an der Intervention aufgrund ihrer Satzung nachweisen zu können, wonach ihre Haupttätigkeit in «der Einrichtung und dem Betrieb von Vergnügungsspielen in öffentlichen Einrichtungen, Privatclubs oder verschiedenen Vereinigungen» bestehe. Ihre Lage könnte durch die Entscheidungen des Hofes in bezug auf den Beitrag zur Deckung der Kosten für die Einrichtung, das Personal und den Betrieb der Kommission für Glücksspiele betroffen sein.

Die General Automatic Amusement AG u.a., die Olympian Games AG u.a., die Star Matic GmbH, die Lexi AG, die Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, die Pub Games GmbH, die Les Copères GmbH, die Bastenie AG und C. Verzele rechtfertigen ihr Interesse an der Intervention auf ähnliche Weise wie die klagenden Parteien; sie kauften, verkauften, vermieteten, erzeugten, importierten, warteten oder reparierten Glücksspiele, betrieben solche Spiele oder betrieben Spielautomatenhallen oder Schankstätten; sie machen je nach Fall geltend, daß ihre Teilhaber auch Teilhaber anderer Gesellschaften seien oder daß sie dazu veranlaßt sein könnten, sich an anderen Gesellschaften zu beteiligen (die gegebenenfalls selbst intervenierten), da die Tätigkeiten der beiden gemäß den neuen Bestimmungen Lizenzen verschiedener Art erforderten, deren gleichzeitiger Besitz verboten sein werde.

Die Interventionsschriftsätze der Les Copères GmbH, der Bastenie AG und von C. Verzele verweisen zur Hauptsache auf die in den Rechtssachen Nrn. 1991, 1992 und 1998 eingereichten Nichtigkeitsklagen.

A.1.13. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1965 und 1992 sowie die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988 kein ausreichendes Interesse an der Klageerhebung nachweisen könnten, da die angefochtenen Bestimmungen ihre Lage nicht in direkter und sicherer Weise beeinträchtigten. Er fügt in bezug auf die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1987 und in bezug auf die ersten vier klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 hinzu, daß sie nicht behaupten könnten, diese Bestimmungen würden die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beschränken, da ihr Gesellschaftszweck tatsächlich viel umfassender sei – die Satzung betreffe die «Spielautomaten» im weitesten Sinne des Wortes – und nicht an das Spiel gebunden sei. Sie wiesen im übrigen ihr Interesse aufgrund des Einflusses der angefochtenen Bestimmungen auf ihre Geschäftstätigkeiten nicht nach.

Überdies wolle der Ministerrat den Hof auf die von der sechsten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 1992 vorgelegte Akte aufmerksam machen; aus dieser Akte sei nämlich ersichtlich, daß Artikel 15 der Vereinbarung, mit der die sechste klagende Partei an die Fremont Gescaf AG gebunden sei, es ihr verbiete, Glücksspiele ohne schriftliche Genehmigung zu betreiben; da die sechste klagende Partei eine solche Genehmigung nicht vorlege, dürfe sie keine Glücksspiele betreiben.

In bezug auf die zweite klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, die anführt, in Zukunft keine Tätigkeit der Instandhaltung und der Wartung mehr bei einer Gesellschaft ausüben zu können, die wie sie einer bestimmten Gruppe angehöre, ist der Ministerrat der Auffassung, daß diese klagende Partei eine Lizenz der Klasse E erhalten müsse und daß sie keinerlei Unterlagen vorlegen könne, die ihre Behauptung erhärteten, und nicht die rechtliche Beschaffenheit dieser gemeinsamen Zugehörigkeit erläutern könne. Er vertritt im übrigen den Standpunkt, sie lege die angefochtene Bestimmung, die den gleichzeitigen direkten oder indirekten Besitz von Lizenzen verbieten wolle, falsch und in einem zu weiten Sinne aus; dieser Begriff, der dem Gesellschaftsrecht entnommen worden sei, müsse jedoch in seiner üblichen Bedeutung ausgelegt werden, nämlich, daß man im Gesellschaftsrecht davon ausgehe, daß eine Gesellschaft eine andere Gesellschaft direkt oder indirekt besitze, wenn sie faktisch in der Lage sei, diese zu kontrollieren (Mehrheit in der Generalversammlung, im Verwaltungsrat, usw.), was deutlich nicht der Fall sei für die klagende Partei.

In bezug auf die U.P.A.P., die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, fügt der Ministerrat hinzu, die Rechtslehre gehe davon aus, daß eine Gruppe nicht das erforderliche Interesse habe, um vor Gericht aufzutreten, wenn der Nachteil das Ziel betreffe, für dessen Verteidigung die Gruppe gebildet worden sei, und die Nichtigkeitsklage sei somit unzulässig, da die klagende Partei behaupte, die Tätigkeiten ihrer Mitglieder würden erheblich eingeschränkt und ihr Vereinigungszweck laufe deshalb Gefahr, unter den Folgen zu leiden.

In bezug auf die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 ist der Ministerrat der Auffassung, daß sie ihr Interesse aufgrund des Einflusses der angefochtenen Normen auf ihre tatsächlichen Geschäftstätigkeiten nicht nachwiesen.

A.1.14. In der Rechtssache Nr. 1991 ist der Ministerrat der Auffassung, daß die Eigenschaft als Teilhaber und das geschäftliche Interesse, das die klagende Partei geltend mache (jedoch nicht nachweise), nicht ausreichen, um ihr Interesse an der Klageerhebung nachzuweisen. Der Gesellschaftszweck der Gesellschaften, in denen die Gesellschaften, deren Teilhaber sie angeblich sei, Beteiligungen besitze, sei viel umfassender und nicht an das Spiel gebunden; diejenigen, auf die das Gesetz anwendbar sei, müßten in diesem Fall eine Lizenz der Klasse B besitzen, so daß dieses Gesetz nicht auf direkte und persönliche Weise die Lage der klagenden Partei beeinträchtige, sondern diejenige ihrer Gesellschaften, denen es obliege, die Nichtigerklärung des Gesetzes zu beantragen.

A.1.15. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 sind der Auffassung, daß man sich nur schwer dem Argument des Ministerrats anschließen könne, da Artikel 3 der Satzung der ersten klagenden Partei ausdrücklich den Betrieb von Spielhallen und Lunaparks vorsehe.

A.1.16. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß die Intervention der Les Copères GmbH unzulässig sei, weil die intervenierende Partei auf die «Geschäftsverzeichnisnummern 991, 992 bis 998» und somit auf eine andere Rechtssache Bezug nehme.

Er ist der Auffassung, daß die Intervention der Bastenie AG unzulässig sei, weil die intervenierende Partei nicht nachweise, daß sie Teilhaberin einer Gesellschaft sei, die Tätigkeiten der Klasse B ausübe, oder daß sie eine vertragliche Beziehung zu einer nicht identifizierten dritten Partei unterhalte und daß ihre zuständigen Organe beschlossen hätten, in diesem Rechtsstreit zu intervenieren.

Er ist der Auffassung, daß die Interventionen von C. Verzele und der Jeux-Matic Ger-Bel GmbH unzulässig seien, da ersterer nicht nachweise, daß er einen Spielbetrieb führe, und letztere nicht den Beschluß der zuständigen Organe zur Intervention in diesem Rechtsstreit vorlege.

A.1.17. Die Pari Mutuel Management Services AG (Rechtssache Nr. 1987) erwidert, daß der Ministerrat die faktischen und rechtlichen Elemente ihrer Klageschrift nicht in Abrede gestellt habe und daß das neue Gesetz die Ausübung ihrer Tätigkeit nur noch in Einrichtungen der Klassen II und III erlaube.

A.1.18. Die U.P.A.P. (Rechtssache Nr. 1988) weist die Argumentation des Ministerrats zurück, indem sie erklärt, nicht auf die Rechtslehre bezüglich des Verfahrensrechtes Bezug zu nehmen, sondern auf die Rechtsprechung des Hofes, der mehrfach Klagen von Berufsverbänden gegen Bestimmungen angenommen habe, die sich unmittelbar und in ungünstigem Sinne auf die kollektiven Interessen ihrer Mitglieder oder die beruflichen Interessen der Gruppe als solche auswirken könnten. Sie vertrete nicht nur Agenturen für Pferderennen, sondern auch Betreiber von Glücksspielen.

A.1.19. Die Derby AG (zweite klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988) weist ebenfalls die Argumentation des Ministerrats zurück und erklärt, sie habe als Anhang zu ihrer Klageschrift einen Dienstleistungsvertrag zwischen der P.M.M.S. AG (die eine Lizenz der Klasse B erhalten könne) und ihr selbst beigefügt, wobei sie beide derselben Gruppe angehörten; die sich daraus ergebende strukturelle Verbindung habe zur Folge, daß die klagende Partei ihre Tätigkeiten auf der Grundlage einer Lizenz der Klasse E nicht weiterführen könne.

Die einschränkende Auslegung von Artikel 27 Absatz 1 durch den Ministerrat stelle im übrigen eine Argumentation zur Hauptsache dar. Die Einrede der Unzulässigkeit wegen nicht vorliegender Beschwerden gegen die angefochtene Norm müsse daher im Zusammenhang mit der Hauptsache geprüft werden.

A.1.20. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1991 vertritt den Standpunkt, mit ihrer Klageschrift die Gründungsurkunden, die Jahresabschlüsse und die Protokolle vorgelegt zu haben, anhand deren der Einwand des Ministerrats zurückgewiesen werden könne; sie fügt hinzu, daß man nur den Gesellschaftszweck der Gesellschaften zu lesen brauche, an denen die Vermögensgesellschaften Beteiligungen besäßen, um sich dessen bewußt zu werden, daß ihr Gesellschaftszweck eine direkte Verbindung zur angefochtenen Gesetzgebung aufweise; diese werde voraussetzen, daß sie im Besitz der B-, C-, D- oder E-Lizenzen seien. Sie zahlten im übrigen die im königlichen Erlaß vom 8. Juli 1970 vorgesehenen Steuern.

A.1.21. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 erwidern ihrerseits, daß der Hof in seinem Urteil Nr. 113/2000 den Standpunkt vertreten habe, ihre Klagen schienen zulässig zu sein, da es sich um Gesellschaften handle, zu deren Gesellschaftszweck das Betreiben von Spielhallen gehöre. Es sei also nicht notwendig, daß die klagenden Gesellschaften nachwiesen, daß sie tatsächlich Handelstätigkeiten ausübten, auf die sich die angefochtenen Normen auswirken würden. Analog hierzu könnten die klagenden Parteien, die natürliche Personen seien, ebenfalls zulässigerweise diese Nichtigkeitsklage einreichen, da ihre Eintragung im Handelsregister vorsehe, daß die eine (De Lange) die Tätigkeit des Aufstellens von Spielautomaten und von Vergnügungsspielen und die andere (Cucchiario) die Tätigkeit eines Getränkeausschanks ausübe.

Im übrigen bestätigt die Circus Guillemins AG, daß sie keinerlei Tätigkeiten in den Bereichen, auf die sich eine Lizenz der Klasse E beziehe, auszuüben wünsche. Ihre einzigen Tätigkeiten seien und blieben diejenigen, die den Erhalt einer Lizenz der Klasse B erforderten; sie richte sich daher hinsichtlich der Zulässigkeit ihrer Klage nach dem Ermessen des Hofes, insofern sie sich auf Artikel 27 beziehe; die Partei A. Cucchiario legt außerdem als Erwiderung auf eine Anmerkung des Ministerrats ein neues Dokument vor: die von der Fremont Gescaf AG erteilte Bestätigung einer Genehmigung zum Betrieb von für ihre Art der Tätigkeit zugelassenen Glücksspielen in ihrem Betrieb.

A.1.22. In der Rechtssache Nr. 1995 nimmt die fünfte klagende Partei aufgrund der Beurteilung ihres Interesses durch den Hof in seinem Urteil Nr. 113/2000 mit Genugtuung zur Kenntnis, daß sich das in Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Verbot der gleichzeitigen Ausübung nicht auf sie beziehe und sie ihre Aktien und Tätigkeiten bei den beiden betroffenen Gesellschaften beibehalten könne. Die fünf anderen klagenden Parteien stellen fest, daß dieses Urteil ihr Interesse bestätigt habe.

A.2.1. Der Ministerrat macht geltend, daß das Interesse der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1965, 1987, 1992 und 1995 sowie der ersten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 1988 ungesetzlich sei, da das Gesetz vom 24. Oktober 1902 den Betrieb von Glücksspielen verbiete, und Artikel 305 des Strafgesetzbuches bis zum Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes diejenigen bestraft habe, die ein Haus für Glücksspiele geführt und die Öffentlichkeit dort zugelassen hätten, und da das bürgerliche Recht davon ausgegangen sei, daß das Spiel eine ungesetzliche Grundlage habe.

A.2.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 betrachten diese Überlegung als erstaunlich, da sie auf einer durch das angefochtene Gesetz aufgehobenen Bestimmung beruhe, die gerade bezweckt werde, unter gewissen Bedingungen den Betrieb von Räumen für Glücksspielen zuzulassen, so daß deren Zweckdienlichkeit praktisch in Frage gestellt werde. Sie erinnern daran, daß sie über die erforderlichen Verwaltungsgenehmigungen verfügten.

In der Rechtssache Nr. 1995 erwidern sie, daß Artikel 1 Absatz 2 des obengenannten Gesetzes vom 24. Oktober 1902 in der Auslegung durch das Gesetz vom 14. August 1978 den König ermächtigt habe, die Liste der Glücksspielgeräte festzulegen, deren Betrieb trotz des in Absatz 1 vorgesehenen grundsätzlichen Verbotes weiterhin zugelassen sei. Die Rechtsprechung bestätige, daß die Abhaltung von Glücksspielen nicht nur toleriert worden, sondern genehmigt gewesen sei.

In den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 machen sie geltend, daß der Betrieb von Glücksspielen früher aus steuerlichen und historischen Gründen toleriert worden sei und der Gesetzgeber sich der Inkohärenz dieser alten Situation durchaus bewußt gewesen sei. Anhand dieser Toleranz könne man die Rechtmäßigkeit ihres Interesses belegen.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1987 vertritt den Standpunkt, daß das Interesse an der Klageerhebung anhand des angefochtenen Gesetzes zu beurteilen sei. Gewiß seien Glücksspiele außer im Falle von Abweichungen grundsätzlich verboten. Insofern die klagende Partei davon ausgehe, daß die zugelassenen Abweichungen mit Diskriminierungen behaftet seien, sei das Interesse an der Klageerhebung nicht ungesetzlich, da man andernfalls die größte Willkür in den bewilligten Abweichungen begünstige.

Außerdem bemerkt sie, daß der Betrieb gewisser Spiele bereits vor der Annahme des angefochtenen Gesetzes gesetzlich zugelassen gewesen sei und daß der Hof in seinen Urteilen über Klagen auf einstweilige Aufhebung implizit, aber mit Sicherheit die Ausnahme von Spielen scheinbar verworfen zu haben, da er sich bereit erklärt habe, die Ernsthaftigkeit der Klagegründe sowie die gravierende und schwerlich wiedergutzumachende Beschaffenheit des Nachteils zu prüfen. Diese Rechtsprechung stimme mit derjenigen des Staatsrates überein.

A.3.1. In dem in der Rechtssache Nr. 1903 eingereichten Schriftsatz führt der Ministerrat an, daß die klagenden Parteien es unterlassen hätten, ihre Eintragungsnummer im Handelsregister anzugeben, was gegen den königlichen Erlaß vom 20. Juli 1964 verstoße, so daß die Nichtigkeitsklage unzulässig sei.

Er richtet den gleichen Vorwurf an die intervenierenden Parteien Les Copères GmbH und Bastenie AG.

A.3.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 erwidern, daß diese Bestimmung sich auf das Gerichtsverfahren und nicht auf das Verfahren vor dem Schiedshof beziehe.

A.3.3. Nach Darlegung des Ministerrats sei die Klage der Ramses GmbH (Rechtssache Nr. 1903) unzulässig, da der Klageerhebungsbeschluß in Niederländisch verfaßt sei, während Artikel 2 des flämischen Dekrets vom 19. Juli 1973 besage: «Die für die sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie für die gesetzlich vorgeschriebenen Handlungen und Dokumente der Unternehmen zu benutzende Sprache ist das Niederländische».

A.3.4. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 erwidern, daß die Vorlage des Klageerhebungsbeschlusses keine Bedingung für die Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage sei, da Artikel 7 Absatz 3 des Gesetzes vom 6. Januar 1989 ausdrücklich besage, daß in dem Fall, wo die Klage durch eine juristische Person eingereicht werde, diese ihre Satzung oder den vom zuständigen Organ gefaßten Klageerhebungsbeschluß vorlegen müsse. Da die erste klagende Partei ihre Satzung vorgelegt habe, sei sie nicht verpflichtet gewesen, einen solchen Klageerhebungsbeschluß vorzulegen.

Sie fügen hinzu, daß in dem Fall, wo der Klageerhebungsbeschluß des Geschäftsführers als eine in Artikel 62 des obengenannten Gesetzes vorgesehene Urkunde anzusehen sei, der Beschluß gemäß dieser Bestimmung in der von der klagenden Partei gewählten Sprache vorgelegt werden könne.

A.4.1. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 nicht anführten, inwiefern die Artikel 15 § 1 und 71 Absatz 4 Nr. 4 gegen die darin erwähnten Bestimmungen verstießen. Der Antrag sei also in bezug auf sie jedenfalls unzulässig.

In der Rechtssache Nr. 1987 führt er an, daß der Antrag in Ermangelung von Beschwerden unzulässig sei; die klagende Partei beweise keineswegs, inwiefern die Begrenzung des Betriebs von Glücksspielen auf Einrichtungen der Klassen II und III eine durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung verbotene Diskriminierung darstelle.

Der Ministerrat betrachtet die Intervention der Les Copères GmbH als unzulässig, da sie sich darauf beschränkt habe, einen Erwidierungsschriftsatz anzukündigen für den Zeitpunkt, zu dem sie alle Klagegründe der klagenden Parteien zur Kenntnis genommen habe, und folglich keine Klagegründe innerhalb der gesetzlichen Frist vorgebracht habe.

A.4.2. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1987 betrachtet die Einrede als unbegründet, da man durch die Darlegung des Sachverhalts vor derjenigen der Klagegründe den Kontext der bemängelten Diskriminierung verstehen könne und die Formulierung des Klagegrunds sie hinlänglich erläutere. Der Ministerrat habe im übrigen darauf geantwortet.

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und ihre Zielsetzung

A.5.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 sind der Auffassung, daß die Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes (den Glücksspieleinrichtungen eine gesetzliche Grundlage geben und die Spieler besser schützen) nicht erreicht worden sei; das Gesetz sei nur auf gewisse Spiele anwendbar, und statt durch ein Regelwerk diejenigen zu schützen, die unter Spielsucht litten, schütze es nur das Monopol der Spielbanken.

A.5.2. Nach Darlegung des Ministerrats bezwecke das angefochtene Gesetz, die Betreiber von Spielen strengen Betriebsregeln zu unterwerfen als Gegenleistung für die berufliche Sicherheit und die Gewißheit eines angemessenen Gewinns; es beruhe auf einem doppelten Grundsatz (nämlich der Aufrechterhaltung des Verbots zum Betrieb von Glücksspielen und der Gewährung einer vorherigen schriftlichen Lizenz für Spiele oder Einrichtungen als Gunst, deren Gewährung und Beibehaltung einer strengen Regelung unterlägen) und verfolge Zielsetzungen, die allesamt dem Gemeinwohl und dem Schutz der Volksgesundheit dienten, nämlich dem Schutz der Spieler (vor sich selbst und dem Spielwunsch und davor, ihr Vermögen sowie dasjenige ihrer Familie auszugeben), dem Erhalt der Integrität des Spiels unter Berücksichtigung der finanziellen Einsätze, des Kampfes gegen Abhängigkeit und Sozialprobleme (Familie, Finanzen, Isolierung, usw.), der Bekämpfung der Kriminalität, mit der die Spielsucht oft einhergehe, der Organisation von elektronischen Spielen und neuer technologischer Entwicklungen (diese Zielsetzung ist nur im Schriftsatz in der Rechtssache Nr. 1903 erwähnt), der Einführung einer wirksamen Kontrolle im Zusammenhang mit Glücksspielen, der Bekämpfung von unerwünschten Nebenwirkungen im Zusammenhang mit Spielen, wie Abhängigkeit, Geldwäsche, Kriminalität, Steuerhinterziehung und finanzieller Betrug, Kontrolle der Spieleinnahmen zugunsten der Staatskasse sowie einer gewissen Zahl von karitativen oder humanitären Werken und der Gründung und Organisation einer Beratungs-, Entscheidungs- und Kontrolleinrichtung.

In bezug auf die Zulässigkeit der in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1965 und 1988 angeführten Klagegründe

A.6.1. Ein Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 12 und 23 der Verfassung, Artikel 52 des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit und dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit, aufgrund deren die freie Wahl und die ungehinderte Ausübung einer beruflichen Tätigkeit unter Einhaltung der Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung unter Wirtschaftsteilnehmern gewährleistet würden.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 führen in diesem Klagegrund außerdem einen Verstoß gegen den allgemeinen Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, den Grundsatz der Wettbewerbsfreiheit innerhalb der Europäischen Union und der Machtüberschreitung an.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 führen außerdem in diesem Klagegrund einen Verstoß gegen die Grundsätze der Achtung vor dem Privatleben, den allgemeinen Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung und der Machtüberschreitung an.

Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 1988 ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung sowie den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit abgeleitet.

A.6.2. In den in den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 eingereichten Schriftsätzen vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß der Klagegrund unzulässig sei, da er aus dem direkten Verstoß gegen die Artikel 12 und 23 der Verfassung, Artikel 43 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, die Grundsätze der Verhältnismäßigkeit, der Handels- und Gewerbefreiheit, der Wettbewerbsfreiheit innerhalb der Europäischen Union, der Achtung vor dem Privatleben und der Machtüberschreitung abgeleitet sei, wobei der Hof nicht dafür zuständig sei. Die klagenden Parteien erwidern, sie würden den Hof bitten, einen Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung anlässlich des Verstoßes gegen die obengenannten Normen zu ahnden.

In bezug auf die aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe

A.7. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 wird ein Klagegrund abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 39 und 143 § 1 der Verfassung, Artikel 6 § 1 VI (nur in der Rechtssache Nr. 1903) und II Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, aus der Machtüberschreitung (Rechtssache Nr. 1903) und aus der «Ausübung der Befugnisse» (Rechtssache Nr. 1941) angeführt.

A.8.1. Im ersten Teil ist der Klagegrund daraus abgeleitet, daß der föderale Gesetzgeber sich das Recht aneigne, die Vergabe von Betriebslizenzen für Spielautomatenhallen zu regeln, obwohl für die Aufsicht über die genehmigungspflichtigen Einrichtungen ausschließlich die Regionen zuständig seien.

Es stehe in der Tat außer Zweifel, daß Spielautomatenhallen ein Beispiel für genehmigungspflichtige Einrichtungen seien; so seien in der Brüsseler Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen Lunaparks vorgesehen, in denen mehr als zehn Spielautomaten aufgestellt seien. Das Gesetz bedrohe die Rechtssicherheit, indem es die Gefahr eines Konfliktes zwischen der für die Vergabe einer Umweltgenehmigung zuständigen Behörde oder der über Einsprüche befindenden Behörde einerseits und der zum Abschluß der in Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Vereinbarung ermächtigten Gemeinde oder der Kommission für Glücksspiele, die zur Vergabe einer Lizenz ermächtigt sei, andererseits herbeiführe, ungeachtet dessen, ob es sich um die eigentlichen Lizenzen oder um die Betriebsmodalitäten, wie die Öffnungszeiten, handle.

In der Rechtssache Nr. 1941 fügen die klagenden Parteien hinzu, daß die Spielautomatenhallen in den Bereich der Wirtschaftspolitik fielen, die aufgrund von Artikel 6 § 1 VI des obengenannten Sondergesetzes zum Zuständigkeitsbereich der Regionen gehöre.

A.8.2. Der Ministerrat (Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941) ist der Auffassung, daß die Regelung der Glücksspiele nur einen sehr entfernten und indirekten Zusammenhang mit dem Umweltschutz aufweise. Es handle sich in Wirklichkeit um den Zugang zum Beruf, wofür die Federalbehörde zuständig sei.

A.9.1. Im zweiten Teil (nur für die Rechtssache Nr. 1903) ist der Klagegrund daraus abgeleitet, daß der föderale Gesetzgeber durch Abgrenzung der Gebiete, in denen der Betrieb einer Glücksspieleinrichtung erlaubt sei, sich das Recht aneigne, die Regeln bezüglich der Raumordnung festzulegen, obwohl diese ausschließlich zum Zuständigkeitsbereich der Regionen gehörten.

Indem der föderale Gesetzgeber festlege, daß Glücksspieleinrichtungen nicht in der Nähe (ungenauer Ausdruck) von Schulen, Krankenhäusern, Kultstätten, Haftanstalten und Orten, die hauptsächlich von Jugendlichen besucht würden, niedergelassen werden dürften (was nur wenig Möglichkeiten lasse), regele er direkt die Raumordnung, das heißt den räumlichen Ausdruck der Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Umweltpolitik der gesamten Gesellschaft.

Da offenbar die Kommission für Glücksspiele die Zweckdienlichkeit zum Betrieb einer Glücksspieleinrichtung an einem bestimmten Ort anhand des Grundsatzes der guten Raumordnung beurteilen und die Betriebslizenz aufgrund der Integration des Projektes in das bebauten Umfeld erteilen werde, und zwar auf der Grundlage der im angefochtenen Artikel 36 Nr. 4 festgelegten Kriterien, werde sie offensichtlich eine Beurteilung vornehmen, die sich direkt auf die Raumordnung beziehe.

A.9.2. Der Ministerrat (Rechtssache Nr. 1903) ist der Auffassung, daß der hauptsächliche Zweck der angefochtenen Bestimmungen nicht darin liege, den Städtebau und die Raumordnung zu regeln. Die darin enthaltenen Bedingungen zielten darauf auf, gewissen Personen einen besonderen Schutz zu gewähren, und sie gehörten zum Bereich der Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers zur Regelung der Glücksspieleinrichtungen, die auch die Zuständigkeit umfasse, die Nachteile zu berücksichtigen, die in der Nachbarschaft dieser Einrichtungen entstehen könnten.

A.10.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 (erster Klagegrund) und mehrere intervenierende Parteien (die Bingo Matic GmbH, die General Automatic Amusement AG u.a., die Star Matic GmbH, die Lexi AG, die Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, die Olympian Games AG u.a. und die Pub Games GmbH) bemängeln, daß die Artikel 10 § 2, 19 und 71 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 3 und 4 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 174 Absatz 2 der Verfassung verstießen. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 bemängeln, daß die Artikel 19 und 71 gegen die Artikel 172 und 177 der Verfassung verstießen; sie verweisen auf den obenerwähnten Artikel 3.

A.10.2. Sie führen an (erster Teil des Klagegrunds), daß die Beträge, die den Inhabern der A-, B-, C- und E-Lizenzen durch Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes auferlegt würden und deren Zahlung durch die in Artikel 71 vorgesehene Sicherheitsleistung gewährleistet werde, trotz ihrer Einstufung als Beitrag eine echte Steuer darstellten. Ihnen sei nicht deutlich, welche Dienstleistung ihnen als Schuldner des in Artikel 19 angeführten Beitrags zugute kommen würde (sie seien im Gegenteil gezwungen, auf die Dienste der Kommission zurückzugreifen); die in Artikel 71 vorgesehene Sicherheitsleistung diene keinem anderen Zweck, als die Übernahme der in Artikel 19 vorgesehenen Kosten zu gestatten.

Darüber hinaus würden die Spielautomaten aufgrund von Artikel 76 § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern mit einer Steuer belegt. Da diese Steuer seit dem 1. Januar 1989 eine regionale Steuer sei, verstoße die beanstandete Steuer gegen die Artikel 3 und 4 § 1 des obenerwähnten Sondergesetzes.

Die intervenierende Partei Pub Games GmbH fügt hinzu, der Hof beschließe, daß eine Gebühr, um als eine nicht steuerliche Abgabe gelten zu können, sich als Vergütung eines von der öffentlichen Hand zugunsten des - persönlich betrachteten - Steuerpflichtigen geleisteten Dienstes erweisen müsse; die Aufgaben, mit der die Kommission im Hinblick auf den Schutz der «nationalen Bevölkerung» beauftragt seien, auf den das Urteil Nr. 74/2000 selbst verweise, seien sehr zahlreich und könnten selbstverständlich nicht als Dienste zum Vorteil derjenigen betrachtet werden, die den «Beitrag» im Sinne von Artikel 19 und die betreffende «Garantie», die durch Artikel 71 des angefochtenen Gesetzes eingeführt werde, zu leisten hätten.

Daraus sei zu schlußfolgern, daß die somit bemängelte Steuer eine Steuer auf Spiele und Wetten sei und eine Änderung der Spielautomatensteuer mit sich bringe.

A.10.3. Die klagenden Parteien machen geltend (zweiter Teil des Klagegrunds), daß die obenerwähnten Artikel 19 und 71 auf diskriminierende Weise (Artikel 172 sei eine Anwendung von Artikel 10 und 11 der Verfassung auf steuerlicher Ebene; die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 verweisen überdies auf Artikel 177 Absatz 1 der Verfassung) gegen den Grundsatz der Vollständigkeit des Haushaltsplans und der Rechnungen verstießen (diese müßten ausnahmslos alle Einnahmen und alle Ausgaben enthalten), der in Artikel 174 Absatz 2 der Verfassung vorgesehen sei und unter anderem durch Artikel 50 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen sowie durch Artikel 3 der durch den königlichen Erlaß vom 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung bestätigt werde; sie verstießen auch gegen den sich daraus ergebenden Grundsatz der Nicht-Zuweisung der Einnahmen (eine Ausgabe dürfe nicht von einer entsprechenden Einnahme abhängig gemacht werden) - ein Grundsatz, von dem nur unter den in Artikel 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung vorgesehenen Bedingungen abgewichen werden dürfe, und insbesondere durch Einführung eines Haushaltsfonds.

A.10.4. Sie führen an (dritter Teil), daß Artikel 10 § 2 des angefochtenen Gesetzes, der jegliche Beteiligung der Minister der Regionalregierungen an der Kommission für Glücksspiele ausschließe und den König ermächtige, die Mitglieder dieser Kommission auf Vorschlag der föderalen Minister zu ernennen, die den Regionen durch die Artikel 3 und 4 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen obliegenden Zuständigkeit mißachte, da ausschließlich die Regionen dafür zuständig seien, den Steuersatz, die Besteuerungsgrundlage und die Befreiung von der Spielautomatensteuer zu ändern.

A.10.5. In den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1998 ist der Ministerrat der Auffassung, Artikel 19 entspreche der Zielsetzung des Gesetzes, nämlich dem Verbraucherschutz, wobei dieser Schutz der Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers unterliege. Der durch das Gesetz geforderte Betrag bezwecke nur, den Zugang zum Beruf und den Erhalt der Lizenzen zu regeln und gehöre als solcher auch zur Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers. Die Glücksspiele selbst, die früher vorbehaltlich der vom König festgelegten Ausnahmen verboten gewesen seien, gehörten zu dieser Zuständigkeit.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 führten zu Unrecht Artikel 174 Absatz 2 der Verfassung an, da sie nicht nachwiesen, inwiefern das Gesetz gegen diese Bestimmung verstoßen würde, die vorschreibe, daß die Einnahmen und Ausgaben im Haushaltsplan und in den Rechnungen angeführt sein müßten. Die in den beiden Klageschriften angeführten Gesetze über die Staatsbuchführung stammten aus der Zeit vor dem angefochtenen Gesetz, das somit aus den Gründen, auf denen es beruhe, davon habe abweichen können, da der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten habe, daß die Kosten für die Kontrolle nicht durch die Allgemeinheit, sondern durch den Spielsektor selbst zu tragen sei. Artikel 172 der Verfassung verbiete es jedoch nicht, unterschiedliche Situationen unterschiedlich zu behandeln.

Der in den beiden Klageschriften angeführte Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 schließlich, der den Regionen die Steuer auf die Spiele und Wetten und die Spielautomatensteuer zuteile, enthalte eine einschränkende Aufzählung. Das Argument, wonach nur die Regionen die betreffende Abgabe hätten einführen können, sei nicht annehmbar, da der föderale Gesetzgeber einerseits für den Verbraucherschutz zuständig sei und andererseits (in der Annahme, daß die vorstehenden Erwägungen nicht angenommen würden) von den Zuständigkeitsverteilungsvorschriften abweichen könne, unter der Voraussetzung, daß er die Notwendigkeit dazu beweise, was er bereits getan habe, und gemäß Artikel 35 der Verfassung dem Sektor der Glücksspiele eine Steuer zur Deckung der durch das Vorhandensein dieser Spiele erforderlichen Kosten auferlegen könne.

A.10.6. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 erwidern, da der Ministerrat weder den ersten Teil des Klagegrunds beantworte (sondern in Beantwortung des dritten Teils zugestehende, daß die Artikel 19 und 71 tatsächlich eine Steuer zur Deckung der durch das Vorhandensein der Glücksspiele erforderlichen Kosten einführen, diese jedoch mit einer Verfassungsbestimmung begründe, die noch nicht in Kraft getreten sei, nämlich Artikel 35), noch den dritten Teil.

Im Gegensatz zu den Darlegungen des Ministerrats in Beantwortung des zweiten Teils rechtfertige die spezifische Beschaffenheit des Spielsektors keine Regelung, die in solchem Maße von den in Artikel 174 Absatz 2 der Verfassung festgelegten und durch Artikel 50 des Finanzierungs-sondergesetzes bestätigten Grundsätzen des Haushaltsrechts abweiche.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 vertreten den Standpunkt, daß der Ministerrat nicht auf den ersten Teil des Klagegrunds antworte; sie führen das Gutachten des Staatsrates an, in dem die bemängelte «Abgabe» als Steuer auf Glücksspiele bezeichnet werde; diesen Sachbereich habe das Sondergesetz über die Finanzierung dem regionalen Gesetzgeber vorbehalten; der Verbraucherschutz rechtfertige gewiß die Regelung der Glücksspiele, jedoch nicht die Auferlegung einer Steuer auf Betreiber durch einen nicht zuständigen Gesetzgeber, was gegen die Grundsätze der Gleichheit der Bürger vor der Steuer und der Vollständigkeit des Haushaltsplans verstoße. Sie bemerken außerdem, daß die Klage auf einstweilige Aufhebung nicht wegen des Fehlens ernsthafter Klagegründe zurückgewiesen worden sei, sondern wegen des Nichtvorhandenseins eines schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils.

In bezug auf die aus dem Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz abgeleiteten Klagegründe

A.11.1. Artikel 3 Nrn. 1 und 4 wird in der Rechtssache Nr. 1941 angefochten, insofern er Spiele und Wetten in bezug auf die Ausübung eines Sports und die Lotterien, insbesondere die Nationallotterie, ausschließe, während das Gesetz sich auf sämtliche Glücksspiele beziehe und die Spielsucht im allgemeinen bekämpfen solle.

A.11.2. Der Ministerrat (Schriftsatz in der Rechtssache Nr. 1941) vertritt den Standpunkt, daß die angefochtene Unterscheidung auf objektiven und sachdienlichen Kriterien beruhe; Spiele und Wetten in bezug auf die Ausübung eines Sports unterschieden sich wesentlich von den Spielen in Spielbanken und Lunaparks, da letztere täglich zu Zeitpunkten und in einer Häufigkeit ausgeübt werden könnten, die nur der Spieler bestimme; eine Regelung der ersteren würde außerdem bedeuten, daß die Zuständigkeit für den Sport *stricto sensu* dem Gesetz unterliegen würde, was weder in der Absicht des Gesetzgebers (dieser Sachbereich werde durch ein Gesetz vom 26. Juni 1963 geregelt) noch in seinem Zuständigkeitsbereich liege (Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980).

Die Nationallotterie unterscheide sich ebenfalls an sich von den durch das Gesetz geregelten Glücksspielen; sie sei nur in Zeitungsgeschäften und in Annahmestellen zugänglich, die zu normalen Uhrzeiten und an normalen Tagen geöffnet seien, und schaffe eine wesentlich geringere Gefahr der Abhängigkeit, da der Spieler bei den anderen Spielen sofort wisse, ob er gewonnen habe oder nicht, und verleitet sei, weiterzuspielen.

Das angefochtene Gesetz verletze keine Grundfreiheit und mache im Gegenteil unter bestimmten Bedingungen eine vorher illegale Tätigkeit straffrei.

A.11.3. Nach Darlegung der klagenden Parteien hänge die Spielgefahr nicht von den Öffnungszeiten der Spieleinrichtungen, den Zeiten oder den Orten, an denen gespielt werde, ab, sondern vom Zufallselement, und der Verlust des Einsatzes sei bei einem Glücksspiel ebenso schmerzhaft wie bei einer Wette bezüglich der Ausübung eines Sports. Im übrigen sei es zwar zutreffend, daß der föderale Gesetzgeber nicht mehr für Sporterziehung zuständig sei, doch er behalte die Zuständigkeit für den Schutz der Person.

Die Produkte der Nationallotterie stellten ebenso eine Gefahr dar wie die im Gesetz vorgesehenen Spiele; das Ergebnis gewisser Produkte sei unmittelbar bekannt, und die Werbung für die großen Ziehungen stelle eine Aufforderung zum Spiel dar, die öffentlich, ausdrücklich und unannehmbar sei.

Die klagenden Parteien machen schließlich geltend, daß die Einnahmen der Nationallotterie eine Art indirekte Steuer und eine Einnahmequelle für den Staat seien.

A.12.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1987 vertritt den Standpunkt, daß die Artikel 6, 25, 34 und 39 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstießen, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern aus den Vorarbeiten keinerlei objektives und vernünftiges Element hervorgehe, das rechtfertigen könnte, daß automatische Glücksspiele nur in den Einrichtungen der Klasse II betrieben werden dürften, das heißt in Spielautomatenhallen oder in Einrichtungen der Klasse III, das heißt in Schankstätten, unter Ausschluß jeglichen anderen Ortes, und insbesondere, wie es vorher die klagende Partei rechtmäßig getan habe, in *ad-hoc*-Räumen. Wenn eine Abweichung vom Verbot des Betriebs von Glücksspielen eingeführt werde, müsse gerechtfertigt werden, daß gewisse Personen in ihren Genuß gelangen könnten und andere nicht.

A.12.2. Der Ministerrat erinnert daran, daß nach seinem Dafürhalten die Klage in Ermangelung von Beschwerdegründen unzulässig sei. Er erinnert ebenfalls an den Kontext, in dem das angefochtene Gesetz angenommen worden sei, sowie daran, daß dessen Zielsetzung in den Urteilen Nrn. 52/2000, 74/2000 und 88/2000 als zweckdienlich bezeichnet worden sei; der Gesetzgeber habe es somit zu Recht für notwendig erachten können, die Anzahl der Glücksspieleinrichtungen zu beschränken.

A.12.3. Die klagende Partei fechte nicht das Recht des Gesetzgebers an, den Betrieb von Glücksspielen zu verbieten, jedoch die diskriminierende Beschaffenheit der Ausnahmen, wobei die rechtliche und faktische Situation vor der neuen Gesetzgebung zu berücksichtigen sei. Dies gelte *a fortiori*, wenn - wie im Falle der P.M.M.S. AG - die Räume, in denen diese die Geräte betreibe, in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern nicht für Minderjährige zugänglich, vollkommen unabhängig und von jeglichem Getränkeausschank getrennt seien und dort keinerlei andere Tätigkeit zugelassen sei, dies alles unter der strengen Kontrolle des Finanzministeriums.

Da in den Vorarbeiten nur kurz auf die betreffende Frage eingegangen werde und die Artikel 2 und 34 des Gesetzes nur sehr allgemeine Bestimmungen enthielten, sei es nicht sicher, ob es sich bei den Tätigkeiten der klagenden Partei um solche von Einrichtungen der Klasse II handle. Wenn der Hof nicht eine versöhnliche Auslegung der angefochtenen Bestimmung teile, werde er sich über die angeprangerte Diskriminierung äußern müssen. Da die Tätigkeiten der P.M.M.S. AG gemäß dem Gesetz von 1902 nicht ungesetzlich gewesen seien, seien keinerlei Gründe erkennbar, aus denen man nicht auf die Begründetheit des Klagegrunds schließen könne.

A.13.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941 und 1992 wird im Klagegrund bemängelt, daß Artikel 8 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes eine Diskriminierung zwischen Glücksspieleinrichtungen unterschiedlicher Klassen schaffe und den Grundsatz der Wettbewerbsfreiheit innerhalb der Europäischen Union verletze, indem er lediglich in Einrichtungen der Klasse II und der Klasse III Glücksspiele verbiete, bei denen ein Spieler erwiesenermaßen durchschnittlich nicht mehr als 500 Franken pro Stunde verlieren könne, während eine solche Obergrenze weder für Lotterien noch für andere Glücksspiele festgesetzt werde und das Gesetz, das vorgeblich die Spieler schützen solle, eine zusätzliche Spielbank (Klasse I) schaffe und keinerlei Obergrenze für diese Art Einrichtung festlege. Die Rentabilität der betreffenden Geräte sei gefährdet, da der durchschnittliche Verlust pro Stunde 1.500 Franken betrage und die Einkünfte der klagenden Parteien um zwei Drittel verringert würden.

Indem das Gesetz dem König die Sorge überlasse festzulegen, ob der potentielle Verlust eines jeden Spielers pro Stunde und pro Glücksspiel auch in den Spielbanken eingeschränkt werden müsse, verletze es den Gleichheitsgrundsatz, da der gleiche Automat, je nach der Einrichtung, in der er sich befinde, der beanstandeten Beschränkung unterliege.

Das Gesetz führe auch eine Diskriminierung zwischen den Einrichtungen ein, je nachdem, ob sie sich in Belgien oder in anderen Ländern der Europäischen Union befänden, da die Beschränkungen des potentiellen Verlustes pro Stunde für einen jeden Spieler dort zwischen 1.600 und 5.400 Franken schwanken würden, so daß die Einrichtungen in Belgien einem unlauteren Wettbewerb ausgesetzt wären.

A.13.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 erheben den Vorwurf, daß Artikel 8 bei der Ausübung der in Artikel 7 des Revolutionsdekrets vom 2.-17. März 1791 (Dekret «d'Allarde») garantierten Handels- und Gewerbefreiheit und bei der Wahrnehmung des durch Artikel 16 der Verfassung und durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention garantierten Eigentumsrechts zu einer Diskriminierung führe zwischen den Einrichtungen der Klassen II und I einerseits und II und III andererseits und zwischen den Einrichtungen der Klasse II und der Nationallotterie.

Neben Beschwerdegründen, die dem in A.13.1 Dargelegten entsprechen, erheben sie den Vorwurf, daß diese Bestimmung den in den Einrichtungen der Klasse II und in den Cafés betriebenen Glücksspielen hinsichtlich des zugelassenen durchschnittlichen Höchstverlustes pro Stunde dieselbe Einschränkung auferlege. Sie führen an, daß die Situationen dieser beiden Einrichtungstypen sowohl hinsichtlich der Kundschaft als auch hinsichtlich der finanziellen Struktur und Gewinnmarge sich grundlegend voneinander unterscheiden würden; die Betreibung von Glücksspielen sei für die Cafébetreiber eine Nebenverdienstmöglichkeit zusätzlich zu ihrer Haupttätigkeit, was für die Betreiber von Lunaparks nicht zutrefte. Übrigens müsse die Cafékundschaft, die weniger gewarnt und kontrolliert werde als die Kundschaft der Lunaparks, deutlich besser geschützt werden. Sie werfen dem Gesetzgeber vor, die Gleichbehandlung nicht gerechtfertigt zu haben.

A.13.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 führen ebenfalls an, daß die Behandlung der Einrichtungen der Klassen II und III im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehe; sie fügen hinzu, daß der Autor eines Gesetzesvorschlages zur Abänderung des angefochtenen Gesetzes eingeräumt habe, daß diese die wirtschaftliche Situation der Betreiber gefährde und keinerlei ernsthafte Untersuchung durchgeführt worden sei, bevor die angefochtene Obergrenze auf 500 Franken festgesetzt worden sei.

In ihrem Erwidierungsschriftsatz fügen sie hinzu, daß das Gesetz Verluste für die Betreiber zur Folge haben werde wegen der notwendigen Anpassung der Geräte (80 Prozent der in Belgien betriebenen Geräte kämen aus dem Ausland, wo die Obergrenze des durchschnittlichen Verlustes pro Stunde höher sei), des auf 25 Prozent geschätzten Verlustes an Kunden in den Spielhallen aufgrund der Führung einer Kartei, der Abschaffung von Anreizen (wie Imbisse, Lose und Gratisfahrten) und der Begrenzung der Gewinne. Der Verlust für einen Betreiber eines Lunaparks mit 87 Geräten, der einen Umsatz von mehr als 64 Millionen Franken erziele, wird von den klagenden Parteien auf einen Betrag zwischen 3 und 33 Millionen Franken geschätzt, je nach der unterschiedlichen Dauer der täglichen Benutzung und ohne Berücksichtigung der hohen Regionalsteuer in Flandern. Das Ziel des Schutzes der wirtschaftlichen Interessen des Glücksspielsektors werde nicht erreicht. Dasjenige des Schutzes der Spieler könne anders erreicht werden (Begrenzung der Anzahl Spieleinrichtungen, Festsetzung des Mindestalters der Personen, denen der Zugang zu den Spielhallen erlaubt sei, auf 21 Jahre, bereits durch das Gesetz oder durch andere Maßnahmen getroffene Vorkehrungen, wie die Verpflichtung einer Mitgliedskarte, um Zugang zu den Lunaparks zu haben, Begrenzung des Höchsteinsatzes für ein Spiel), und die zur Verwirklichung des Ziels eingesetzten Mittel seien unverhältnismäßig, da die Schließung der Lunaparks die Gefahr berge, daß die Spieler zu Spielbanken oder verbotenen Spielen geleitet würden.

A.13.4. In der Rechtssache Nr. 1992 (zweiter Klagegrund) und in der Rechtssache Nr. 1995 führen die klagenden Parteien an, daß der Betrieb der Glücksspielgeräte, die auf einer vom König festgelegten Liste stünden, zulässig gewesen sei aufgrund von Artikel 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 24. Oktober 1902, so daß das in Artikel 305 des Strafgesetzbuches vorgesehene vorherige Verbot nur noch eine Restbefugnis sei. Während die Spielbanken nur toleriert gewesen seien, hätten die Lunaparks oder Spielautomatenhallen und der Betrieb von Glücksspielen in Schankstätten also dem Gesetz entsprochen.

Artikel 8 gefährde jedoch erheblich die wirtschaftliche Lage der Betreiber der Einrichtungen der Klassen II und III, da die Geräte mit hohem Kostenaufwand angepaßt werden müßten und die darin festgesetzte Obergrenze nicht mehr ihre Rentabilität gewährleiste. Es sei kein Grund für die Festsetzung dieser Obergrenze, die im Verhältnis zu einer der Zielsetzungen des Gesetzgebers, nämlich die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Glücksspielsektors, nicht sachdienlich sei, vorgebracht worden. Die Maßnahme sei absolut unverhältnismäßig im Vergleich zu dieser Zielsetzung, insbesondere für die Betreiber, deren Spiele in der Flämischen Region betrieben würden, wo die Regionalsteuer wesentlich höher sei als in den anderen Regionen und wo Artikel 8 einem faktischen Verbot der betreffenden Geräte gleichkomme.

Die intervenierenden Parteien Bingo Matic GmbH, General Automatic Amusement AG u.a., Star Matic GmbH, Lexi AG, Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, Olympian Games AG u.a. und Pub Games GmbH schließen sich dieser Analyse an; die Pub Games GmbH fügt hinzu, daß die angefochtene Beschränkung ebenfalls die Situation der Personen gefährde, die eine Lizenz der Klasse E beantragen müßten und unmittelbar von den Einkünften aus dem Betrieb der betreffenden Spiele abhingen. Das Gesetz diskriminiere diejenigen, auf die es sich beziehe, im Vergleich zu denjenigen, die Vorteile aus anderen spielerischen Tätigkeiten gegen Entgelt gleich welcher Art, auf die sich dieses Gesetz nicht beziehe, bezögen. Das Kriterium des Schutzes der Spieler - das der Hof berücksichtige - könne den Eindruck erwecken, objektiv und vernünftig zu rechtfertigen zu sein, doch es erkläre nicht die Unterscheidung zwischen einerseits Einrichtungen der Klasse I und andererseits Einrichtungen der Klassen II und III.

A.13.5. In der Rechtssache Nr. 1941 wird im Klagegrund außerdem bemängelt, daß Artikel 8 Absatz 4 weder objektiv, noch sachdienlich, noch verhältnismäßig sei, denn er verbiete es, zwei oder mehrere Geräte miteinander zu verbinden; da jedoch die Begriffe «Gerät» und «Preis» nicht definiert seien, finde er auch Anwendung auf Hörfunkspiele, Teleshopping und Telefonumfragen, was für die klagenden Parteien und für andere enorme finanzielle Verluste bedeute, die nicht das Ziel des Gesetzgebers gewesen sein könnten.

A.13.6. Der Ministerrat (Rechtssache Nr. 1903) vertritt den Standpunkt, daß die Personen, auf die sich die angefochtene Bestimmung beziehe, sich nicht in einer vergleichbaren Situation befänden, da der Gesetzgeber davon ausgegangen sei, daß der mögliche Verlust in den Glücksspieleinrichtungen der Klasse II wesentlich geringer sein müsse als derjenige der Klasse I, in denen die Schwelle der Zugänglichkeit - die einer der Faktoren zur Förderung der Abhängigkeit sei - höher sei. Er fügt in der Rechtssache Nr. 1941 hinzu, daß die Kundschaft der Spielautomatenhallen im wesentlichen aus Jugendlichen bestehe, die besonders gefährdet seien, während diejenige der Spielbanken aus älteren Bürgern bestehe, deren finanzielle Mittel in geringerem Maße einen Schutz erforderten, und in den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1995, daß die Anzahl der Lunaparks es auf der Grundlage ausländischer Beispiele erfordere, deren Tätigkeiten strenger zu regeln, da es mehr Spieler gebe, je mehr Einrichtungen vorhanden seien.

Da der betreffende Sachbereich nicht Gegenstand einer Gemeinschaftsregelung sei, sei das Argument, das aus dem Vergleich mit den in anderen Ländern der Europäischen Union bestehenden Regelungen abgeleitet werde, nicht sachdienlich.

A.13.7. In der Rechtssache Nr. 1998 fügt der Ministerrat hinzu, daß die angefochtene Bestimmung dem König erlaube, das Anwendungsgebiet des Gesetzes auf die Spielbanken auszudehnen. Dieser Unterschied könne unter Berücksichtigung der zwischen den beiden Kategorien vorhandenen objektiven Unterschiede gerechtfertigt werden; die Zulassung zu einer Spielbank erfordere die Eintragung in die Liste der betreffenden Spielbank, was am Zugang zu einer anderen Einrichtung der Klasse I hindere; die begrenzte Anzahl der Spielbanken stelle ein anderes Hindernis dar (acht Spielbanken gegen 180 Lunaparks). Der Ministerrat weist darauf hin, daß der Gesetzgeber sich auf objektive Elemente gestützt habe, d.h. auf die Art und Anzahl der Glücksspiele, die durch die Einrichtungen betrieben werden könnten, den Höchstbetrag des Einsatzes, des Verlustes und des Gewinns der Spieler, sowie auf die Art erlaubter verwandter Tätigkeiten. Bezüglich des Betrags des durchschnittlichen Höchstverlustes pro Stunde verweist der Ministerrat auf das Urteil des Hofes Nr. 52/2000.

Der Ministerrat weist ferner darauf hin, daß - im Gegensatz zu den Einrichtungen der Klasse II - die Einrichtungen der Klasse III einer Einschränkung unterworfen seien, die sich auf die Anzahl der Apparate beziehe (höchstens zwei Glücksspiele). Man könne den klagenden Parteien nicht folgen in ihrer Meinung, der Gesetzgeber müsse die Kundschaft der Schankstätten wegen des grundlegenden Unterschieds zwischen diesen Einrichtungen und den Lunaparks besser schützen. Die Menschen, die einen Lunapark betreten, täten dies in der einzigen Absicht, an Spielautomaten zu spielen, während dies in den Schankstätten nur eine Nebentätigkeit sei. Außerdem müsse darauf hingewiesen werden, daß, wenn der Gesetzgeber keinen zugelassenen Höchstbetrag für den Verlust pro Stunde festgelegt hätte, die Spieler, d.h. die Personen, die der Gesetzgeber habe schützen wollen, die Einrichtungen aufsuchen würden, die für sie am günstigsten seien, so daß das angestrebte Ziel nicht würde erreicht werden können.

Schließlich führt er an, daß die Nationallotterie eine öffentliche Einrichtung sei, die der Kontrolle des Finanzministers unterliege, die vom Gesetzgeber mit bestimmten Aufgaben beauftragt worden sei und deren Gewinne der ganzen Gemeinschaft zugute kämen, wodurch sie sich von den anderen Einrichtungen unterscheide. Viele von den von der Nationallotterie angebotenen Produkten würden sich außerdem völlig von den in den Lunaparks angebotenen Produkten unterscheiden, wenn man das Abhängigkeitsrisiko in Erwägung ziehe. Die Produkte der Nationallotterie seien überdies nicht so leicht zugänglich, da sie an die Öffnungszeiten der Zeitungsgeschäfte oder der Post gebunden seien, wohingegen die Lunaparks auch während einiger Nachtstunden und an Sonn- und Feiertagen geöffnet seien.

A.13.8. In dem in der Rechtssache Nr. 1941 hinterlegten Schriftsatz vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes es den nationalen Behörden erlaube, die betreffenden Tätigkeiten einzuschränken oder zu verbieten und die Modalitäten sowie die Höhe des Spieleinsatzes zu regeln, vorausgesetzt, die Maßnahmen seien nicht diskriminierend und seien notwendig sowie verhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung des Gemeinwohls. Im vorliegenden Fall gebe es keine ungesetzliche Diskriminierung.

A.13.9. Nach Darlegung des Ministerrats seien die Wörter «Geräte» und «Preis» in ihrem üblichen Sinne zu verstehen, so daß eine Definition überflüssig gewesen sei. Die klagenden Parteien wiesen im übrigen weder nach, worin die von ihnen angeführte Beschwerde bestehe, noch inwiefern der Hof zuständig sei, darüber zu befinden, und sie bewiesen nicht, inwiefern das Gesetz zum Verbot zahlreicher Glücksspiele führen würde. In der Annahme, daß dies der Fall sei, erlaube die Rechtsprechung des Hofes es, die Handels- und Gewerbefreiheit einzuschränken. Die Behauptung bezüglich der Hörfunkspiele, des Teleshopping und der Telefonumfragen sei nicht untermauert und eindeutig falsch.

A.13.10. In der Rechtssache Nr. 1992 vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß die aus der Lage der in der Flämischen Region niedergelassenen Betreiber abgeleitete Beschwerde nicht sachdienlich sei, da jede Region die in diesem Sachbereich zu entrichtende Steuer festlegen könne; in der Rechtssache Nr. 1995 führt er an, daß die klagenden Parteien kein Interesse an der Anfechtung der angefochtenen Bestimmung hätten, da die von ihnen betriebenen Einrichtungen nicht in der Flämischen Region niedergelassen seien und sie keine Alternativen angäben, mit denen nach ihrem Dafürhalten das Ziel des Schutzes der Spieler erreicht werden könne; der Hof erachte sich im übrigen nicht als zuständig, diese Frage zu beurteilen.

A.13.11. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 vertreten den Standpunkt, daß die Gegenpartei die Diskussion lediglich auf die Schwelle der Zugänglichkeit und die sich daraus ergebende Abhängigkeit konzentriere, obwohl sie auf die Diskriminierung zwischen den Betreibern der Spielhallen abzielten. Es sei durch nichts zu rechtfertigen, daß dieselbe Person mehr oder weniger Geld ausgeben könne, je nachdem, ob sie sich dafür entscheide, in eine Spielbank oder in eine Spielhalle der Klasse II oder III zu gehen, oder, wie die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 hinzufügen, sich Produkten der Nationallotterie zuzuwenden.

A.13.12. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 erwidern vorab, daß das Urteil Nr. 113/2000 den in der Rechtssache Nr. 1998 angeführten Klagegrund abgewiesen habe; darin hätten die klagenden Parteien zunächst den Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Spielautomatenhallen und den Schankstätten und andererseits den Spielbanken (Verbot eines Verlustes von mehr als 500 Franken) angeprangert und anschließend die gleiche Regelung für einerseits Spielautomatenhallen und andererseits Schankstätten. In diesem Urteil Nr. 113/2000 habe der Hof sich nicht zu dem in der vorliegenden Rechtssache gegen Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes angeführten Klagegrund geäußert.

Die klagenden Parteien bemerken, daß der Ministerrat behaupte, es werde keine Begrenzung der Anzahl Geräte in den Einrichtungen der Klasse II geben, und daß diese Zusage nicht eingehalten werde, ausgehend von Artikel 8 des Entwurfs eines königlichen Erlasses, der angeblich am 22. Dezember 2000 vom Ministerrat angenommen worden sei und in dem die Liste der automatischen Glücksspiele festgelegt worden sei, deren Betrieb in den Glücksspieleinrichtungen der Klasse II erlaubt sei.

In bezug auf die derzeit zwischen den drei Regionen bestehenden Unterschiede vertreten sie den Standpunkt, daß diese Unterschiede sich zwar tatsächlich aus der Ausübung der jeweiligen Zuständigkeiten der verschiedenen Regionen ergeben könnten, Artikel 8 jedoch zur Folge habe, daß der Betrieb von Glücksspielen in der Flämischen Region in Einrichtungen der Klassen II und III verboten sei.

A.14.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 sehen in Artikel 10 §§ 1 und 2 eine Diskriminierung zwischen einerseits den Betreibern von Glücksspieleinrichtungen und Unternehmen, deren Zweck im Verkauf, der Vermietung, dem Leasing, der Lieferung, der Bereitstellung, der Einfuhr, der Ausfuhr, der Produktion, Wartungs-, Reparatur- und Ausstattungsdienstleistungen für Glücksspiele bestehe, und andererseits den Teilnehmern anderer Wirtschaftssektoren, die einer ähnlichen Kontrolle unterlägen, in der Ausübung der Rechte auf eine unabhängige und unparteiische Kontroll- und Disziplinarbehörde (Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention), der Handels- und Gewerbefreiheit (Artikel 7 des Revolutionsdekrets vom 2.-17. März 1791 - Dekret «d'Allarde») und des Eigentumsrechts (Artikel 16 der Verfassung und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention).

Die Kommission für Glücksspiele habe in der Tat den Auftrag, die notwendigen Lizenzen zum Betrieb von Glücksspieleinrichtungen und für den Verkauf, die Vermietung, das Leasing, die Lieferung, die Bereitstellung, die Einfuhr, die Ausfuhr, die Produktion, Wartungs-, Reparatur- und Ausstattungsdienstleistungen für Glücksspiele zu vergeben und insbesondere eine Aussetzung oder gar einen Entzug der Lizenz zu verhängen, das heißt ganz einfach ein Berufsverbot für den betreffenden Betreiber. In den anderen Wirtschaftssektoren bestehe die mit einer solchen Disziplinalgewalt ausgestattete Instanz ausschließlich aus Vertretern des Berufsstandes oder sei zumindest organisatorisch unabhängig von der Exekutive. Diese Frage sei in den Vorarbeiten zum Gesetz nie aufgeworfen worden.

A.14.2. Der Ministerrat erwidert, daß die Kommission für Glücksspiele eine unabhängige Verwaltungsbehörde unter dem Vorsitz eines Magistrats sei, wobei der Bewerber beantragen könne, von ihr angehört zu werden. Sie sei verpflichtet, die öffentlichen Freiheiten zu achten, und ihre Entscheidungen könnten vom Staatsrat gerügt werden. Hinsichtlich der Handels- und Gewerbefreiheit und des Eigentumsrechtes verweist er auf die Darlegungen an einer anderen Stelle.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, daß der Ministerrat den Klagegrund nicht beantworte.

A.15.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 führen an, daß Artikel 25 eine Diskriminierung zwischen den Einrichtungen der Klasse I und den Einrichtungen der Klasse II in der Ausübung der Handels- und Gewerbefreiheit (Artikel 7 des Revolutionsdekrets vom 2.-17. März 1791) und des Eigentumsrechtes (Artikel 16 der Verfassung und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention) schaffe.

Sie erklären unter Hinweis auf die Vorarbeiten, daß dieser Unterschied zwischen der Gültigkeitsdauer der Lizenzen für die Klasse A und die Klasse B auf keinerlei objektiver Rechtfertigung beruhe; die Dauer des Geschäftsmietvertrags, die zur Rechtfertigung der Gültigkeitsdauer der Lizenzen der Klasse B (neun Jahre) angeführt werde, halte einer Prüfung nicht stand, da der Inhaber eines Geschäftsmietvertrags über ein Recht auf Verlängerung verfüge, so daß ein Geschäftsmietvertrag in Wirklichkeit 36 Jahre dauere; das gleichzeitige Zusammentreffen des Beginns des Geschäftsmietvertrags und der Lizenzvergabe sei rein theoretisch.

A.15.2. Nach Darlegung des Ministerrats sei der Behandlungsunterschied durch objektive Unterschiede zwischen Spielbanken und Lunaparks gerechtfertigt, die mit ihrer Infrastruktur, mit ihrer Kundschaft und der Art der Spiele zusammenhängen (die in Spielbanken angebotenen Spiele unterlägen weniger den Modeerscheinungen und erforderten daher höhere Investitionen). Die Bezugnahme auf Geschäftsmietverträge sei sachdienlich, da sie ebenso verlängert werden könnten wie die Lizenzen; die Betreiber könnten im übrigen die Klausel festhalten, daß der Geschäftsmietvertrag in Kraft trete, wenn die Lizenz erteilt worden sei.

A.15.3. Die klagenden Parteien erwidern, daß die eindeutigen Unterschiede zwischen Spielbanken und Lunaparks nicht den Behandlungsunterschied rechtfertigten und daß das aus Modeerscheinungen und Investitionen abgeleitete Argument falsch sei; es treffe zwar zu, daß ständig neue Programme für Glücks- und Vergnügungsspiele in Lunaparks entwickelt würden, doch die eigentlichen Maschinen (das Mobiliar) könnten mit geringen Änderungen im Aussehen für viele dieser neuen Spiele wiederverwendet werden und seien angesichts des sehr hohen Aufwands der langfristigen Investitionen zumindest ebenso teuer wie ein russisches Roulette oder ein Spielbanktisch. Schließlich sind sie der Auffassung, das Argument, wonach es möglich sei, einen gleichen Zeitpunkt für den Beginn des Mietvertrags und die Lizenzvergabe vorzusehen, gelte selbstverständlich nicht für bereits bestehende Spielhallen, deren Mietvertrag bereits laufe.

A.16.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 führen an, daß die Artikel 25 Nr. 5 und 48 bis 53 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, getrennt oder in Verbindung mit den Artikeln 28 und 29 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, verstießen, insofern sie ungerechtfertigte und in jedem Fall unverhältnismäßige Einschränkungen des freien Warenverkehrs darstellten. Diesbezüglich machen sie geltend, daß die Artikel 19 und 71 des angefochtenen Gesetzes den Importeuren und Exporteuren von Glücksspielen als Bedingung für den Erhalt der durch die angefochtenen Bestimmungen vorgeschriebenen Lizenz vorschrieben, sich an den Kosten für die Einrichtung, das Personal und den Betrieb der Kommission für Glücksspiele und ihres Sekretariats zu beteiligen, deren Deckung durch einen Beitrag gewährleistet sei, der selbst durch eine Sicherheitsleistung von 500.000 belgischen Franken pro angefangene Gruppe von 50 Apparaten gedeckt sei.

Die intervenierenden Parteien General Automatic Amusement AG u.a., Bingo Matic GmbH, Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, Olympian Games AG u.a. und Pub Games GmbH schließen sich dieser Analyse an.

A.16.2. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die klagenden Parteien nicht nachwiesen, inwiefern die angefochtenen Bestimmungen gegen die angeführten Bestimmungen verstießen.

Alle Geräte, ob sie in Belgien oder im Ausland angefertigt worden seien, unterlägen derselben Regelung; es könne also kein Verstoß gegen die EU-Gesetzgebung vorliegen.

In der europäischen Rechtsprechung werde im übrigen anerkannt, daß die nationalen Behörden über eine ausreichende Ermessensbefugnis im Sektor der Glücksspiele verfügten, vorausgesetzt, daraus entstehe keine Diskriminierung. An anderer Stelle sei bewiesen worden, daß dies nicht der Fall sei.

A.17.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 wird beanstandet, daß Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes erworbene wirtschaftliche Rechte antaste, indem er die Kumulierung einer Lizenz der Klasse B (Betreibung einer Spielautomatenhalle) mit einer Lizenz der Klasse E (Verkauf, Vermietung, Ein- und Ausfuhr, Wartung von Glücksspielausstattungen) verbiete. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 kritisieren auch das Verbot der Kumulierung einer Lizenz der Klasse C (Betrieb einer Schankstätte) mit einer Lizenz der Klasse E.

Der Gesellschaftszweck der klagenden Parteien beziehe sich auf diese verschiedenen Tätigkeiten, deren Kombination die Voraussetzung für ihre Rentabilität sei. Er werde durch die angefochtene Bestimmung zu einem ungesetzlichen Ziel, während es keine objektive und angemessene Rechtfertigung gebe, die zu irgendeinem Ziel verhältnismäßig sei, und obgleich Artikel 23 der Verfassung eine Stillhalteverpflichtung bezüglich des freien Zugangs zu einem selbständigen Beruf eingeführt habe. Die angefochtene Bestimmung berücksichtige eine solche Stillhalteverpflichtung nicht, da sie den klagenden Parteien das Recht entziehe, ihre Tätigkeiten fortzusetzen, die doch weder ungesetzlich seien noch im Widerspruch zur öffentlichen Ordnung und den guten Sitten stünden. Eine Bestimmung, die den Brauereien das Recht entzöge, selber Schankwirtschaften zu betreiben, wäre verfassungswidrig.

Die angefochtene Bestimmung beeinträchtige ebenfalls nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 in unverhältnismäßiger Weise die Handels- und Gewerbefreiheit, die Vereinigungsfreiheit, die Freiheit der Arbeit, die Freiheit des einzelnen und (nur in der Rechtssache Nr. 1965) die Handels- und Güterfreiheit in der Europäischen Union; sie bedrohe die Arbeitsplätze und die Investitionen aufgrund einer plötzlichen und ungerechtfertigten Änderung im Glücksspielsektor und entspreche keineswegs der Zielsetzung des Gesetzgebers.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998, die Kritik an dem Verbot des gleichzeitigen Besitzes von mehreren Lizenzen übten unter Hinweis auf die Handels- und Gewerbefreiheit und auf das Eigentumsrecht, vertreten den Standpunkt, daß es in keiner Weise durch den Gesetzgeber gerechtfertigt worden sei.

A.17.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1988 sind der Auffassung, daß der obenerwähnte Artikel 27 gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung sowie den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit verstoße, da aus den Vorarbeiten keinerlei objektives und vernünftiges Element hervorgehe, um zu rechtfertigen, daß das Verbot des gleichzeitigen Besitzes von einerseits Lizenzen der Klassen A, B, C und D und andererseits einer Lizenz der Klasse E auf die «Instandhaltung, Reparatur und Ausstattung» von Glücksspielen ausgedehnt werde. Der Hof habe im Urteil Nr. 74/2000 zwar den Standpunkt vertreten, daß das Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen angesichts der Zielsetzungen des Sozialschutzes annehmbar sei, doch hinsichtlich dieser Dienstleistungen sei das Verbot unverhältnismäßig, selbst wenn man davon ausgehe, daß es gerechtfertigt sei in bezug auf den Verkauf, die Einfuhr, die Vermietung, die Ausfuhr oder die Ausstattung von Glücksspielen.

A.17.3. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 1991 führt einen Klagegrund an, der sich aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit oder getrennt von deren Artikeln 16 und 27, ergibt. Er klagt an, daß Artikel 27 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes die Kumulierung einerseits der A-, B-, C- und D-Lizenzen und andererseits der E-Lizenz verbiete. Er weist darauf hin, daß der Gesetzgeber gleichzeitig drei Zielsetzungen angestrebt habe: den Schutz der Personen, die sich auf Glücksspiele einlassen, die Bekämpfung der möglichen unerwünschten Nebenfolgen der Glücksspiele und die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Sektors. Der Gesetzgeber habe zwischen diesen Zielsetzungen ein Gleichgewicht finden wollen. Der Kläger sehe nicht ein, wie mit dem Verbot jeder Kumulierung als sachdienlicher Maßnahme die zwei ersten Zielsetzungen erreicht werden könnten, und er sei der Auffassung, daß die Maßnahme deutlich unverhältnismäßig sei. Diese Maßnahme führe nämlich dazu, dem Kläger *de facto* zu verbieten, das während seiner beruflichen Laufbahn angesparte Vermögen ganz oder teilweise zu behalten, und stelle somit einen diskriminierenden Verstoß gegen die Vereinigungsfreiheit und gegen die Handels- und Gewerbefreiheit dar, sowie einen flagranten Verstoß - ohne Gegenleistung - gegen das durch Artikel 16 der Verfassung anerkannte Eigentumsrecht. Die Maßnahme führe auch dazu, daß der Kläger wegen der absoluten und definitiven Unmöglichkeit, ein Vermögen zu valorisieren, *ipso facto* und ohne irgendeine Regularisierungsmöglichkeit in eine deutlich im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Situation strafrechtlicher Übertretung gerate.

A.17.4. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1992 (vierter Klagegrund) und 1995 führen an, daß Artikel 27 Absatz 1 (und aus gleichen Gründen die Artikel 36 Nr. 3, 50 Nr. 3 und 51 Absatz 2, die eine Vergabe oder Aufrechterhaltung von Lizenzen von der Verpflichtung abhängig machten, die Teilhaber des Antragstellers oder des Nutznießers der Lizenz bekanntzugeben und somit eine unverhältnismäßige Beeinträchtigung und somit diskriminierende Verletzung der Vereinigungsfreiheit, der Handels- und Gewerbefreiheit, der Niederlassungsfreiheit und der Wettbewerbsbedingungen darstellten) gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit deren Artikel 27, mit Artikel 43 des EG-Vertrags (Rechtssachen Nrn. 1992 und 1995) und mit dem allgemeinen Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit (Rechtssache Nr. 1995), verstoße.

Sie führen an, daß Artikel 27 keine sachdienliche Maßnahme für zwei der drei mit dem Gesetz verfolgten Zielsetzungen sei, nämlich der Schutz der Spieler und die Bekämpfung möglicher unerwünschter Folgen der Glücksspiele. Zwar habe der Gesetzgeber gewünscht, daß die Bedingungen zur Vergabe der Lizenzen streng seien, doch die Maßnahme sei unverhältnismäßig aufgrund der äußerst weitgefaßten Definition der Tätigkeiten, auf die sich die Lizenz der Klasse E beziehe.

Sie fügen hinzu, daß der dritten Zielsetzung des Gesetzgebers - der Erhalt der Wirtschaftstätigkeit des betreffenden Sektors - direkt widersprochen werde durch diese Maßnahme, die denjenigen, die sich in einer vergleichbaren Lage wie die klagenden Parteien befinden würden, keine andere Wahl lasse, als jegliche Berufstätigkeit in bezug auf Glücksspiele einzustellen oder sich strafbar zu machen, da ein Verstoß gegen Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes aufgrund von Artikel 63 dieses Gesetzes strafrechtlich verfolgt werde, während das Gesetz vom 4. Mai 1999 die strafrechtliche Haftung der juristischen Personen eingeführt habe.

Die intervenierenden Parteien Bingo Matic GmbH, General Automatic Amusement AG u.a., Star Matic GmbH, Lexi AG, Jeux-Matic Ger-Bel GmbH, Olympian Games AG u.a. und Pub Games GmbH schließen sich dieser Analyse an, wobei die Star Matic GmbH ihre Kritik auf Artikel 27 Absatz 1 des Gesetzes beschränkt.

A.17.5. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 fügen hinzu, daß das betreffende Verbot um so weniger im Verhältnis zu den mit ihm verbundenen Ziel stehe, als dieses Ziel ohne dieses Verbot erreicht werden könne, und zwar alleine schon durch die Bedingungen für die Lizenzvergabe. Artikel 27 verstoße ebenfalls gegen Artikel 23 der Verfassung, insofern das angefochtene Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen in unzulässiger Weise die wirtschaftlichen Rechte derjenigen beeinträchtige, die in Unternehmen arbeiteten, für die eine Lizenz der Klasse E verlangt werde.

Die Artikel 36 Nr. 3, 37 Nr. 3, 50 Nr. 3 und 51 Absatz 2 würden den betreffenden Unternehmen (da es Aktiengesellschaften seien, sei im übrigen nicht erkennbar, wie eine Kontrolle ausgeübt werden solle) und den ausländischen Wirtschaftsteilnehmern den Zugang zum Börsenmarkt verbieten.

In ihrem Erwidierungsschriftsatz fügen sie hinzu, daß weder das Bemühen um die Vermeidung von Mißbrauch noch die Notwendigkeit, die Lizenzvergabe von strengen Bedingungen abhängig zu machen, das angefochtene Verbot rechtfertigten. Wenn der Gesetzgeber nur Steuerhinterziehung ins Auge gefaßt habe, hätte er Steuermaßnahmen ergreifen müssen. Wenn er Dienstleistungen des Aufstellens und der Instandhaltung von guter Qualität habe erreichen wollen, um insbesondere jegliches Basteln an den Maschinen zu verhindern, sei es angebracht gewesen, die Ausübung dieser Tätigkeiten von viel präziseren Kriterien abhängig zu machen, indem man es auch einer Gesellschaft, die Glücksspiele betreibe, ermögliche, einen eigenen Wartungs- und Reparaturdienst zu haben, vorausgesetzt, dieser entspreche den festgelegten Kriterien.

Das in Artikel 27 Absatz 1 vorgesehene Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen, auch wenn es so auszulegen sei, daß es sich lediglich auf den Besitz einer Kontrolle über eine andere Gesellschaft beziehe, verstoße eindeutig gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem es ohne objektiven und vernünftigen Grund eine Person benachteilige, die in Unternehmen tätig sei, für die eine Lizenz der Klasse E verlangt werde.

Da die angefochtenen Bestimmungen nicht das vom Gesetzgeber angestrebte gemeinnützige Ziel erreichten und nicht den Mißbrauch auf eine für die klagenden Parteien weniger ungünstige Weise bekämpften, verletzten sie Artikel 23 der Verfassung, Artikel 113 des EG-Vertrags sowie die Handels- und Gewerbefreiheit.

A.17.6. Der Ministerrat (Rechtssachen Nrn. 1903, 1941 und 1965) ist der Auffassung, daß in einem zuvor nicht geregelten Sachbereich und in verbotenen Sachbereichen die klagenden Parteien sich nicht auf erworbene wirtschaftliche Rechte berufen könnten, deren gesetzliche Grundlage sie im übrigen nicht angäben.

Die Artikel 12 und 23 der Verfassung verböten es nicht, daß denjenigen, die eine Tätigkeit ausübten, die eine soziale Gefahr darstelle, Grenzen auferlegt würden. Die angefochtene Bestimmung, die dazu diene, strenge Bedingungen für die Lizenzvergabe aufzuerlegen, die Unterscheidung zwischen Glücksspieleinrichtungen und den diesbezüglichen Tätigkeiten zu ermöglichen sowie Mißbrauch zu vermeiden, führe, wie der Hof es anerkannt habe, keine Maßnahme ein, die nicht im Verhältnis zu diesen Zielsetzungen stehe. Der Ministerrat vertritt in den Rechtssachen Nrn. 1991 und 1995 den Standpunkt, daß es angebracht sei, daß der Verkauf, die Vermietung und die Instandhaltung der Geräte nicht von der Person durchgeführt würden, die die Halle betreibe, sondern von einem oder mehreren Dritten.

In den Rechtssachen Nrn. 1988 und 1995 fügt er hinzu, daß die klagenden Parteien keinen Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung hätten geltend machen können; der Hof sei nicht befugt, dessen Einhaltung zu gewährleisten, die klagenden Parteien wiesen kein entstandenes und aktuelles Interesse nach, und die angefochtene Bestimmung könne sich nicht auf ihre persönliche Situation auswirken; außerdem habe der Verfassungsgeber dieser Bestimmung keine direkte Wirkung verliehen, und selbst wenn dies der Fall wäre, bewiesen die klagenden Parteien nicht, inwiefern die angefochtene Bestimmung im Widerspruch dazu stünde.

A.17.7. In den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 ficht der Ministerrat den Standpunkt an, daß die angefochtenen Bestimmungen die Freiheit der Arbeit beeinträchtigten; das Gesetz von 1902 habe eine solche Tätigkeit nicht erlaubt, die klagenden Parteien wiesen nicht nach, inwiefern diese Freiheit beeinträchtigt werde und in der Annahme, daß dies der Fall wäre, erlaube die Rechtsprechung des Hofes es nicht, daß hierfür Grenzen auferlegt würden. Die angefochtenen Bestimmungen gefährdeten nicht die Arbeitsplätze, da diese in unterschiedlichen Einrichtungen bestehen bleiben könnten.

A.17.8. In den Rechtssachen Nrn. 1965 und 1995 weist der Ministerrat das aus Artikel 43 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft abgeleitete Argument zurück, indem er sich auf die bereits erwähnte Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes zu Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes beruft (A.13.7), und er fügt hinzu, daß der Gesetzgeber Bestimmungen über die Organisation, die Zuständigkeit, die Berufsethik und die Kontrolle der Berufstätigkeiten annehmen könnte, unter der Voraussetzung, daß sie nicht diskriminierend seien. Dies sei der Fall, und das Urteil Nr. 74/2000 sei in diesem Sinne ergangen.

A.17.9. In den Rechtssachen Nrn. 1988, 1991, 1992, 1995 und 1998 vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß die klagenden Parteien zu Unrecht einen Verstoß gegen die Vereinigungsfreiheit anführten, da Artikel 27 nichts anderes vorschreibe als das Verbot des direkten oder indirekten gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen und die Vereinigungsfreiheit - wie die ebenfalls angeführte Handels- und Gewerbefreiheit - keine absolute Tragweite habe, was der Hof bereits beschlossen habe. In der Rechtssache Nr. 1991 fügt er hinzu, daß das Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen der klagenden Partei keineswegs ihr Eigentum entziehe und daß die Grundsätze bezüglich der Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken im vorliegenden Fall nicht anwendbar seien, da keine Eigentumsübertragung stattfinde.

In den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1995 fügt er hinzu, daß die angefochtenen Bestimmungen bezüglich der Zahlungsfähigkeit der Lizenzinhaber und der Transparenz des Betriebs (Artikel 36 Nr. 3, 37 Nr. 3, 50 Nr. 3 und 51 Absatz 2) sich auf einen spezifischen Sektor bezögen, der eine potentielle Gefahr darstelle, was sie rechtfertige; solche Bestimmungen beständen in anderen Rechtsbereichen zum Schutz der Schwächsten, wie der Sparer.

In den Rechtssachen Nrn. 1991, 1992 und 1995 führt er an, daß der gleichzeitige direkte oder indirekte Besitz mehrerer Lizenzen ein aus dem Gesellschaftsrecht entnommener Begriff sei, der in seinem üblichen Sinne zu verstehen sei; im Gesellschaftsrecht gehe man davon aus, daß eine Gesellschaft eine andere direkt oder indirekt besitze, wenn sie faktisch imstande sei, diese zu kontrollieren (Mehrheit in der Generalversammlung, im Verwaltungsrat, usw.). Es sei daher klar, daß die klagenden Parteien der angefochtenen Bestimmung eine viel zu große Tragweite verliehen.

A.17.10. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 stellen fest, daß die Gegenpartei nicht erkläre, inwiefern ein solches Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen zweckdienlich sei. Es sei nicht im geringsten zu verstehen, warum das Verbot, daß ein und dieselbe Person einerseits Spielgeräte verkaufe, vermiete und instandhalte, und andererseits eine Spielhalle betreibe, notwendig sei zur Verwirklichung der Zielsetzung des Gesetzgebers.

Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 verweisen auf ihre Argumentation zur Rechtmäßigkeit ihres Interesses; die angefochtenen Maßnahmen seien unverhältnismäßig und erlaubten es nicht, die Sicherheit des Berufsstandes und die Gewähr eines angemessenen Gewinns zu erreichen, was zu den Zielen des Gesetzes gehöre.

Die zweite klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, die Derby AG, erwidert, daß Artikel 23 der Verfassung und der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung angeführt würden. Sie vertritt den Standpunkt, daß es keine Unvereinbarkeit zwischen einerseits dem Betrieb einer Glücksspieleinrichtung und andererseits der Erbringung von Dienstleistungen zur Instandhaltung, Reparatur und Ausstattung von Glücksspielen gebe. Die Vorarbeiten enthielten keinerlei Element, das dieses Verbot des gleichzeitigen Besitzes mehrerer Lizenzen rechtfertige.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1991 erinnert an den Standpunkt des Ministerrats in seinen Schriftstücken und an das Urteil Nr. 113/2000; sie ist der Auffassung, daß man daraus offenbar ableiten könne, daß der durch Artikel 27 verbotene Besitz mehrerer Lizenzen voraussetze, daß dieselbe natürliche oder juristische Person gleichzeitig die Kontrolle über eine Gesellschaft ausübe, die im Besitz einer Lizenz der Klassen A, B, C und D sei, sowie über eine Gesellschaft, die im Besitz einer Lizenz der Klasse E sei, wobei dieser Begriff «Kontrolle» voraussetze, daß die besagte natürliche oder juristische Person tatsächlich in der Lage sei, beide Gesellschaften durch die Mehrheit in ihren Generalversammlungen und in ihren Verwaltungsräten zu kontrollieren. Insofern Artikel 27 des Gesetzes in diesem Sinne auszulegen sei, müsse die klagende Partei einsehen, daß ihre Beschwerden rechtlich mangelhaft seien.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 bitten den Hof, diese Auslegung von Artikel 27 zu bestätigen, und richten sich in diesem Fall nach dem Ermessen des Hofes.

In bezug auf die Artikel 36 Nr. 3 und 37 Nr. 3 (und analog hierzu die Artikel 50 Nr. 3 und 51 Absatz 2) verteidigen sie eine analoge Auslegung und fügen hinzu, daß es im übrigen unmöglich sei, heute die Teilhaber der klagenden Gesellschaften zu identifizieren.

A.18.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 wird im Klagegrund beanstandet, daß Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes, indem er die Gesamtanzahl der bewilligten Spielautomatenhallen auf einhundertachtzig festlege, einen *numerus clausus* für Spielautomatenhallen einführe, der eine diskriminierende und unverhältnismäßige Behinderung der Handels- und Gewerbefreiheit wie auch der Niederlassungsfreiheit darstelle.

A.18.2. Den klagenden Parteien zufolge stelle Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes, der diese Beschränkung festlege und die Betreibung der betreffenden Einrichtungen von einer Vereinbarung zwischen dem Betreiber und der Gemeindebehörde abhängig mache, eine unverhältnismäßige Maßnahme dar, die den Gleichheitsgrundsatz und die teilweise in Artikel 23 der Verfassung verankerte Handels- und Gewerbefreiheit beeinträchtige, welche einen Bestandteil der durch Artikel 12 der Verfassung gewährleisteten individuellen Freiheit darstelle; die angefochtene Bestimmung verurteile eine Anzahl Spielsäle zur Schließung (es gebe heute ungefähr zweihundert, und die Modalitäten der Schließung würden nicht angegeben), verhindere die Öffnung neuer Säle und sei ein verkapptes Verbot - eine analoge Regelung für Schankwirtschaften wäre mit Sicherheit verfassungswidrig -, während das durch den Gesetzgeber angestrebte Ziel (Schutz des Bürgers/Konsumenten) erreicht werden könnte durch eine Reihe von Maßnahmen zum Schutz der Bürger und die Spieler - von denen es nicht weniger geben würde, weil sie auf heimliche Art und Weise ihrer Leidenschaft frönen würden - schon durch die Artikel 54 bis 62 des Gesetzes geschützt würden.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 fechten die Überlegung an, wonach mehr Spielautomatenhallen auch mehr Spieler bedeuten würden.

A.18.3. Den klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen zufolge seien die angefochtenen Bestimmungen nicht vereinbar mit Artikel 52 des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, der eine Bestimmung internationalen Rechts mit direkter Auswirkung in der internen Rechtsordnung sei und aufgrund dessen der Hof als solcher eine indirekte Kontrolle ausübe. Die beanstandete Beschränkung hindere künftig einen Staatsbürger der Europäischen Union daran, sich mit Blick auf die Betreibung einer Spielautomatenhalle in Belgien niederzulassen, da die Zahl der bestehenden Hallen die Höchstzahl der genehmigten Spielhallen schon übersteige, und stehe somit im Widerspruch zu der durch den obengenannten Artikel 52 gewährleisteten Niederlassungsfreiheit.

A.18.4. Den klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen zufolge würden die Betreiber aufgrund der den Gemeindebehörden gebotenen Möglichkeit - zusätzlich zu der Tatsache, daß sie die Handels- und Gewerbefreiheit und die Niederlassungsfreiheit aushöhle - von deren gutem oder schlechtem Willen abhängig, da die Vereinbarung, die sie kraft Artikel 34 miteinander treffen müßten, in Wirklichkeit eine verkappte Regelung sei, die den Gemeinden erlaube, den Betreibern Öffnungs- und Schließungszeiten vorzuschreiben und die Modalitäten für die Organisation der betreffenden Handelstätigkeit aufzuerlegen, und die aufgrund einer Gesetzesbestimmung erlassen worden sei, die somit darauf ausgerichtet sei, die Rechtsprechung des Staatsrates, die solche Beschränkungen verbiete, zu umgehen.

Außerdem vertraue der Gesetzgeber unter dem Deckmantel eines Übereinkommens in Wirklichkeit einer Verwaltungsbehörde die Sorge an, Übereinkommen bezüglich der Verwaltungspolizei abzuschließen; dies beziehe sich u.a. auf die Öffnungszeiten und die Modalitäten für die Organisation einer Einrichtung (ebenso wie z.B. die Baugenehmigungen, einseitige Verwaltungsakte) und könne kaum in vertraglichen Mechanismen festgelegt werden; diese Vertragsverpflichtung verletze den Gleichheitsgrundsatz hinsichtlich der Betreiber von Spielautomatenhallen, insoweit sie ihnen die Garantien und die Verwaltungsklagen entziehe, worüber alle Antragsteller von Genehmigungen für die Betreibung gleich welcher Einrichtung verfügen würden.

Sie weisen auch darauf hin, daß die Gemeinde jederzeit die Genehmigung widerrufen oder abändern könne. Indem der Vertrag als eine Vereinbarung mit der Verwaltung dargestellt werde, werde der Gleichheitsgrundsatz dadurch verletzt, daß den Betreibern von Spielautomatenhallen die Möglichkeit einer Verwaltungsbeschwerde entzogen werde. Es werde auch Unterschiede von Gemeinde zu Gemeinde geben, was zu unlauterer Konkurrenz zwischen den Einrichtungen führen werde.

A.18.5. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 erheben den Vorwurf, daß Artikel 34 Absatz 2 die Artikel 10 und 11 verletze, indem er eine Diskriminierung zwischen den Einrichtungen der Klassen II und I einerseits und jenen der Klassen II und III andererseits bei der Ausübung der durch die schon zitierten Bestimmungen garantierten Handels- und Gewerbefreiheit und des Eigentumsrechts einführe. Kraft der verbundenen Artikel 29 und 76 werde den bestehenden Spielbanken unter der Voraussetzung, daß sie die neuen gesetzlichen Bedingungen erfüllen würden, der Fortbestand während mindestens zwanzig Jahren garantiert. Außerdem sei die Eröffnung einer neuen Spielbank in Brüssel vorgesehen. Die Anzahl der Einrichtungen der Klasse II werde hingegen willkürlich, ohne irgendein Recht auf Fortbestand der bestehenden Lunaparks, die sich nach den neuen gesetzlichen Bedingungen richten würden, auf 180 begrenzt. Die klagenden Parteien halten dem Gesetzgeber vor, daß er diese Diskriminierung nicht gerechtfertigt habe, obgleich der Staatsrat die Regierung um Erklärung gebeten habe. Für die Einrichtungen der Klasse III gelte keine Begrenzung der Anzahl. Der Gesetzgeber habe auch diese Diskriminierung nicht gerechtfertigt.

Dieselben klagenden Parteien erheben den Vorwurf, daß Artikel 34 Absatz 3 die Artikel 10 und 11 der Verfassung verletze, indem er eine neue Diskriminierung zwischen den Einrichtungen der Klassen II und I einerseits und jenen der Klassen II und III andererseits bei der Ausübung der durch die schon zitierten Bestimmungen garantierten Handels- und Gewerbefreiheit und des Eigentumsrechts einführe. Weder die Einrichtungen der Klasse I noch die Einrichtungen der Klasse III unterlägen einer Ermessensbefugnis der Gemeinde. Die klagenden Parteien führen erneut den Mangel an jeglicher objektiver Rechtfertigung an.

A.18.6. Nach Darlegung des Ministerrats (Schriftsätze in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941 und 1998) sei die angefochtene Begrenzung durch den Umstand gerechtfertigt, daß die Einrichtungen der Klasse II sehr leicht zugängliche Orte seien, in denen eine Spielabhängigkeit entstehen könne. Den Gemeinden werde eine gewisse Freiheit eingeräumt wegen der gesellschaftlichen Perversität des Phänomens. Da das Gesetz das grundsätzliche Verbot des Spielbetriebs aufrechterhalte, sei die Lizenz als eine echte Gunst auszulegen. Die klagenden Parteien würden keine Angaben zur Anzahl der zu erwartenden Schließungen erteilen und wiesen im übrigen nicht nach, daß die Zahl der bestehenden Hallen höher als 180 sei (aus der Aktion «Indian Summer» hervorgehende Zahl), und folglich ebenfalls nicht, daß gewisse Spielhallen zur Schließung gezwungen würden (die Klageschrift in der Rechtssache Nr. 1941 sei diesbezüglich übrigens widersprüchlich). Es handele sich außerdem um einen Markt, der nicht nur von der Anzahl Hallen abhängt, sondern auch von der Anzahl Spieler; der Markt der Spiele werde nicht durch die Anzahl der Hallen bestimmt, und daher hätten das angefochtene Gesetz und seine Zielsetzung keinen Einfluß auf die bestehenden Tätigkeiten der klagenden Parteien.

A.18.7. Artikel 43 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (ex-Artikel 52 des EG-Vertrags) verbiete es nach Darlegung des Ministerrats (Rechtssache Nr. 1903) nicht, daß der nationale Gesetzgeber die Organisation, die Berufsethik und die Kontrolle der betreffenden Sektoren regelt, vorausgesetzt, die Regelung sei nicht diskriminierend und sei notwendig und verhältnismäßig, um das angestrebte Ziel des Gemeinwohls zu erreichen. Dies sei nicht der Fall, da die angefochtenen Bestimmungen dazu dienten, einer gesellschaftlichen Gefahr entgegenzuwirken.

In bezug auf die Handels- und Gewerbefreiheit sei bereits darauf hingewiesen worden, wie der Hof es beschlossen habe, daß es dem Gesetzgeber gestattet gewesen sei, darin Grenzen zum Schutz bestimmter Interessen festzulegen.

A.18.8. In der Rechtssache Nr. 1998 fügt der Ministerrat hinzu, daß die Betreiber von Spielbanken keinen automatischen Schutz genießen, daß aber das Gesetz den Gemeinden die Möglichkeit einräume, sie für höchstens zwanzig Jahre aufrechtzuerhalten. Für die Einrichtungen der Klasse II enthalte das Gesetz keine Einschränkungen; es sei somit möglich, in dem mit der Gemeinde abzuschließenden Vertrag einen längeren Zeitraum vorzusehen. Im Gegensatz zu den Lunaparks würden die Spielbanken schließlich Teil des sozialen Lebens der Gemeinde ausmachen, in der sie sich niedergelassen hätten (Ausstellungen, Wettbewerbe); diese damit verbundenen Tätigkeiten würden, im Gegensatz zum Spiel, kein Suchtrisiko in sich bergen.

Außerdem weist er darauf hin, daß das Nichtvorhandensein einer Begrenzung der Einrichtungen der Klasse III durch die sehr unterschiedlichen Charakteristika der Einrichtungen gerechtfertigt worden sei und daß der Gesetzgeber das Suchtrisiko für die als Risikogruppen eingestuften Jugendlichen zwischen 12 und 18 Jahren und Männer zwischen 18 und 35 Jahren, die arbeitslos und gering qualifiziert seien, berücksichtigt habe; er habe berechtigterweise dem Risiko Rechnung getragen, das die Einrichtungen der Klasse II in dieser Hinsicht beinhalten.

A.18.9. In bezug auf die durch die angefochtene Bestimmung den Gemeinden eingeräumte Befugnis (die sich sowohl aus dem Bemühen um eine Verstärkung der Kontrollwirkung als auch aus dem Bemühen, den Gemeinden eine gewisse Freiheit hinsichtlich der Niederlassung solcher Einrichtungen zu lassen, ergebe) ist der Ministerrat in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 der Auffassung, daß sie weder eine übertriebene Möglichkeit noch eine «verkappte Regelung» darstelle, da es sich natürlich nicht um die Befugnis handele, willkürliche Entscheidungen zu treffen, da die Entscheidungen weiterhin den allgemeinen Grundsätzen der ordnungsgemäßen Verwaltung unterlägen. Die Gemeinden dürften also die Grundsätze der Handels- und Gewerbefreiheit sowie der Niederlassungsfreiheit nicht aushöhlen. Diese Grundsätze würden nicht durch eine Regelung beeinträchtigt, die sich auf eine Tätigkeit beziehe, in bezug auf die festgestellt worden sei, daß sie eine Gefahr für die Gesellschaft darstelle, und deren Ausübung der gerichtlichen Kontrolle unterliege.

In der Rechtssache Nr. 1998 erklärt er, daß Artikel 29 *in fine* des Gesetzes dem Betreiber einer Spielbank vorschreibe, eine Vereinbarung mit der Gemeinde zu schließen, und daß folglich keine Diskriminierung zwischen Einrichtungen der Klassen I und II bestehe, da die Gemeinden selbstverständlich die Grundsätze über die Lizenzvergabe auf diese beiden Arten von Einrichtungen anwenden würden.

A.18.10. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 erwidern, daß kein konkretes Element vorgebracht werde, um nachzuweisen, daß die Zahl 180 tatsächlich der Wirklichkeit entspreche. In den Vorarbeiten selbst werde auf eine annähernde Angabe verwiesen; die Aktion «Indian Summer» habe nicht sämtliche bestehenden Spielhallen erfaßt (es seien nicht alle kontrolliert worden) und sie habe mehrere Monate vor der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* stattgefunden. Sie verstünden ebenfalls nicht, wie es möglich sei, die Eröffnung neuer Spielhallen zu erlauben, wenn das im Gesetz vorgesehene Kontingent bereits der Gesamtzahl der bestehenden Hallen entspreche, außer wenn eine gewisse Anzahl bestehender Einrichtungen geschlossen würden, und sie sind der Auffassung, daß die Zielsetzung des Gesetzes sich auf die Tätigkeiten der klagenden Parteien auswirken könne, da die kommunale Behörde über eine Ermessensbefugnis verfüge, die zu diskriminierenden Entscheidungen führen könne (vgl. den Beschluß der Stadt Ostende zur Schließung aller Lunaparks auf ihrem Gebiet, während die Einnahmen der Spielbank sinken). Sie führen an, die Gegenpartei erkenne ausdrücklich an, daß die Einführung eines solchen *numerus clausus* unverhältnismäßig zur Zielsetzung sei, nämlich die Werbung für Spiele vermeiden, da die Zahl der Spieler ungeachtet dessen relativ stabil bleiben würde; sie bemerken, daß der Kampf gegen Tabakmißbrauch nie soweit gegangen sei, die Verkaufsstellen zu begrenzen. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 fragen diesbezüglich, ob es nicht angebracht sei, die Zahl der Verkaufsstellen von Produkten der Nationallotterie zu begrenzen.

A.19.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 bemängeln, daß Artikel 36 Nr. 2 weder die Anforderungen an die Funktion präzisiere, die hinsichtlich der Führung der Verwaltungsratsmitglieder und Geschäftsführer zur Aushändigung einer Lizenz der Klasse B zu erfüllen seien, noch die Weise, in der diese Anforderungen beurteilt würden; dies werde zu willkürlichen Entscheidungen führen, mit denen über ähnliche Situationen unterschiedlich geurteilt werde.

A.19.2. Sie bemängeln ebenfalls, daß Artikel 36 Nr. 3 in ungerechtfertigter und unverhältnismäßiger Weise die Vereinigungsfreiheit beeinträchtige, indem er verlange, daß es der Kommission für Glücksspiele erlaubt werde, jederzeit die Teilhaber zu identifizieren, so daß es unmöglich sei, nach dem Gang an die Börse öffentlich zur Zeichnung aufzufordern.

A.19.3. Schließlich bemängeln sie, daß Artikel 36 Nr. 4 (in der Rechtssache Nr. 1941, wobei die klagenden Parteien zu Unrecht Artikel 36 Nr. 5 erwähnen) gegen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit sowie denjenigen der Niederlassungsfreiheit verstoße, indem er es den Einrichtungen der Klasse II verbiete, sich in der Nähe von Schulen, Krankenhäusern, von Jugendlichen aufgesuchten Orten, Kultstätten und Haftanstalten niederzulassen. Diese Bestimmung habe zur Folge, in einem kleinen und dichtbevölkerten Land wie Belgien die Niederlassung solcher Einrichtungen in gewissen Gemeinden und gewissen Dörfern zu verhindern.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998, die einen diskriminierenden Verstoß gegen die Handels- und Gewerbefreiheit sowie gegen das Eigentumsrecht anführen, tragen eine ähnliche Kritik vor und fügen hinzu, daß der Gesetzgeber keinerlei objektive Rechtfertigung abgegeben und keine Übergangsmaßnahme für die Lunaparks vorgesehen habe.

A.19.4. Der Ministerrat (Rechtssache Nr. 1941) antwortet, daß die auf der Grundlage von Artikel 36 gefaßten Beschlüsse individuelle Handlungen seien, die begründet werden müßten und angefochten werden könnten. Die darin enthaltenen Anforderungen seien mit denjenigen von Artikel 18 des Gesetzes vom 22. März 1993 und von Artikel 60 des Gesetzes vom 6. April 1995 vergleichbar, die wie das angefochtene Gesetz dazu dienten, die Schwachen zu schützen, im vorliegenden Fall die Sparer.

A.19.5. In bezug auf Artikel 36 Nr. 3 vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß es sich um einen sehr spezifischen Sektor handele und daß zwischen den ersten vier klagenden Parteien, die Aktiengesellschaften seien, sowie den letzten drei, die Privatgesellschaften mit beschränkter Haftung (GmbH) seien, unterschieden werden müsse. Das angefochtene Gesetz verbiete es den ersten vier keineswegs, zur Zeichnung aufzufordern, da Artikel 41 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften es ihnen ermögliche, in ihrer Satzung vorzusehen, daß die Aktien Namensaktien seien, und das angefochtene Gesetz nur Aktien, jedoch nicht Obligationen betreffe. Die obengenannten Gesetze von 1993 und 1995 sollten ebenfalls durch die Befugnisse, die sie der Kommission für das Bank- und Finanzwesen verliehen, die Transparenz der Aktionärsstruktur gewährleisten. Schließlich hätten die drei klagenden GmbH kein Interesse an der Anfechtung von Artikel 36 Nr. 3, da ihre Anteile weiterhin auf den Namen lauteten und die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften es ihnen erlaubten, zur Zeichnung aufzufordern.

A.19.6. In bezug auf Artikel 36 Nr. 4 führt der Ministerrat an, daß die Gemeinden ihre Entscheidungen anders als durch stilistische Klauseln würden begründen müssen und daß diese Entscheidungen der richterlichen Kontrolle unterliegen würden; er erinnert daran, daß das Gesetz die Schwächsten schützen solle, wobei junge Leute eine besonders durch Abhängigkeit gefährdete Gruppe darstellten.

In der Rechtssache Nr. 1998 verweist er diesbezüglich auf das Urteil Nr. 52/2000, auf Artikel 29 *in fine* des Gesetzes, der den Abschluß einer Konzessionsvereinbarung zwischen den Gemeinden und den Spielbankbetreibern vorsehe – was die Gemeinden veranlassen werde, an den betreffenden Orten die Niederlassung von Spielbanken nicht zu genehmigen – und schließlich auf die besonderen Merkmale der Einrichtungen der Klassen I und II, wobei er bemerkt, daß der Zutritt zu einer Spielbank die Eintragung auf dessen Liste voraussetze.

A.19.7. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 vertreten den Standpunkt, daß die Bezugnahme auf die Gesetze vom 22. März 1993 und vom 6. April 1995 nicht sachdienlich sei, weil der Kontext ein anderer sei; im Unterschied zum Spieler habe der Investor nicht mit einem gewöhnlichen Unternehmer als Betreiber einer Spieleinrichtung zu tun, sondern mit einem Fachmann (Investitionsgesellschaften, Makler, Anlageberater), der ihm helfen solle. Sie fügten hinzu, daß die Verpflichtung zur Identifizierung der Teilhaber die Teilhaber auf diskriminierende Weise daran hindere, ihr Vermögen nach außen zu schützen, und ihre freie Wahl behindere.

A.20.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 bemängeln, daß Artikel 37 Nr. 5 auf diskriminierende Weise gegen die Handels- und Gewerbefreiheit sowie gegen das Eigentumsrecht verstoße, indem er einer Einrichtung der Klasse II nicht erlaube, eine Bar oder ein Restaurant in der Spielhalle zu betreiben oder deren Betrieb einem Dritten anzuvertrauen, obwohl dies in Einrichtungen der Klasse I erlaubt sei und keinerlei grundsätzliche Untersuchung in den Vorarbeiten einen solchen Behandlungsunterschied rechtfertige. Das Verbot des Verkaufs von alkoholischen Getränken sei verständlich, nicht jedoch dasjenige in bezug auf andere Getränke und Imbisse.

A.20.2. Der Ministerrat verweist auf die vorherigen Darlegungen bezüglich der Unterschiede zwischen den betreffenden Einrichtungen, die den bemängelten Behandlungsunterschied rechtfertigten.

A.21.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1941 und 1965 beeinträchtigt Artikel 39 die erworbenen wirtschaftlichen Rechte und sei er nicht objektiv zu rechtfertigen. Ihrer Auffassung nach seien die engen Wirtschaftsbeziehungen zwischen dem Gaststättengewerbe und der Glücksspielindustrie als wirtschaftliche Errungenschaften anzusehen. Durch die Begrenzung der Anzahl Spielautomaten in einer Schankstätte ungeachtet ihrer Größe werde der Umsatz der klagenden Parteien verringert und befürchteten diese, daß eine Reihe von Betrieben wirtschaftlich nicht mehr rentabel seien.

A.21.2. Der Ministerrat führt an, daß das Gesetz dazu diene, die Spieler vor Abhängigkeit zu schützen, und daß diese verstärkt werden könne, wenn sie mit Getränken und der auch durch diese möglicherweise entstehenden Abhängigkeit verbunden sei. Die klagenden Parteien legten keinerlei Element darüber vor, was die Glücksspiele einbrächten, und auch nicht über den entsprechenden Anteil an den Festkosten. In der Annahme, daß dies nachgewiesen sei, erlaube es die Rechtsprechung des Hofes dem Gesetzgeber, die Handels- und Gewerbefreiheit einzuschränken und die Wirtschaftstätigkeit zu regeln, um ein übergeordnetes gesellschaftliches Interesse zu fördern. Hinsichtlich des Zusammenhangs zwischen der Größe einer Schankstätte und der Anzahl Geräte übersähen die klagenden Parteien, daß das Gesetz das Spiel und nicht die Schankstätten als solche regle, so daß die Anzahl der Geräte ausschlaggebend sei.

A.21.3. Die klagenden Parteien vertreten den Standpunkt, daß der Ministerrat weder das Fehlen von Maßnahmen gegen die Trinksucht rechtfertige, obwohl es Maßnahmen gegen die Spielsucht gebe, noch das Fehlen einer Unterscheidung entsprechend der Größe der Schankstätten.

A.22.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 bemängeln, daß die Artikel 44 und 45, die verlangten, daß diejenigen, die eine Berufstätigkeit im Zusammenhang mit Spielen auszuüben wünschten, über eine Lizenz der Klasse D verfügten - die ihnen unter anderem unter der Bedingung verliehen werde, daß sie sich entsprechend den Anforderungen an die Funktion verhielten -, nicht präzisierten, worin dieser Zusammenhang bestehe, und daß sie der mit der Vergabe dieser Lizenz beauftragten Behörde eine Befugnis hinsichtlich der Beurteilung hinsichtlich der vorgenannten Bedingung erteilten.

A.22.2. Der Ministerrat verweist auf seine vorherigen Darlegungen und führt an, daß die betreffenden Beschlüsse begründet werden müßten und der gerichtlichen Kontrolle unterlägen.

A.23.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 wird im Klagegrund beanstandet, daß Artikel 54 § 1 des angefochtenen Gesetzes mit der Einführung einer besonderen, ausschließlich auf die Einrichtungen der Klassen I und II anwendbaren Volljährigkeit (21 Jahre) diese Einrichtungen auf diskriminierende Art und Weise hinsichtlich der Einrichtungen der Klasse III sowie hinsichtlich einer heterogenen Gesamtheit von Handelsbetrieben behandle, die die Moral und das Vermögen achtzehnjähriger Volljähriger gefährden würden (Einrichtungen, in denen pornographische Filme gezeigt würden, Kreditinstitute, die wenig Skrupel zeigen würden bei der Kreditvergabe an einen jungen Menschen, der nicht imstande sei, diese Kredite abzubezahlen) und hinsichtlich öffentlicher Orte, wo Jugendliche ab 16 Jahren Alkohol konsumieren dürfen. Da nun der Gesetzgeber die zivilrechtliche und strafrechtliche Volljährigkeit auf 18 Jahre habe festlegen wollen, könne bei sonstigem Verstoß gegen gerade den Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz nicht gerechtfertigt werden, daß diese Volljährigkeit den mehr oder weniger kritikanfälligen Tätigkeiten angepaßt werde.

A.23.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998, die sich auf die Handels- und Gewerbefreiheit und das Eigentumsrecht berufen, vertreten den Standpunkt, daß die Betreiber von Schankstätten durchaus aufgrund des Gesetzes vom 15. Juli 1960 über den sittlichen Schutz der Jugend ermächtigt seien, eine Kontrolle der Personalien vorzunehmen und ebenso das Vorzeigen eines Ausweises verlangen müßten, um die Einhaltung der Altersbedingung von 18 Jahren wie von 21 Jahren zu prüfen. Nach Darlegung der klagenden Parteien sei die mögliche Strafe (der Entzug der Lizenz) unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung.

A.23.3. Dieselben klagenden Parteien behaupten, daß die angefochtene Bestimmung eine weitere Diskriminierung zwischen den Einrichtungen der Klasse II und der Nationallotterie schaffe, deren Rubellose und andere Lottoscheine von Minderjährigen gekauft werden könnten, ohne daß der Kaufmann Anlaß zur Sorge habe.

A.23.4. Der Ministerrat (Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941) ist der Auffassung, daß die angefochtene Bestimmung dem Bemühen entspreche, Jugendliche vor dem Spiel zu schützen, insbesondere die Altersgruppe zwischen 18 und 21 Jahren. Außerdem sei die Überprüfung des Alters in den Einrichtungen der Klassen I und II einfach, jedoch nicht in den Einrichtungen der Klasse III, in denen es Minderjährigen nicht erlaubt sei, mit Glücksspielen zu spielen.

In der Rechtssache Nr. 1998 verweist der Ministerrat ferner auf die vorherigen Darlegungen in bezug auf die Nationallotterie, um den bemängelten Behandlungsunterschied zu rechtfertigen. Man könne außerdem nicht behaupten, daß Minderjährige Spiele der Nationallotterie kaufen könnten, da sie keine Verträge schließen könnten (Artikel 1108 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches); wenn dennoch ein Minderjähriger Spiele kaufe, könnten seine Eltern oder gesetzlichen Vertreter verlangen, daß diese Verträge für nichtig erklärt würden.

A.23.5. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 vertreten den Standpunkt, daß das Argument, wonach Minderjährige in den Einrichtungen der Klasse III nicht an Glücksspielen spielen könnten, nicht sachdienlich sei und es feststehe, daß der Verkäufer von Lottoscheinen der Nationallotterie in Wirklichkeit keinerlei Gefahr einer Nichtigerklärung dieser Art und noch weniger einer strafrechtlichen Verfolgung laufe.

A.24.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 führen einen diskriminierenden Verstoß gegen die Handels- und Gewerbefreiheit durch Artikel 54 § 2 des Gesetzes an, der es den Magistraten, Notaren, Gerichtsvollziehern und Mitgliedern der Polizeidienste verbiete, sich in Einrichtungen der Klassen I und II zu begeben, während diese Einschränkung nicht für die Einrichtungen der Klasse III bestehe, der Beruf nicht vom Betreiber geprüft werden könne, weil er nicht auf dem Personalausweis angegeben sei, und das Verbot bereits im Disziplinarrecht vorgesehen sei.

A.24.2. Der Ministerrat erwidert, daß die klagenden Parteien nicht das erforderliche Interesse aufwiesen, um diese Bestimmung anzufechten, da ihnen die im Gesetz vorgesehenen Strafen nicht auferlegt werden könnten; sie könnten grundsätzlich nur auf die Erklärungen ihrer Kunden vertrauen.

Hilfsweise führt er an, daß die betreffenden Einrichtungen, wenn sie in die Hände von Kriminellen gelangten, zu Transaktionen der Geldwäsche dienen könnten und daß der Gesetzgeber davon habe ausgehen können, daß die diesen Personen erteilte Erlaubnis zum Besuch solcher Orte die Gefahr mit sich gebracht hätte, das notwendige Vertrauen der Rechtsuntergebenen ihnen gegenüber zu beeinträchtigen.

A.24.3. Die klagenden Parteien nehmen diese Auslegung zur Kenntnis und vertreten den Standpunkt daß die angefochtene Bestimmung tatsächlich viel weniger anfechtbar erscheine, wenn auch wahrscheinlich unnützlich, da sie lediglich berufsethische oder disziplinarische Regeln bestätige, die bereits für sämtliche darin vorgesehenen Berufe bestünden.

A.25.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1998 wird im Klagegrund beanstandet, daß Artikel 58 Absatz 3 des angefochtenen Gesetzes die Handels- und Gewerbefreiheit beeinträchtige und den verfassungsmäßigen Gleichheitsgrundsatz verletze, indem er das Aufstellen von Geldautomaten in den Spielautomatenhallen verbiete.

Da die Magnetkarten weit verbreitet seien, entziehe das Gesetz den Betreibern die Kundschaft, die sich dieser Karten bediene, und vervielfache das Aggressionsrisiko.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 fügen hinzu, daß das bemängelte Verbot nicht für die Teilnehmer anderer Wirtschaftssektoren bestehe.

A.25.2. Nach Darlegung des Ministerrats beruhe der Behandlungsunterschied (vermutlich zwischen den Glücksspieleinrichtungen und den Einrichtungen, in denen das Aufstellen dieser Automaten erlaubt sei) auf einem objektiven Kriterium und stehe er, indem er das Geld für die Spieler weniger leicht zugänglich mache, im Verhältnis zu der Zielsetzung, der von Glücksspielen ausgehenden gesellschaftlichen Gefährdung entgegenzuwirken. Er führt an, daß Artikel 1965 des Zivilgesetzbuches keinerlei gerichtliche Klagemöglichkeit wegen einer Spielschuld oder zur Zahlung einer Wette zugestehe und daß der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten habe, Spieler hätten noch zu viele Möglichkeiten zur Anhäufung von Anleihen; er habe einen Abänderungsantrag abgewiesen, mit dem Geldautomaten in Spieleinrichtungen hätten zugelassen werden sollen.

A.25.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 erwidern, das Postulat, wonach das Vorhandensein von Geldautomaten die Gefahr berge, einen entscheidenden Einfluß auf das Verhalten von Jugendlichen auszuüben, sei falsch.

Die Gegenpartei erkenne selbst an, daß nur die Personen, denen dieses Verbot Schwierigkeiten bereite, zu denjenigen gehörten, für die das Spiel eine echte Leidenschaft sei. Das Verhalten von leidenschaftlichen und unverbesserlichen Spielern könne jedoch *per definitionem* nicht in irgendeiner Weise durch solche Maßnahmen beeinflußt werden. Nur ein glattes Verbot des Spielphänomens könnte eventuell das Erreichen des Schutzziels ermöglichen. Schließlich sei das Abheben von Geld an Geldautomaten auf einen Höchstbetrag begrenzt, der einen objektiven Schutz des Spielers darstelle.

A.26.1. In den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 wird im Klagegrund beanstandet, daß Artikel 62 des angefochtenen Gesetzes nur die Einrichtungen der Klassen I und II verpflichte, ein Register zu führen, in dem die Personen, die Zugang zu diesen Einrichtungen hätten, sorgfältig identifiziert würden. Dieser Behandlungsunterschied sei nicht gerechtfertigt.

In der Rechtssache Nr. 1903 vertreten die klagenden Parteien die Ansicht, daß die angefochtene Bestimmung übrigens kontradiktorisch sei, insoweit sie nur die Einrichtungen der Klassen I und II zur Führung eines Registers verpflichte und nur die Einrichtungen der Klassen II und III bestrafe, wenn dieses Register nicht korrekt geführt werde.

In der Rechtssache Nr. 1941 vertreten sie den Standpunkt, daß dieses Register nicht in bezug auf die Einrichtungen der Klassen II und III gerechtfertigt sei; die Führung dieses Registers und seine Weitergabe an die Behörden verletzen die Achtung vor dem Privatleben, die durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet werde, und sie könnten die Ehre und den Ruf der Person beeinträchtigen, die durch Artikel 17 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte geschützt seien.

A.26.2. Nach Darlegung des Ministerrats entspreche die Unterscheidung dem Bemühen, eine gesellschaftliche Gefahr zu bekämpfen und berücksichtige sie die praktische Schwierigkeit, eine solche Maßnahme auf Schankstätten anzuwenden, sowie die Motivation ihrer Gäste. Im übrigen sei der Hof nicht für die Beschwerden bezüglich der Art und Weise der Ausführung des Gesetzes zuständig.

A.26.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 erwidern, daß der Ministerrat zwischen den Einrichtungen der Klasse I und der Klasse II unterschieden habe und es unannehmbar sei, daß er hier nicht die Schlußfolgerungen daraus ziehe.

A.27.1. Nach Ansicht der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 verletze Artikel 71 die Grundsätze der Verhältnismäßigkeit und der Handels-, Dienstleistungs- und Güterfreiheit. Sie machen geltend, daß die Bestimmung den Verkauf, die Vermietung, das Leasen, die Lieferung, die Zurverfügungstellung, die Einfuhr, die Ausfuhr und die Herstellung von Glücksspielen wirtschaftlich unmöglich mache, wo die Herstellung solcher Geräte das Wesentliche ihrer Aktivitäten darstelle. Infolge der nicht begrenzten Höhe der Garantie (500.000 Franken für jeweils 50 Geräte) würden sie eigener Aussage zufolge die Garantie nicht zahlen können und demzufolge ihre Genehmigung verlieren oder nur eine begrenzte Anzahl Geräte betreiben dürfen.

A.27.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 sind der Auffassung, daß dieser Artikel 71 auf diskriminierende Weise das durch Artikel 16 der Verfassung und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Eigentumsrecht verletze. Sie führen an, daß der Gesetzgeber durch die Verpflichtung, diese Sicherheitsleistung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse zu hinterlegen (die im Verhältnis zu den von den Banken eingeräumten Zinssätzen nur einen sehr niedrigen Zinssatz anbiete), auf diskriminierende Weise das Eigentumsrecht der Inhaber von A- und E-Lizenzen an den Zinsen, die diese «Zwangsanlage» abwerfen könnte, verletze, während andere Wirtschaftsteilnehmer, die zu einer gleichwertigen Sicherheitsleistung verpflichtet seien (unter anderem die Grundstücksmakler, die verpflichtet seien, eine Sicherheitsleistung zugunsten der Steuerverwaltung zu hinterlegen), ihrerseits die Freiheit hätten, diese Sicherheitsleistung bei einer Bank zu hinterlegen, die ihnen die marktüblichen Zinssätze biete. Der hohe Betrag der Sicherheitsleistung stelle für die Lizenzinhaber einen bedeutenden finanziellen Verlust dar, und es sei bei der Annahme dieser Regel keinerlei Rechtfertigung vorgebracht worden.

A.27.3. Der Ministerrat führt an, daß Artikel 71 sich aus dem Bemühen ergebe, Mißbrauch zu begrenzen und den Betrieb strengen Bedingungen zu unterwerfen, dies als Gegenleistung für eine Garantie hinsichtlich der Berufsausübung und eines angemessenen Gewinns.

Die klagenden Parteien wiesen nicht nach, daß zahlreiche Betriebe nicht imstande sein würden, die Sicherheitsleistung zu zahlen. Selbst wenn dieser Beweis erbracht würde, sei die Maßnahme weiterhin ungerechtfertigt im Verhältnis zur Zielsetzung des Schutzes der Spieler, denn es stehe außer Zweifel, daß die Gefahr der Abhängigkeit mit der Zahl der Geräte zunehme, da der Wettbewerb um so lebhafter sei, je zahlreicher die Spieler seien. Es stehe ebenfalls außer Zweifel, daß eine Sicherheitsleistung in Höhe von 2.000.000 Franken 200 Geräten entspreche, was einem bedeutenden Umsatz entspreche, und im Vergleich hierzu könne die Sicherheitsleistung nicht als unvernünftig betrachtet werden.

A.27.4. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1965 erwidert, das Beispiel des Ministerrats beweise, daß die finanziellen Auswirkungen der angefochtenen Maßnahme nicht untersucht worden seien; die Zahl von 200 Geräten sei nicht mit der Praxis vergleichbar, da die Eurautomat AG und die Elaut AG 5.880 Geräte zwischen Juni 1999 und Juni 2000 beziehungsweise 2.500 Geräte durchschnittlich während der letzten Jahre hergestellt hätten; die Sicherheitsleistung betrage daher 58.800.000 Franken beziehungsweise 25.000.000 Franken, also Summen, die den Fortbestand des Unternehmens bedrohten, da sie nicht zu finanzieren seien.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 vertreten den Standpunkt, daß der Ministerrat ihre Beschwerde nicht beantwortet habe.

- B -

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 3 Nrn. 1 und 4, 6, 8, 10 §§ 1 und 2, 15 § 1, 19, 20 Absatz 3, 21, 25, 27, 29, 34, 36, 37 Nrn. 3 und 5, 39, 44, 45, 48 bis 54, 58, 62 und 71 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler. Diese Bestimmungen lauten:

«Art. 3. Keine Glücksspiele im Sinne des vorliegenden Gesetzes sind:

1. Spiele, die mit der Ausübung eines Sports verbunden sind, und Wetten, die bei diesen Spielen eingegangen werden,

[...]

4. Lotterien im Sinne des Gesetzes vom 31. Dezember 1851 über die Lotterien, des Gesetzes vom 22. Juli 1991 über die Nationallotterie und der Artikel 301, 302, 303 und 304 des Strafgesetzbuches.»

«Art. 6. Glücksspieleinrichtungen sind in drei Klassen aufgeteilt, und zwar Glücksspieleinrichtungen der Klasse I oder Spielbanken, Glücksspieleinrichtungen der Klasse II oder AutomatenSpielhallen und Glücksspieleinrichtungen der Klasse III oder Schankstätten, je nach Art und Anzahl der Glücksspiele, die in der Glücksspieleinrichtung betrieben werden dürfen, je nach Höchstbetrag des Einsatzes, des Verlustes und des Gewinns für die Spieler und Wetter bei diesen Glücksspielen und je nach Art der Nebentätigkeiten, die in den jeweiligen Einrichtungen zugelassen sind.»

«Art. 8. Für jedes Glücksspiel, das in einer Glücksspieleinrichtung der Klassen II und III betrieben wird, legt der König pro Spielmöglichkeit den Höchstbetrag des Einsatzes, des Verlustes und des Gewinns der Spieler und Wetter fest. Außerdem kann Er den Höchstbetrag festlegen, den ein Spieler oder Wetter pro von Ihm festzulegende Spieldauer verlieren darf.

In Glücksspieleinrichtungen der Klassen II und III sind nur die Glücksspiele zugelassen, bei denen der Spieler oder Wetter erwiesenermaßen durchschnittlich nicht mehr als fünfhundert Franken pro Stunde verlieren kann.

Der König kann solche Bestimmungen ebenfalls für Glücksspiele festlegen, die in einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I betrieben werden.

Es ist immer verboten, zwei oder mehrere Geräte aneinanderzuschließen im Hinblick auf die Zuerkennung eines einzigen Preises.»

«Art. 10. § 1. Die Kommission setzt sich aus elf Mitgliedern, darunter ein Magistrat, der den Vorsitz führt, und aus der gleichen Anzahl Stellvertreter zusammen.

§ 2. Neben dem Präsidenten setzt sich die Kommission zusammen aus:

- einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Vertreter des Ministers der Justiz,
- einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Vertreter des Ministers der Finanzen,
- einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Vertreter des Ministers der Wirtschaftsangelegenheiten,
- einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Vertreter des Ministers des Innern,
- einem französischsprachigen und einem niederländischsprachigen Vertreter des Ministers der Volksgesundheit.

Die Vertreter und ihre Stellvertreter werden auf Vorschlag der betreffenden Minister vom König ernannt.»

«Art. 15. § 1. Die Kommission kann für die Ausführung ihrer Aufträge auf die Mitarbeit von Sachverständigen zurückgreifen.

Sie kann ein oder mehrere ihrer Mitglieder beziehungsweise ein oder mehrere Mitglieder ihres Sekretariats beauftragen, vor Ort eine Untersuchung vorzunehmen. Der Präsident und die Mitglieder der Kommission und des Sekretariats, die Staatsbedienstete sind und vom König zu diesem Zweck bestimmt werden, haben die Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs, nachdem sie folgenden Eid geleistet haben: ' Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes. '

In der Ausübung ihres Amtes dürfen sie:

1. zu jeder Tages- und Nachtzeit Einrichtungen, Räumlichkeiten beziehungsweise Räume betreten, wenn dies für die Erfüllung ihres Auftrags erforderlich ist; zu bewohnten Räumlichkeiten haben sie jedoch nur Zugang, falls der begründete Verdacht auf einen Verstoß gegen vorliegendes Gesetz und seine Ausführungserlasse besteht und wenn sie die vorherige Erlaubnis des Richters am Polizeigericht erhalten haben,

2. alle Untersuchungen, Kontrollen und Anhörungen und alle nützlichen Feststellungen vornehmen und die Übermittlung aller Unterlagen verlangen, die im Rahmen ihrer Untersuchung nützlich sein können,

3. sich bei den Betreibern und deren Personal und bei den Polizeidiensten und staatlichen Verwaltungsdiensten alle zusätzlichen Auskünfte verschaffen, die sie für nützlich erachten.

4. alle Gegenstände und insbesondere Unterlagen, Belege, Bücher und Glücksspiele beschlagnahmen, die als Beweisstück in bezug auf einen Verstoß gegen vorliegendes Gesetz und seine Ausführungserlasse dienen können oder die zur Ermittlung der Mittäter oder Komplizen erforderlich sind,

5. die Unterstützung der Polizeidienste anfordern.»

«Art. 19. Die Kosten für Einrichtung, Personal und Betrieb der Kommission und ihres Sekretariats gehen vollständig zu Lasten der Inhaber von A-, B-, C- und E-Lizenzen.

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß den von Inhabern von A-, B-, C- und E-Lizenzen geschuldeten Beitrag zu den Kosten für Betrieb, Personal und Einrichtung der Kommission für Glücksspiele.

Der König legt den Gesetzgebenden Kammern einen Gesetzentwurf zur Bestätigung des in Ausführung des vorhergehenden Absatzes ergangenen Erlasses vor.»

«Art. 20. [...]

Die Kommission erteilt die A-, B-, C-, D- und E-Lizenzen.

[...]»

«Art. 21. Die Kommission kann:

1. durch einen mit Gründen versehenen Beschluß und gemäß den weiter unten festgelegten Modalitäten eine Betriebslizenz oder eine andere Lizenz denjenigen erteilen, die eine solche Lizenz beantragen,

2. durch einen mit Gründen versehenen Beschluß und gemäß den vom König festgelegten Modalitäten bei Nichteinhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungserlasse Mahnungen aussprechen, die Lizenz für einen bestimmten Zeitraum aussetzen oder sie entziehen und das Betreiben eines oder mehrerer Glücksspiele vorläufig beziehungsweise endgültig verbieten.

Der Betreffende, der sich von seinem Beistand beistehen lassen kann, muß vorher von der Kommission angehört werden.»

«Art. 25. Es gibt fünf Lizenzklassen:

1. Die A-Lizenz erlaubt für erneuerbare Zeiträume von fünfzehn Jahren das Betreiben einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I oder Spielbank unter Bedingungen, die in der Lizenz festgelegt werden.

2. Die B-Lizenz erlaubt für erneuerbare Zeiträume von neun Jahren das Betreiben einer Glücksspieleinrichtung der Klasse II oder AutomatenSpielhalle unter Bedingungen, die in der Lizenz festgelegt werden.

3. Die C-Lizenz erlaubt für erneuerbare Zeiträume von fünf Jahren das Betreiben einer Glücksspieleinrichtung der Klasse III oder Schankstätte unter Bedingungen, die in der Lizenz festgelegt werden.

4. Die D-Lizenz erlaubt es ihrem Inhaber, eine Berufstätigkeit gleich welcher Art in einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I oder II unter Bedingungen auszuüben, die in der Lizenz festgelegt werden.

5. Die E-Lizenz erlaubt für erneuerbare Zeiträume von zehn Jahren Verkauf, Vermietung, Leasing, Lieferung, Bereitstellung, Einfuhr, Ausfuhr, Herstellung, Instandhaltung, Reparatur und Ausrüstung von Glücksspielen unter Bedingungen, die in der Lizenz festgelegt werden.»

«Art. 27. Es ist derselben natürlichen oder juristischen Person untersagt, direkt oder indirekt, persönlich oder über eine andere natürliche oder juristische Person gleichzeitig sowohl über eine A-, B-, C- beziehungsweise D-Lizenz als auch über eine E-Lizenz zu verfügen.

Inhaber einer A-, B- oder C-Lizenz können mit vorheriger Information und Erlaubnis der Kommission unentgeltlich oder entgeltlich Glücksspiele abtreten, die für das Betreiben einer Glücksspieleinrichtung der Klassen I, II und III bestimmt sind und gebraucht werden und als solche abgeschrieben wurden oder werden.»

«Art. 29. Die Gesamtanzahl zugelassener Glücksspieleinrichtungen der Klasse I ist auf neun begrenzt.

Eine Glücksspieleinrichtung der Klasse I kann nur auf dem Gebiet der Gemeinden Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa und auf dem Gebiet einer der neunzehn Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt betrieben werden. Nach Stellungnahme der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und auf der Grundlage der Niederlassungs- und Infrastrukturmöglichkeiten und der sozialen Auswirkungen der Ansiedlung einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I bestimmt der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die betreffende Gemeinde unter den Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt, die binnen drei Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes per an den Minister der Justiz gerichtetes Einschreiben ihre Bewerbung eingereicht haben.

Pro Gemeinde kann nur eine Glücksspieleinrichtung der Klasse I betrieben werden. Zu diesem Zweck schließt jede Gemeinde eine Konzessionsvereinbarung mit dem Betreiber-Kandidaten.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Bedingungen festlegen, denen die Konzessionsvereinbarung entsprechen muß.»

«Art. 34. Glücksspieleinrichtungen der Klasse II sind Einrichtungen, in denen ausschließlich die vom König zugelassenen Glücksspiele betrieben werden.

Die Gesamtanzahl zugelassener Glücksspieleinrichtungen der Klasse II ist auf hundertachtzig begrenzt.

Das Betreiben einer Glücksspieleinrichtung der Klasse II muß aufgrund einer Vereinbarung zwischen der Gemeinde, in der die Einrichtung angesiedelt ist, und dem Betreiber erfolgen. Der Beschluß zur Schließung einer solchen Vereinbarung liegt im Ermessen der Gemeinde. Die Vereinbarung bestimmt den Ort, wo die Glücksspieleinrichtung angesiedelt ist, die Modalitäten und die Öffnungsstage und -zeiten der Glücksspieleinrichtungen der Klasse II und die Person, die die Gemeindekontrolle ausübt.»

«Art. 36. Um eine B-Lizenz erhalten zu können, muß der Antragsteller:

1. wenn es sich um eine natürliche Person handelt, Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sein; wenn es sich um eine juristische Person handelt, diese Eigenschaft nach belgischem Recht oder nach einzelstaatlichem Recht eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Union besitzen,

2. wenn es sich um eine natürliche Person handelt, die zivilen und politischen Rechte uneingeschränkt besitzen und einer den Anforderungen der Funktion entsprechenden Führung sein; wenn es sich um eine juristische Person handelt, muß jeder Verwalter oder Geschäftsführer die zivilen und politischen Rechte uneingeschränkt besitzen und einer den Anforderungen der Funktion entsprechenden Führung sein.

3. den Nachweis über seine Kreditwürdigkeit und seine finanzielle Tragkraft erbringen und der Kommission zu jeder Zeit gewissenhaft alle Auskünfte mitteilen, die es dieser ermöglichen, die Transparenz des Betriebs, die Identität der Aktionäre und die späteren einschlägigen Änderungen zu überprüfen,

4. dafür sorgen, daß die Glücksspieleinrichtung der Klasse II nicht in der Nähe von Unterrichtsanstalten, Krankenhäusern, Orten, die von Jugendlichen besucht werden, Kultstätten und Gefängnissen angesiedelt wird,

5. die Vereinbarung vorlegen, die zwischen der Glücksspieleinrichtung der Klasse II und der Gemeinde, in der die Einrichtung angesiedelt wird, geschlossen worden ist unter der Bedingung, daß die erforderliche B-Lizenz erteilt wird.»

«Art. 37 Um Inhaber einer B-Lizenz bleiben zu können, muß der Antragsteller:

[...]

3. der Kommission alle Auskünfte mitteilen, die es dieser zu jeder Zeit ermöglichen, die Transparenz des Betriebs, die Identität der Aktionäre und die späteren einschlägigen Änderungen zu überprüfen,

[...]

5. den Spielsaal vollständig und streng abtrennen von den Räumlichkeiten, die innerhalb der Glücksspieleinrichtung der Klasse II einen anderen Verwendungszweck haben, und von den Räumlichkeiten außerhalb der Glücksspieleinrichtung der Klasse II, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, so daß kein Einblick von außerhalb des Spielsaals auf die Glücksspiele möglich ist; dem Betreiber ist es nicht erlaubt, im Spielsaal eine Bar oder ein Restaurant zu betreiben oder deren Betreiben einem Dritten anzuvertrauen.»

«Art. 39. Glücksspieleinrichtungen der Klasse III sind Einrichtungen, in denen Getränke gleich welcher Art zum dortigen Verzehr verkauft werden und in denen höchstens zwei Glücksspiele betrieben werden.»

«Art. 44. Jede Person, die während der Öffnungszeiten des Spielsaals in einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I oder II eine Berufstätigkeit gleich welcher Art in Zusammenhang mit dem Spiel ausüben möchte, muß eine D-Lizenz besitzen und die Identifizierungskarte zum Nachweis, daß sie diese Lizenz besitzt, stets bei sich tragen.»

«Art. 45. Um eine D-Lizenz erhalten und Inhaber einer D-Lizenz bleiben zu können, muß der Antragsteller die zivilen und politischen Rechte uneingeschränkt besitzen und einer den Anforderungen der Funktion entsprechenden Führung sein.»

«Art. 48. Für Verkauf, Vermietung, Leasing, Lieferung, Bereitstellung, Einfuhr, Ausfuhr und Herstellung von Glücksspielen und für Instandhaltungs-, Reparatur- und Ausrüstungsdienste in diesem Bereich ist eine E-Lizenz erforderlich.

Art. 49. Die Kommission ist beauftragt zu überprüfen, ob der Antragsteller die durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen erfüllt.

Die Kommission kann beschließen, den Antragsteller, der sich von seinem Beistand beistehen lassen kann, vorher anzuhören.

Der Antragsteller muß auf seinen Antrag hin vorher von der Kommission angehört werden. Er kann sich von seinem Beistand beistehen lassen.

Art. 50. Um eine E-Lizenz erhalten zu können, muß der Antragsteller:

1. wenn es sich um eine natürliche Person handelt, Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sein; wenn es sich um eine juristische Person handelt, diese Eigenschaft nach belgischem Recht oder nach einzelstaatlichem Recht eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Union besitzen,

2. wenn es sich um eine natürliche Person handelt, die zivilen und politischen Rechte uneingeschränkt besitzen und einer den Anforderungen der Funktion entsprechenden Führung sein; wenn es sich um eine juristische Person handelt, muß jeder Verwalter oder Geschäftsführer die zivilen und politischen Rechte uneingeschränkt besitzen und einer den Anforderungen der Funktion entsprechenden Führung sein,

3. den Nachweis über seine Kreditwürdigkeit und seine finanzielle Tragkraft erbringen und der Kommission zu jeder Zeit gewissenhaft alle Auskünfte mitteilen, die es dieser ermöglichen, die Transparenz des Betriebs, die Identität der Aktionäre und die späteren einschlägigen Änderungen zu überprüfen.

Art. 51. Um Inhaber einer E-Lizenz bleiben zu können, muß der Antragsteller, wenn es sich um eine natürliche Person handelt, die auf irgendeine Weise direkt oder indirekt, persönlich oder über eine juristische Person an einer Tätigkeit beteiligt ist, die der Erteilung einer E-Lizenz unterliegt, zu jeder Zeit unzweideutig von der Kommission identifiziert werden können; seine Identität muß der Kommission bekannt sein.

Der Antragsteller muß der Kommission alle Auskünfte mitteilen, die es dieser zu jeder Zeit ermöglichen, die Transparenz des Betriebs, die Identität der Aktionäre und die späteren einschlägigen Änderungen zu überprüfen.

Art. 52. Modelle von Material oder Apparaten, die innerhalb der in einer E-Lizenz festgelegten Grenzen und unter den in dieser Lizenz festgelegten Bedingungen im Hinblick auf ihren Gebrauch in einer Glücksspieleinrichtung der Klasse I, II oder III eingeführt oder hergestellt werden, müssen zwecks Verkauf oder Betrieb auf belgischem Staatsgebiet von der Kommission zugelassen werden auf der Grundlage der Kontrollen, die von einer der in Absatz 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Instanzen durchgeführt werden. Als Beweis wird dann eine Zulassung ausgestellt.

Die Kontrollen, auf deren Grundlage diese Zulassung ausgestellt wird, werden durchgeführt:

- entweder vom Meßtechnischen Dienst des Ministeriums der Wirtschaftsangelegenheiten,

- oder von einer im Rahmen des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen sowie der Versuchslaboratorien zu diesem Zweck akkreditierten Stelle, unter der Aufsicht des Meßtechnischen Dienstes,

- oder von einer Einrichtung eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union, die von der Behörde dieses Mitgliedstaates für vorerwähnte Tätigkeit zugelassen ist.

Die Kontrollen bei Inbetriebnahme und Gebrauch des Materials oder der Apparate, die in Absatz 1 erwähnt werden, werden ebenfalls von einer der in Absatz 2 erwähnten Instanzen durchgeführt.

Art. 53. Der König bestimmt:

1. die Form der E-Lizenz und der in Artikel 52 erwähnten Zulassungen,

2. die Modalitäten, nach denen Lizenzanträge eingereicht und überprüft werden müssen,

3. die vor der Zulassung anzuwendenden Kontrollverfahren für Glücksspiele,

4. die Betriebsregeln für Glücksspiele,

5. die Modalitäten der Überwachung und Kontrolle der Glücksspiele, insbesondere durch ein geeignetes Datenverarbeitungssystem,

6. die Höhe und die Modalitäten der Einziehung der Vergütungen in bezug auf die der Zulassung von Modellen vorausgehenden Kontrollen und auf die nachfolgenden Kontrollen.

Art. 54. § 1. Der Zugang zu den Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II ist Personen unter einundzwanzig Jahren untersagt, mit Ausnahme der volljährigen Personalmitglieder der Glücksspieleinrichtungen an ihrem Arbeitsplatz. Die Teilnahme an Glücksspielen in Glücksspieleinrichtungen der Klasse III ist Minderjährigen untersagt.

§ 2. Der Zugang zu den Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II ist Magistraten, Notaren, Gerichtsvollziehern und Mitgliedern der Polizeidienste außerhalb der Ausübung ihres Amtes untersagt.

§ 3. Die Kommission verweigert folgenden Personen den Zugang zu den Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II:

1. Personen, die selbst darum gebeten haben,
2. Personen, die unter die Rechtsstellung der verlängerten Minderjährigkeit gestellt worden sind,
3. Handlungsunfähigen, auf Antrag ihres gesetzlichen Vertreters oder ihres gerichtlichen Pflegers,
4. Personen, denen es gemäß dem Königlichen Erlaß Nr. 22 vom 24. Oktober 1934 untersagt ist, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, nach Notifizierung durch die Staatsanwaltschaft.

§ 4. Die Kommission verweigert präventiv folgenden Personen den Zugang zu Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II:

1. zu schützenden Personen, für die ein Antrag gemäß Artikel 487ter des Zivilgesetzbuches eingereicht worden ist,
2. zu schützenden Personen, für die ein Antrag gemäß Artikel 488bis b) des Zivilgesetzbuches eingereicht worden ist,
3. zu schützenden Personen, für die ein Antrag gemäß Artikel 5 des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken eingereicht worden ist.

Die in Absatz 1 aufgezählten präventiven Verbote enden, wenn die Kommission über die in den Artikeln 487sexies und 488bis e) § 1 des Zivilgesetzbuches beziehungsweise in den Artikeln 8, 12 und 30 des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken erwähnten Entscheidungen informiert worden ist.

§ 5. Der König bestimmt die Art und Weise, wie der Zugang zu Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II untersagt oder verweigert wird.»

«Art. 58. Es ist verboten, Spielern oder Wettlern Darlehen oder Kredite in gleich welcher Form zu gewähren oder ein materielles oder finanzielles Geschäft mit ihnen abzuschließen im Hinblick auf die Zahlung eines Einsatzes oder eines Verlustes.

Betreiber von Glücksspieleinrichtungen sind verpflichtet, ihre Kunden in allen für die Öffentlichkeit zugänglichen Räumen auf deutlich lesbare und gut sichtbare Weise über das in Absatz 1 vorgesehene Verbot, Kredite zu gewähren, zu informieren.

Geldautomaten sind in Glücksspieleinrichtungen der Klassen I, II und III verboten.»

«Art. 62. Ergänzend zu den in Artikel 54 vorgesehenen Bestimmungen ist der Zugang zu den Spielsälen von Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II nur erlaubt, wenn die betreffende Person ein Identitätsdokument vorlegt und der Betreiber den vollständigen Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, den Geburtsort, den Beruf und die Adresse dieser Person in ein Register einträgt.

Der Betreiber läßt dieses Register von der betreffenden Person unterzeichnen.

Eine Kopie des Dokuments, das zur Identifizierung des Spielers gedient hat, muß mindestens zehn Jahre nach seiner letzten Teilnahme an einem Glücksspiel aufbewahrt werden.

Der König bestimmt die Modalitäten der Zulassung und der Registrierung der Spieler.

Er bestimmt die Bedingungen in bezug auf den Zugang zu den Registern.

Die Kommission kann die Lizenz der Klasse II oder III [*sic*, zu lesen ist: der Klasse I oder II] entziehen, wenn dieses Register nicht oder unrichtig geführt wird oder wenn es den Behörden nicht übermittelt wird, beschädigt wird oder verschwindet.»

«Art. 71. Mit Ausnahme der D-Lizenz werden die in Artikel 25 erwähnten Lizenzen erst endgültig ausgestellt nach Einzahlung einer dinglichen Garantie, die in einer Sicherheit in bar oder in Staatspapieren besteht. Diese Garantie, die bei Nichtzahlung der in den Artikeln 19 und 72 erwähnten Kosten und Ausgaben verwendet wird, muß spätestens fünf Tage vor Beginn des Spielbetriebs bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse eingezahlt werden.

Bei Nichtzahlung der Kosten wird die Garantie verwendet, um die geschuldeten Beträge zu zahlen.

Wenn sich während der Ausübung der Tätigkeiten herausstellt, daß die Garantie unzureichend ist, um die Kosten zu decken, verlangt die Kommission die Einzahlung eines zusätzlichen Betrags innerhalb fünf Tagen; bei Nichtzahlung innerhalb dieser Frist wird die Lizenz bis zum Zeitpunkt der Einzahlung ausgesetzt.

Die Garantie wird festgelegt auf:

1. zehn Millionen Franken für eine A-Lizenz,
 2. drei Millionen Franken für eine B-Lizenz,
 3. zwanzigtausend Franken für eine C-Lizenz,
 4. eine Million Franken für Inhaber einer E-Lizenz, die ausschließlich Instandhaltungs-, Reparatur- oder Ausrüstungsdienste in bezug auf Glücksspiele leisten,
- fünfhunderttausend Franken pro angefangene Gruppe von fünfzig Apparaten für alle anderen Inhaber einer E-Lizenz.

Der König kann die Beträge dieser Garantie durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß ändern.

Der König legt den Gesetzgebenden Kammern einen Gesetzentwurf zur Bestätigung des in Ausführung des vorhergehenden Absatzes ergangenen Erlasses vor.»

In bezug auf den Umfang und die Zulässigkeit der Klagen

B.2.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 geben nicht an, wie die Artikel 15 § 1 und 71 Absatz 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler die von ihnen angeführten Bestimmungen verletzen würden. Die Klage ist hinsichtlich dieser Artikel nicht zulässig.

B.2.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 geben nicht an, wie die Artikel 27 Absatz 2, 36 Nrn. 1 und 5, 54 §§ 2 bis 5 und 58 Absatz 1 die von ihnen angeführten Bestimmungen verletzen würden. Die Klage ist hinsichtlich dieser Artikel nicht zulässig.

B.2.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 27, 39 und 71. Die Beschwerdegründe sind in Wirklichkeit gegen die Artikel 27 Absatz 1, 39 und 71 Absatz 4 Nr. 4 Absatz 2 gerichtet.

B.2.4. Nach Darlegung des Ministerrats sei die Klage gegen die Artikel 6, 25, 34 und 39 des Gesetzes in der Rechtssache Nr. 1987 unzulässig, weil die klagende Partei nicht nachweise, inwiefern die Einschränkung des Betriebs von Glücksspielen auf Einrichtungen der Klassen II und III diskriminierend sei.

Die klagende Partei hat dargelegt, daß sie rechtmäßig Glücksspiele außerhalb der Spielautomatenhallen und der Schankstätten betreibe. Indem sie anführte, daß die angefochtenen Bestimmungen fortan nach ihrer Auffassung die Ungesetzlichkeit ihrer Tätigkeit bedeuten würden, hat sie ausreichend verdeutlicht, inwiefern sie die angefochtene Bestimmung als diskriminierend betrachtet.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.2.5. Nach Darlegung des Ministerrats sei die Intervention der Les Copères GmbH unzulässig, weil im Schriftsatz auf die Rechtssachen Nrn. 991, 992 und 998 verwiesen werde, die nichts mit dieser Klage zu tun hätten.

Da der Inhalt des Schriftsatzes jeden Irrtum über seinen Gegenstand ausschließt, reicht eine falsche Angabe der Geschäftsverzeichnisnummern nicht aus, um die Gültigkeit der Intervention in Frage zu stellen.

B.2.6. Durch Schreiben vom 4. April 2001 hat der Rechtsbeistand der Bingo Matic GmbH mitgeteilt, seine Mandantin nehme ihre Intervention zurück, da sie den Betrieb von Spielen eingestellt habe.

Da im vorliegenden Fall nichts dagegen spricht, bewilligt der Hof die Rücknahme.

B.2.7. Die intervenierenden Parteien Jeux-Matic Ger-Bel GmbH und C. Verzele unterstützen die Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 8, 10, 19, 25, 27, 34 Absätze 2, 3 und 4, 36 Nrn. 3 und 4, 37 Nrn. 3 und 5, 53, 54 §§ 1 und 2, 58 und 71. Der obengenannte Artikel 10 ist jedoch nur in seinen Paragraphen 1 und 2 angefochten worden. Insofern die Interventionen sich auf die Paragraphen 3 bis 5 dieses Artikels beziehen, sind sie unzulässig. Sie sind gegenstandslos in bezug auf Artikel 34 Absatz 4, da Artikel 34 nur drei Absätze umfaßt.

B.2.8. Der Ministerrat ficht die Zulässigkeit des Interventionsschriftsatzes der Les Copères GmbH an, insofern diese sich darauf beschränkt hat zu erklären, daß sie dem Verfahren beitrete und einen Erwidierungsschriftsatz aufstellen werde, nachdem sie die Klagegründe der klagenden Parteien zur Kenntnis genommen haben würde.

Dieser Schriftsatz kann trotz seiner knappen Aufmachung als Schriftsatz im Sinne von Artikel 87 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof angesehen werden, so daß die obengenannte GmbH rechtsgültig in dem Verfahren interveniert.

B.2.9. Das unter Bezeichnung «Schriftsatz» vom Ministerrat am 26. Dezember 2000 eingereichte Schriftstück ist als Erwidierungsschriftsatz nur zulässig, insofern es sich auf die Interventionsschriftsätze bezieht. Insofern es sich auf die Nichtigkeitsklagen bezieht, ist es unzulässig, da die Fristen, über die der Ministerrat zur Darlegung seines Standpunktes hierzu verfügte, vor dem obengenannten Datum abgelaufen sind.

B.3.1. Der Ministerrat führt unter Bezugnahme auf Artikel 41 der durch den königlichen Erlaß vom 20. Juli 1964 koordinierten Gesetze über das Handelsregister an, daß die Klage in der Rechtssache Nr. 1903 unzulässig sei, weil die Eintragsnummer der klagenden Parteien im Handelsregister nicht angegeben sei. Er bringt die gleiche Kritik in bezug auf die Intervention der Les Copères GmbH und diejenige der Bastenie AG vor.

B.3.2. Der vorgenannte Artikel 41 bestimmt:

«In Ermangelung der Angabe der Nummer der Handelsregistereintragung in der Ladungsurkunde und vorbehaltlich des Nachweises dieser Eintragung am Tag, an dem die Klage innerhalb der vom Gericht festgelegten Frist eingereicht wurde, erklärt dieses die Klage von Amts wegen für unzulässig.»

Ohne daß geprüft werden muß, ob die Klage als eine Ladungsurkunde im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden kann, stellt der Hof fest, daß die Eintragsnummer im Handelsregister in den Dokumenten, aus denen der Klageerhebungsbeschluß des Geschäftsführers der klagenden Parteien hervorgeht und die der Klageschrift beigefügt sind, vermerkt ist.

Was die obengenannten intervenierenden Parteien betrifft, ist die Eintragsnummer im Handelsregister ebenfalls in den Anlagen vermerkt, die die Les Copères GmbH übermittelt hat (Auszüge aus dem *Belgischen Staatsblatt* mit der Satzung, die dem Schriftsatz beigefügt sind); die Bastenie AG hat der Kanzlei des Hofes am 8. Januar 2001 ihre Nummer mitgeteilt.

Die Einreden werden abgewiesen.

B.3.3. Der Ministerrat ficht die Zulässigkeit der Intervention der Bastenie AG an, da sie nicht den Beschluß der zuständigen Gremien der Gesellschaft in bezug auf diese Intervention vorgelegt habe.

B.3.4. Der am 14. Juni 2000 gefaßte Beschluß des Verwaltungsrates wurde der Kanzlei des Hofes am 8. Januar 2001 zugesandt. Die Einrede wird abgewiesen.

B.4.1. Der Ministerrat führt an, daß die Klage der Ramses GmbH (Rechtssache Nr. 1903) unzulässig sei, da der Klageerhebungsbeschluß nicht gemäß dem Dekret des Kulturrates der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 19. Juli 1973 über den Sprachgebrauch in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in bezug auf Handlungen und Dokumente von Unternehmen, die durch Gesetze und Verordnungen vorgeschrieben sind, in Niederländisch verfaßt worden sei.

B.4.2. Artikel 5 Absatz 1 des vorgenannten Dekrets bestimmt:

«Vom Arbeitgeber werden in niederländischer Sprache abgefaßt: alle gesetzlich vorgeschriebenen Handlungen und Dokumente der Arbeitgeber, [...], alle Dokumente, die für ihr Personal bestimmt sind.»

Da der betreffende Beschluß von der klagenden Partei als Rechtsuchende und nicht als Arbeitgeber verfaßt wurde, wird die Einrede abgewiesen.

B.5.1. Der Ministerrat führt an, daß die Klagen in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 unzulässig seien, weil der Gesellschaftszweck der klagenden Parteien es ihnen nicht ermögliche, das erforderliche Interesse an der Klageerhebung vor dem Hof nachzuweisen.

Artikel 3 der Satzung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 erwähnt insbesondere den «Betrieb [von...] Spielhallen, Lunaparks [...]» und «den Betrieb, die Vermietung, den Verkauf, die Einfuhr, die Ausfuhr, die Wartung und die Herstellung von Automaten im weitesten Sinne». Die Satzung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1941 ist ähnlich formuliert.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.2. Nach Darlegung des Ministerrats könne die Berufsvereinigung U.P.A.P., die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, ihr Interesse an der Klageerhebung nicht nachweisen, indem sie einen Schaden für die Zielsetzung, zu deren Verteidigung sie gegründet worden sei, geltend mache.

Ein anerkannter Berufsverband besitzt aufgrund des Gesetzes vom 31. März 1898 die erforderliche Eigenschaft, um Bestimmungen anzufechten, die, wie die klagende Partei angeführt hat, sich unmittelbar und in ungünstigem Sinne auf die Interessen ihrer Mitglieder auswirken können.

Da die Mitglieder des Berufsverbandes den in den angefochtenen Bestimmungen vorgesehenen Verpflichtungen aufgrund ihrer Berufstätigkeit unterliegen können, kann ihre Lage unmittelbar und in ungünstigem Sinne von diesen Bestimmungen betroffen sein. Die klagende Partei weist folglich das erforderliche Interesse nach.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.3. Nach Darlegung des Ministerrats sei die Klage der Derby AG, die zweite klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1988, unzulässig, weil die betroffene Partei nicht nachweise, inwiefern sie selbst und die Gesellschaft, für die sie eine Tätigkeit ausübe, derselben Gruppe angehörten, wobei sie aus diesem Umstand ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 27 des Gesetzes ableite.

Artikel 3 der Satzung der klagenden Partei sieht vor, daß sie als Gesellschaftszweck «alle Geschäfts- und Finanz-, Mobiliar- und Immobilientransaktionen gleich welcher Art, die sich direkt oder indirekt auf die Annahme von gesetzlich zugelassenen Spielen und Wetten beziehen» hat.

Sie weist ein ausreichendes Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung einer Bestimmung nach, die den direkten und indirekten gleichzeitigen Besitz der darin vorgesehenen Betriebslizenzen verbietet.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.4. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1991 ist eine natürliche Person, die zum Nachweis ihres Interesses den Umstand anführt, daß sie eine gewisse Anzahl Kapitalaktien von Vermögensgesellschaften besitze, die selbst an verschiedenen von den angefochtenen Bestimmungen betroffenen Gesellschaften beteiligt seien. Die fünfte und sechste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1998 führen ihre Eigenschaft als Aktionäre gewisser klagender Gesellschaften an; die eine besitze 11 bzw. 33 Prozent des Kapitals, die andere 33 bzw. 100 Prozent.

Da die Frage nach dem Interesse an der Klageerhebung mit der Hauptsache zusammenhängt, wird anlässlich der Prüfung von Artikel 27 darauf geantwortet.

B.5.5. Die Klagen der klagenden Gesellschaften in den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1998 sind zulässig, weil ihr Gesellschaftszweck den Betrieb von Spielhallen beinhaltet.

Die Circus Guillemins AG ist jedoch nicht unmittelbar und in ungünstigem Sinne von Artikel 27, der es verbietet, gleichzeitig Lizenzen der Klassen A, B, C und D sowie eine Lizenz der Klasse E zu besitzen, betroffen, da diese Gesellschaft derzeit nur Glücksspiele betreibt und in ihrem Erwidierungsschriftsatz bestätigt hat, daß sie keinerlei Tätigkeit in den Bereichen, auf die sich eine Lizenz der Klasse E bezieht, auszuüben wünsche.

B.5.6. Ebenso führen die beiden klagenden Parteien als natürliche Personen in der Rechtssache Nr. 1992 kaufmännische Tätigkeiten an, die sich im Falle der einen auf den Verkauf, die Vermietung, das Leasing, die Bereitstellung, die Einfuhr, die Ausfuhr, die Produktion, Wartungs-, Reparatur- und Ausrüstungsdienste von Glücksspielen beziehen, und im Falle der anderen auf den Betrieb einer Schankstätte.

Da sie keine anderen Tätigkeiten anführen, die durch das angefochtene Gesetz einer anderen Lizenz unterliegen als derjenigen, die dieses Gesetz für die Ausübung der von ihnen angeführten Tätigkeiten vorschreibt, weisen sie nicht das erforderliche Interesse nach, um die Nichtigerklärung von Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes, der den gleichzeitigen Besitz von Lizenzen der Klassen A, B oder C sowie von Lizenzen der Klasse E verbietet, zu beantragen.

B.5.7. Nach Darlegung des Ministerrats wiesen die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 nicht das erforderliche Interesse entsprechend dem Einfluß der angefochtenen Normen auf die von ihnen tatsächlich ausgeübten Tätigkeiten nach.

In den Satzungen der sieben klagenden Parteien sind Tätigkeiten angeführt, auf die sich das angefochtene Gesetz bezieht. Es obliegt dem Hof nicht, in Ermangelung irgendeines anderen Elementes, das dies beweisen könnte, anzunehmen, daß die von den klagenden Parteien tatsächlich ausgeübten Tätigkeiten sich von denjenigen unterscheiden würden, die in ihrer Satzung vorgesehen sind.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.8. Der Ministerrat ficht zu Unrecht die Gültigkeit der Interventionen der Bastenie AG und von C. Verzele an, die beide in ihren Schriftsätzen die Fakten dargelegt haben, auf die sie ihr Interesse an der Intervention stützen. Keine Bestimmung des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zwingt sie, den Nachweis dieser Fakten zu erbringen, wenn eine Gegenpartei sich darauf beschränkt, deren Vorhandensein anzufechten, ohne selbst Angaben vorzulegen, anhand deren ihre Realität angezweifelt werden könnte.

B.6.1. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die klagenden Parteien kein rechtmäßiges Interesse nachwiesen, da der Betrieb von Glücksspielen gemäß dem Gesetz vom 24. Oktober 1902 strafrechtlich geahndet werden könne.

B.6.2. Das angefochtene Gesetz hält das in der vorherigen Gesetzgebung enthaltene grundsätzliche Verbot von Glücksspielen aufrecht, sieht aber Abweichungen von diesem Grundsatz vor. Da es klagende Parteien gibt, die die ihres Erachtens diskriminierende Beschaffenheit dieser Abweichungen anfechten, kann ihr Interesse nicht als unrechtmäßig betrachtet werden.

Die Einrede wird abgewiesen.

In bezug auf die Klagegründe

B.7.1. Insoweit die in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1965 und 1988 vorgebrachten Klagegründe direkt die Artikel 12 und 23 der Verfassung, Artikel 43 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (ex-Artikel 52 des EG-Vertrags), den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz, den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit, den Grundsatz des freien Wettbewerbs innerhalb der Europäischen Union, den Grundsatz der Achtung vor dem Privatleben und die Machtüberschreitung anführen, sind sie nicht zulässig, da sie auf Normen verweisen, deren Einhaltung der Hof nicht überprüfen kann.

Diese Artikel und diese Grundsätze können nur insofern in die Untersuchung einbezogen werden, als sie mit der angeführten Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung verbunden sind.

Selbst in der Annahme, daß im zweiten, in der Rechtssache Nr. 1941 vorgebrachten und auf die Befugnis sich beziehenden Klagegrund im Zusammenhang mit dem Verstoß gegen die «Ausübung der Befugnisse» in Wirklichkeit eine Machtüberschreitung angeklagt wird, kann dennoch nicht dieser Teil untersucht werden, da er nicht den Verstoß gegen eine zuständigkeitsverteilende Regel im Sinne des Artikels 142 der Verfassung und des Artikels 1 Nr. 1 des o.a. Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 geltend macht.

B.7.2. Der Hof untersucht die Übereinstimmung der angefochtenen Bestimmungen mit den zuständigkeitsverteilenden Regeln, bevor er die Vereinbarkeit dieser Bestimmungen mit dem Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz untersucht.

In bezug auf die zuständigkeitsverteilenden Regeln

B.5.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 machen geltend, daß der föderale Gesetzgeber mit der Annahme der angefochtenen Bestimmungen, die die Erteilung von Betriebsgenehmigungen für Spielautomatenhallen regeln, die Zuständigkeiten der Regionen hinsichtlich der Aufsicht über die eingestuften Einrichtungen verletzt habe.

B.8.2. Artikel 6 § 1 II Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, auf den der Klagegrund verweist, bestimmt:

«§ 1. Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} [jetzt 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

II. Was die Umwelt und die Wasserpolitik betrifft:

[...]

3. die Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und störende Betriebe, vorbehaltlich der internen Aufsichtsmaßnahmen, die den Arbeitsschutz betreffen;

[...]».

B.8.3. Diese Bestimmung definiert die Zuständigkeiten der Regionen bezüglich der Umwelt und ermächtigt sie, die Umgebung und die Umwelt vor Belästigung und Unannehmlichkeiten zu schützen; die Reglementierung der Glücksspiele hat zu wenig mit dem Umweltschutz zu tun, als daß der Klagegrund als ernsthaft eingestuft werden könnte.

B.8.4. Insoweit der Klagegrund auch die Verletzung der auf die Wirtschaftspolitik sich beziehenden Zuständigkeiten der Regionen beanstandet, ist er ebensowenig begründet; die angefochtenen Bestimmungen zielen nur darauf ab, die soziale Gefahr in Grenzen zu halten, die Glücksspieleinrichtungen für die ganze Bevölkerung darstellen können. Die klagenden Parteien weisen nicht nach - und der Hof sieht nicht ein -, inwiefern die Regionen durch die Artikel 27 und 34 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 daran gehindert würden, ihre Zuständigkeiten bezüglich der Wirtschaftspolitik auf der Grundlage von Artikel 6 § 1 VI Nr. 1 des o.a. Sondergesetzes auszuüben, und genausowenig, wie die Ausübung dieser Zuständigkeiten übermäßig erschwert würde.

B.9.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903 machen auch geltend, daß die angefochtenen Bestimmungen die Zuständigkeit der Regionen in bezug auf Städtebau und Raumordnung verletzen würden, insbesondere insoweit sie festlegen, daß für den Erhalt einer Lizenz der Klasse B der Antragsteller dafür sorgen muß, «daß die Glücksspieleinrichtung der Klasse II nicht in der Nähe von Unterrichtsanstalten, Krankenhäusern, Orten, die von Jugendlichen besucht werden, Kultstätten und Gefängnissen angesiedelt wird» (angefochtener Artikel 36 Nr. 4).

B.9.2. Artikel 2 § 1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt:

«§ 1. Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} [jetzt 39] der Verfassung bezieht, sind:

I. Was die Raumordnung betrifft:

1. Städtebau und Raumordnung,

2. Baufuchtlinienpläne am Straßen- und Wegenetz der Gemeinden,

3. die Anschaffung, das Anlegen und die Ausstattung von Gelände, das zu Industrie-, Handwerks- oder Dienstleistungszwecken benutzt wird, oder von sonstigen Infrastrukturen für die Aufnahme von Investoren, einschließlich der Investitionen für die Ausstattung von Industriezonen, die in der Nähe von Häfen liegen, und deren Zurverfügungstellung für Benutzer,

4. Städtisanierung,

5. Sanierung von stillgelegten Betriebsanlagen,

6. Bodenpolitik,

7. die Denkmäler und die Landschaften.»

B.6.3. Vorrangiges Ziel der angefochtenen Bestimmungen ist nicht die Regelung von Städtebau und Raumordnung. Die Bestimmung, mit der der föderale Gesetzgeber die durch die von ihm bezeichnete Behörde vorgenommene Erteilung einer Betriebsgenehmigung für Spielautomatenhallen von Voraussetzungen abhängig macht, die es ermöglichen zu vermeiden, daß Personen, die er besonders schützen will (Schüler, Jugendliche, Inhaftierte mit Ausgeherlaubnis), verführt werden, diese Spielautomatenhallen zu besuchen, oder darauf ausgerichtet sind, die Entstehung einer frivolen Umgebung in der Nachbarschaft von Krankenhäusern oder Orten, an denen Gottesdienste abgehalten werden, aus Respekt vor der geistigen Verfassung jener, die Zeugen von Leid sind oder das Bedürfnis haben, sich der Meditation hinzugeben, zu verhindern, fällt unter seine Zuständigkeit, die Glücksspieleinrichtungen zu regeln, wozu auch die Zuständigkeit gehört, die durch deren Umgebung möglicherweise entstehenden Nachteile zu berücksichtigen. Diese Bestimmung wird nicht dahingehend konzipiert, daß es für die Region nicht durchführbar wäre, eine effiziente Politik in den unter ihre Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten zu handhaben; außerdem unterliegen die Beschlüsse, die die durch diese Bestimmung ermächtigte Behörde treffen kann, der Kontrolle durch die Rechtsprechungsorgane.

Der Klagegrund ist unbegründet.

B.10.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 führen an, daß die Artikel 10 § 2, 19 und 71 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 3 und 4 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen verstießen.

B.10.2. In einem ersten Teil führen sie an, daß Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes, der den Inhabern von Lizenzen der Klassen A, B, C und E einen «Beitrag zu den Kosten für Betrieb, Personal und Einrichtung der Kommission für Glücksspiele» auferlege, eine Steuer einführe - deren Zahlung durch die in Artikel 71 des Gesetzes vorgesehene Garantie gewährleistet werde - und daß die Glücksspielautomaten Gegenstand einer Steuer seien, für die aufgrund der obengenannten Artikel des Sondergesetzes die Regionen zuständig seien.

B.10.3.1. Der Abänderungsentwurf der Regierung, der Artikel 19 zugrunde liegt, wurde wie folgt begründet:

«Nach Auffassung der Regierung besteht der Zweck des Gesetzesentwurfs darin, einen gesetzlichen Rahmen für (tolerante) Glücksspieleinrichtungen und die Entwicklung einer kohärenten nationalen Politik in bezug auf Spiele zu schaffen. Die Kommission für Glücksspiele tritt diesbezüglich als unabhängiges administratives Beratungs-, Entscheidungs- und Kontrollgremium auf und erfüllt als solches eine Schlüsselfunktion. Es erscheint daher logisch, daß die Personen, die in den Genuß des neuen gesetzlichen Rahmens und der Arbeit der Kommission gelangen, zu den Lasten der Kommission beitragen, indem sie die der Kommission entstehenden Kosten zahlen. Der Umstand, daß das Gesetz den Spielern einen minimalen Sozialschutz gewährleisten und die Allgemeinheit insgesamt sowohl vor den schädlichen Folgen einer Deregulierung des Marktes als auch vor den etwaigen ungesetzlichen Praktiken schützen soll, stellt ebenfalls einen Schutz der beruflichen Interessen der betroffenen Betreiber von Spieleinrichtungen dar. Sie haben jedes Interesse daran, daß die Glücksspiele und ihr Betrieb gesetzeskonform und kontrolliert ablaufen. Im vorliegenden Fall handelt es sich also nicht um eine Steuer.» (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 419-4, S. 33)

B.10.3.2. Der föderale Gesetzgeber, der - wie in B.9.3 dargelegt - für die Regulierung der Glücksspielbetriebe zuständig ist, ist ebenfalls zuständig für die Organisation der Kontrollen, die durch die Gefährlichkeit der von ihm tolerierten Tätigkeiten notwendig wird, und für die Übertragung dieser Kontrolle auf eine Kommission, deren Zusammensetzung er festlegt. Ihm obliegt es ebenfalls, die Finanzierung dieser Kommission auf die Einrichtungen, die sie kontrollieren sollen, abzuwälzen. Indem er beschlossen hat, daß diese Finanzierung durch den in Artikel 19 vorgeschriebenen Beitrag erfolgen soll, hat er sich in den Grenzen seiner Zuständigkeit bewegt und hat er keine Steuer «auf Spiele und Wetten» im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen eingeführt.

B.10.3.3. Der Klagegrund ist in seinem ersten Teil rechtlich mangelhaft.

B.10.4. Im dritten Teil bemängelt der Klagegrund, daß Artikel 10 § 2 gegen die Artikel 3 und 4 § 1 des obengenannten Finanzierungs-sondergesetzes verstoße, indem er jegliche Beteiligung der Minister der Regionalregierungen an der Kommission für Glücksspiele ausschließe, obwohl die Regionen für den Steuersatz, die Steuerbemessungsgrundlage und die Befreiung von der Steuer auf Spielautomaten zuständig seien.

B.10.5. Der föderale Gesetzgeber verstößt nicht gegen die im Klagegrund erwähnten Regeln der Zuständigkeitsverteilung, indem er nicht die Anwesenheit von Vertretern der Regionen in einer Kommission gewährleistet, die im Rahmen von Änderungen der zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörenden Strafgesetzgebung geschaffen wird.

Der Klagegrund ist in seinem dritten Teil unbegründet.

In bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung

B.11.1. Die klagenden Parteien (Rechtssache Nr. 1941) bemängeln, daß Artikel 3 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes Spiele, die mit der Ausübung eines Sports verbunden sind, sowie Wetten, die bei diesen Spielen eingegangen werden, von seinem Anwendungsbereich ausschließe.

Da jedoch diese Spiele und Wetten - die im übrigen durch ein Gesetz vom 26. Juni 1965 (Wetten auf die Ergebnisse von Sportwettbewerben) und durch einen königlichen Erlaß vom 23. November 1965 (Wetten auf Pferderennen) geregelt werden - mit der körperlichen Betätigung oder Geschicklichkeit zusammenhängen und somit unabhängig von jedem Zufallseinfluß sind, ergreift der Gesetzgeber keine diskriminierende Maßnahme, indem er sie von einer Regelung über Glücksspiele ausschließt.

B.11.2. Die in dem ebenfalls von den klagenden Parteien bemängelten Artikel 3 Nr. 4 genannten Lotterien sind vom Gesetz ausgeschlossen, insofern sie im Gesetz vom 31. Dezember 1851 über die Lotterien und im Gesetz vom 22. Juli 1991 über die Nationallotterie vorgesehen sind, wobei der Gesetzgeber diesbezüglich berechtigterweise davon ausgehen konnte, daß sie eine «spezifische und strenge» Gesetzgebung seien, «die jegliche zusätzliche Bestimmung überflüssig macht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, SS. 11 und 12).

Im übrigen ist die Lotterie ein aleatorischer Vertrag, der sich vom Spielvertrag insofern unterscheidet, als die Spieler nicht selbst an den Transaktionen teilnehmen (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/7, S. 26), und auch hier sind die Zeiten für den Zugang zum Spiel und einige Modalitäten derart, daß die Gefahr der Abhängigkeit geringer ist als bei den im angefochtenen Gesetz vorgesehenen Spielen.

Schließlich wurde darauf hingewiesen, daß die anderen Lotterietransaktionen als diejenigen, die in den vorgenannten Gesetzen von 1851 und 1991 vorgesehen sind, dem angefochtenen Gesetz unterliegen (ebenda, Nr. 1-419/17, S. 67). Unter diesen Bedingungen und unter Berücksichtigung des Umstandes, daß - wie der Ministerrat anmerkt - die Gewinne der Nationallotterie aufgrund von Artikel 15 des obengenannten Gesetzes vom 22. Juli 1991 für gemeinnützige Zwecke bestimmt sind und somit der Allgemeinheit zugute kommen, kann die angefochtene Bestimmung nicht als diskriminierend angesehen werden.

B.12.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1987 betrachtet das aus den Artikeln 6, 25, 34 und 39 des angefochtenen Gesetzes hervorgehende Verbot, Glücksspielautomaten anderswo als in Spielautomatenhallen (Einrichtungen der Klasse II) und in Schankstätten (Einrichtungen der Klasse III) zu betreiben, als diskriminierend.

B.12.2. Der Gesetzgeber, der den Grundsatz des Verbots der Glücksspiele einführt, und es gleichzeitig mit gewissen Ausnahmen verbindet, kann zu Recht, wenn er die Anwendungsbedingungen dieser Abweichung festlegt, auf einschränkende Weise die Orte bestimmen, an denen diese Spiele betrieben werden dürfen, um die Effizienz der Kontrollen zu gewährleisten. Im Gegensatz zu den Behauptungen der klagenden Partei verpflichtet ihn nichts dazu, vorherige Situationen zu berücksichtigen, wenn er neue Regeln einführt.

Im übrigen gibt die klagende Partei nicht an, inwiefern es ihr unmöglich wäre, eine der im Gesetz vorgesehenen Lizenzen zu erhalten.

Der Klagegrund ist unbegründet.

B.13.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1941 beanstanden, daß Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes in den Einrichtungen der Klasse II (Spielautomatenhallen) und der Klasse III (Schankstätten) Glücksspiele verbiete, bei denen feststehe, daß der Spieler möglicherweise einen Verlust von mehr als 500 Franken pro Stunde hinnehmen müsse, während das Gesetz den Einrichtungen der Klasse I (Spielbanken) ein solches Verbot nicht auferlege und es eine solche Beschränkung in den anderen Ländern der Europäischen Union nicht gebe.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 bemängeln ebenfalls, daß diese Bestimmung die in Einrichtungen der Klasse II und der Klasse III betriebenen Glücksspiele derselben Einschränkung unterwerfe, obwohl die Situation dieser beiden Arten von Einrichtungen wesentlich unterschiedlich sei, und daß sie dieser Einschränkung nicht die Produkte der Nationallotterie unterwerfe.

B.13.2. Die angefochtene Bestimmung geht aus einer parlamentarischen Diskussion über mehrere Abänderungsanträge hervor, von denen einer von folgendem ausging: «Der Verlust, den ein Spieler durch Benutzung von oder der Beteiligung an Glücksspielen, die in Glücksspieleinrichtungen der Klasse II betrieben werden, erleiden kann, muß deutlich geringer sein als derjenige, den er infolge der Benutzung von oder der Teilnahme an Glücksspielen, die in Einrichtungen der Klasse I betrieben werden, erleiden kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 32). Indem der Gesetzgeber im übrigen anführte: «Die Schwelle für den Zugang zu Glücksspielautomaten ist ziemlich niedrig im Vergleich zu derjenigen der Spielbanken», wobei diese Schwelle für den Zugang als einer den Glücksspielen eigenen Faktoren betrachtet wurde, die die Abhängigkeit begünstigen (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/7, SS. 6 und 7), konnte er davon ausgehen, daß Spielbanken und diejenigen, die sie besuchen, sich in einer anderen Situation befinden als die anderen Einrichtungen und ihre Kunden und daß diese Situation den betreffenden Behandlungsunterschied rechtfertigte.

B.13.3. Die in diesem Punkt gleiche Behandlung der Einrichtungen der Klasse II (Spielautomatenhallen) und der Klasse III (Schankstätten) ist hinsichtlich des angestrebten Ziels, des Schutzes des Spielers, objektiv und vernünftig gerechtfertigt.

Eine ungleiche Behandlung würde das Suchtrisiko nur von der einen Kategorie von Einrichtungen auf die andere verlagern.

B.13.4. Die Beschwerde, die aus dem Vergleich mit den in anderen Ländern der Europäischen Union gelegenen Einrichtungen abgeleitet ist, ist nicht sachdienlich, da es sich um unterschiedliche Rechtsordnungen handelt, die hinsichtlich des betreffenden Sachbereichs nicht Gegenstand einer Gemeinschaftsregelung sind.

B.13.5. Es wird angeführt, daß keine Obergrenze für die Lotterien und die anderen Glücksspiele festgesetzt wurde. Es ist anzumerken, daß beide Kategorien vom Anwendungsbereich des Gesetzes ausgeschlossen sind aus Gründen, die nicht als diskriminierend angesehen wurden (vgl. B.11.2). Im übrigen können Lotterien Gegenstand von differenzierten Maßnahmen sein, weil sie im Gesetz vom 31. Dezember 1851 über die Lotterien und im Gesetz vom 22. Juli 1991 über die Nationallotterie vorgesehen sind, bei denen der Gesetzgeber davon ausgehen konnte, daß sie eine «spezifische und strenge Gesetzgebung darstellen, die jegliche zusätzliche Bestimmung überflüssig macht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, SS. 11 und 12). Außerdem sind die Zugangszeiten und die Modalitäten so ausgelegt, daß die Gefahr einer Abhängigkeit geringer ist als bei den im angefochtenen Gesetz vorgesehenen Spielen. Schließlich wurde dargelegt, daß die anderen (Transaktionen von) Lotterien als diejenigen, die in den obengenannten Gesetzen von 1851 und 1991 vorgesehen sind, dem angefochtenen Gesetz unterliegen (ebenda, Nr. 1-419/17, S. 67). Die vorgebliche Diskriminierung ist also nicht nachgewiesen.

B.13.6. Die Beschwerde, die daraus abgeleitet ist, daß der angefochtene Artikel 8 Absatz 4 nicht die Geräte, deren Aneinanderschließen verboten sei, und die Preise, in deren Hinblick ein solches Aneinanderschließen vorgenommen werde, festlege, ist nicht zulässig, da nicht angegeben wird, inwiefern diese Bestimmung eine Diskriminierung schaffen würde.

B.13.7. Die Beschwerde, die von den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1995 aus dem Verstoß des obengenannten Artikels 8 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet wird, ist nicht zulässig, da die zu vergleichenden Kategorien von Personen nicht angegeben sind.

B.14. Die Beschwerde, die in der Rechtssache Nr. 1998 daraus abgeleitet wird, daß Artikel 10 §§ 1 und 2 auf diskriminierende Weise gegen die Handels- und Gewerbefreiheit sowie das Recht auf Eigentum verstoße, insofern die Kommission für Glücksspiele ausschließlich aus Vertretern der Obrigkeit und nicht aus Vertretern der Berufsstände zusammengesetzt sei, obwohl dies in anderen Wirtschaftssektoren der Fall sei, wenn das betreffende Gremium über eine Disziplinalgewalt verfüge, ist nicht annehmbar.

Aus der Darlegung der Beschwerde geht hervor, daß die klagenden Parteien nur Artikel 10 § 2 ins Auge fassen. Die berufsständischen Einrichtungen, die paritätischen Instanzen der Sozialeinrichtungen und die Kontrolleinrichtungen des Finanz- oder Wirtschaftslebens, die von den klagenden Parteien erwähnt wurden (Räte der Ärztekammer und der Anwaltskammer, beschränkte Kammern des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung, Versicherungskontrollamt), können in der Tat nicht mit einer Einrichtung verglichen werden, die insbesondere damit beauftragt ist, die Einhaltung des Gesetzes zu überwachen sowie Betriebslizenzen zu gewähren, auszusetzen oder zu entziehen in einem Bereich, in dem eine auf der Ausbeutung einer menschlichen Schwäche beruhende Tätigkeit ausgeübt wird. Der Gesetzgeber hat im übrigen darauf geachtet, daß die Beschlüsse der Kommission, die der Kontrolle durch den Staatsrat unterliegen, mit den erforderlichen Garantien ausgestattet sind.

B.15.1. In einem zweiten Teil ihres ersten Klagegrunds führen die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1998 an, daß der «Beitrag zu den Kosten für Betrieb, Personal und Einrichtung der Kommission für Glücksspiele», auf den sich Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes (sowie Artikel 71, der eine zur Deckung der Nichtzahlung dieses Beitrags dienende Garantie vorsieht) beziehe, in diskriminierender Weise gegen den Grundsatz der Vollständigkeit des Haushaltsplans und der Rechnungen, der in Artikel 174 Absatz 2 der Verfassung festgelegt sei, und den sich daraus ergebenden Grundsatz der nicht zweckbestimmten Einnahmen verstoße.

B.15.2. Der Klagegrund ist in diesem Teil unzulässig, da nicht präzisiert wird, inwiefern der vorgebliche Verstoß diskriminierend wäre.

B.16.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 verletze Artikel 25 in diskriminierender Weise die Handels- und Gewerbefreiheit und das Recht auf Eigentum, insofern er die Gültigkeitsdauer der für Spielautomatenhallen gewährten Lizenzen auf neun Jahre festlege, während diese Dauer für Spielbanken fünfzehn Jahre betrage.

B.16.2. Es kann vernünftigerweise davon ausgegangen werden, daß der Umfang der insbesondere für die Immobilien erforderlichen Investitionen für eine Spielbank größer ist als für eine Spielautomatenhalle und daß folglich die Gültigkeitsdauer der Lizenzen im ersten Fall länger sein kann. Der Hof merkt außerdem an, daß in den parlamentarischen Diskussionen die betreffende Dauer von fünf auf neun Jahre verlängert wurde, gerade um die «Rechtssicherheit» der betreffenden Unternehmen unter Berücksichtigung der Höhe der Investitionen und unter Bezugnahme auf die Dauer von Geschäftsmietverträgen zu erhöhen (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 110). Da es sich um Regelungen mit einem unterschiedlichen Gegenstand handelt, beinhaltet diese letztgenannte Bezugnahme nicht, daß der Gesetzgeber die Regelung über die Gültigkeitsdauer in jedem Punkt derjenigen über Geschäftsmietverträge anpassen müßte.

Der Klagegrund ist unbegründet.

B.17.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 führen an, daß die Artikel 25 Nr. 5 und 48 bis 53 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, getrennt oder in Verbindung mit den Artikeln 28 und 29 (zu lesen ist: 30 und 31) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, verstießen, insofern sie die Einfuhr und Ausfuhr von Glücksspielen vom Erhalt einer Lizenz der Klasse E abhängig machten, der von der Zahlung eines Beitrags zu den Betriebskosten der Kommission für Glücksspiele abhängig sei (Artikel 19 des angefochtenen Gesetzes), wobei diese Zahlung selbst durch eine Garantie gewährleistet werde (Artikel 71).

B.17.2. Während der parlamentarischen Diskussion wurde bemerkt: «Nach der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften in der vom Staatsrat zitierten Rechtssache Schindler (Urteil vom 24. März 1994, Rechtssache C-275/92, *Slg.*, S. I-1039) verfügen die nationalen Behörden im Bereich der Geldspiele über eine ausreichende Ermessensbefugnis, um die Erfordernisse festzulegen, die mit dem Schutz der Gesellschaftsordnung einhergehen, und es obliegt ihnen zu beurteilen, ob es notwendig ist, diese Tätigkeiten einzuschränken oder zu verbieten, ohne jedoch das Gemeinschaftsrecht zu verletzen (Rn. 60, 61)» (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/7, S. 19) und «im übrigen legt das 'Schindler-Urteil' des Europäischen Gerichtshofes (1994) fest, daß den Bestimmungen des Vertrags zur Gründung der EWG bezüglich des freien Dienstleistungsverkehrs nicht widersprochen wird durch einschränkende Gesetzgebungen, die dem Sozialschutz der Spieler und der Vermeidung von Betrug dienen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 11) (vgl. auch Urteil vom 21. Oktober 1999, Rechtssache C-67/98, *Slg.*, S. I-7289).

B.17.3. Im vorliegenden Fall ist die angefochtene Maßnahme in bezug auf die Einfuhr und die Produktion von Glücksspielen «zwecks Verkauf oder Betrieb auf belgischem Staatsgebiet» gemäß Artikel 52 verhältnismäßig und angemessen in Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzgebers. Er konnte nämlich davon ausgehen, daß die ständige und eindeutige Identifizierung derjenigen, die auf diese Weise an der betreffenden Geschäftstätigkeit teilnehmen, bedroht wäre, wenn der Erhalt einer Lizenz nicht für die Einfuhr und die Produktion von Glücksspielen im Hinblick auf den Verkauf oder ihrem Betrieb auf belgischem Staatsgebiet vorgeschrieben würde.

Diese Maßnahme gilt ebenfalls in bezug auf die Ausfuhr und die Produktion von Glücksspielen für die Ausfuhr. Diesbezüglich stellt sich das Problem der von den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 angezweifelten Rechtfertigung des Betrags der in Artikel 71 vorgesehenen Garantie in Höhe von 500.000 Franken pro angefangene Gruppe von 50 Apparaten, angesichts des in Artikel 52 festgelegten Auftrags der Kommission für Glücksspiele, die nicht hinsichtlich der Glücksspiele einschreitet, welche nicht für den Verkauf oder den Betrieb auf belgischem Staatsgebiet bestimmt sind.

B.17.4. Der Gesetzgeber macht die Ausfuhr und die Herstellung von Glücksspielen für die Ausfuhr von einer Lizenz abhängig, die von der Kommission für Glücksspiele zu vergeben ist, nämlich die in Artikel 27 Nr. 5 vorgesehene Lizenz der Klasse E. Er hat jedoch für diese Kommission nicht die Möglichkeit vorgesehen, den in Artikel 52 festgelegten Genehmigungsauftrag bezüglich der Modelle von Material oder Geräten, die für die Ausfuhr von Glücksspielen bestimmt sind, auszuführen, so daß das Erfordernis einer E-Lizenz für die Ausfuhr keinerlei Nutzen hat, es sei denn zur Gewährleistung der Transparenz des Sektors.

Es obliegt dem Gesetzgeber, wenn er es wünscht, ungeachtet des Grundsatzes des freien Warenverkehrs aus ethischen Erwägungen effektiv die Ausfuhr von in Belgien hergestellten Glücksspielen zu begrenzen, hierzu ergänzende Bestimmungen vorzusehen, in denen festgelegt wäre, auf welcher Grundlage und unter welchen Bedingungen die Genehmigung erteilt werden kann.

Indem Artikel 71 vorsieht, daß die Garantie auf einen Betrag von 500.000 Franken pro angefangene Gruppe von 50 Apparaten für alle Inhaber der Lizenz der Klasse E mit Ausnahme derjenigen, die im besagten Artikel 71 Absatz 4 Nr. 4 vorgesehen sind, festgesetzt ist, enthält er eine Maßnahme, die in der jetzigen Situation unverhältnismäßig ist, insofern sie auf Exporteure und auf Hersteller von für den Export bestimmten Glücksspielen Anwendung findet, da weder der Beitrag zu den Konten und Auslagen der Kommission für Glücksspiele noch die zu leistende dingliche Garantie für sie zu rechtfertigen sind, weil die Kommission keinerlei wesentlichen Auftrag in bezug auf diese Kategorie erfüllt.

B.17.5. In Artikel 71 sind die Wörter «fünfhunderttausend Franken pro angefangene Gruppe von fünfzig Apparaten» für nichtig zu erklären, insofern sie «für alle anderen Inhaber einer E-Lizenz» gelten und somit auch für Exporteure und Hersteller von für die Ausfuhr bestimmten Glücksspielen.

B.18.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903, 1941, 1965, 1992 und 1998 beanstanden, daß Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes die Kumulierung einer Lizenz der Klasse B mit einer Lizenz der Klasse E verbiete; somit beeinträchtigt er auf diskriminierende Weise den durch Artikel 23 der Verfassung garantierten freien Zugang zu einem selbständigen Beruf, sowie die durch das europäische Recht gewährleistete Niederlassungsfreiheit, die Handels- und Gewerbefreiheit (Rechtssachen Nrn. 1941, 1992 und 1998), das Eigentumsrecht (Rechtssache Nr. 1998), die Vereinigungsfreiheit, die Arbeitsfreiheit und die durch Artikel 12 der Verfassung gewährleistete Freiheit der Person (Rechtssache Nr. 1941).

B.18.2. Artikel 23 der Verfassung bestimmt zwar einerseits, daß «das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte [gewährleistet] und [...] die Bedingungen für ihre Ausübung [bestimmt]» und andererseits, daß diese Rechte «das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist» umfassen. Aber aus diesen Bestimmungen - die die klagenden Parteien rechtsgültig vorbringen können in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, entgegen der Auffassung des Ministerrats - darf nicht abgeleitet werden, daß der Gesetzgeber, wenn er eine Tätigkeit regeln will, die, wenn sie keinen Bedingungen unterliegt, eine Gefährdung für die Gesellschaft darstellt, denjenigen keine Beschränkungen auferlegen könnte, die diese Tätigkeit ausüben. Dasselbe gilt für die anderen Rechte und Freiheiten, auf die in diesem Klagegrund Bezug genommen wird.

Im vorliegenden Fall kann das angefochtene Verbot mit dem Bemühen gerechtfertigt werden, zu vermeiden, daß die in den Artikeln 9, 20 und 21 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Kontrolle durch die Verwirrung erschwert wird, die unweigerlich durch die Ausübung verschiedener Tätigkeiten zustande kommt, wenn diese nicht getrennt sind (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 419/4, S. 34).

Insofern die Lizenzen der Klasse E sich ebenfalls auf Wartungs-, Reparatur- und Ausrüstungsdienste für Glücksspiele beziehen, ist das Verbot des gleichzeitigen Besitzes aus dem gleichen Grund ebenfalls nicht diskriminierend, im Gegensatz zu den Behauptungen der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1988. Im übrigen verpflichtet das Gesetz diejenigen, die Geräte betreiben, nicht, für jeden Wartungs- oder Reparaturvorgang ein spezialisiertes Unternehmen in Anspruch zu nehmen.

B.18.3. Die angefochtene Bestimmung führt eine Maßnahme ein, die nicht nur in bezug auf das somit ausgedrückte Bemühen, sondern auch in bezug auf die mit dem angefochtenen Gesetz angestrebte allgemeine Zielsetzung des sozialen Schutzes und der Transparenz nicht unverhältnismäßig ist.

Außerdem ist das Kumulierungsverbot hinsichtlich der Gesellschaften nicht so weitreichend, daß jeder Aktienbesitz in mehreren Gesellschaften verboten wäre. Wie der Ministerrat erwähnt hat, will der Gesetzgeber vorbeugen, daß «interessierte» Gesellschaften über die mit dem Glücksspiel verbundenen Gesellschaften im Sinne des Gesetzes die Kontrolle behalten.

Diesbezüglich sind die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1991 und die fünfte klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1998 in ihrer Eigenschaft als Aktionäre von Vermögensgesellschaften, wobei sie nicht nachweisen, daß sie diese kontrollieren, nicht in ausreichend direkter Weise vom obengenannten Artikel 27 betroffen. Ihre Klagen sind nicht zulässig.

Die in Artikel 27 der Verfassung garantierte Vereinigungsfreiheit und das Eigentumsrecht hindern den Gesetzgeber ebensowenig daran, eine Tätigkeit zu reglementieren, die für die Gesellschaft eine Gefahr darstellt. Das Auftreten des Gesetzgebers kann durch die Tatsache gerechtfertigt werden, daß ein demokratisches Zusammenleben den Schutz der guten Sitten und die Wahrung der Rechte anderer erfordert.

B.19.1. Die klagenden Parteien bemängeln, daß Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes die Anzahl Spielautomatenhallen in Belgien auf einhundertachtzig begrenze, ohne den anderen Glücksspieleinrichtungen eine ähnliche Begrenzung aufzuerlegen, und somit auf diskriminierende Weise die Handels- und Gewerbefreiheit, die Freiheit der Person und die Niederlassungsfreiheit im Sinne von Artikel 43 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (ex-Artikel 52 des EG-Vertrags) verletze.

B.19.2. Die Handels- und Gewerbefreiheit, die einen Aspekt der individuellen Freiheit darstellt, kann nicht als eine absolute Freiheit aufgefaßt werden. Sie steht einer Regelung der wirtschaftlichen Tätigkeit von Personen und Unternehmen durch den Gesetzgeber nicht entgegen. Der Gesetzgeber verstieße nur dann gegen die Handels- und Gewerbefreiheit, wenn er diese Freiheit ohne zwingenden Grund einschränken würde oder wenn diese Einschränkung deutlich unverhältnismäßig zum angestrebten Ziel wäre.

B.19.3. Die mit einem finanziellen Gewinn oder Verlust verbundenen Glücksspiele machen sich eine menschliche Schwäche zunutze, die zu sehr ernsten Folgen für einige Personen und ihre Familien führen kann; sie stellen eine soziale Gefahr dar, so daß in dieser Angelegenheit restriktive Maßnahmen problemloser zu verantworten sind als permissive Maßnahmen.

B.19.4. Die angeführten Bestimmungen des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft stehen dem nicht entgegen, daß aus Gründen allgemeinen Interesses Regeln bezüglich der Organisation, der Zuständigkeit, der Berufsethik und der Kontrolle festgelegt werden, insoweit diese Berufsvorschriften auf alle Personen angewandt werden, die sich auf dem Gebiet des Staates niedergelassen haben, in dem die Einrichtung errichtet wird (siehe *Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/7, S. 21, und Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, SS. 242 ff.).

B.19.5. Die beanstandeten Bestimmungen zielen darauf ab, die von den Glücksspieleinrichtungen möglicherweise ausgehende soziale Gefahr zu begrenzen. Da der Gesetzgeber ein absolutes Verbot für übertrieben hielt, hat er das grundsätzliche Verbot, das er beibehielt (Artikel 305 des Strafgesetzbuches belegte das Führen eines Hauses für Glücksspiele mit Strafe, und Artikel 1 des Gesetzes vom 24. Oktober 1902 verbot die Betreibung von Glücksspielen), mit einer Ausnahme versehen, der eine Genehmigungsregelung zugrunde liegt, darauf achtend, künftig keine unbesonnene Entwicklung dieser Art von Einrichtungen zuzulassen. Zusätzlich zu dieser Zielsetzung sozialen Schutzes hatte der Gesetzgeber die Absicht, sich auf dem Wege einer wirksamen Kontrolle über die «möglichen und unerwünschten Nebenwirkungen [der Glücksspiele] (Spielsucht, Weißwaschen von Geld, Kriminalität, finanzieller und Steuerbetrug)» eine Übersicht zu verschaffen, ihnen vorzubeugen und sie zu bekämpfen (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/4, SS. 25, 26 und 36; ebenda, Nr. 1-419/7, SS. 5 und 6; *Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 4).

B.19.6. Im Lichte solcher Zielsetzungen scheint die Begrenzung der Anzahl Spielautomatenhallen auf einhundertachtzig nicht unangemessen zu sein, ausgehend sowohl von einem Verhältnis von einer Spielautomatenhalle pro fünfzigtausend Einwohner als auch von Rentabilitätsüberlegungen (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 419/7, SS. 22 und 23). Wenn auch, wie die klagenden Parteien erwähnen, das Limit ursprünglich auf zweihundert Einrichtungen festgelegt wurde, weist der Hof doch darauf hin, daß das Limit nach einer Polizeiaktion auf einhundertachtzig zurückgeschraubt wurde:

«Aufgrund der gerichtlichen Aktion 'Indian Summer' vom November 1998, bei der alle Lunaparks kontrolliert wurden, hat sich herausgestellt, daß deren tatsächliche Anzahl nicht 200 (wie vermutet wurde), sondern nur 180 beträgt. Es scheint denn auch angezeigt zu sein, die bestehende Situation einzufrieren.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 54)

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1903, die diese Zahlen anfechten, weisen jedoch nicht nach, daß der Gesetzgeber sich hierbei auf falsche Angaben gestützt hätte.

B.19.7. Die Einrichtungen der Klasse I und die Einrichtungen der Klasse III können bei der Regelung der Anzahl zugelassener Einrichtungen keine mit den Einrichtungen der Klasse II vergleichbaren Kategorien bilden. Ihre Anzahl, ihre Zugänglichkeit und die daraus sich ergebenden Beschränkungen auf dem Gebiet der Spiele, die dem Publikum angeboten werden, das der Gesetzgeber schützen möchte, ermöglichen es, auf ihre Nichtvergleichbarkeit zu erkennen.

B.19.8. Die klagenden Parteien beanstanden auch, daß der obengenannte Artikel 34, indem er eine Vereinbarung zwischen dem Betreiber und der Gemeinde vorsieht - eine Vereinbarung, die sich u.a. auf den Standort von Spielautomatenhallen und auf die Modalitäten, die Öffnungs- und Schließungszeiten dieser Einrichtungen bezieht -, eine auf die Kontrolle einer Handelstätigkeit ausgerichtete verwaltungspolizeiliche Maßnahme als eine Vereinbarung ausgeben würde. Die Spielautomatenhallen seien somit die einzigen Spieleinrichtungen, die der Ermessensbefugnis der Gemeinde unterlägen.

B.19.9. Wenn eine Tätigkeit in dem Fall, daß sie keinen Bedingungen unterliegt, eine Gefahr für die Gesellschaft darstellt, ergreift der Gesetzgeber eine adäquate Maßnahme, indem er dieser Tätigkeit Regeln auferlegt, die von dem für übliche Handelstätigkeiten geltenden System abweichen. In seiner Untersuchung der beanstandeten Bestimmungen hob der Staatsrat hervor, daß die in diesen Bestimmungen vorgesehene Genehmigungsregelung «nicht zur Folge hat, daß die kommunale Autonomie verletzt wird, insoweit der Gesetzgeber diesbezüglich selber über die Glücksspiele die Aufsicht führen will. Diese Gesetzgebung beeinträchtigt die Zuständigkeit der Gemeindebehörde nicht, z.B. die Zuständigkeit hinsichtlich der allgemeinen Polizei und des Städtebaus» (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 251).

Die Forderungen der Artikel 10 und 11 der Verfassung sind nicht dergestalt, daß der Gesetzgeber nicht einige Aufgaben den Gemeinden anvertrauen könnte, sogar wenn er selber die Aufsicht über die betreffenden Tätigkeiten führen will.

Die angefochtene Bestimmung, die mit Artikel 29 *in fine* des Gesetzes, der den Abschluß einer Vereinbarung zwischen den Gemeinden und den Spielbankbetreibern vorsieht, zu vergleichen ist und von dem Bemühen ausgeht, «durch die Einschaltung der Gemeinde den Kontrolleffekt zu verstärken» (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 138) und den Gemeinden «eine gewisse Freiheit einzuräumen» hinsichtlich der Niederlassung solcher Einrichtungen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/5, S. 12) und hinsichtlich ihrer Öffnungszeiten (ebenda, Nr. 1795/8, S. 55), stellt eine adäquate Maßnahme dar, um das angestrebte Ziel zu erreichen. Die beanstandete Bestimmung darf nicht nur aufgrund ihrer möglicherweise irregulären Anwendung beurteilt werden; den klagenden Parteien stehen adäquate Gerichtsbarkeitsgarantien bezüglich der durch die zuständige Behörde getroffenen Entscheidungen zur Verfügung.

Der Hof weist insbesondere darauf hin, daß die «Ermessensbefugnis» der Gemeinde beim Abschließen einer Vereinbarung für die Betreibung einer Glücksspieleinrichtung der Klasse II im Gegensatz zu den Erklärungen in den Vorarbeiten (Senat, *Ann.*, 27. April 1999, S. 7713; Kammer, *Ann.*, 31. März 1999, SS. 11701-11702) auch weiterhin den Aufsichtsregeln unterliegt und die Entscheidungen der Gemeinde gerichtlich anfechtbar sind.

Im übrigen ist der von den klagenden Parteien angeführte Vergleich zwischen Einrichtungen unterschiedlicher Klassen aus den in B.19.7 angeführten Gründen nicht annehmbar.

B.19.10. Die klagenden Parteien sind schließlich der Meinung, daß andere Mittel der Erreichung des angestrebten Ziels hätten dienlich sein können. Sie weisen allerdings nicht nach, daß diese weniger aufwendigen Mittel genauso effizient gewesen wären wie die durch den Gesetzgeber gewählten Mittel, so daß die angefochtene Maßnahme in keinem Verhältnis zur verfolgten Zielsetzung stünde.

B.20.1. Die klagenden Parteien (Rechtssache Nr. 1941) bemängeln, daß Artikel 36 Nr. 2, der von Verwaltungsratsmitgliedern und Geschäftsführern der eine Lizenz der Klasse B beantragenden juristischen Personen verlange, daß sie eine den Erfordernissen der Funktion entsprechende Führung aufwiesen, unpräzise sei und daß Artikel 36 Nr. 3, der von den Betreibern verlange, daß sie die Identität der Aktionäre bekanntgeben könnten, die Vereinigungsfreiheit verletze. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1992 und 1995 bringen ebenfalls eine gleichartige Beschwerde gegen die Artikel 37 Nr. 3, 50 Nr. 3 und 51 Absatz 2 vor.

B.20.2. Der Hof stellt fest, daß das Kriterium der den Erfordernissen der Funktion entsprechenden Führung, das bereits im Statut der Staatsbediensteten (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/7, S. 27) und in verschiedenen gesetzlichen Bestimmungen zum Schutz des Sparens bekannt ist, dem vom Staatsrat als zu weit beurteilten Kriterium des Führungszeugnisses vorgezogen wurde (ebenda). Die beiden angefochtenen Bestimmungen ergeben sich aus dem Bemühen - das mit dem mehrfach ausgedrückten Bemühen um den Kampf gegen Geldwäsche verbunden ist (ebenda, Nr. 1-419/4, S. 27, und Nr. 7, SS. 8 ff.) -, die Transparenz des Betriebs von Glücksspielen zu gewährleisten (ebenda, Nr. 1-419/4, S. 36). Sie halten der Prüfung der Verfassungsmäßigkeit stand.

B.20.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1992 formulieren hinsichtlich des Artikels 37 Nr. 3 die gleichen Beschwerden wie hinsichtlich des Artikels 27 Absatz 1.

Diese Beschwerden müssen aus den in B.18 bis B.19 dargelegten Gründen abgewiesen werden. Es erfolgt in Übereinstimmung mit dem durch den Gesetzgeber angestrebten Ziel, daß dem betreffenden Sektor Regeln bezüglich der Transparenz auferlegt werden.

B.20.4. Die Beschwerde der klagenden Parteien, daß Artikel 36 Nr. 4 die Einrichtung von Spielautomatenhallen in der Nähe von Schulen, Krankenhäusern, durch Jugendliche besuchten Orten, Kultstätten und Haftanstalten verbiete, ist aus den gleichen Gründen, wie sie in B.9.3 angeführt wurden, unbegründet.

B.21.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 führen an, daß Artikel 37 Nr. 5 in diskriminierender Weise das Recht auf Eigentum sowie die Handels- und Gewerbefreiheit verletze, insofern er den Betrieb von Bars und Restaurants in Spielautomatenhallen verbiete, während ein solches Verbot für Spielbanken nicht bestehe.

B.21.2. Der Gesetzgeber konnte davon ausgehen, daß die Möglichkeit, in Spielbanken zu speisen, einer Tradition entspricht. Er ist im übrigen davon ausgegangen (B.13.2), daß die Schwelle für den Zugang zu automatischen Glücksspielen niedriger ist als zu Spielbanken, während, wie bereits von gewissen Parlamentariern angeführt wurde, die Gefahr von pathologischen Verhaltensweisen im Fall von Spielautomatenhallen größer ist als im Fall von Spielbanken (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, S. 9).

Unter diesen Bedingungen hat der Gesetzgeber, der strenge Regeln festlegen wollte, vernünftigerweise das angefochtene Verbot vorsehen können.

B.22.1. Die klagenden Parteien (Rechtssache Nr. 1941) bemängeln, daß Artikel 39 die Zahl der Glücksspiele, die in Einrichtungen der Klasse III (Schankstätten) betrieben werden dürften, ungeachtet deren Größe auf zwei begrenze und somit die Handels- und Gewerbefreiheit sowie die Niederlassungsfreiheit verletze.

B.22.2. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geht hervor, daß der Gesetzgeber - der es ins Auge gefaßt hatte, die Zahl der zugelassenen Spiele auf drei oder gar auf eins zu begrenzen (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 144) - die Bedingungen, unter denen der Betrieb von Glücksspielen in Schankstätten genehmigt werden kann, mit der Zahl der Spiele, die dort aufgestellt werden dürfen, verbunden hat:

«Diese [Bestimmungen] legen die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung der Lizenz der Klasse C fest. Selbstverständlich sind diese Bedingungen nicht so zahlreich wie diejenigen für Spielbanken und Spielautomatenhallen angesichts der begrenzten Anzahl Spiele, die betrieben werden dürfen.» (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-419/4, S. 37)

Da der Gesetzgeber auf der Grundlage von Anhörungen während der Ausarbeitung des Gesetzes der Auffassung war, daß die in Schankstätten zur Verfügung stehenden Glücksspiele die gefährlichste Abhängigkeitsform darstellen (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 144) - zusätzlich übrigens zu derjenigen, die durch das Trinken hervorgerufen werden kann - und daß der Schutz der Spieler vor dieser Abhängigkeit Bestandteil der legitimen Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes ist, verletzt die angefochtene Maßnahme nicht in diskriminierender Weise die im Klagegrund angeführten Freiheiten.

B.23.1. Die klagenden Parteien (Rechtssache Nr. 1941) bemängeln, daß die Artikel 44 und 45, aufgrund deren diejenigen, die eine berufliche Tätigkeit im Zusammenhang mit Spielen ausüben, über eine Lizenz der Klasse D verfügen müssen (Artikel 44), die insbesondere unter der Bedingung erteilt wird, daß ihre Führung den Erfordernissen der Funktion entspricht (Artikel 45), nicht präzisierten, worin der obengenannte Zusammenhang bestehe und der zuständigen Behörde eine zu große Ermessensbefugnis bezüglich dieser Bedingung einräumten.

B.23.2. Insofern Artikel 45 die Erfordernisse der Funktion erwähnt, hält er unter den in B.20.2 angeführten Gründen der Prüfung der Verfassungsmäßigkeit stand. Die Ermessensbefugnis, die der zuständigen Behörde zur Beurteilung des Zusammenhangs zwischen dem Spiel und der eine Lizenz beantragenden Person besteht, ist durch dasselbe Bemühen gerechtfertigt, dafür zu sorgen, daß die Personen, die in den somit kontrollierten Einrichtungen beschäftigt sind, vertrauenswürdig sind, und sie kann gerichtlich geprüft werden.

B.24.1. Die klagenden Parteien beanstanden, daß Artikel 54 § 1 des angefochtenen Gesetzes die Spielbanken und die Spielautomatenhallen einerseits und die Schankstätten und die Nationallotterie andererseits auf diskriminierende Weise behandle, indem er den Personen unter 21 Jahren den Zugang zu den erstgenannten Einrichtungen untersage, während Personen über 18 Jahre der Besuch der Schankwirtschaften und Minderjährigen sogar der Kauf von Produkten der Nationallotterie erlaubt sei.

B.24.2. Der Staatsrat hat den Gesetzgeber gebeten zu untersuchen, ob diese Bestimmung - unter Vernachlässigung der zivilen Volljährigkeit - nicht unverhältnismäßig war zum angestrebten Ziel (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 245); um diese Bestimmung aufrechtzuerhalten, hat sich der Gesetzgeber auf die Feststellung berufen, daß die Altersstufe von 18 bis 21 Jahren «die am meisten gefährdete Gruppe in bezug auf Abhängigkeit» und Mißbräuche ist, daß diese Altersstufe geschützt werden muß (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 151) und daß das obengenannte Alter «ungefähr übereinstimmt mit dem Alter, in dem die Jugendlichen wirtschaftlich unabhängig werden, sowie mit dem Ende der Postadoleszenz» (ebenda, S. 31).

Indem der Gesetzgeber das betreffende Verbot auf die Einrichtungen der Klassen I und II beschränkt hat, hat er sich nicht nach dem Wunsch des Justizministers gerichtet (der das Verbot auf die Einrichtungen der Klasse III ausdehnen wollte, ebenda, S. 151) und verwies dazu auf praktische Erwägungen:

«Für die Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II ist es an sich kein Problem, das Alter der Besucher zu kontrollieren. In Übereinstimmung mit Artikel 58 des vorliegenden Textes ist nämlich der Zugang zu den Spielsälen der Glücksspieleinrichtungen der Klassen I und II nur dann erlaubt, wenn die betreffende Person einen Identitätsnachweis vorlegt und der Betreiber ihren vollständigen Namen und ihre Adresse in ein Register einträgt.

Für den Betreiber einer Glücksspieleinrichtung der Klasse III ist dies allerdings nicht so einfach. Der Inhaber einer Schankwirtschaft darf nämlich seine volljährigen Kunden nicht auffordern, ihren Personalausweis vorzulegen; man kann auch kaum erwarten, daß er sich bei der Einschätzung ihres Alters nie täuscht, wenn er sich dabei nur auf den äußeren Anschein verlassen muß. Dies ist um so ungerechtfertigter, wenn man die Sanktion bedenkt, die mit einem Verstoß gegen diese Vorschrift verbunden ist, u.a. das Einziehen der Genehmigung. Es wird vorgeschlagen, hinsichtlich der Glücksspieleinrichtungen der Klasse III den heutigen Zustand aufrechtzuerhalten und Minderjährigen die Teilnahme an Glücksspielen in Wirtshäusern zu verbieten.» (ebenda, S. 151)

Diese Erwägungen rechtfertigen den beanstandeten Behandlungsunterschied.

Die Beschwerde bezüglich der Produkte der Nationallotterie ist unbegründet, da diese vom Anwendungsbereich des Gesetzes ausgeschlossen ist aus Gründen, die nicht als diskriminierend erachtet wurden (B.11.2).

B.25.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1998 verletze Artikel 54 § 2 in diskriminierender Weise die Handels- und Gewerbefreiheit, indem er Magistraten, Gerichtsvollziehern, Notaren und Mitgliedern der Polizeidienste den Zugang zu Spielautomatenhallen verbiete, jedoch nicht zu Schankstätten.

B.25.2. In Anbetracht des der angefochtenen Bestimmung zugrunde liegenden Bemühens um den Schutz der Ehrenwürdigkeit der darin erwähnten Funktionen und in Anbetracht dessen, daß der Besuch von Schankstätten nicht durch Spiele begründet sein kann, wie im Fall der Spielautomatenhallen, kann die angefochtene Bestimmung nicht als diskriminierend angesehen werden.

Die von den klagenden Parteien vorgebrachte Erwägung, wonach auf den Personalausweisen nicht der Beruf vermerkt sei und dessen Prüfung folglich für Betreiber von Spielautomatenhallen unmöglich sei, ist nicht sachdienlich; die strafrechtliche Haftung des Betreibers ergibt sich aus Artikel 62 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes, der vorsieht, daß der Zugang zu diesen Hallen nur zugelassen ist, wenn der Betreiber die Identität der um Zugang bittenden Personen einschließlich des von ihnen angegebenen Berufes in ein Verzeichnis einträgt.

B.26.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1903 und 1998 beanstanden, daß Artikel 58 Absatz 3 des angefochtenen Gesetzes das Aufstellen von Geldautomaten in den Spielautomatenhallen verbiete und somit auf diskriminierende Weise die Handels- und Gewerbefreiheit verletze.

B.26.2. Der Hof stellt fest, daß Artikel 58 Absatz 3 des Gesetzes das Aufstellen der strittigen Apparate in allen Einrichtungen verbietet, auf die das angefochtene Gesetz abzielt, so daß man der Beschwerde unterstellt, diese Einrichtungen mit all jenen zu vergleichen, in denen das Aufstellen dieser Apparate erlaubt ist.

B.26.3. Der Gesetzgeber hat das Aufstellen von Geldautomaten verboten, damit das Geld den Spielern nicht unmittelbar zur Verfügung steht (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/17, S. 164), und damit hat er eine Maßnahme ergriffen, die im Verhältnis zu dem von ihm angestrebten und in B.19.5 angeführten Ziel steht; die Maßnahme wird übrigens nur durch diejenigen als peinlich erfahren, die passionierte Spieler sind und die vom Gesetzgeber aus diesem Grunde geschützt werden.

B.27.1. Die klagenden Parteien beanstanden, daß Artikel 62 des angefochtenen Gesetzes die Spielbanken und die Spielautomatenhallen (Einrichtungen der Klassen I und II) einerseits und die Schankstätten (Einrichtungen der Klasse III) andererseits dadurch einer diskriminierenden Behandlung aussetzt, daß er nur die Erstgenannten zur Führung eines Registers verpflichtet, in das die Personalien der Personen, die Zugang zu diesen Einrichtungen haben, sorgfältig eingetragen werden. Dies würde der Achtung vor dem Privatleben sowie der Ehre und dem Ruf der Personen Abbruch tun.

B.27.2. Indem er eine Maßnahme angenommen hat, mit deren «Hilfe die Kontrolle über den Zugang zu den Spielsälen der Kasinos und [Spielautomatenhallen] verschärft werden soll» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/8, SS. 61-62), hat der Gesetzgeber eine Maßnahme in Übereinstimmung mit der in B.19.5 angeführten Zielsetzung ergriffen. Er konnte eine solche Maßnahme für Schankstätten vernünftigerweise verwerfen, nicht nur in Anbetracht der praktischen Schwierigkeit, diese Maßnahme durchzusetzen, sondern vor allem in Anbetracht des Umstands, daß Schankstätten nicht hauptsächlich wegen der Spielautomaten, die die Daseinsberechtigung bilden für die Einrichtungen der zwei anderen Kategorien, aufgesucht werden.

B.27.3. Der Gesetzgeber, der eine Tätigkeit zuläßt, die eine menschliche Schwäche ausnutzt, indem er insbesondere das Bemühen um dem Kampf gegen Geldwäsche zum Ausdruck bringt, kann rechtmäßig verlangen, daß diejenigen, die an Glücksspielen teilnehmen, zu identifizieren sind, um die Effizienz der von ihm als notwendig erachteten Kontrolle zu gewährleisten. Außerdem wären das Verbot und die Ausschlüsse, die in Artikel 54 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen sind, in Ermangelung einer solchen Maßnahmen weitgehend ohne praktische Wirkung.

Schließlich sieht der Hof in bezug auf eine solche Tätigkeit nicht ein, inwiefern die Eintragung in ein Verzeichnis der Identität der daran teilnehmenden Personen eine Verletzung ihrer Ehre und ihres Rufes darstellen würde.

B.27.4. Sicherlich ist es zutreffend, wie die klagenden Parteien (Rechtssache Nr. 1903) bemerken, daß die angefochtene Bestimmung, indem sie in Absatz 1 den Einrichtungen der Klasse I und der Klasse II die angefochtene Verpflichtung auferlegt und indem sie die Nichteinhaltung dieser Verpflichtung in Absatz 6 damit bestraft, «die Lizenz der Klasse II oder III [zu] entziehen», eine Inkohärenz beinhaltet, die bereits in dem Text des Abänderungsantrags vorkam, aus dem diese Bestimmung hervorgegangen ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1795/7, S. 5), und die wahrscheinlich die Folge eines materiellen Irrtums ist (dieser Irrtum wurde als «Textkorrektur» vom Senatsausschuß korrigiert, der den Entwurf nach der Kammer prüfte (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-419/23, SS. 17 und 19), doch der Irrtum wurde nicht im eigentlichen Text des vom besagten Ausschuß angenommenen Entwurfs korrigiert (ebenda, Nr. 1-419/23, S. 23)). Ein so offensichtlicher Irrtum erlaubt es nicht, die Begründetheit der geprüften Beschwerde nachzuweisen.

B.28.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1965 führen an, daß die von Artikel 71 geforderte Garantie mehrere Zigmillionen Franken betragen könne und daß diese Maßnahme folglich hinsichtlich der Auswirkungen unverhältnismäßig sei.

B.28.2. Vorbehaltlich der Darlegungen in B.17 ist es nicht unvernünftig, daß der Betrag der Garantie anhand der Anzahl Glücksspiele und der Art der Leistungen festgelegt wird, da man vernünftigerweise von dem Grundsatz ausgehen kann, daß die in den Artikeln 19 und 71 vorgesehenen Summen, deren Zahlung sie gewährleisten soll, ebenfalls anhand der Anzahl Glücksspiele und der Art der Leistungen festgelegt werden.

Die Garantie beträgt für die klagenden Parteien 500.000 Franken pro angefangene Gruppe von 50 Apparaten. Die klagenden Parteien haben nicht nachgewiesen, daß der Betrag der Garantie pro Apparat unverhältnismäßig im Vergleich zu den Einnahmen wäre oder daß der Betrag der Gesamtgarantie nicht im Verhältnis zu ihrem gesamten Umsatz stünde.

B.28.3. Die angefochtene Bestimmung enthält keine Maßnahme, die unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 71 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler die Wortfolge «fünfhunderttausend Franken pro angefangene Gruppe von fünfzig Apparaten für alle anderen Inhaber einer E-Lizenz» insofern für nichtig, als sie sich auf die Exporteure und Hersteller von für die Ausfuhr bestimmten Glücksspielen bezieht;

- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Juli 2001.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,

M. Melchior